

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## Le Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

- A nouveau sur “protectorat américain ou révolution prolétarienne”
  - La construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections dans le combat pour le front unique ouvrier
- 

Et aussi :

- La chronique des événements mondiaux (Palestine, Argentine, Chine...)
- Le “budget participatif” de Porto Alegre
- La campagne contre la IV<sup>e</sup> Internationale
- Notre histoire...

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- **Editorial :**  
**Le Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale** ..... p. 3
- **Chronique**  
**des événements mondiaux** ..... p. 9  
(Palestine-Maghreb, Argentine-Bésil, Chine)
- **A nouveau sur “protectorat américain  
ou révolution prolétarienne”** ..... p. 25
  - Extraits du rapport  
au Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
présenté au nom du secrétariat international  
par Frédéric Thuillier
  - Le mouvement ouvrier face à l’euro  
(Par Manuel Cuso)
  - L’enseignement n’est pas une marchandise.  
Notes sur la privatisation de l’Université  
(Par Dan Kaplan)
  - Algérie : sur le mouvement séparatiste  
des *archs*  
(Par Karim Labchri)
  - Un discours de Louisa Hanoune
- **La construction de la IV<sup>e</sup> Internationale  
et de ses sections  
dans le combat pour le front unique** ..... p. 71
  - Extraits du rapport de Pierre Lambert  
présenté au nom du secrétariat international  
au Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

- Les publications de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(Par Henry Halphen)
- Le combat de Socialist Organizer.  
Un appel publié par *The Organizer*
- Le combat du POUS  
(Par Carmelinda Pereira et Aires Rodrigues)

- **L'infamie. La campagne de calomnies  
contre la IV<sup>e</sup> Internationale  
et sa section française** ..... p. 105  
(Par Jean-Pierre Raffi)
- **Pourquoi  
cette avalanche antitrotskyste ?** ..... p. 110  
(Par Jean-Jacques Marie)
- **Il fallait l'inventer :  
l'antimondialisation à 0 % !** ..... p. 115  
(extraits du livre *Itinéraires*,  
de Daniel Gluckstein et Pierre Lambert)
- **Le morénisme de nos jours** ..... p. 124  
(Par Manuel Luna)
- **Notre histoire :  
la déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale  
sur les accords d'Oslo  
(septembre 1993)** ..... p. 131

**Editorial**

# **Le Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale**

## **Appel aux travailleurs et jeunes du monde, aux militants du mouvement ouvrier**

Le Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenu au moment où, dans des conditions différentes, en Argentine, en Palestine, les travailleurs et les jeunes se battaient pour la survie de leurs peuples.

Ces soulèvements, de même que la grève générale qui a submergé l'Italie, montrent que les travailleurs et les peuples ont la capacité d'offrir une issue favorable à la barbarie dans laquelle le capital enfonce l'humanité.

Ce congrès s'est tenu en Allemagne, là même où, il y a une douzaine d'années, les travailleurs ont jeté à bas le Mur de Berlin pour unifier le pays et, tous ensemble, défendre les conquêtes sociales de l'Est et de l'Ouest.

Les camarades allemands nous ont expliqué comment le capitalisme poursuit son œuvre de destruction : après la destruction de l'ensemble de l'industrie de l'est et d'une bonne partie de celle de l'ouest, ce sont les services publics et les conventions collectives qui sont visés.

Ils nous ont aussi informés du combat qui se mène dans les usines, dans les organisations, dans les universités, pour fournir des points d'appui à une résistance qui, malgré les obstacles, s'exprime en ce moment même dans les grèves de l'IG-Metall, le plus puissant des syndicats européens.

La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections participent au combat de front unique contre la déréglementation avec les militants des autres courants du mouvement ouvrier.

Dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs, regroupement axé sur l'indépendance des organisations ouvrières pour le combat contre l'exploitation et la guerre, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale venaient de participer à la Conférence internationale des femmes travailleuses et à la Conférence internationale contre la déréglementation et pour les droits ouvriers pour tous, qui a réuni des délégués de 51 pays à l'invitation du comité de suivi de la conférence de San Francisco, de l'Entente et d'un comité de militants syndicaux et sociaux-démocrates allemands.

Dans le cadre du Cinquième Congrès, les délégués des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale de tous les continents, ainsi que les militants invités, ont cherché ensemble les moyens pour aider au combat de résistance, de défense des acquis et des organisations contre l'offensive internationale du capital appelée mondialisation.

Ils se sont demandé :

— que faire pour aider à la résistance du peuple palestinien, pour œuvrer au combat pour la paix sur la base des droits des peuples ?

— que faire pour défendre les nations du Maghreb face à l'offensive impérialiste visant à les faire éclater ?

— comment aider à dégager une issue positive en Argentine et pour les autres peuples d'Amérique face à l'offensive de "libre commerce" (ALCA) ?

— comment aider au combat des travailleurs de l'ex-URSS, de la Chine ou de Cuba, qui combattent en défendant les segments de propriété sociale ?

— que faire pour défendre les acquis et les organisations des travailleurs d'Europe, cible centrale de l'offensive de destruction impérialiste, lorsqu'on sait que ces acquis sont un point d'appui pour les travailleurs partout dans le monde ?

— comment défendre les conventions de l'OIT, face au processus de révision-démantèlement ?

A partir de chacune de ces questions, nous avons mesuré les enjeux pour le mouvement ouvrier, à partir d'une appréciation d'ensemble et en essayant de dégager une méthode.

Nous considérons, et nous vous soumettons cette analyse, que le monde est à la croisée des chemins, pouvant basculer soit dans la barbarie, si les multinationales réussissent à imposer leurs plans, soit dans la révolution, par laquelle les exploités et les opprimés du monde ouvriront un avenir à l'humanité, la voie du socialisme.

Après le 11 septembre, Bush et le capital financier ont opéré un tournant, la guerre totale de longue durée contre les travailleurs et les peuples, qui illustre le point atteint par le régime de la propriété privée des moyens de production dans la marche à sa décomposition, menaçant d'entraîner l'humanité sur la voie de la ruine et de la destruction.

Oui, après le 11 septembre, l'impérialisme dominant tente de surmonter sa crise inéluctable par **une offensive, sans précédent, de guerre totale contre tous les peuples et toutes les classes ouvrières**, cherchant à s'assurer par tous les moyens des **parts de profit supplémentaires, fondées principalement sur la destruction de la force de travail**.

Cette offensive ne pourrait se déployer si elle ne disposait du relais que constitue la politique des appareils dans le mouvement ouvrier.

Mais le tournant du 11 septembre constitue aussi une réponse à la résistance des masses. Il met la révolution prolétarienne à l'ordre du jour. Il n'est pas étonnant qu'après le 11 septembre, il y ait eu l'Argentine. Et l'on pourrait dire qu'il n'est pas étonnant qu'avant le 11 septembre comme après le 11 septembre, la situation mondiale ait été profondément marquée par les développements de la révolution Palestinienne.

**Oui, les masses, confrontées à cette offensive d'une brutalité inouïe, résistent sur le terrain de la lutte de classe,** cherchent à préserver l'existence des organisations, ou, dans les pires situations, des segments d'indépendance de classe.

Nous sommes, en définitive, devant l'alternative : protectorat américain ou révolution prolétarienne. Ou l'impérialisme américain imposera la loi des multinationales en faisant éclater les États et les nations pour détruire l'ensemble des acquis du mouvement ouvrier, qui sont à la base de la civilisation, pour liquider physiquement des secteurs entiers de la classe ouvrière, des populations entières, afin de préserver le taux de profit ; ou bien, en conquérant et reconquérant la démocratie, les masses travailleuses et leurs organisations parviendront à défendre et récupérer ces acquis, ouvrant le chemin du progrès de l'humanité sur la base de la propriété sociale des moyens de production.

Les travailleurs et les jeunes ne sont pas prêts à se laisser entraîner dans l'abîme. Ils n'acceptent pas les conditions que la déréglementation et les privatisations visent à leur imposer.

Mais aucune situation objective ne produit *ipso facto* la révolution, car le mouvement ouvrier international est dominé par les tendances des cercles dirigeants des organisations — auxquels se joignent, sur leur propre plan, les organisations du Secrétariat unifié — inféodés à la société bourgeoise, et qui aujourd'hui veulent subordonner nos organisations à la mondialisation sous prétexte de lui donner un visage humain.

C'est là précisément que se trouve posé le problème des responsabilités propres de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la mise en œuvre d'une politique de front unique, incluant des composantes gardant leur propre physionomie, pour unir toutes les forces dans un effort permettant aux travailleurs et aux militants de saisir précisément les segments de l'indépendance de classe comme points d'appui pour la mobilisation.

La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections combattent avec d'autres militants, partout dans le monde, pour fournir des points d'appui pour le front unique des travailleurs et de leurs organisations contre l'ordre de la mondialisation, qui détruit l'ensemble des conquêtes sociales, démocratiques, de la civilisation.

Notre congrès a essayé de contribuer à une orientation de défense des acquis et des conquêtes, qui s'exprime dans le combat pour la défense et la reconquête de la démocratie.

Il n'y a pas de recette magique.

Les syndicats sont l'expression la plus fondamentale du front unique, car un syndicat rassemble des travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques ou religieuses, comme le dit Marx. Mais aujourd'hui, dans toutes les organisations syndicales à l'échelle internationale, sans exception, il y a des secteurs qui se dirigent vers l'intégration des syndicats dans les dispositifs de la "mondialisation". Cela veut dire que, dans le monde entier, d'un côté, les tra-

vailleurs cherchent à se réapproprier leurs organisations, et de l'autre côté, on va vers la destruction du syndicat.

De même, dans des partis politiques où s'exprime la contradiction entre leur origine historique comme partis ouvriers et l'orientation des appareils les contrôlant, qui en font des obstacles à l'action des masses, peuvent se trouver des éléments d'une politique de front unique. Ils s'appuient sur la volonté des militants de s'opposer à la liquidation de tout ce qui relie ces partis à leur origine (par exemple, dans le cas de l'Angleterre, le "New Labour" est contre le Labour Party) en défendant les revendications de la classe ouvrière.

En Argentine, les grands mouvements des travailleurs cherchent à dépasser les obstacles à l'unité par le moyen des assemblées ouvrières et populaires, dans lesquelles les syndicats devraient être partie prenante, mais cette démarche ne résout pas par elle-même le problème de la soumission des dirigeants aux injonctions du FMI, aux traités de libre-échange.

A chaque fois, sous des formes différentes, on retrouve, d'un côté, l'action des forces qui demandent l'abandon des systèmes de retraite, du pouvoir d'achat, des systèmes de santé, des services publics, des conventions collectives, et, de l'autre côté, le combat des travailleurs pour préserver, reconquérir ces acquis.

A chaque fois, sous couvert de donner un prétendu visage humain à l'œuvre de destruction de l'impérialisme, qui déchire les nations, ont retrouvé des pièges tels que le "budget participatif" pour intégrer les organisations à l'application de la déréglementation, de la privatisation, du démantèlement des droits et des acquis.

A chaque fois, les forces de la mondialisation œuvrent à l'affrontement entre régions, "ethnies", ou ont recours à d'autres formes de décomposition, voire même la guerre, tandis que les travailleurs recherchent la fraternité entre les peuples et la démocratie.

La IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas d'intérêts différents de ceux des travailleurs. Elle combat sur son programme pour l'abolition du système de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Et c'est à partir de cette position indépendante qu'elle cherche, à chaque occasion, sous des formes concrètes, à fournir des points d'appui pour le front unique pour la défense des droits, des acquis, des organisations.

Nous n'avons rien en commun avec l'impérialisme, qui veut intégrer et détruire les organisations que les travailleurs ont construites. Au-delà, donc, de toutes les divergences de positions qu'il puisse y avoir, nous défendons l'indépendance de tous les syndicats, nous cherchons l'unité de tous les partis dans le cadre du combat contre la politique destructrice du capitalisme appelée mondialisation.

C'est dans ce cadre que le congrès a pris des résolutions et a élaboré des propositions pour le combat dans les différentes régions et pays, et également des initiatives et des mesures de portée générale, telles que les mesures pour défendre la révolution palestinienne, pour contribuer aux suites des conférences des femmes et contre la déréglementation, ou, sur d'autres plans, pour célébrer le 85<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre 1917 en Russie, ou encore pour garantir la publication de *La Vérité*.

Le Cinquième Congrès mondial a pris les dispositions d'organisation et de direction visant à assurer l'action unie de toute l'Internationale sur la base de l'échange entre la direction et les sections.

Travailleurs, jeunes, en ce moment même, les chars sionistes essaient de massacrer le peuple arabe de Palestine et de créer une situation sans issue pour toute la

population de Palestine, y compris les travailleurs juifs, ainsi que pour les peuples de la région et du monde.

Quel avenir pourrait-il y avoir pour le combat des travailleurs dans chaque partie du monde, quel avenir pourraient avoir les peuples, si une telle barbarie s'impose ?

Avec le peuple palestinien, avec les travailleurs juifs qui s'opposent à la démarche de Sharon, avec ceux qui manifestent au Caire et à Alger, la rédaction de *La Vérité* s'adresse à vous tous pour vous proposer de soutenir tous les efforts afin de défendre le peuple palestinien et pour chercher une solution démocratique, en particulier en soutenant l'appel déjà signé par des parlementaires de toute une série de pays.

Nous vous appelons aussi à défendre les travailleurs chinois, qui, par dizaines de milliers, font la grève et se manifestent face à la vague de licenciements, et dont les dirigeants sont emprisonnés. A défendre les militants qui subissent la répression partout dans le monde.

Cette solidarité mutuelle est le socle de la lutte d'émancipation, qui, dans les difficiles conditions d'aujourd'hui, prépare la victoire sur la barbarie capitaliste.

Travailleurs, jeunes, nous vous invitons à discuter ensemble des tâches de ce moment pour agir ensemble, nous vous invitons à rejoindre les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale pour mener ce combat.

**Le comité de rédaction,  
le 16 avril 2002**

**P. S. :** L'ensemble des articles ont été rédigés avant le 16 avril.

**LA VERITE****Bulletin d'abonnement**

Un an, 4 numéros : 18 euros. Autres pays : 22 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre de *La Vérité*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Chronique des événements mondiaux

L'actualité de la lutte des classes est particulièrement dense, du fait de l'accélération des agressions contre les travailleurs et les peuples après le 11 septembre, et du fait de l'approfondissement de la résistance des peuples, qui s'exprime notamment en Palestine, mais aussi dans les manifestations de millions d'hommes à Rome, à Rabat, dans les grèves et les manifestations en Chine, sans parler de l'Argentine.

Devant l'impossibilité de couvrir toute cette diversité, il a fallu choisir et, pour ce faire, nous avons pris en compte le fait que, dans les autres rubriques, d'une certaine manière, nous rendons compte également de toute une série d'éléments sur la lutte de classes, dans toute une série de pays.

Nous avons donc sélectionné quelques éléments sur la Palestine et le Maghreb, sur l'Argentine et le Brésil, et sur la Chine.

Des événements d'une grande importance sont survenus lorsque ce numéro de *La Vérité* était déjà élaboré, comme la tentative orchestrée par l'administration Bush de renverser le gouvernement du Venezuela et l'irruption du peuple vénézuélien qui l'a fait échouer. Nous étions aussi à la veille des élections en France. Il nous était impossible de traiter ces faits, comme bien d'autres, sauf à retarder la parution de ce numéro, c'est-à-dire à repousser le compte rendu du Cinquième Congrès mondial, alors que la période met au premier plan les conclusions de ce congrès.

## Palestine : l'impérialisme s'en prend à feu et à sang

Ce numéro est publié alors que les chars de Sharon poursuivent l'occupation des villes de la Cisjordanie, que Jénine est un enfer, que des centaines de Palestiniens ont été massacrés lors de cette opération déclenchée avec le soutien ouvert de George W. Bush, celui-là même qui, à présent, se présente comme le sauveur.

Au moment où nous écrivons, Colin Powell, le secrétaire d'Etat de Bush, vient d'annoncer que les Etats-Unis envisagent d'envoyer des "observateurs". Nécessité qui fait ressortir toutes les contradictions que sa puissance même concentrent aux États-Unis. C'est un homme politique israélien qui tirait de la réalité du "protectorat américain" cette conclusion pour le Moyen-Orient :

*"Les Etats-Unis ne peuvent s'offrir le luxe de choisir le lieu où ils interviennent."*

Nulle part peut-être plus qu'au Moyen-Orient ne s'affirme le contenu de la politique menée par l'impérialisme depuis le 11 septembre 2001, de la guerre totale et sans limite déclarée par Bush : guerre contre les travailleurs du monde et contre les peuples.

C'est un axe essentiel de cette guerre que d'écraser le peuple palestinien, la révolution palestinienne menacée par le protectorat américain, et donc par l'ordre mondial de l'exploitation et de l'oppression.

Certes, répétons-le, les contradictions existent, mais toute la politique de l'impérialisme américain est axée sur la nécessité d'écraser la révolution palestinienne. Ce qui veut dire non seulement de nouveaux massacres, mais de nouvelles expulsions massives...

Mais en même temps, nous voyons des manifestations de masse se développer tous les jours. Les étudiants du Caire ont

été en première ligne, mais ils ont été relayés par un million de manifestants à Rabat, par les manifestations convoquées à Alger par le Parti des travailleurs, par les manifestations de Jordanie, du Liban, qui ont eu un grand écho dans le monde entier.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer l'annonce de l'intervention directe des Etats-Unis (pour l'instant, sous couvert d'"observateurs"), qui est accompagnée de l'exigence de Bush, adressée aussi bien aux dirigeants palestiniens qu'aux régimes arabes, de la plus complète trahison des demandes dont dépend la survie du peuple palestinien, notamment de la renonciation au droit au retour.

C'est justement le silence à ce sujet qui constitue le trait le plus marquant du prétendu "plan saoudien de paix", qui, d'ailleurs, reprend les formules que l'impérialisme a voulu imposer à partir de la conférence de Madrid : "échanger la paix pour des territoires", "deux Etats", etc. Bref, tout ce que la deuxième Intifada a balayé. Donc, ce "plan" exige comme préalable l'écrasement du peuple palestinien.

C'est inacceptable, comme est inacceptable l'attitude de tous les gouvernements impérialistes et celle des gouvernements arabes, alors que, depuis des semaines, les images du carnage sont sur les écrans de télévision du monde entier.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier, même si des dirigeants marchent sur la voie tracée par les gouvernements — donc, en fin de compte, par Bush —, les manifestations d'inquiétude se multiplient chaque jour, parce que les libertés et les droits sont indivisibles et que les droits et les organisations sont partout en danger si l'on permet qu'un peuple et ses organisations soient écrasés.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer l'appel lancé le 24 février à Berlin, pendant

la Conférence internationale contre la déréglementation et pour les droits ouvriers pour tous, par deux députés :

Louisa Hanoune (Parti des travailleurs d'Algérie) et Bengt Silfverstrand (Parti social-démocrate suédois).

### Déclaration des députés

Louisa Hanoune (Algérie) et Bengt Silfverstrand (Suède)

*“Nous sommes députés dans nos pays respectifs, la Suède et l'Algérie. Nous nous sommes rencontrés à Berlin, à l'occasion de la tenue de la Conférence internationale contre la déréglementation, pour les droits ouvriers pour tous, qui a regroupé des militants ouvriers de tous les continents.*

*Attachés aux droits de l'homme, à la démocratie, à la paix dans le monde, et donc aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, à vivre libres, nous constatons que les gouvernements des grandes puissances, les institutions internationales dénie ces droits aux peuples et, plus particulièrement, au peuple martyr de Palestine, qui, depuis 1948, est exproprié de sa terre, privé du droit au retour de ses réfugiés, victime d'une guerre d'extermination continue.*

*Ayant appris que de nouvelles menaces sont annoncées contre le peuple palestinien, meurtri par les bombardements et le bouclage, en notre qualité de défenseurs des droits ouvriers et démocratiques, contre la déréglementation et les privatisations, contre la guerre, nous affirmons que les droits, la démocratie, sont indivisibles.*

*C'est pourquoi nous déclarons solennellement que nous sommes plus que jamais mobilisés pour la défense des droits des peuples en général, du droit du peuple palestinien en particulier, à la paix, et donc à l'intégrité, à la vie, à l'émancipation nationale, au retour des réfugiés chez eux.”*

**Berlin, le 23 février 2002**

**Louisa Hanoune,**  
**député à l'Assemblée populaire**  
**nationale d'Algérie**  
**Bengt Silfverstrand,**  
**membre du Parlement suédois**

Depuis, des parlementaires de toute une série de pays contresignent cet appel.

#### **Premiers signataires :**

**Grande-Bretagne :** George Galloway (député), Alice Mahon (députée), Ann Cryer (députée), Michael Connarty (député), Dorothy Grace-Elde (députée au Parlement régional d'Ecosse), John Mc Allion (député au Parlement régional d'Ecosse), Pauline Mc Neill (députée au Parlement régional d'Ecosse), Eliane Smith (députée au Parlement régional d'Ecosse), Helen Eadie (député au Parlement régional d'Ecosse), Derek Waytt (député) ;

**Australie :** Maria Wanwakinou (députée) ;

**Espagne :** Gaspar Llamazares (député) ;

**Nouvelle-Zélande :** Tim Barnett (député) ;

**Suisse :** Dominique Hausser (député, président du PS genevois), Christian Brenier (député, chef de la fraction PS au Grand Conseil genevois), Laurence Fehlmann-Reelle (députée), Adriano Cramerli (député au Grand Conseil, Neufchâtel), Carb Sommaruga (député au Grand Conseil genevois) ;

**Brésil :** Lara Bernardi (députée fédérale), Luis Edouardo Greenhalgh (député fédéral) ;

**Algérie :** Younsi Mohamed Djahid, Leghima Djillali, Kolai Boualem, Bekioui Abdelkader, Ben Mohamed Mustapha, Djoudi Djelloul, Boucif Djillali, Bensafi Abdelkader, Boualia Ben Amar, Bahbouh Nourredine, Messahel Mekki, Mezzar Nacer, Souami Hachemi, Haffaf Hassene, Zenagui Amar, Bouchama Fatiha, Bouguetaya Sadek, Meraoui Mahmoud, Hissoune Habib, Tafriss Abdellah, Mokri Abederrezak, Moulkhaloua Abdellah, Ben Drihem Haider, Ferrad Mohamed Rezki, Belaid Abdelaziz, Guidoum El-Hadj Habib, Soussi Mohamed, Rais Mohamed, Belabess Belkacem, Ben Dakir Said, Guerbi Omar, députés à l'Assemblée nationale populaire.

## Un discours de Louisa Hanoune

*“Je serai présente au meeting que vous avez convoqué le 5 avril à Paris, au Zénith.”* Des tracts et des affiches reproduisaient cet annonce. *“J’y serai présente après avoir organisé, le 2 avril, dans mon pays, avec d’autres mouvements, une manifestation de défense du peuple palestinien. J’y serai présente pour que soit constituée dans tous les pays l’unité de tous les peuples pour faire cesser immédiatement l’effroyable guerre engagée contre le peuple palestinien, qui aspire à la paix et à vivre libre sur le territoire de la Palestine.”*

Le soir du 5 avril, le Parti des travailleurs (France) tenait son meeting de campagne de l’élection présidentielle à la salle du Zénith, la salle des grands meetings, à Paris. A côté du candidat Daniel Gluckstein, sous la présidence de Pierre Lambert, il y avait, entre autres, Louisa Hanoune. Voici ce qu’elle a dit sur la Palestine :

*« Je crois que chacun d’entre nous, la terre entière, est en train de suivre avec horreur ce qui se passe à Ramallah, à Jénine, à Tulkarem, partout. Il n’y a plus de mots pour qualifier ce qui se passe. Il n’y a plus de mots pour qualifier ce génocide, cette guerre d’extermination, cette barbarie, ces méthodes nazies.*

*Je le dis, et je suis à l’aise pour le dire. Je suis Algérienne, les peuples des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, on ne peut les accuser d’antisémitisme : ils sont sémites eux-mêmes.*

*Et notre problème n’a rien à voir avec la religion. La lutte du peuple palestinien n’est pas un conflit de religion. C’est une lutte pour la décolonisation, pour l’indépendance nationale.*

*Camarades et amis, en regardant ces images, certainement, chacun d’entre vous se pose la question : pourquoi en est-on arrivé là ? Comment expliquer cette horreur, cette impasse ? Ces massacres, ces attentats, ces jeunes qui meurent tous les jours, où est-ce que ça va mener ?*

*Ça fait cinquante-quatre ans que ça dure, parce qu’il y a eu un déni de droit décrété par les “grands de ce monde” à travers la partition de la Palestine, parce qu’il y a eu 5 millions de réfugiés chassés de chez eux ; parce qu’il y a eu l’expropriation de la terre ; parce qu’il y a eu un*

*déni de droit historique. Nous, qui nous battons en Algérie pour qu’il y ait reconnaissance des droits historiques des deux composantes du peuple algérien pour sceller l’unité de la nation, nous sommes obligés de nous poser des questions.*

*Tous les plans de paix ont échoué. Il ne pouvait en être autrement. Ils consacraient le déni de droit. Ils consacraient la remise en cause de la souveraineté d’un peuple, du droit à l’autodétermination pour le peuple palestinien.*

*Amis et camarades, je suis allée à Berlin, où j’ai eu l’honneur de coprésider les deux conférences internationales, et là-bas, j’ai pu entendre par les témoignages que la mondialisation, c’est tout le contraire, c’est la négation de l’internationalisme, parce que la mondialisation, c’est la destruction des nations. Et, bien évidemment, parce qu’il n’est pas possible de diviser les droits, la démocratie, nous ne pouvons séparer les droits économiques des droits démocratiques, et nous avons pris une initiative, un député suédois et moi-même, en solidarité, à travers une déclaration pour soutenir le peuple palestinien. Nous nous adressons depuis à tous les Parlements, et déjà une centaine de Parlements à travers le monde ont été saisis. Vous avez peut-être eu la déclaration. Des signatures commencent à nous parvenir. Et nous continuerons, nous interpellons sans arrêt, pour qu’à travers les députés, et indépendamment de la nature des Parlements, s’exprime la solidarité des peuples, quelle que soit la position des gouvernements.*

*Et nous menons d’autres actions. Je viens d’un pays où, en 1947 — lorsque le mouvement national organisait la lutte pour l’indépendance de l’Algérie —, des hommes, des militants algériens, en grande partie des berbérophones amazighophones, ont fait 5 000 kilomètres à pied pour rejoindre la Palestine, pour combattre la partition de la Palestine, pour le droit du peuple palestinien. Alors, malgré l’état d’urgence, le mardi 2 avril, nous sommes sortis dans la rue, le Parti des travailleurs a appelé à une marche. Bien sûr, elle a été interdite, mais nous avons résisté et nous sommes exprimés ; et nous allons ressortir pour manifester. Et les étudiants, dans toutes les universités algériennes,*

essaient de briser les portes, comme ils l'ont fait en Egypte, comme ça s'est produit en Tunisie, dans tous ces pays où il n'y a pas de liberté. Et nous continuerons à résister.

*Qu'est-ce qui a fait qu'on en arrive là ? Pourquoi toutes les populations de la région sont-elles enfermées dans cette spirale infernale ? Parce qu'il ne leur a pas été proposé une issue juste, démocratique, de paix réelle.*

*La réponse n'est-elle pas à chercher dans la nature même de l'Etat d'Israël, tel qu'il a été conçu par ses parrains en 1947 ? N'est-ce pas parce que c'est un Etat religieux, discriminatoire, et que, par conséquent, y compris les populations juives dans la région, et la situation le prouve, sont en danger ? Tous les peuples de la région sont en danger.*

*Alors oui, bien sûr, il nous faut continuer à manifester, à crier notre colère pour que cesse ce génocide. Notre responsabilité est d'apporter des réponses. Pour ma part, je pense qu'il y a une solution, et que nous devons débattre. Je puise dans l'expérience de mon pays. Jamais il n'y aurait eu de paix en Algérie si on n'avait pas recouvré toute la terre algérienne. Et sur la terre algérienne peuvent vivre tous ceux qui veulent y vivre. Je crois que c'est la même chose pour la Palestine, pour la sauvegarde de tous les peuples de la région, de toutes les populations.*

*La solution, elle ne peut être qu'un seul Etat palestinien sur tous les territoires de la Palestine, une République palestinienne laïque et démocratique, une République de citoyens égaux. Sans discrimination, ni sur la base de la confession, ni sur la base de l'origine, ni de la langue : égalité de droits entre tous les citoyens. Nous pensons que c'est celle-là, la solution vraiment réaliste et réalisable. Parce que de cette issue-là dépend l'avenir de toute la région, et bien au-delà.*

*Alors oui, camarades et amis, nous sommes bien sûr dans un moment extrêmement difficile. Les peuples et les travailleurs traversent des moments très difficiles. Mais nous le voyons, il n'est pas trop tard.*

*J'en veux pour preuve que dans un pays comme le mien, déchiré par la guerre, dans lequel interviennent différents acteurs étrangers, différents intérêts étrangers, il*

*est possible d'obtenir une victoire. Alors oui, nous pouvons faire face à la barbarie, comme l'ont soulevé tous ceux qui m'ont précédée. Faire face à la barbarie et préserver les acquis de la civilisation humaine. Et pour la Palestine, continuer à manifester, parce que nous voulons la paix dans le monde, la vraie paix. Nous voulons que les peuples vivent dans la fraternité, pour qu'ils réalisent le progrès. Nous voulons regarder vers l'avenir, nous voulons que cesse l'angoisse, que cessent les plus de 80 conflits dans le monde. Nous voulons que cesse le terrorisme des privatisations, de la dette extérieure, des agressions militaires, des embargos, qui tuent des millions d'êtres humains, en Irak et ailleurs.*

*Nous devons et nous pouvons résister, et nous continuerons à nous mobiliser pour que cessent les massacres en Palestine, mais aussi pour dire que le droit pour les 5 millions de réfugiés palestiniens à rentrer chez eux, dans leurs villages, doit être consacré comme garantie pour la paix. Nous devons manifester et dire que le peuple palestinien a le droit de recouvrer toute sa terre spoliée. Il a le droit de se réunifier sur sa terre, pour exercer sa souveraineté sur son sort, pour disposer de lui-même. Et nous devons continuer à nous mobiliser et à dire : la paix est possible au Moyen-Orient, à la condition que soit consacrée et préservée l'intégrité des nations et que soit reconnu le droit pour le peuple palestinien de fonder son Etat dans le cadre de la nation, avec des citoyens égaux. C'est certainement celle-là, la voie de la paix, la voie de l'avenir, la voie du progrès, la voie du renforcement de la civilisation humaine.*

*Je voudrais conclure en disant deux mots à mes compatriotes qui sont ici, et qui, je le sais, sont, comme nous tous, les yeux tournés vers ces événements qui déchirent le monde. Je voudrais leur dire que dans les manifestations que nous avons réalisées, que nous allons encore réaliser, nos mots d'ordre sont les suivants : nous prêtons serment que personne ne nous fera taire tant que les Palestiniens ne seront pas libres.*

*Nous prêtons serment que personne ne nous fera taire tant que ne reviendront pas les réfugiés chez eux, en Palestine.*

*A bas la guerre, vive la souveraineté des peuples ! »*

La salle entière s'est mise debout à plusieurs reprises pour applaudir Louisa. Les organisateurs du meeting ont appelé à signer et faire signer massivement l'appel des parlementaires, ce qui, relayé par l'Entente internationale des travailleurs et

des peuples, a commencé à se faire tout de suite, dans toute une série de pays.

Il est lourd de signification que cet appel soit lancé à partir d'Alger. Parce que le Maghreb est au bord de l'explosion.

## Le Maghreb : où mène le protectorat américain ?

En même temps que Bush-Sharon attaquaient le peuple palestinien, de façon combinée, l'impérialisme a fait monter la pression dans le Maghreb, attisant deux foyers pour menacer d'éclatement l'Algérie et le Maroc.

Rien de cela n'est dû au hasard. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le Maroc et l'Algérie sont des points forts du soutien au combat du peuple palestinien. Pour imposer le protectorat américain, il faut diviser les peuples algérien et marocain. Surtout que le pétrole se trouve aussi bien dans le sud de l'Algérie (ce qui entre en compte dans les plans de dépeçage de l'Algérie) que dans le sud-est du Maroc.

Une véritable guerre menace le Maghreb, et particulièrement le Maroc et l'Algérie. Le 25 février, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a proposé pour la première fois au Conseil de Sécurité la partition du territoire du Sahara occidental (ancienne colonie espagnole jusqu'en 1975). Il a menacé, si le "nouveau plan de paix" n'était pas accepté, de se voir "obligé" de retirer les troupes du Minurso (1), troupes qui, depuis onze années, sont dans la région, avec l'objectif affiché de "faire respecter le cessez-le-feu" signé entre le Polisario et le gouvernement marocain.

Cette nouvelle démarche de l'ONU dans la région fait suite à la pression exercée par les Etats-Unis. Il faut se rappeler que l'ex-secrétaire d'Etat américain, James Baker, avait proposé un plan de "pacification", consistant en la constitution d'une région autonome avec de larges pouvoirs sur le territoire du Sahara occidental, région formellement autonome

dans le cadre de la monarchie marocaine. Ce plan "*de la troisième voie*" dessiné en 1997 faisait du Sahara le fer de lance d'un éclatement de la nation marocaine par le biais de "l'autonomie", au goût des multinationales qui cherchent à exploiter les richesses du Maroc. Il s'est heurté à des résistances, notamment de la part du peuple marocain. En réalité, le nouveau plan de Kofi Annan de partition du Sahara, consistant à diviser le territoire avec une partie sous contrôle du Maroc et la partie sud placée sous contrôle du Polisario, où ce dernier pourrait proclamer un Etat indépendant, apparaît avant tout comme un élément supplémentaire de pression pour que le plan Baker soit accepté.

Entre-temps, le Conseil de sécurité a prolongé le mandat du Minurso jusqu'à la fin du mois d'avril. Le régime algérien, qui a soutenu le Polisario après le retrait de l'armée espagnole, s'oppose à ce nouveau plan au nom du prétendu droit à l'autodétermination du Sahara. Ces dernières semaines, le ton est monté entre les gouvernements marocain et algérien. Personne n'est dupe sur le fait que, derrière cela, c'est l'impérialisme américain, qui, par le biais de l'ONU, cherche à aiguïser un conflit qui peut y compris prendre la forme d'un affrontement militaire, pour le contrôle des richesses pétrolières et de gaz de toute la région.

Ce n'est pas non plus un hasard si, parallèlement, les services juridiques de l'ONU ont émis un veto contre le Maroc

(1) Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental.

pour la concession à l'exploration pétrolière dans la région. Ainsi, le 29 janvier 2002, l'assesseur juridique du Conseil de Sécurité de l'ONU se prononçait contre la légalité des contrats conclus par le Maroc avec des entreprises pétrolières pour l'exploitation au large des côtes du Sahara occidental.

Le "protectorat américain" prend son véritable sens : attiser les affrontements entre les nations, dans le cas présent entre les nations marocaine et algérienne, pour exploiter plus efficacement les richesses naturelles de la région.

---

## DES FAITS HISTORIQUES

---

L'armée espagnole a envahi le Sahara marocain en 1882, et ce fut le premier pas, après la domination des enclaves de Ceuta et Melilla, pour coloniser tout le pays, qui, à partir de 1912, est divisé entre l'Espagne, dont l'armée, qui s'installe dans le Rif (nord du pays), et l'impérialisme français, qui impose son protectorat sur le reste du pays. Mais ce partage impérialiste artificiel n'a jamais empêché le peuple marocain de lutter dans l'unité — dans le Rif et au sud — pour l'indépendance de toute la nation marocaine. Cette lutte pour l'indépendance du pays prendra des formes particulières dans les derniers jours du colonialisme, avec surtout les luttes de la classe ouvrière marocaine pour constituer son propre syndicat national, et donc se constituer comme classe nationale.

Cela aboutira à la constitution de l'Union marocaine du travail (UMT) en mars 1955, qui va accélérer les luttes pour l'indépendance du pays, aussi formelle soit-elle, après les accords d'Aix-les-Bains et de Madrid en 1956. Dans les accords avec la dictature espagnole n'apparaissent plus ni le Sahara, ni Ceuta, ni Melilla, ni les îles occupées par l'Espagne.

Il existait un article secret, qui envisageait que l'armée espagnole ne se retire du Tarfaya (2) qu'après l'élimination de l'Armée de libération marocaine (ALM), qui ne voulait déposer les armes qu'à l'indépendance totale. Et en 1958, lors de l'opération "Ecovion", l'armée espagnole

et l'armée française ont écrasé l'ALM et se sont retirées de la province. Cela a permis l'intronisation de la monarchie alaouite, qui, dès le début, se constitue contre la nation marocaine, tout en jouant la carte de l'identité marocaine du Sahara pour forcer l'union nationale.

A partir de cette année-là, le gouvernement du Maroc n'a cessé de demander à l'ONU et au Tribunal international de La Haye de mettre fin aux colonies espagnoles, surtout au Sahara. En 1975, alors que le Maroc connaissait un état d'exception (dissolution du Parlement et élimination du ministre de la Défense après deux coups d'Etat manqués des militaires), le Tribunal international a jugé légitimes les revendications marocaines concernant son intégrité territoriale et ses droits historiques sur le Sahara. C'est à partir de cette date que les deux régimes — espagnol et marocain —, mais aussi le régime algérien, ont commencé à jouer chacun sa carte pour imposer une situation de conflit permanent au Sahara marocain. Avant son départ, l'armée espagnole avait tenté de constituer un Etat croupion dans cette région et a cédé son armement au Polisario, avec l'implication directe de la Sécurité militaire algérienne.

Au même moment, le régime marocain investissait le Sahara par la "Marche verte", le 6 novembre 1975, et, à partir de cette date, des affrontements militaires se produisaient entre le Maroc et le Polisario. Au nom de la guerre, le régime marocain interdisait à tous le droit de grève et à l'organisation indépendante de la classe ouvrière, et c'est au nom de la guerre qu'il gelait les salaires et attaquait toutes les conquêtes de la classe ouvrière et de l'indépendance.

En 1981, le régime marocain proposait un référendum au Sahara ; mais la guerre a continué jusqu'en 1989 et, après le cessez-le-feu, le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté l'envoi des troupes du Minurso au Sahara. Le fait de la présence de ces troupes sur les territoires marocains signifie qu'une proportion importante du budget national y est consacrée. C'est donc une attaque frontale contre les bud-

---

(2) Tarfaya : ancienne zone du "Maroc espagnol méridional", sur l'Atlantique, au sud du cap Juby.

gets sociaux (l'éducation, la santé publique) et, en même temps, cela constitue un danger constant de guerre dans toute la région. En 1997, le plan Houston de l'ONU confirmait l'option du référendum.

Après dix années de "préparation" du référendum, contesté en permanence, Kofi Annan envoyait James Baker, l'ami personnel de Bush, l'architecte des guerres dans le continent africain, pour s'emparer de ce dossier et négocier avec toutes les parties impliquées dans le conflit sur la base de la proposition d'un autre plan de partition, ce qui a abouti à un ultimatum américain à l'adresse de toutes les parties (marocaine, algérienne et "saharienne"), exigeant leur soutien au plan dit de la "troisième voie", c'est-à-dire ni indépendance, ni intégration dans la nation marocaine, mais subordination à la monarchie, avec une large autonomie qui amorce l'éclatement du Maroc en régions.

Dans les projets du régime marocain, celui de la régionalisation inclut notamment la "concession" d'un statut d'autonomie pour la région du Rif, dans l'objectif de faciliter l'afflux d'investissements étrangers, profitant du taux de chômage élevé dans cette région, et donc d'une main-d'œuvre bon marché.

---

## LA RÉALITÉ DE LA "TROISIÈME VOIE" OU LES VRAIS ENJEUX DE CETTE GUERRE

---

Il faut préciser que tous les plans impérialistes ont un aspect à la fois social et national.

### • L'aspect national

La nation marocaine s'est constituée en résistant à l'occupant (portugais, espagnol, français, etc.) et la "troisième voie" n'est qu'une arme pour détruire cette nation en faisant du Sahara l'avant-garde pour accélérer le processus de la régionalisation et du dépeçage de la nation marocaine en divisant le pays en plusieurs zones de libre-échange. Il faut mettre ce

plan en rapport avec l'application progressive jusqu'à 2010 du traité de libre-échange avec l'Union européenne, ainsi que des traités avec des pays européens, dont l'Espagne. Ce traité implique la destruction de pans entiers de l'économie marocaine en offrant aux capitaux et aux produits européens les richesses, la main-d'œuvre, le marché national. Ce traité exige aussi la concurrence entre les États du Maghreb sur la question : *"Lequel d'entre eux peut avancer dans l'application des contre-réformes destructrices pour être plus compétitif que l'autre ?"*

Ainsi, le gouvernement de Youssoufi a-t-il mis en chantier une réforme de la Constitution pour "l'adapter" au traité de libre-échange.

De plus, l'impérialisme américain, pour sauvegarder sa stratégie au Moyen-Orient, a tout intérêt à développer la décomposition et créer un climat d'affrontement, de préguerre, dans la région maghrébine, voire éventuellement jeter toute la région dans la guerre. Pour l'impérialisme américain, il faut déstabiliser le Maghreb afin d'essayer de stabiliser ses intérêts au Moyen-Orient, menacés par la deuxième Intifada palestinienne. C'est en même temps le moyen pour en finir avec la mobilisation extraordinaire de soutien au peuple palestinien au Maroc. Dès le début de la deuxième Intifada, plusieurs manifestations de masse ont eu lieu dans tout le Maroc, en particulier à Rabbat et à Casablanca.

Et face à l'irruption de l'armée israélienne en Cisjordanie, c'est à Rabat que la plus grande manifestation a eu lieu.

### • L'aspect social

Les gouvernements successifs au Maroc ont tenté de liquider toutes les normes de travail au nom du libre-échange. Il y a eu plusieurs projets de cette contre-réforme : 1993, 1994, 1995, 1998 et 1999, mais toutes ces tentatives ont échoué pour l'instant, grâce à une résistance acharnée de la classe ouvrière et de son organisation syndicale (UMT), qui disait que *"toute réforme en matière de législation sociale durant cette période de crise ne peut être que contre la classe ouvrière"*. Donc, la destruction de la nation marocaine par le biais de la régio-

nalisation, et donc, la destruction de l'unité de la classe ouvrière et de l'unité de ses organisations, et en premier lieu de l'UMT (on parlait déjà de l'introduction de SMIC par régions), seraient pour l'impérialisme et ses agents locaux un moyen pour y parvenir. Dans le même temps, il s'agit, pour l'impérialisme, d'en finir avec la mobilisation de la classe ouvrière en Algérie contre la privatisation des services publics et des hydrocarbures, pour la satisfaction des revendications socio-professionnelles. Ce faisant, l'impérialisme se fixe pour objectif de détruire la classe ouvrière algérienne, la nation algérienne, que dix années de guerre de décomposition n'ont pas réussi à liquider. Un objectif que, sur un autre plan, il poursuit par la manipulation de la question berbère.

Aujourd'hui, et après les obstacles auxquels s'est heurtée cette "troisième voie", le régime algérien et le Polisario s'opposant au plan Baker et les résistances à la régionalisation se faisant sentir au Maroc, l'impérialisme américain, qui veut imposer son protectorat à l'échelle du monde après le 11 septembre, semblerait pousser les deux gouvernements (l'Algérie et le

Maroc) à la guerre, avec l'implication directe du régime espagnol. L'impérialisme américain pourrait apparaître comme le pacificateur après avoir poussé à l'affrontement, donc en position de force pour atteindre ses objectifs, le contrôle des richesses pétrolières et du gaz de la région, et priver la révolution palestinienne du soutien que représente la mobilisation active des peuples de la région. Même sans arriver au déclenchement de la guerre, la situation créée par l'annonce de l'ONU joue déjà en ce sens.

En réalité, le plan Baker prévoit que la partie du Sahara marocain riche en matières premières doit être sous contrôle international, c'est-à-dire livrée au pillage des multinationales américaines, dans la mesure où, en plus du phosphate, la région regorge de pétrole et de gaz non encore exploités.

L'intérêt des peuples, des nations du Maghreb et des travailleurs est l'établissement d'une Union libre des nations du Maghreb, émancipées de la tutelle des impérialismes américain et européens, qui ne cherchent qu'à piller les richesses de la région.

## L'Argentine et le Brésil

En Amérique, après le 11 septembre, Bush a décidé d'accélérer la mise en place de la zone de libre-échange continentale ALCA, et c'était là avant tout l'objectif du nouveau vote du Congrès, qui, finalement, lui a donné — avec certaines limitations — les pouvoirs spéciaux pour négocier des traités commerciaux internationaux, ce que l'on avait appelé le "fast-track", et que les campagnes syndicales avaient empêché avant le 11 septembre. Or l'ALCA est le moteur du processus de destruction des nations de toute l'Amérique, comme le montre de façon exemplaire le cas argentin : Bush et le FMI ont programmé la banqueroute économique de leur "meilleur élève".

La situation en Colombie est une autre expression de cette même offensive : les

Etats-Unis font pression pour mettre fin à la trêve avec la guérilla, en renforçant massivement l'armée et surtout le contrôle des Etats-Unis mêmes, ce qui, indépendamment des intentions, peut ouvrir les portes pour une intervention militaire directe.

Au Venezuela aussi, Washington a poursuivi par tous les moyens l'action pour déstabiliser le gouvernement Chavez.

Au Brésil, nous rencontrons tous les ingrédients qui ont mené à l'explosion révolutionnaire en Argentine : la politique appliquée par un gouvernement minoritaire haï par les masses est la même, de Menem à De La Rúa — privatisations, démantèlement des services publics, attaques brutales contre les conditions de

vie des masses et les droits ouvriers, le tout provoquant un énorme mécontentement populaire.

---

## ARGENTINE : L'IMPASSE ? RIEN N'EST TRANCHÉ !

---

En Argentine, des années de résistance des travailleurs et du peuple contre la politique pro-FMI des deux grands partis — “péronistes” et “radicaux” — a mené à une situation où toutes les institutions sont remises en question par les masses (“*Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste pas un seul !*”).

D'ailleurs, la collaboration de la direction de la CGT, dirigée par l'appareil péroniste, avec cette politique a provoqué un processus de désagrégation et d'affaiblissement syndical.

A partir du soulèvement ouvrier et populaire de décembre, les grèves, les “*cacerolazos*” et les manifestations, la multiplication d'actions “autoconvoquées”, qui a amené à la constitution d'assemblées populaires dans les quartiers, aussi bien du Grand Buenos Aires que de la plupart des provinces du pays, c'est un processus qui — avec des hauts et des bas — continue à marquer la situation.

La situation est aussi marquée par la crise de direction du mouvement ouvrier, par l'inexistence d'un point d'appui qui centralise politiquement le mouvement. Malgré cela, le gouvernement Duhalde est dans l'impasse.

Quels sont les traits de la situation ?

L'impérialisme américain a tiré rapidement les conséquences politiques de la situation : son inquiétude, c'est le danger révolutionnaire ; donc, il a entrepris, en s'appuyant sur l'ONU et l'Eglise, de regrouper toutes les forces politiques et sociales dans le cadre du “dialogue argentin”.

Quel est le contenu de ce coupe-feu ? Le moratoire (partiel) du paiement de la dette externe, comme cadre, signifie avant tout éviter la rupture de l'Argentine, mais aussi du Brésil et des autres pays de la région, avec le FMI, et donc, de soumettre le pays aux exigences du FMI.

---

## LE FMI ORGANISE LE “PROTECTORAT”

---

Cela équivaut à profiter de la crise pour approfondir son “protectorat” en utilisant la politique de “moratoire” (partiel) pour contrôler directement l'économie. Début mars, Anog Singh, l'envoyé spécial du FMI, avait adressé avant de partir une lettre “personnelle” au ministre de l'Economie : un relevé d'exigences, les décisions que le FMI demandait qu'on prenne. D'après *Clarín*, la lettre incluait trois sortes de demandes :

- des mesures pour libéraliser tous les prix, en éliminant toute intervention de l'Etat ;

- des mesures “*pour la sécurité juridique*” ;

- des réformes structurelles, notamment la restructuration du secteur des finances (réduction du nombre d'établissements, plus de participation privée à la future banque officielle) ; une nouvelle loi de coparticipation (des provinces) ; une réforme des impôts et la restructuration du secteur public.

Par la suite, le FMI a insisté notamment sur les mesures fiscales (élimination des dérogations d'impôts) et sur le besoin de prendre des mesures afin de garantir que les provinces réalisent la réduction de 60 % de leurs dépenses, pour limiter, puis supprimer les émissions de bons des provinces.

Le lundi 1<sup>er</sup> avril, le FMI envoie une nouvelle mission en Argentine. A la veille de cette mission, les sommets du FMI et le gouvernement des Etats-Unis exigent un accord politique à large base fondé sur la réforme fiscale. Le *Financial Times* explique que “*les fonctionnaires de Washington sont en général favorables au président Eduardo Duhalde*”, mais déplore que d'autres politiciens ne sont assez conscients du problème. Peut-être parce que “*les mesures d'austérité risquent d'être profondément impopulaires*”.

Une polémique s'est engagée pendant ce temps-là. Le numéro 2 du FMI, Anne Krueger, vient de proposer une modification de la charte du FMI, permettant d'instaurer une sorte de tribunal international

pour “*les faillites des Etats*”. Pour l’instant, le gouvernement américain n’accepte pas cette proposition, se contentant d’établir des dispositions favorisant la négociation entre les Etats en faillite et les créditeurs, c’est-à-dire la mise en tutelle de ces Etats par les créditeurs. Sur le fond, il y a donc accord : il faut déclarer la faillite des Etats pour les soumettre au contrôle le plus strict.

---

## LES MANŒUVRES DE DUHALDE

---

L’orientation du gouvernement Duhalde est claire : il faut l’accord avec le FMI, il faut accepter les conditions. Il a accepté les critiques de Krueger, veut corriger sa propre loi qui protégeait les sociétés argentines endettées et s’en prend aux “autres pouvoirs” qui ne s’alignent pas sur les exigences du FMI. Un secteur du gouvernement voulait défendre le peso en supprimant la libre flottaison, mais Duhalde s’y est refusé parce que le FMI exige qu’on maintienne la liberté de change. Même dans son discours patriotique prononcé à l’occasion du vingtième anniversaire de la guerre des Malouines, Duhalde ne s’est pas permis un mot de plus à ce sujet.

D’après *Clarín*,

*“il était inquiet, en raison de la présence dans le pays de la mission du FMI, qu’il ne veut pas irriter avec des discours démagogiques”.*

Toutefois, il doit faire face à une situation du pays marquée par :

— la faillite des sociétés, y compris des filiales des grandes multinationales (Metrogas, Telecom), avec une chute importante de leurs profits, notamment des multinationales espagnoles, les sociétés américaines faisant pression ; tout cela provoque un chômage massif (le gouvernement reconnaît le chiffre de 22 % de chômeurs) ;

— les exigences des créditeurs étrangers, qui réclament l’accord avec le FMI ;

— une chute du peso de 75 % ;

— une inflation déchaînée ;

— les prises d’assaut journalières des magasins d’alimentation (les journaux

sont remplis des échos de ces actes de “banditisme”, des arrestations, des morts et des blessés) ;

— les verdicts des juges, qui cassent souvent le *corralito* (*interdiction de retirer les dépôts bancaires* — NDT) et créent des problèmes aux banques ;

— les manœuvres spéculatives des exportateurs, qui gardent les dollars ;

— les résistances des parlementaires et des provinces.

Tout cela se passe sur fond de mobilisation des travailleurs et de la population, qui se poursuit.

Le président brésilien, Cardoso, a déclaré que “*Duhalde devra choisir entre donner un coup de barre autoritaire afin d’appliquer un ajustement de fond ou bien démissionner*”.

Seulement, il n’est pas facile de recourir à l’armée et au bain de sang dans un pays qui est déjà passé par là. Donc, Duhalde passe son temps à chercher des compromis avec les uns et les autres, des pactes permettant l’accord avec le FMI, c’est-à-dire permettant un front uni contre la population.

Somme tout, le gouvernement est soutenu par le “dialogue national” promu par l’Eglise et l’ONU.

En attendant, toutes les manœuvres pour stopper la chute du peso font faillite, ce qui pousse les contradictions à de nouveaux degrés.

---

## LA RÉVOLTE SE POURSUIT

---

La CGT, des rangs de laquelle est issu le ministre du Travail, participe au “dialogue argentin”. Elle a demandé au gouvernement qu’il s’écarte des politiques d’ajustement réclamées par le FMI. Elle demande des dispositifs de mise à jour des salaires et que le gouvernement convoque un “conseil des salaires” ou un “conseil économique et social” pour relancer le pouvoir d’achat, expliquant que les mesures du FMI mèneraient à “*un plus grand conflit social*”.

De son côté, le Mouvement des travailleurs argentins (MTA), une scission

“radicale” de la CGT, menace de “*sortir défendre la patrie*” face aux pressions du FMI, affirmant qu’il refuse de valider la perte de pouvoir d’achat des travailleurs.

Ces prises de position doivent s’entendre sur le fond d’une situation de mobilisation dans les entreprises, dans les quartiers, les villes, les provinces. Un mouvement qui concerne aussi bien les autorités locales que les députés, exigeant d’eux des mesures précises par rapport à telle société, à l’émission de bons, etc.

Jusqu’à présent, aucune initiative nationale dans aucun secteur n’a réussi à unifier les forces en révolte.

Et pourtant, il paraît nécessaire et urgent de réunir une assemblée ou un congrès ouvrier et populaire national, incluant aussi bien les assemblées que les syndicats, pour rejeter ensemble les exigences du FMI et des multinationales, pour mettre fin au gouvernement inféodé au FMI.

Il est urgent d’ouvrir la voie à la souveraineté nationale, à une Assemblée constituante de l’Argentine qui s’est insurgée le 19 décembre 2001.

---

## BRÉSIL : LE MOUVEMENT OUVRIER À LA CROISÉE DES CHEMINS

---

Si, aujourd’hui, tous les éléments qui ont conduit à l’explosion en Argentine se retrouvent au Brésil, si les deux pays sont soumis à la politique de guerre de Bush, le Brésil n’est pas l’Argentine.

Du point de vue des masses, au Brésil, il existe une alternative politique concrète, à laquelle elles peuvent s’accrocher : exiger des organisations nationales que les travailleurs ont construites dans la lutte contre la dictature militaire (à la fin des années 1970 et au début des années 1980) et contre la bourgeoisie, le Parti des travailleurs et la CUT, qu’ils rompent avec la bourgeoisie et qu’ils prennent le pouvoir.

Le PT et la CUT sont dirigés par un appareil lié à Lula, qui développe une politique à l’opposé des intérêts des masses et contradictoire avec l’origine du PT comme “*parti sans patrons*”, une politique d’alliance avec la bourgeoisie, sur un programme électoral qui prétend poursuivre, pour l’essentiel, la politique

du président Fernando Henrique Cardoso (FHC), soumise au FMI.

Mais le PT continue d’être une référence pour les masses et la CUT une centrale syndicale indépendante.

Toutes les pressions vont être exercées durant cette période par l’impérialisme, et véhiculées par l’appareil, pour détruire cette référence organisée pour les masses (processus de destruction-intégration des organisations). En même temps, tout mouvement important des masses va chercher à utiliser ses organisations “traditionnelles” pour lutter pour les revendications, et plus encore au cours d’une année électorale dans laquelle la question du gouvernement, donc du pouvoir, est posée.

C’est dans ce contexte que se sont produits plusieurs attentats contre les dirigeants du PT, notamment l’assassinat du maire de Santo André (banlieue de São Paulo), Celso Daniel, membre du noyau de la direction du PT, proche de Lula. Il faut placer ces attentats dans une situation de décomposition de l’Etat, fruit de la décomposition économique et sociale résultant de la survie du régime de la propriété privée des moyens de production, de celle de l’appareil répressif de la dictature militaire en relation avec les mafias, les narco-trafiquants, la corruption et la spéculation, qui infiltrent tout les niveaux de l’appareil d’Etat.

Ces attentats ont un objectif politique précis : terroriser et diviser l’avant-garde et, en même temps, faire pression sur l’appareil du PT sur la ligne de l’Union nationale.

Par exemple, l’attentat contre le maire de Santo André a été l’occasion d’une poignée de main entre Lula et FHC, d’une lettre de Bush se “solidarisant” avec le PT, d’un rendez-vous de l’ambassadeur américain avec le leader de l’assemblée fédérale du PT, Walter Pinheiro (lié au courant Démocratie socialiste, qui regroupe les militants du courant international du Secrétariat unifié). En même temps, la politique de la direction du PT a consisté à tenter de réduire les attentats à un problème de “sécurité publique” (sans pour autant montrer la responsabilité politique du gouvernement FHC), ce qui constitue un pas de plus dans la voie de l’Union nationale. Au même moment, les 100 000

personnes qui se sont mobilisées à Santo André lors de l'enterrement de Celso Daniel criaient : *"Justice !"* et identifiaient le gouvernement, d'une manière ou d'une autre, comme étant le responsable.

C'est toute une situation complexe et contradictoire, dans laquelle se joue l'avenir immédiat du pays (menacé de décomposition), qui appelle à une intervention indépendante de la IV<sup>e</sup> Internationale, en faveur des intérêts de l'ensemble de la majorité exploitée et opprimée de la nation.

Pour détruire le PT et la CUT, la bourgeoisie, l'impérialisme et ses agents s'en prennent également à la IV<sup>e</sup> Internationale et à toute expression d'indépendance politique. Ainsi, au moment de l'annonce de l'assassinat de Celso Daniel, une opération de provocation a tenté d'associer l'organisation Jeunesse Révolution avec les supposés "FARB", qui se sont attribués l'attentat. Momentanément suspendue, cette opération peut resurgir à n'importe quel moment dans la prochaine période.

La meilleure défense des organisations face à ces attaques, c'est l'offensive politique mettant à nu la responsabilité de FHC et du FMI dans la situation, et de développer l'action des travailleurs pour leurs droits, la bataille d'ensemble pour la défense des droits.

Sur cette ligne, la première session de la vingt-troisième rencontre de *O Trabalho* a unanimement placé la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la ligne du front unique pour la défense des organisations construites par la classe ouvrière et attaquées par l'impérialisme (donc, du PT et de la CUT). Elle a estimé que le PT reste aujourd'hui le champ d'une bataille décisive — comme l'a démontré, de façon négative, l'Argentine — et que la tâche principale de la IV<sup>e</sup> Internationale est de partir des exigences des masses, d'aider à leur centralisation politique contre le gouvernement et le FMI, sur la ligne *"la grève générale, dehors FHC et le FMI, gouvernement du PT appuyé par la CUT qui répond à nos revendications"*, de combattre la politique d'Union nationale de la direction sur une ligne de front unique : *"Aucun pacte avec FHC, rupture avec le FMI et la dette extérieure !"*

La direction du PT tente de se présenter devant l'impérialisme comme la seule capable d'obtenir le "consensus" pour continuer l'application de la politique de FHC sans FHC. A cela, *O Trabalho* oppose les masses, leurs intérêts et leurs revendications.

## Chine : vers une explosion sociale,

*"Ce qui se prépare en Chine est une explosion sociale, politique, économique. Pendant longtemps, l'impérialisme a œuvré à assurer la stabilité de la bureaucratie, préservant son monopole du pouvoir politique, tandis que la bureaucratie s'engageait profondément dans le démantèlement de la propriété sociale, préparant la dislocation du pays. Aujourd'hui, avec l'entrée dans l'OMC, on arrive à un point de rupture."*

C'est dans ces termes qu'une contribution amorçait la discussion sur la Chine et

la place mondiale des développements dont elle était le théâtre.

Dans les semaines suivantes, l'Assemblée nationale populaire se réunissait à Pékin.

Le Premier ministre, Zhu Rongji, a déclaré le 5 mars devant cette Assemblée que la *"Chine était confrontée à de nouvelles difficultés et à des défis sérieux"*, tout en réaffirmant la nécessité *"d'adapter la législation du pays en fonction des engagements d'ouverture au monde pris devant l'OMC"*.

Le pouvoir de la bureaucratie doit reconnaître que se multiplient dans toute la Chine des manifestations, des conflits du travail, des grèves, alors même que les travailleurs sont privés du droit de s'organiser librement en fonction de leurs intérêts et de la reconnaissance du droit de grève fixée dans la loi (c'est-à-dire des droits consignés dans les conventions 87 et 89 de l'OIT).

Au moment même où se tenait la session du Parlement, débutaient dans le nord-est de la Chine les mobilisations ouvrières sans doute les plus importantes depuis le massacre de la place Tiananmen (1989).

Le 7 mars, la Société pétrolière de Daqing annonçait l'élimination des allocations de chauffage et augmentait arbitrairement de 80 % la quantité que les ouvriers doivent payer au fonds de Sécurité sociale de l'entreprise — un fonds dont ils ne sont même pas sûrs qu'il va les protéger.

Ce même jour, cinquante mille ouvriers licenciés de cette société ont manifesté et se sont rassemblés devant le siège de la société. Ils ont élu des délégués et les ont mandatés pour négocier avec la direction. Ils ont constitué un comité provisoire du syndicat des travailleurs licenciés par l'administration pétrolière de Daqing.

Aussitôt, le gouvernement a envoyé un régiment blindé et des unités de la police paramilitaire.

Le 11 mars, 5 000 travailleurs licenciés des sociétés d'Etat ont commencé à manifester à Liaoyang, une autre ville de la région, très proche de plusieurs grands centres industriels. Ils demandaient le paiement des allocations de chômage non versées par les entreprises d'Etat aux travailleurs qu'elles ont licenciés, des emplois, et s'en prenaient à la corruption des chefs de cette entreprise, du parti et de la ville. Ils ont été reçus par les autorités de la ville, mais la répression a commencé tout de suite, et Yao Fuxin a été interpellé. Le lendemain, le 18 mars, ils étaient 30 000 dans les rues de Liaoyang.

Quatre autres délégués et un travailleur ont été également arrêtés et transférés au centre de détention de Tieling.

Les manifestations se mènent sous des banderoles et des slogans différents, pour

la libération des emprisonnés, pour les droits, pour l'emploi, et contre les gouvernants corrompus, "voyous". Les manifestants clament :

*"Nous n'avons pas peur, car nous défendons nos droits", "Nous sommes la classe ouvrière".*

Contre la répression frappant des travailleurs défendant leurs légitimes revendications, une ample campagne internationale s'est développée.

Le *China Labour Bulletin*, publié à Hong-Kong sous la responsabilité de Han Dongfang (fondateur de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin en 1989), a informé précisément sur ce combat et exigé la libération des travailleurs emprisonnés.

L'Entente internationale des travailleurs a répondu à cet appel et lancé une campagne, à laquelle s'associent, par centaines, militants et responsables syndicaux de tous les pays et de tous les continents :

*"Les mobilisations des travailleurs à Daqing et Liaoyang sont l'expression d'un profond mouvement, qui prend des formes différentes dans l'ensemble de la Chine. Confrontés à des licenciements massifs, au non-paiement des arriérés, à la réduction drastique des allocations de chômage et à la destruction de toutes les mesures de protection sociale, les travailleurs chinois se lèvent pour défendre leurs droits.*

*Ils utilisent les moyens traditionnels de la classe ouvrière (...). La défense des droits ouvriers ne saurait admettre ni frontières, ni exceptions. C'est le devoir de toutes les organisations se réclamant des travailleurs dans le monde que de soutenir et de protéger la lutte des travailleurs chinois."*

Oui, privée du droit de s'organiser librement, alors que le droit de grève n'est pas reconnu, la classe ouvrière, d'une manière diverse, résiste : la forte montée des grèves, des conflits, des manifestations a atteint un seuil avec les mobilisations de Daqing et de Liaoyang.

Les travailleurs en poste ou licenciés, mais toujours rattachés socialement à leur entreprise, se sont choisis des délégués à eux, porte-parole de ces revendications claires, et en qui ils ont confiance, d'où leur acharnement à les défendre.

---

## LES DIMENSIONS DE LA CRISE CHINOISE

---

Ces mouvements illustrent et approfondissent une crise gigantesque, dont les racines ont été analysées dans un article du numéro précédent de *La Vérité* et sur lesquelles le rapport au Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale est largement revenu (1).

Rappelons seulement quelques éléments (2).

La moitié des effectifs de l'industrie automobile, 30 % de ceux de la sidérurgie et 20 % de ceux de la pétrochimie vont être supprimés, explique le rapport d'un institut officiel (3). Cela alors que, d'après le ministre de l'Économie, 25 millions de travailleurs ont été licenciés des entreprises d'Etat depuis 1998. Le gouvernement de Liaoning, province dont la capitale et Liaoyang, a annoncé qu'il prévoyait de licencier 540 000 travailleurs en 2002, soit un tiers des travailleurs des entreprises d'Etat encore en poste. Ces licenciements impliquent, pour les travailleurs et leurs familles, la fin de la couverture médicale et des cotisations de retraite, et il est admis que seulement de 10 % à 20 % des travailleurs licenciés ces dernières années ont pu trouver un autre emploi. D'ailleurs, les agences de l'emploi et de reconversion ouvertes en 1998 sont appa- rées à disparaître en 2003.

Pour les paysans, indique le chercheur Han Deqiang,

*“la vie est déjà très dure, avec un revenu annuel d'environ 100 euros. Après l'adhésion à l'OMC, les revenus paysans vont continuer de chuter. Les terres cultivées vont être abandonnées et un grand nombre de ruraux vont émigrer vers les villes”* (4).

Cette appréciation est confirmée par les quotas d'importation de produits agricoles que la Commission de la planification a décidés pour 2002 : la Chine devrait importer cette année douze fois plus de blé et treize fois plus de coton qu'en 2001.

En ce qui concerne l'industrie, le directeur d'un département du syndicat officiel confirme que les industries de l'automobile, de la sidérurgie, de la pétrochimie, mais aussi de l'informatique, de la méca-

nique et de l'électronique, “ne sont pas compétitives”.

Or, bien qu'elles s'efforcent de présenter l'adhésion à l'OMC comme “une opportunité et un défi à la fois”, les autorités ne sont plus en état de cacher la réalité.

Des économistes, des chercheurs, des responsables membres du PC chinois expliquent que l'entrée à l'OMC a des conséquences catastrophiques. Pour certains, il s'agit d'une véritable “vente du pays”. La crise traverse l'appareil dirigeant lui-même et se réfracte jusque dans les sommets.

Bien sûr, la bureaucratie ne peut pas permettre que la classe ouvrière — à qui, collectivement et légitimement, appartient la propriété sociale — s'organise, surtout lorsque la ratification de l'entrée dans l'OMC voue cette propriété sociale et le pays à la destruction accélérée. En effet, la bureaucratie contrôle et parasite la conquête majeure de la révolution chinoise : la propriété d'Etat.

Seule la classe ouvrière peut défendre les conquêtes essentielles de la révolution chinoise, la propriété sociale et l'unité de la nation. C'est le contenu même du combat qu'elle mène pour le paiement des salaires, pour les retraites, contre les licenciements. La défense des conquêtes de la révolution chinoise est inséparable de la défense du droit des travailleurs à s'organiser et à lutter pour leurs intérêts.

Mais la destruction de la propriété sociale ne peut qu'entraîner la dislocation de la bureaucratie elle-même. Le passage à la propriété privée ne peut être pacifique et progressif. Il signifie une remise en cause brutale de tout le cadre de la société chinoise, des bases de l'économie nationa-

---

(1) Voir Olivier Doriane, “Après l'entrée de la Chine dans l'OMC”, *La Vérité*, n° 29, janvier 2002. Pour le rapport de Frédéric Thuillier, voir dans ce numéro, pp. 36-37.

(2) Nous utilisons plusieurs éléments d'information fournis par *La Lettre d'information* de la Commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier et démocratique contre la répression en Chine, Paris, n° 177, 178 et 180.

(3) “L'OMC et la situation de l'emploi en Chine.”

(4) Extraits d'un dossier du magazine chinois *Sanlian Sheguo Zhoukan*, cité par *Le Monde* (16 janvier).

le et de l'unité de la nation. Il n'y a pas de "perestroïka réussie". Des problèmes ont été différés, qui vont rendre l'explosion encore plus forte. La bureaucratie ne peut se transformer en une nouvelle classe capitaliste.

---

## LES CONSÉQUENCES POUR L'ASIE

---

Il faut se rappeler l'espoir que la révolution chinoise avait représenté pour les travailleurs et pour tous les peuples d'Asie, et, au-delà, à l'échelle mondiale. Il faut aussi rappeler que le résultat de cette révolution et des conquêtes qu'elle a apportées, malgré la dictature politique, le gaspillage et le parasitisme bureaucratique, est une transformation de la Chine, qui, de ce point de vue, ne peut être identifiée à aucun autre des anciens pays coloniaux.

C'est la constitution d'une classe ouvrière massive et concentrée, ancrée sur les rapports de propriété établis par la révolution, et donc, dont la vie même est directement liée au maintien de ces rapports de propriété, qui lui donne ce caractère. C'est cela qui donne le caractère explosif, pour tout le continent asiatique et à l'échelle mondiale, des processus en cours en Chine.

Indiquons rapidement que le cataclysme qui est organisé à partir de l'intégration de la Chine à l'OMC a des conséquences directes sur l'ensemble de l'Asie :

— il précipite la spirale vers le bas du "coût du travail", au nom de la rivalité avec les "*avantages comparatifs chinois*" ; l'"exemple de la Chine" est ainsi utilisé aussi bien en Inde qu'en Corée ;

— le démantèlement et les privatisations en Chine accélèrent les privatisations ailleurs : c'est le cas au Bangladesh, où le gouvernement chinois joue d'ailleurs un rôle direct, poussant à la transformation de la zone de Chittagong en zone franche ;

— parallèlement à son offensive en Chine, à l'écrasement du Japon, l'impérialisme américain pousse ses avantages dans toute la région par le biais de l'APEC (Conférence économique d'Asie et du Pacifique) : ainsi, toutes les conditions du fragile équilibre du sous-continent indien sont minées (affrontements Inde-Pakistan, tension aux frontières entre l'Inde et le Bangladesh, manipulés par l'impérialisme américain) ;

— les conséquences politiques dans le mouvement ouvrier sont immenses. On sait ce qu'a signifié pour les PC, notamment en Europe, l'effondrement de l'URSS. L'effondrement du PC chinois provoquera un tremblement de terre parmi les PC d'Asie. Les appareils liés au PC chinois se retrouvent d'ores et déjà à l'avant-garde de la privatisation.

Ce qui donne toute sa portée au combat des travailleurs chinois exprimé dans le mouvement de Daqing et de Liaoyang, et à la solidarité prolétarienne à son égard.

# A nouveau sur "protectorat américain ou révolution prolétarienne"

Rapport au Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
sur la situation mondiale et nos tâches  
présenté au nom du secrétariat international  
par Frédéric Thuillier

---

## **LE TOURNANT DU 11 SEPTEMBRE CONFIRME L'ALTERNATIVE : PROTECTORAT AMÉRICAIN OU RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

---

Le tournant du 11 septembre et ses suites expriment le point atteint par le régime de la propriété privée des moyens de production dans la marche à sa décomposition, décomposition qui contient en elle toute possibilité d'entraîner l'humanité sur la voie de la ruine et de la destruction. Dans les notes qui vous ont été envoyées (1), il était écrit que tous les éléments de la situation mondiale avant le 11 septembre conduisaient au 11 septembre.

Il est nécessaire de comprendre que ce tournant du 11 septembre est lui-même l'expression de la résistance des masses et de la mise à l'ordre du jour de la révolution prolétarienne.

C'est en ce sens, même si cela peut paraître paradoxal, que l'on peut dire que le monde est au bord du basculement, aussi bien dans la barbarie que dans le socialisme.

Il est arrivé parfois que l'on saisisse de manière unilatérale la mise en place du protectorat américain. C'est un double mouvement. En résumant, on pourrait dire qu'il n'est pas étonnant qu'après le 11 septembre il y ait eu l'Argentine. Et on pourrait dire qu'il n'est pas étonnant qu'avant le 11 septembre comme après le 11 septembre, la situation mondiale soit profondément marquée par les développements de la révolution palestinienne.

Il ne s'agit donc pas d'une marche unilatérale à la mise en place d'un protectorat américain faisant basculer le monde dans la barbarie, il s'agit bien de l'alternative : protectorat américain ou révolution prolétarienne.

---

(1) Voir *La Vérité*, n° 29, pp. 3 à 12.

Et c'est là, bien évidemment, que se trouve posée la question de la responsabilité de la IV<sup>e</sup> Internationale, de son orientation de front unique.

---

## LE SYSTÈME CAPITALISTE EST TOUJOURS FONDÉ SUR L'EXTORSION DE LA PLUS-VALUE

---

Lors du Quatrième Congrès, nous avons adopté un manifeste, et le Quatrième Congrès a coïncidé à peu près avec la sortie du livre *Lutte des classes et mondialisation*.

A l'époque, nous avons discuté de quelques-uns des traits caractéristiques de cette phase de décomposition de l'impérialisme. A savoir : plus que jamais, le système capitaliste est fondé sur l'extorsion de la plus-value, mais dans les conditions où la contraction grandissante des marchés aboutit à ce que les moyens privilégiés par la classe capitaliste pour s'accaparer des parts de plus-value reposent sur la destruction en masse de la force de travail. Et où cette tendance dominante nourrit les politiques de déréglementation, de désindustrialisation et de destruction de la classe ouvrière comme classe, mettant donc au centre la question des organisations ouvrières qui la constituent comme classe.

Nous avons mis en évidence, à l'époque, que les moyens parasitaires mis en œuvre par la classe capitaliste pour tenter, sinon de résoudre, du moins de contourner les difficultés grandissantes à la mise en valeur du capital, empruntaient chaque jour davantage à la spéculation, d'une part, et au recours, d'autre part, aux volants d'entraînement parasitaires, parmi lesquels l'économie d'armement. Enfin, nous avons mis en évidence que de cette orientation générale découlait la tendance à la remise en cause systématique des nations et des Etats.

C'est de ce point de vue que le 11 septembre apparaît comme une étape nécessaire, au sens historique, du point de vue de la capacité de la classe capitaliste à essayer coûte que coûte de préserver ses intérêts.

---

## UNE ÉCONOMIE EN UNE PROFONDE RÉCESSION

---

Je rappelle qu'avant le 11 septembre, les sommets mêmes de l'impérialisme ont été secoués par des crises politiques et institutionnelles.

Je rappelle, pour mémoire, les conditions de l'élection de Bush, les conséquences du surgissement de la deuxième Intifada. Il est clair que, dans cette situation, le 11 septembre a ouvert une possibilité de passer à une autre étape, à une autre phase, vis-à-vis d'une crise d'effondrement du système de la propriété privée des moyens de production, qui, dans les mois précédents, n'avait fait que s'accélérer.

Tout le monde reconnaît aujourd'hui que l'économie capitaliste est entrée dans une profonde et durable récession. Je ne ferai pas de pronostics, parce que je n'en suis pas capable, mais je remarque que les économistes les plus sérieux disent que cette récession ira jusqu'à au moins 2003-2004... Mais, camarades, cette récession avait commencé avant le 11 septembre. Je rappelle ce chiffre, qui, je crois, avait été publié dans *La Vérité* : entre le printemps 2000 et septembre 2001, 6 600 milliards de dollars de valeurs boursières américaines avaient été détruits (2).

Si vous vous rappelez bien, au Quatrième Congrès mondial, on était au début de la période où l'on parlait de la "nouvelle économie", de l'explosion des valeurs technologiques. C'était, si mes souvenirs sont exacts, en 1999. Il aura suffi d'un peu plus d'un an pour que les nouvelles technologies apparaissent comme un volant d'entraînement d'effondrement de l'économie capitaliste et pour que ce qui avait pu apparaître comme un nouveau marché soit un facteur d'accélération des destructions.

Qu'est-ce qu'il y a de nouveau dans la situation de la classe capitaliste ? J'ai relevé l'analyse d'un économiste de la banque d'affaires Morgan Stanley, qui est réputé

---

(2) *La Vérité*, n° 29, "Chronique économique après le 11 septembre", p. 75.

pour son sérieux et qui utilise la formule suivante, quasiment tirée mot pour mot du *Capital*. A la question : “*Quelle est la nature de la récession américaine ?*”, le responsable de Morgan Stanley, dans une interview qui est parue juste après le 11 septembre, dit :

“*C’est une crise de suraccumulation de capital.*”

Et, camarades, c’est vrai. La crise du capitalisme actuel est une crise de suraccumulation du capital, il y a trop de capitaux et trop peu de marchés sur lesquels les investir de manière rentable.

D’ailleurs, l’économiste de Morgan Stanley dit :

“*Les entreprises ont investi plus que de raison, il n’existe qu’un seul remède : réduire le stock de capital par une très forte baisse de l’investissement des entreprises.*”

Camarades, qu’est-ce que ça veut dire, “*réduire le stock de capital par une très forte baisse de l’investissement des entreprises*” ? C’est d’abord et avant tout réduire l’investissement en capital variable. C’est donc d’abord et avant tout un programme de destruction de la force de travail, à la fois par la destruction de millions d’emplois industriels, mais aussi par l’offensive qui doit s’accélérer pour réduire fortement l’investissement — pour reprendre ce que dit Morgan Stanley —, une offensive qui doit s’accélérer quant à l’abaissement brutal de ce qu’ils appellent le “*coût du travail*”.

Et c’est ce qui explique, on y reviendra plus tard, qu’aujourd’hui soit mis à l’ordre du jour, comme une nécessité impérieuse, qui ne peut plus attendre, la généralisation des privatisations, la remise en cause des Codes du travail, la remise en cause des régimes de retraite, des régimes de Sécurité sociale, parce qu’il faut réduire de manière massive l’investissement.

Mais, en même temps, et c’est, je dirai, la confirmation de l’analyse qui est la nôtre, contrairement à tout ce qu’on peut penser, cette situation n’est nullement contradictoire, non seulement avec une poursuite, mais avec une accélération du processus de spéculation parasitaire.

En particulier, vous avez tous remarqué qu’il y a eu onze baisses successives du taux directeur de la Réserve fédérale. Ces onze baisses successives du taux de la Réserve fédérale ont comme seule fonction de permettre aux entreprises de disposer de liquidités pour racheter leurs propres actions. Les chiffres sont là : on assiste, sur toute l’année 2001, à un phénomène sans précédent de rachat par les entreprises de leurs propres actions, de manière à maintenir les cours à un niveau qui freine l’effondrement.

*Les Echos* (le phénomène est vrai pour les entreprises américaines, et il est vrai pour tous les pays) donnent, concernant les entreprises françaises pour les dix premiers mois de l’année 2001, un chiffre qui donne à réfléchir : le montant dans les actions auto-détenues avoisine les quatorze milliards d’euros, c’est-à-dire une fois et demie le dividende versé aux actionnaires qui, lui, est inférieur à dix milliards d’euros.

*Les Echos*, qui est pourtant un journal de la classe capitaliste, note lui-même avec une certaine surprise que

“*les actionnaires vont percevoir cette année une double rémunération à un moment où rien, sauf peut-être la déprime des cours de la Bourse, ne justifie une telle prodigalité*”.

Et ce quotidien ajoute :

“*En déséquilibrant au profit des actionnaires le partage de la valeur ajoutée produite par les entreprises, ce système aboutit à réduire la part des salaires.*”

Et il donne l’exemple d’un groupe, bien connu par les camarades français, qui est le groupe Danone, qui a licencié en masse cette année. Le groupe Danone a consacré 600 milliards d’euros au rachat de ses propres titres, plus 280 millions d’euros de dividendes aux actionnaires, ce qui fait que

“*2001 a été une année record du point de vue de l’argent versé aux actionnaires de Danone*”.

Cela signifie que, dans un même mouvement, on réduit de manière drastique les

investissements industriels et on injecte des liquidités pour maintenir le niveau des cours boursiers, et que ce phénomène, qu'on avait analysé au Quatrième Congrès mondial, s'accroît : maintenir à tout prix la rentabilité financière à travers la spéculation sur la base de la destruction en masse de la force de travail.

Le paradoxe étant, bien évidemment, que, comme l'origine du profit reste la plus-value, cela crée des conditions où la mise en valeur du capital sur le terrain de la production des marchandises se trouve elle-même soumise à une pression grandissante. Et c'est ce qui explique que, dans une situation où il y a cette suraccumulation de capital, la question majeure, très angoissante pour la classe capitaliste, c'est où trouver des champs de valorisation du capital, car c'est de plus en plus difficile d'en trouver sur le terrain de la production et de l'écoulement des marchandises.

Et là, par exemple, trouve sa source le caractère impérial du besoin d'instaurer des fonds de pension en France, en Allemagne, parce que vous avez là des champs de valorisation de milliards, qui, pour l'instant, échappent aux réseaux de la spéculation.

C'est là où trouve sa source la nécessité de s'emparer par tous les moyens des richesses naturelles de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, et de prendre le contrôle direct des ressources pétrolières. C'est là que trouvent leur origine les besoins de pillage généralisé, qui ne s'embarrassent ni des obstacles des Etats, des nations, ni, encore moins, des règles du droit international.

Mais cela nous ramène à ce que nous avons analysé à plusieurs reprises : que cette course effrénée aux moyens parasitaires par lesquels le capitalisme cherche à surmonter les conditions et l'origine de sa propre crise (qui sont d'ailleurs les conditions que nous avons analysées dès la déclaration de l'OCI d'août 1971) (3), nourrit une espèce de cercle vicieux.

Et c'est cela qui a amené l'impérialisme américain, autour de septembre 2001, à cette option de la guerre totale sur tous les fronts : économique, social, politique, militaire.

---

## RETOUR À L'ÉCONOMIE DE GUERRE ET D'ARMEMENT

---

La Première Guerre mondiale avait marqué le basculement de l'impérialisme dans une situation où les conflits entre les différents impérialismes ne pouvaient se résoudre "*que par la conflagration militaire sur l'arène internationale*". La Seconde Guerre mondiale avait marqué la suprématie absolue de l'impérialisme américain, se subordonnant tous les autres impérialismes. La situation nouvelle ouverte par le 11 septembre est celle d'un état de guerre permanent, total, sur tous les fronts, remettant en cause le cadre des nations et des Etats, et où la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production se traduit dans la décomposition de toutes les formes institutionnelles qui régissent les relations entre les classes à l'échelle internationale et dans chaque pays.

Le 11 septembre, vous vous en rappelez, le secrétaire d'Etat à la Défense américain avait déclaré que cette nouvelle guerre froide durerait plus ou moins cinquante ans, et l'un des membres du Conseil de sécurité de Clinton avait précisé :

*"Un des bénéfices de cette situation, c'est de faire passer aux autres pays le message qu'ils pourraient subir le même sort."*

Ça, c'était juste après le 11 septembre.

Depuis, il y a eu le discours de Bush, fin janvier, dans lequel il a annoncé la plus forte augmentation du budget militaire des Etats-Unis depuis plus de vingt ans. Il a déclaré : "*Notre guerre ne fait que commencer*" (soit dit en passant, il n'a pas dit un seul mot sur Ben Laden). C'est assez extraordinaire de remarquer que c'est une conflagration mondiale organisée quatre mois plus tôt à la recherche d'un individu dont il n'est plus question quatre mois après, bien qu'ils ne l'aient pas retrouvé, mais on nous annonce :

---

(3) Sur la signification de la non-convertibilité. Cette déclaration est reproduite en annexe dans le livre *Lutte des classes et mondialisation*.

*“La guerre ne fait que commencer.”*

Et la perspective qui est ouverte dans ce discours est bien celle d'une ère nouvelle. Le *Chicago Sun Time* le commente de la manière suivante :

*“Ce qui fait le plus peur dans le rapport sur l'Etat de l'Union du président Bush, c'est qu'il pourrait faire le même discours en 2003 ou 2004. A l'inverse de la guerre menée par son père, celle du jeune Bush n'a pas de fin.*

*En fait, la clé de sa victoire, c'est qu'elle ne se termine pas. La sécurité est le mot de passe de l'administration, maintenant lié à tout : aux retraites, à l'économie, et aussi à la sécurité, pour Bush, du maintien à son poste...”*

Les conséquences de cette orientation s'expriment à tous les niveaux. Elles sont d'abord militaires : l'Afghanistan, le Pakistan, le Moyen-Orient, la Somalie, l'Inde, l'Irak, la Corée, les Balkans, et au-delà la déstabilisation de tous les régimes en place. Je pense en particulier, mais on pourrait donner beaucoup d'autres exemples, à ce qui est en train de mûrir au Nigeria, au cœur même de l'Afrique.

Les conséquences sont économiques et sociales, on l'a évoqué à l'instant. Mais elles sont aussi le retour en force d'une économie de guerre et d'une économie d'armement qui n'avaient jamais disparu, mais qui reprennent d'une certaine manière une place centrale.

Dans le budget annoncé par Bush, l'armement (la défense) représente 378 milliards de dollars, ce qui est une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente. Mais cette tendance à la militarisation, c'est non seulement la militarisation de l'économie, mais cela concerne aussi les conditions démocratiques. C'est, par ailleurs, je le dis au passage, une énorme pression exercée par l'impérialisme américain sur les impérialismes européens pour qu'ils augmentent leurs dépenses d'armement.

Une polémique a été ouverte dans les dernières semaines : les dépenses d'armement représentent aux Etats-Unis un peu plus de 3 % du produit intérieur brut et l'administration Bush reproche aux pays européens de consacrer beaucoup moins.

La différence est qu'aux Etats-Unis, l'économie d'armement est financée par un endettement qui repart en spirale. Je signale que, rien que pour cette année, le gouvernement fédéral américain consacre 100 milliards de dollars aux intérêts de sa propre dette. Tandis que, pour l'Europe, dans les conditions de Maastricht, les choses, bien évidemment, auront d'autres conséquences.

Tout cela va se traduire — on y reviendra — par l'offensive d'intégration des organisations ouvrières.

---

## L'EXPRESSION DES PROCESSUS DE LA LUTTE DES CLASSES

---

En dépit de ce tableau qui vient d'être brossé à grands traits, plus que jamais, l'affirmation du Quatrième Congrès mondial selon laquelle il n'y a pas de super-impérialisme reste vérifiée. Plus que jamais, la situation mondiale est l'expression et est subordonnée au processus de la lutte des classes. C'est vrai aux Etats-Unis mêmes, où la crise politique et institutionnelle ne fait que se relancer.

Vous avez vu les suites de l'affaire Enron et, d'une manière plus générale, les frictions au sein de l'administration américaine, en particulier entre Powell et Bush. Mais à la base de cela, il y a la contradiction du système lui-même. La militarisation peut intervenir comme volant d'entraînement artificiel, elle n'est pas le fonctionnement normal de l'économie capitaliste, lequel suppose le principe de la libre concurrence. De plus, cette militarisation et le retour en force de l'économie d'armement sont basés sur un endettement croissant, qui ne peut être basé que sur un pillage grandissant du monde entier par le développement des guerres, et qui implique aussi aux Etats-Unis une agression sans précédent contre la classe ouvrière.

Parmi les premières mesures prises par l'administration Bush après le 11 septembre, vous le savez, il y a le détournement du budget de la Sécurité sociale. Et quand vous examinez les prévisions bud-

gétaires des sept prochaines années aux États-Unis, il apparaît clairement qu'il est totalement incompatible de tenir les engagements de dépenses d'armement et de maintenir les systèmes de Sécurité sociale. Et de ce seul point de vue, une alternative est posée : pour pouvoir mener la guerre au monde entier, il faut d'abord gagner la guerre contre la classe ouvrière aux États-Unis.

Ce qui pose le problème de la politique d'accompagnement des dirigeants de l'AFL-CIO, et jusqu'où elle ira.

---

## UNE PREMIÈRE QUESTION MAJEURE : L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

---

A partir de ce premier élément et des questions contradictoires qui en découlent, se posent pour nous deux questions majeures :

- celle de l'indépendance des organisations ouvrières ;
- celle de la question nationale.

Dans le manifeste du Quatrième Congrès, nous avons affirmé en substance que, sans le rôle majeur joué par les appareils, l'offensive de l'impérialisme serait vouée à l'échec.

Nous avons mis en évidence, en particulier, le fait que la classe n'est classe qu'à travers ses organisations et ses institutions, et nous avons mis au centre de notre politique la lutte contre le corporatisme, la défense de l'indépendance des organisations.

Quand on examine la situation actuelle, on constate que, plus que jamais, du point de vue de l'impérialisme, l'offensive se concentre dans la mise en place de ce qu'ils appellent la "*gouvernance mondiale*". Je crois qu'il faut insister sur la différence entre *gouvernance* et *gouvernement*. "*Gouvernance*", ça n'a rien à voir avec un *gouvernement*. "*Gouvernance*", c'est l'intégration pure et simple. Mais pas l'intégration dans un système de *gouvernement*, l'intégration dans les besoins, au quotidien, de la classe capitaliste.

Et par rapport à cette offensive corporatiste, il faut qu'on revienne ici sur la distinction entre organisations et appareils. Et au sein des appareils, sur la place des différents appareils.

D'abord, camarades, c'est une évidence, parce que — on y reviendra, j'imagine, tout au long des débats — pour la IV<sup>e</sup> Internationale, la défense des organisations que la classe ouvrière a constituées et qui la constituent comme classe est une question de principe intangible. Et elle vaut même pour les segments d'indépendance qui peuvent subsister dans les organisations soumises au processus d'intégration.

Mais la défense de l'indépendance des organisations n'est possible qu'à partir du moment où l'on distingue entre les organisations et les appareils, et l'on comprend la nature des appareils bourgeois, qui, au compte de la classe capitaliste, campent à l'intérieur des organisations. Mais même cela n'est pas suffisant. Il nous faudra, dans la discussion, revenir sur la distinction, par exemple, entre l'appareil issu du stalinisme, qui s'est transformé dans le monde entier en un appareil mercenaire au service direct de l'impérialisme — candidat à être à l'avant-garde de la destruction de l'indépendance des organisations ouvrières —, et l'appareil réformiste, soumis à la contradiction que nous avons déjà discutée au Quatrième Congrès, à savoir qu'un appareil réformiste qui prend la responsabilité de s'attaquer aux réformes se tourne contre sa propre existence et travaille à sa propre destruction. Et qu'"à l'inverse", un appareil réformiste qui ne ferait que refuser de s'en prendre aux réformes se situerait dans un rapport qui peut poser les conditions d'une politique de front unique par rapport à la défense des organisations ouvrières. Ces questions sont importantes, elles ont des conséquences, et nous y reviendrons.

L'offensive engagée ne peut que s'approfondir et s'accroître. Je veux, en particulier, souligner que la mise en place de l'UNI débouche aujourd'hui sur la mise en place de ce qui s'appelle "Global Union", laquelle "Global Union" est censée s'intégrer dans un ensemble plus vaste qui s'appelle "Global Compact", et que, dans cet échafaudage, ce qui est en cours

est la remise en cause de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) telle qu'elle s'est constituée, avec des conséquences dans tous les pays.

Mais c'est aussi, sous une autre forme, l'offensive en cours depuis de nombreuses années pour la remise en cause des normes de l'OIT, des Codes du travail, des conventions collectives, à quoi on cherche à substituer la labellisation avec le rôle des ONG (4).

---

## LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ, POINTE AVANCÉE DE LA DESTRUCTION DU MOUVEMENT OUVRIER

---

Dans ce cadre de la politique des appareils, je veux souligner le rôle joué par un appareil particulier, qui s'appelle le Secrétariat unifié. Il y a un danger à dire que le Secrétariat unifié, c'est seulement le centrisme réactionnaire. Je sais bien que ce n'est pas quelque chose de valorisant, le centrisme réactionnaire, mais il y a quand même l'idée que si c'est des centristes, c'est quand même quelque chose d'intermédiaire entre réforme et révolution. Le terme est trompeur. Aujourd'hui, le Secrétariat unifié occupe une autre place.

Des difficultés du secrétariat international découlent non seulement le retard pris à comprendre cette place nouvelle, mais le retard pris à l'analyser correctement. Du point de vue de la classe ouvrière, camarades, ce sont les faits qui comptent.

Quelques semaines après le soulèvement du peuple d'Argentine dans les rues de Buenos Aires contre le paiement de la dette, les appareils, les ONG, les gouvernements, le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les représentants des multinationales ont tous envoyé leurs représentants à Porto Alegre, à quelques centaines de kilomètres de Buenos Aires. Et ils l'ont fait pour une seule raison, qui n'est pas idéologique, mais qui est pratique. C'est qu'à Porto Alegre, à quelques centaines de kilomètres de Buenos Aires, on paie la dette rubis sur l'ongle. Et on paie la dette

rubis sur l'ongle parce qu'on a mis en place le budget participatif, qui est à ce jour, et dans les conditions actuelles, la forme la plus efficace de l'intégration corporatiste. Et il est normal que l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, les multinationales du monde entier reconnaissent à ce budget participatif la qualité de réussir là où les politiques traditionnelles, qui n'intègrent pas les organisations, ont beaucoup plus de mal à réussir.

Il est normal qu'ils reconnaissent l'efficacité du gouvernement de Porto Alegre, qui ne se contente pas de contenir dans les limites de 60 % du budget les dépenses publiques (pour les services publics et les fonctionnaires), mais est parvenu à les faire descendre à 41 %. Il est normal qu'ils saluent les résultats de la municipalité de Porto Alegre, qui, dans le domaine de la privatisation, de l'externalisation, de la filialisation, est allée plus loin que les autres municipalités en y associant les représentants de la population et de la classe ouvrière. Donc, si l'on comprend cela et qu'on constate que l'origine de ce gouvernement de Porto Alegre — qui est un modèle pour la classe capitaliste du monde entier —, c'est le Secrétariat unifié, il en découle que nous devons comprendre que le Secrétariat unifié est la pointe avancée de la politique de destruction du mouvement ouvrier. Je dis bien : la pointe avancée. Et que, pendant trop longtemps, nous — y compris la direction du secrétariat international — avons eu tendance à traiter cette question de manière marginale, avec ironie.

Mais cela n'appelle pas l'ironie, camarades, c'est la pointe avancée d'une politique de destruction de la classe ouvrière, cela exige au contraire un combat politique très ordonné. Et ce qui est dit sur

---

(4) Soit dit en passant, cela pose un débat par rapport à la formulation d'un papier, qui a été lu à la tribune hier à la conférence de Berlin, d'un camarade agriculteur sur un "*commerce libre et juste*". Je ne crois pas que, du point de vue de la défense des intérêts des petits paysans — et pas plus pour la classe ouvrière —, il puisse y avoir la revendication d'un commerce "libre et juste". Mais, derrière cette question du commerce libre et juste, il y a la revendication de la bourgeoisie du renoncement aux garanties collectives arrachées par la classe ouvrière, que ce soit à l'échelle internationale ou nationale.

Porto Alegre n'est qu'un volet du problème qu'on pourrait illustrer de bien des manières.

En particulier, il faut souligner que, concernant la Palestine, le Secrétariat unifié est allé jusqu'à saluer la volonté du gouvernement Bush d'instaurer un Etat palestinien qui serait une réponse aux aspirations du peuple palestinien. C'était il y a quelques mois, juste après le 11 septembre, et je veux signaler que le même Secrétariat unifié, dans un autre article, a écrit que

*“détruire l'infrastructure policière n'est pas le meilleur moyen pour que cette même police mène un combat efficace contre le Hamas et le Djihad islamique”*,

reprochant en quelque sorte au gouvernement israélien

*“de ne pas épargner le président de l'Autorité palestinienne, de l'humilier, alors qu'il représente un courant pragmatiste, modéré, de l'OLP”*.

---

## LES FONDEMENTS ACTUELS DE LA POLITIQUE DE FRONT UNIQUE

---

Dans la guerre civile généralisée qui se développe aujourd'hui au Moyen-Orient, il y a une composante qui est la guerre civile au sein même du peuple palestinien.

Quand on en appelle à l'impérialisme pour qu'il préserve *“le courant pragmatiste et modéré d'Arafat”*, on prend dans cette guerre civile une position qui ne recoupe pas nécessairement les intérêts du peuple palestinien.

Ces questions méritent réflexion et discussion. Mais il découle, de cette appréciation des appareils et de la place des organisations, une question. La base de la politique de front unique, c'est la compréhension qu'il n'y a rien de plus essentiel pour nous que la défense de tous les segments d'organisations ouvrières, de tous les segments d'institutions ouvrières qui n'ont pas été détruits.

C'est ce qui donne toute sa signification à la conférence de Berlin qui s'est ache-

vée hier, c'est la base sur laquelle le front unique peut se constituer, avec toutes les diversités.

---

## UNE DEUXIÈME QUESTION MAJEURE : LA QUESTION NATIONALE

---

Il faut revenir sur la question nationale. Lors du secrétariat international élargi de novembre, nous avons discuté de notes intitulées *“Notes Balkan, Afghanistan”*, qui ont été publiées dans le bulletin intérieur, et nous indiquions que l'offensive dirigée par l'impérialisme américain s'est concentrée dans cette région contre tous les peuples d'Asie centrale, qui, éveillés au processus de constitution de la nation par Octobre 1917, avaient depuis subi durement l'oppression nationale de la bureaucratie. Au-delà, nous avions souligné que, à propos des Balkans, la ligne de désagrégation des nations impulsée par les Américains et l'OTAN n'avait pu s'imposer qu'avec le soutien de tous les appareils et leur participation active, y compris le Secrétariat unifié, dont je rappelle ici au passage qu'il a été le grand défenseur de l'UCK, dont on sait les liens directs avec la mafia et l'impérialisme.

Il doit être clair ici que l'impérialisme, après le 11 septembre, généralise la politique de destruction des Etats et des nations. Seule une politique de classe indépendante est à même de structurer le combat contre la dislocation de la nation. Et cela est impossible si l'on n'analyse pas clairement le rôle des appareils issus du stalinisme, de la social-démocratie, du pablisme, dans l'offensive de destruction des nations. Il est clair, par exemple, que si l'on regarde dans le détail ce qui s'est passé dans les Balkans depuis des années, d'un côté, les secteurs issus de la nomenklatura ont été les artisans jusqu'au bout du démantèlement des nations ; de l'autre, un secteur non négligeable de la social-démocratie, qui est le Parti socialiste grec, aligné sur sa propre bourgeoisie, a joué un rôle majeur dans l'aide à l'impérialisme dans cette offensive.

Mais ces questions ont, aujourd'hui encore plus après le 11 septembre, une

portée beaucoup plus générale.

La nation est le cadre dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe. C'est le cadre dans lequel ont été arrachées dans tous les pays les conquêtes démocratiques. Aujourd'hui — et c'est une caractéristique de cette phase de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production —, l'offensive de l'impérialisme implique la dislocation du cadre de toutes les nations et, sur un autre plan, celui de tous les États.

Cela prend des formes diverses, on ne peut pas tout mettre sur le même plan, mais je veux en évoquer un certain nombre, de manière à permettre l'ouverture de la discussion.

Et d'abord, revenir sur la place de la révolution palestinienne. C'est, bien sûr, une question nationale par excellence, puisque le peuple palestinien se voit refuser non seulement par l'impérialisme, mais par tous les appareils, le droit de se constituer en nation. Mais il faut en particulier, je crois, revenir sur la deuxième Intifada. On a dit tout à l'heure : *“L'humanité peut basculer dans la barbarie ou dans le socialisme.”* Quelle est la signification de la deuxième Intifada ? Mouvement d'émancipation nationale ? Revendication démocratique du droit à constituer la nation et l'égalité des droits ? Mouvement d'émancipation sociale ? Au centre de ce mouvement, se trouve placée la composante ouvrière du peuple palestinien (une très grande proportion de ceux qui ont été arrêtés, réprimés dans la dernière période sont des ouvriers, non seulement les ouvriers de territoires occupés, mais aussi les ouvriers dits “Arabes israéliens”, ceux qui jouent un rôle important dans l'économie de l'Etat d'Israël et qui ont fait leur jonction dans le soutien et la participation avec la deuxième Intifada).

C'est une expression de l'actualité de la théorie de la révolution permanente. La signification de cette révolution prolétarienne, c'est qu'elle a fait éclater le cadre imposé depuis Oslo, et par tous les gouvernements, par l'impérialisme et par tous les appareils.

Qui, en dehors de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'est opposé aux accords d'Oslo et de Camp David ? Personne, au moment où

ils ont été signés. Ni parmi les organisations palestiniennes, qui — même les plus radicales d'entre elles — s'y sont à des degrés divers et à différentes étapes rattachées, ni a fortiori toutes les organisations qui, de près ou de loin, se réclament du mouvement ouvrier, ni aucun gouvernement. Et ce qui est frappant, dans le surcroissement, le resurgissement si l'on peut dire au travers de la deuxième Intifada, de la deuxième révolution palestinienne, c'est qu'elle exprime une continuité. Depuis plus de cinquante ans, le peuple palestinien se voit refuser le droit à la terre et le droit à la nation. Depuis plus de cinquante ans, nous, IV<sup>e</sup> Internationale (et je renvoie aux textes de 1946, 1947, 1948), avons affirmé l'impossibilité de trouver une solution conforme à la démocratie et à la paix sur la base d'une partition qui serait fondée sur des critères ethniques ou religieux. Et la continuité de cinquante ans de révolution palestinienne, c'est la vérification de cette affirmation.

Le refus du peuple palestinien de se soumettre à une situation où le droit à la terre et à la nation lui est refusé aboutit (aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans une situation où il est un peuple martyrisé, soumis à une répression et à un massacre sans précédent dans sa propre histoire) à une situation où la revendication d'une seule Palestine fondée sur l'égalité des droits et le refus de toute discrimination religieuse, ethnique, etc., apparaît aujourd'hui plus encore qu'auparavant comme la seule réponse conforme à la situation.

Aujourd'hui, l'impasse est avérée pour toutes les composantes. Sharon a fait un discours, il y a quelques jours, où il se prononce pour les zones tampons et ouvre la discussion sur la déportation en masse. Mais même la déportation en masse, même les zones tampons ne régleront pas le problème. Et l'on voit d'ailleurs, en Israël même, mûrir tous les processus de décomposition, aux plans social, économique et même politique.

On voit au sommet de l'impérialisme américain les plus vives tensions, parce que des craintes se font jour — et bien que la ligne générale de l'administration Bush soit d'intervenir partout, systématiquement et sans limite —, des voix s'élèvent pour dire de plus en plus ouverte-

ment : jusqu'où est-ce que cela va nous entraîner ? Jusqu'à l'explosion de toute la région et le soulèvement des masses de toute la région, et à la déstabilisation de tous les régimes arabes de la région, est-ce qu'il n'y a pas un danger, est-ce qu'il ne faut pas essayer de s'arrêter avant ? Mais c'est, sur un autre plan, la crise — la mise à nu, en quelque sorte — de la politique de la direction de l'Autorité palestinienne. Et ce qui nourrit la crise, et plus que la crise, cette situation de guerre civile qui tend à se généraliser, dans toutes les composantes de la région, c'est l'alignement de tous sur une solution qui ne peut que se terminer par l'extermination du peuple palestinien, et que contredit aujourd'hui la révolution palestinienne elle-même.

La révolution prolétarienne en Palestine établit le rapport exact qui existe entre l'offensive déchaînée de l'impérialisme et le fait que, pour autant, comme le dit le programme, le facteur déterminant reste la capacité des masses à réaliser leur propre mobilisation, mais qui peut se terminer par la barbarie.

Et cela pose la question, que nous discuterons ici, non simplement de la formulation générale de nos mots d'ordre, mais de faire un pas pratique, concret, organisé sur place, sur cette ligne.

Mais cela veut dire que si nous avons cédé d'un seul pouce sur la ligne des deux Etats, nous serions aujourd'hui en contradiction avec tout le mouvement de la révolution palestinienne. Si nous avions, comme d'autres, au nom du "réalisme", considéré que "deux Etats", c'était une étape vers un Etat Palestinien, nous serions rejetés du côté de ceux qui, aujourd'hui, accompagnent l'écrasement de la révolution palestinienne.

Il y a une leçon à tirer : ou bien on reconnaît l'égalité des droits (et le droit à la nation pour le peuple palestinien est contradictoire avec le maintien de l'Etat d'Israël tel qu'il s'est créé), et alors, il peut y avoir une politique indépendante qui réponde au développement de la révolution prolétarienne ; ou bien on cède, on fléchit, et la politique d'accompagnement devient une politique d'accompagnement de l'impérialisme.

Mais ce n'est pas vrai seulement pour la question palestinienne. C'est vrai aussi

pour la question de la dette, c'est vrai pour la question de l'Assemblée constituante dans toute une série de pays, c'est vrai pour le combat contre les privatisations, c'est vrai pour le combat contre la politique des appareils, qui cherchent à entraîner les organisations sur un terrain contraire à ce pour quoi elles ont été constituées.

Il y donc là une réflexion sur ce que nous sommes comme IV<sup>e</sup> Internationale, qu'il va nous falloir poursuivre.

---

## SUR LES RAPPORTS EUROPE-AMÉRIQUE

---

Quelques mots sur le stade atteint par les rapports Europe-Amérique.

Il est clair que l'Union européenne a été constituée comme instrument de l'impérialisme américain, pour les besoins de sa politique de pillage, de dépeçage, de remise en cause des nations et des Etats tels qu'ils ont été constitués. Mais je pense qu'il faut souligner, là aussi, que la situation après le 11 septembre marque des inflexions par rapport à ce qu'elle était auparavant. Deux citations. L'une d'un journaliste américain, qui, juste après le 11 septembre, écrit : "*Une nouvelle carte de l'Europe se dessine en Afghanistan*", et celle du commissaire européen Pedro Solbes, qui, le 11 septembre, dit : "*Nous tous acceptons que, le 11 septembre, se soit rompu notre mode de vie antérieur.*" Qu'est-ce que cela veut dire, concrètement ? Cela veut dire que, dans l'offensive de l'impérialisme américain, beaucoup de choses vont se concentrer — aujourd'hui se concentrent déjà — sur l'Europe. Et à un degré particulier pour la France et l'Allemagne, pour des raisons historiques et politiques qu'il faut expliciter.

La France et l'Allemagne, pour des raisons différentes, et en l'occurrence, d'ailleurs, plus l'Allemagne que la France, sont des pays dans lesquels le prolétariat a concentré et concentre un poids social et un degré de conquêtes qui est le résultat direct de luttes de classes cristallisées. Pour la France tout particulièrement, bien que pas exclusivement, dans tout ce qui a été arraché par la vague révolution-

naire de 1944-1947, et qui a établi pour le prolétariat français un ensemble de conquêtes qui, largement, contribue à ce qu'on appelle "l'exception française". Et pour la classe ouvrière allemande, en particulier, avec les conditions dans lesquelles s'est faite la chute du Mur et où, à travers la chute du Mur, de manière contradictoire, le poids social de ce qui avait été conquis par le prolétariat à l'Ouest a fait sa jonction (en dépit des appareils de toutes sortes) avec la classe ouvrière qui, à l'Est, s'était soulevée contre le régime bureaucratique. Aboutissant à une situation où il faut aujourd'hui défaire cette classe ouvrière, une douzaine d'années après qu'elle a, dans ces conditions contradictoires, imposé la réalisation de cette unité.

Mais il est clair que, pour l'impérialisme américain, c'est en termes de milliards de dollars, chaque année, que se mesure le manque à gagner dû au poids social du prolétariat allemand et du prolétariat français. Et c'est, au plan politique, l'obstacle que constitue cette lutte de classes cristallisée, qui n'a que trop tardé à être défaite. Ce n'est pas nouveau, les gouvernements français et allemand ont dit à de très nombreuses reprises : on prend trop de retard dans la mise en œuvre de telle ou telle mesure.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que, dans le contexte d'ensemble de la situation d'après le 11 septembre, l'impérialisme dominant n'entend pas s'embarasser de manières. En France, en Allemagne, dans le reste de l'Europe, c'est tout de suite que doit être mise en place la régionalisation des systèmes de santé, les fonds de pension, que l'Union européenne appelle les plans de mobilité du travail, la réforme du marché du travail, etc.

Mais il faut ajouter que, dans cet ensemble, il y a la nécessité de faire jouer à la Confédération européenne des syndicats (CES) un rôle d'intégration de plus en plus majeur, qui pèse sur toutes les organisations, y compris celles qui, jusque-là, étaient restées plus que réservées à l'égard de la CES, et on le voit en France.

Ce serait une erreur de considérer que l'Union européenne est une forme institu-

tionnelle achevée. L'intérêt pour l'impérialisme, c'est que l'Union européenne soit un facteur d'assujettissement, d'asservissement et de destruction pour ses besoins. Ce n'est pas de mettre en place une forme institutionnelle européenne. Par exemple, dans les dernières périodes, on a enregistré coup sur coup qu'à travers Berlusconi en Italie, d'une part, et la candidature Stoïber en Allemagne, d'autre part, l'impérialisme américain a envoyé des signaux très clairs. Il a dit : si les choses ne vont pas assez vite, nous sommes prêts à accélérer, y compris en Europe, le démantèlement des nations.

Cette pression sur les appareils que la politique de l'impérialisme place en première ligne s'exerce aussi directement. Schroeder en Allemagne, qui est à la veille des élections dans quelques mois, et Jospin en France, font l'un et l'autre surenchère pour, sous la pression de l'impérialisme, donner encore plus de gages. Dans tous les domaines. Quand Stoïber, au nom de l'impérialisme américain, dit : il faut aller jusqu'au bout, moi je suis prêt à démanteler, la Bavière doit arrêter de payer pour les miséreux de l'est, etc., Schroeder dit : mais je suis le mieux à même de le faire. Et c'est la même chose en France entre Jospin et Chirac. Au point que le *Financial Times*, le journal financier anglais, vient de publier un article où il dit : pour mettre en œuvre la politique dont nous avons besoin, notre candidat en France, c'est Jospin.

Mais il faut comprendre en même temps que et Jospin et Schroeder ne peuvent se porter garants de cette politique qu'à la condition de se porter garants de l'assujettissement des organisations syndicales. Et c'est en ce sens que la question de l'intégration devient l'élément majeur de toute la situation. Ce n'est pas un hasard si Jospin, quand il a déclaré sa candidature il y a trois jours, a dit trois choses ; il a dit : "*Premièrement, mon programme n'est pas socialiste, mais moderne*" ; deuxièmement : "*Dès que je suis élu, je réunis une conférence avec tous les syndicats*" (pour les intégrer à la politique du gouvernement) ; troisièmement : "*Je ne perds pas de temps, j'instaure les retraites par capitalisation.*"

Autre chose est sa capacité à mettre en œuvre cette politique. Mais c'est de cela

qu'il s'agit.

---

## SUR LES RAPPORTS ASIE-AMÉRIQUE

---

Examinons brièvement les relations Asie-Amérique, puis Afrique-Amérique et Amérique latine-Amérique.

D'abord, sur Asie-Amérique, parce qu'il y a derrière cela une question théorique qui me semble importante. Dans l'offensive qu'il y a contre la IV<sup>e</sup> Internationale — et sur laquelle je reviendrai en conclusion —, parmi les tombereaux de choses qu'il y a contre nous, il y en a une, qui n'est pas la pire accusation, mais c'est quand même significatif qu'elle ressorte. On nous reproche d'avoir toujours mis en avant la politique de Trotsky sur la défense de l'URSS. Et on nous redit : vous avez dit défense de l'URSS, donc en fait, c'était défense de la bureaucratie.

Ce n'est pas un hasard si nous sommes attaqués sur la défense de l'URSS. Certes, comme on l'a écrit dans les textes, ce qui s'est passé en URSS au moment de l'effondrement du stalinisme n'a pas suivi les chemins que Trotsky avait décrits. Il n'en reste pas moins que les segments de propriété sociale sont précisément ceux sur lesquels s'adosse la résistance de la classe ouvrière en URSS, y compris aujourd'hui — et c'est à la racine de notre orientation.

C'est cette politique qui, dans les conditions les plus difficiles, a trouvé son expression dans plusieurs interventions des camarades russes et ukrainiens à Berlin, et en particulier à travers cette première cristallisation du comité contre la privatisation et pour la renationalisation des chemins de fer (5), qui exprime cette continuité de l'actualité du combat pour la défense des segments de propriété sociale, donc de la ligne de défense de l'URSS.

C'est, sous une autre forme, ce qui s'est exprimé dans les interventions de délégués allemands à propos de la situation dans l'est de l'Allemagne.

Or, camarades, si j'évoque cette discussion, c'est parce que, à propos de l'Asie, elle trouve son expression dans une ques-

tion qui va être une des questions majeures dans la période qui vient, je veux parler de la Chine.

Si vous vous rappelez, dans les textes qui constituent le recueil *En défense du marxisme*, il y a un ou plusieurs textes dans lesquels Trotsky polémique contre Craipeau, d'une part, et Bruno Rizzi, d'autre part, sur la théorie du prétendu capitalisme d'Etat. L'idée selon laquelle la bureaucratie pouvait se transformer en classe sociale exploiteuse, comme un tout, et que, à ce titre, elle serait devenue la propriétaire privée des moyens de production. Or on peut dire que ce débat, qui a déjà été tranché par l'histoire — Trotsky a expliqué que la bureaucratie avait comme seule fonction d'être la courroie de transmission et, au bout du bout, le fourrier de la restauration capitaliste — éclaire ce qui est en train de se passer en Chine.

Cela fait plus de dix ans que l'impérialisme américain, sans doute par crainte des conséquences d'une situation "russe" en Chine, a fait le choix d'utiliser l'appareil de la bureaucratie chinoise comme l'instrument de la restauration capitaliste. Et il a avancé dans cette restauration, mais seulement partiellement.

Certes, les industries de la brasserie, des détergents, des bicyclettes, du papier, des ascenseurs, des ordinateurs et des machines-outils sont contrôlées par les multinationales. Mais, à l'heure actuelle, restent sous le strict contrôle du gouvernement et dans le domaine de la propriété d'Etat : l'industrie automobile, la pétrochimie, la sidérurgie, les mines, le charbon, toute l'agriculture, c'est-à-dire que l'essentiel reste dominé par la propriété sociale.

Cela fait donc dix ans que des pas ont été faits vers l'ouverture aux marchés, mais vous avez une contradiction d'ordre théorique, qui aujourd'hui s'explique pratiquement. C'est que la propriété privée des moyens de production, par définition, doit être privée. Si elle est privée, elle est contradictoire avec le monopole du pouvoir politique et économique. Aujourd'hui, pour basculer vers la liquidation en masse de la propriété sociale, il faut poser le problème du démantèlement du Parti

---

(5) Constitué par des militants ouvriers de différents courants en Ukraine.

communiste chinois, et cela ouvre une situation nouvelle, posée notamment par l'entrée de la Chine dans l'OMC.

Un article du *Guardian* dit la chose suivante : l'entrée de la Chine dans l'OMC va coûter à ce pays, officiellement, 40 millions d'emplois. Statistique officielle. On parle ici d'emplois industriels.

Le problème du PC chinois n'est pas n'importe quelle affaire, ni pour la Chine, ni pour l'Asie, ni pour le monde entier. Les conditions dans lesquelles le PC chinois est arrivé au pouvoir sont celles d'une rupture, en partie à son corps défendant, avec la politique de Staline.

Quand Staline a ordonné au PC chinois de capituler — il l'a fait à un certain nombre de reprises — en 1949, les conditions ont fait que celui-ci a pris le pouvoir malgré la volonté de Staline. Et cela a toujours marqué de son empreinte le PC chinois, appareil bureaucratique, parasitaire, contre-révolutionnaire, mais dans un rapport qui n'était pas le même du fait de son rapport avec la révolution chinoise elle-même. Et cela s'est exprimé à de nombreuses reprises. On a écrit de nombreux textes à ce sujet.

L'unité de l'appareil du PC chinois est totalement reliée à l'unité nationale de la Chine. Et l'unité de l'appareil est au bord de l'explosion, parce que le basculement dans l'OMC, le basculement vers la propriété privée des moyens de production, se développe à une échelle infiniment supérieure à ce qui s'est passé en Russie. C'est chaque potentat local, à partir du moment où s'effondre l'unité de l'appareil, qui prépare son propre positionnement dans le régime de la propriété privée des moyens de production. Un grand nombre sont déjà les agents directs de telle ou telle multinationale taïwanaise, japonaise, etc.

Pour l'instant, cela est au bord de l'explosion. Quand va s'effondrer le monopole du PC chinois, tout cela va surgir, mais va surgir aussi le problème du rapport entre toutes les fractions de l'appareil et de l'existence même de la Chine comme nation.

Cela a des conséquences sur toute la région : en Corée, où le gouvernement a annoncé que, du fait de l'entrée de la Chine dans l'OMC, ils devaient accélérer

l'adoption d'une loi du type 35 heures, la caporalisation des syndicats, et l'on voit arriver directement l'offensive de Porto Alegre ; en Inde, où le gouvernement a dit que vu la concurrence qui allait surgir du fait de l'entrée de la Chine dans l'OMC, il fallait reconsidérer complètement les normes du travail dans ce pays.

Donc, camarades, nous sommes confrontés dans ce continent à une situation nouvelle, qui n'est pas protectorat américain ou rien. C'est protectorat américain ou révolution prolétarienne, et donc mouvement ouvrier indépendant, donc notre responsabilité.

---

## SUR LES RAPPORTS AMÉRIQUE LATINE-AMÉRIQUE

---

Au point de départ de notre réflexion, il faut placer la signification du soulèvement révolutionnaire en Argentine. Au point de départ, il y a le fardeau écrasant que faisait peser sur peuple argentin la politique de la dette, du FMI. Il faut souligner que la parité fixe imposée par le gouvernement argentin entre le peso et le dollar, dans la mesure où cet instrument fausse toutes les relations économiques traditionnelles entre marchés différents dans le système capitaliste, a été un facteur d'aggravation et de précipitation de la crise. Cette politique de parité imposée est mise en œuvre par de nombreux gouvernements dans le monde, et en Europe, l'euro est l'institutionnalisation d'une parité imposée entre les monnaies. De ce point de vue, s'il est une région du monde concernée par les développements en Argentine, ce sont les pays de la zone euro.

Le soulèvement en Argentine introduit une situation nouvelle dans tout le continent latino-américain. On peut considérer que, depuis une vingtaine d'années, la politique de l'impérialisme, pour des raisons qui correspondent à ses besoins propres, était orientée — c'était plus le cas en Afrique, mais ça l'est en Amérique latine — sur ce qu'on appelle les "transitions démocratiques".

Le soulèvement en Argentine clôt cette période. Avec ce qui se passe en Argen-

tine, du point de vue de l'impérialisme, il ne peut y avoir des solutions sur le terrain de la transition démocratique. En même temps, toute solution autoritaire ou militaire pose des problèmes considérables. La voie étroite pour l'impérialisme, c'est celle d'accentuer et d'accélérer la décomposition de la situation en Argentine. Y compris la décomposition de toutes les institutions et de toutes les représentations politiques, c'est la raison pour laquelle l'impérialisme américain a tout fait pour précipiter la crise. Je renvoie à une note que j'ai écrite en décembre, où l'on rappelle que les envoyés du gouvernement argentin à Washington se sont heurtés systématiquement à des fins de non-recevoir, y compris au moment de la précipitation de l'effondrement.

La politique de l'impérialisme américain joue le pourrissement de la situation. Pourquoi ? Là se combine le facteur subjectif avec la situation objective. La particularité de la situation argentine, c'est un soulèvement révolutionnaire indiscutable, dans lequel la composante ouvrière est très importante — c'est un pays où la classe ouvrière, traditionnellement, est extrêmement importante, mais c'est un pays où la crise de la direction s'est exprimée sous la forme de la crise de la décomposition du trotskysme.

Il est évident que, dans d'autres circonstances et dans d'autres pays, la réponse de l'impérialisme n'aurait pas été, et ne sera pas la même.

En Argentine, dans les années 1960-1970, des organisations se réclamant du trotskysme regroupaient des milliers de membres, avec une implantation ouvrière et syndicale considérable. Dans la conjugaison, d'une part, de la politique criminelle du Secrétariat unifié, qui a sacrifié physiquement toute une génération de militants, et de la politique aventuriste, nationale-trotskyste, reposant sur des combinaisons sans principe, de Moreno, d'autre part (avec une composante auto-proclamatoire, qui additionnait les militants pour que le parti soit construit). Cela s'est exprimé dans la faillite la plus spectaculaire. A savoir que, dans le plus grand soulèvement que l'Amérique latine ait connu depuis vingt ans, dans ce pays, les organisations issues de la crise de décomposition du Secrétariat unifié, d'une part,

du morénisme, d'autre part, fragmentées, dispersées, se sont révélées les unes après les autres d'une impuissance totale, quand ce n'est pas, pour certaines d'entre elles, ligotées dans les accords d'appareils staliens et d'autres.

Cette faillite a des conséquences tragiques. Elle n'est pas la faillite de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de ceux qui ont abandonné son programme. Cette constatation renforce les responsabilités de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous avons commencé, à partir d'éléments d'information venus d'Argentine, à discuter des développements politiques, de la signification des assemblées populaires. Souvenons-nous qu'après mai 1937, en Espagne, s'adressant à une poignée de militants trotskystes constituant le groupe bolchevique-léniniste — lui-même relié au POUM —, Trotsky disait :

*“Même un tout petit groupe, à condition d'être relié au processus de la révolution, peut jouer d'un poids décisif et avoir une influence sur les événements.”*

C'est en partant de cette conviction qu'après ce congrès mondial, ce sera l'une des tâches de la direction que nous allons élire de mettre en œuvre une politique visant à la reconstruction de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Argentine, à partir de l'intervention dans le mouvement de résistance des masses.

La deuxième question, c'est le Brésil. A mon avis, il faut mettre en relation la situation au Brésil avec celle de l'Argentine. Mais il y a une différence majeure entre le Brésil et l'Argentine : c'est qu'au Brésil, il existe la CUT, le Parti des travailleurs. Malgré la politique de sa direction, il s'agit d'un parti qui reste considéré par les masses comme l'expression de leur aspiration politique à prendre les choses en mains. Les conséquences, nous le savons, et l'impérialisme le sait mieux que quiconque : des événements du même type que ceux se déroulant en Argentine, s'ils survenaient demain au Brésil, pousseraient inéluctablement le Parti des travailleurs à la porte du pouvoir. C'est là où la question du rapport entre le facteur subjectif et la situation objective est déterminant. Il faut réfléchir : que fait l'impérialisme pour

prévenir cette situation ? L'assassinat ciblé de dirigeants du Parti des travailleurs n'est que l'expression d'une politique de pression pour contraindre Lula à capituler, avant tout soulèvement révolutionnaire.

C'est pourquoi notre orientation indépendante est essentielle, que nous soyons capables d'aider à tout ce qui va dans le sens de l'indépendance de classe — ou qu'au contraire, nous ne prenions pas nos responsabilités —, aura des conséquences majeures sur l'issue de la situation au Brésil, et donc dans toute l'Amérique latine.

---

## SUR LES RAPPORTS AFRIQUE-AMÉRIQUE

---

Comme nous le savons, à Durban, au mois d'août, il y a eu cette grève générale importante, appelée par la COSATU contre le gouvernement où siègent des ministres venus de la COSATU. Situation inédite, les ministres du PC sud-africain dans le gouvernement de coalition ont fait pleinement leur travail du point de vue de la privatisation, de la déréglementation, c'est certain. Pourtant, les dirigeants de la COSATU, réellement poussés par un mouvement parti d'en bas (constitué par des travailleurs, des délégués syndicaux), avaient été conduits à appeler à cette grève générale, provoquant une fracture effective entre la COSATU et le gouvernement. A l'époque, les camarades du SOPA (6), à juste titre, avaient adopté une politique de front unique, qui dit :

*“Soutien à la grève générale, soutien aux mots d'ordre, refus des privatisations.”*

Depuis, en décembre, cette crise s'est approfondie. Il y a eu des documents dans la presse. Les dirigeants du PC disaient :

*“Nous sommes prêts à rester membres de la coalition tripartite, nous voulons que la COSATU reste membre du gouvernement, mais il faut qu'elle ait une petite marge de manœuvre pour rester centrale syndicale.”*

Et les dirigeants de l'ANC disaient :

*“Non, il faut que les dirigeants de la COSATU acceptent d'être jusqu'au bout l'instrument de la politique du FMI.”*

Et du coup, toute une série de questions surgissaient. Plus que jamais, la lutte contre la déréglementation et les privatisations pose, à partir de la rupture de la principale centrale syndicale avec le gouvernement dont elle est membre, le problème du front unique.

---

## LE SENS D'UNE OFFENSIVE : LA PLACE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Pour conclure, il faut revenir sur la signification de l'offensive contre nous. Il y a, depuis des années, une campagne publique contre la IV<sup>e</sup> Internationale, contre la section française, mais la campagne à laquelle nous sommes confrontés depuis quelques mois a pris un caractère nouveau. En France, en trois mois, ont été publiés sept à huit livres contre nous, plus des dizaines et des centaines d'articles reprenant ces livres. La particularité de ces livres et leur tendance dominante, c'est de franchir beaucoup de paliers dans l'ignominie : *“Les trotskystes ont collaboré avec les nazis”, “ils sont complices du génocide des Juifs pendant la guerre”,* et de salir personnellement des militants ; des militants disparus comme Molinier, des militants vivants.

Le contenu de cette campagne est l'extermination politique de notre courant. Quand on essaie de se remémorer, il faut remonter à plus d'un demi-siècle, au plus fort des campagnes sur les “hitléro-trotskystes” qui ont eu leurs conséquences physiques avec la liquidation des trotskystes par les stalinien, dans les maquis en France, en 1943. Il faut remonter à cette époque pour trouver des écrits de ce type. Il faut réfléchir à la signification de cette campagne, qui n'est pas seulement française, ce n'est pas seulement le problème du Parti des travailleurs et pas non

---

(6) Parti socialiste d'Azanie, au sein duquel militent les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale en Afrique du Sud.

plus seulement celui des élections, ni de la lutte des classes en France. Cela a une dimension plus vaste, c'est une assimilation par un certain nombre de gens qu'il y a un point d'appui organisé aujourd'hui pour tout mouvement de résistance sur le terrain de l'indépendance de classe, et qu'il s'appelle la IV<sup>e</sup> Internationale. On ne peut pas dire, d'un côté, qu'ils vont chercher à aller jusqu'au bout d'un système totalitaire et corporatiste, et, de l'autre, ne pas se donner les moyens de frapper au cœur de ce qui peut numériquement sembler modeste, mais qui est le cœur politique de la résistance.

Le quotidien français *Les Echos*, qui n'écrit jamais sur nous, a dit il y a trois semaines :

*“Il y a un problème, en France : on veut mettre en place les fonds de pension, quatre centrales syndicales veulent mettre en place les fonds de pension, une cinquième ne l'a pas fait, car elle a cédé aux trotskystes du Parti des travailleurs.”*

Cette explication, certes, a un caractère

réducteur et policier, elle vise à exercer un chantage sur les militants syndicalistes qui, en toute indépendance, prennent position pour ce qu'ils estiment juste. Mais c'est aussi, en quelque sorte, un hommage du vice à la vertu, une reconnaissance de notre rôle.

Cette discussion est nécessaire, car elle ramène à l'appréciation de ce que nous sommes. Nous sommes un courant minoritaire numériquement, mais ce que nous représentons n'a rien de minime politiquement. Car l'action de la IV<sup>e</sup> Internationale est en relation avec le mouvement de la classe, car la politique que nous proposons est un point d'appui par rapport au mouvement de millions d'hommes et de femmes, et l'enjeu de notre capacité à être un centre organisé ou pas, à avoir une intervention ordonnée ou pas, c'est notre capacité à aider le mouvement de millions à franchir les obstacles.

C'est la question de l'avenir de la révolution prolétarienne, c'est la question de la crise de la direction, qui concentre la crise de l'humanité. Mais pour nous, ce n'est

## Notes complémentaires

# Le mouvement ouvrier face à l'Europe de l'euro

La propagande des grands médias voudrait que l'Europe soit entrée, avec l'euro, dans un avenir où tous les progrès sont possibles. Au nom de quoi, on exige de démanteler des acquis considérés comme obsolètes, tels la protection sociale ou les systèmes d'enseignement. L'expérience des travailleurs, à trois mois de la pleine implantation de l'euro, est qu'il faut se défendre de la destruction des acquis arrivée avec et par l'euro.

Quelle est en effet la situation du continent, parfois définie par certains comme “explosive” ?

---

## L'EURO À L'ŒUVRE

---

Il n'est pas inutile de rappeler ce qu'est l'euro. “Monnaie unique” axe de l'Union monétaire et économique (UME) décidée

par le traité de Maastricht, elle n'est pas une monnaie comme les autres. En effet, si elle est un moyen d'échange, si, d'une certaine façon, elle pourrait être considérée comme représentant la richesse des douze pays y ayant adhéré, elle n'est pas guidée par les mêmes lois. Daniel Gluckstein explique que *“le droit de frapper monnaie s'est historiquement confondu avec le processus qui a vu la classe capitaliste se constituer comme classe à l'échelle de la nation”* balayant les obstacles à l'unification, mais que le passage des monnaies nationales d'Europe à une prétendue *“monnaie unique”* a un contenu social historique réactionnaire (1) :

*« Car ce à quoi on assiste n'est ni la constitution d'un nouvel Etat, ni la mise en place d'institutions démocratiques en relation avec l'émergence (...) d'une bourgeoisie européenne capable d'impulser l'essor des forces productives dans le processus combiné de l'émergence d'une nation nouvelle. Non, rien de tout cela. La constitution d'une monnaie unique sous contrôle d'une Banque centrale européenne “indépendante” correspond à un acte d'abdication de la part de chaque bourgeoisie devant les institutions supranationales européennes, qui ne sont qu'un instrument du capital financier américain. La décision de transformer les banques centrales en banques centrales indépendantes, prolongée par la mise en place de la BCE, a marqué une étape décisive dans l'assujettissement des économies d'Europe aux besoins américains » (Lutte des classes et mondialisation, pp. 234-235).*

A la base de l'instauration de l'euro (commencée en janvier 1999 et conclue le 28 février 2002), il y a le pacte de stabilité (2) signé dans le traité d'Amsterdam (1996), contraignant chaque Etat adhérent à l'euro, notamment, à la réduction de la dette et à l'élimination du déficit public. Ce pacte établit des dispositifs de vigilance et des sanctions.

Par ce biais, les budgets nationaux de ces douze Etats, donc les gouvernements et la politique de ces douze Etats, deviennent subordonnés à une monnaie et à une banque, dont l'objet n'est pas la défense des intérêts de ces douze Etats, mais des intérêts de la Bourse de New York. L'euro, devenu pièce centrale du jeu de la

spéculation internationale, pompe dans les marchés la richesse de ces douze pays. Autant dire que c'est un instrument de pillage de ces pays.

Le fait sans précédent que ces douze Etats renoncent aux composantes centrales de la souveraineté nationale, non au profit d'une nouvelle souveraineté, d'une nouvelle nation, mais au profit *“des marchés”*, fait que l'euro est incompatible avec aucun gouvernement ou souveraineté européen, car il est un instrument pour imposer aux peuples et nations d'Europe la dictature des marchés, de la Bourse de New York au premier chef.

Cela a une conséquence centrale mille fois répétée par les représentants de la Banque centrale européenne : les Etats ayant perdu la capacité de changer les cours de change de la monnaie ainsi que la capacité de s'endetter, la seule variable d'ajustement des déséquilibres économiques est la réduction des salaires et des pensions.

La première épreuve pour cette monnaie singulière a été la récession propulsée par les États-Unis, qui frappe particulièrement l'Allemagne, économie *“moteur”* de l'eurozone. Dans le cadre de la guerre *“totale et globale”* décrétée par Bush pour le compte des multinationales américaines, les institutions de l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam se sont mises à l'œuvre.

Ainsi, le 12 février 2002, le Conseil des ministres de l'Economie et des Finances de l'Union européenne (Ecofin) a appuyé la démarche engagée par la Commission européenne contre l'Allemagne à cause du déficit public, au nom du pacte de stabilité. La commission soutient la politique économique de ces deux pays, reconnaît qu'ils ne dépassent pas le seuil de 3 % établi par le pacte, mais, pour garantir que ce seuil ne soit pas dépassé, elle s'arroge le droit de décider les mesures que ces

(1) A ce propos, on lira avec profit le chapitre du livre *Lutte des classes et mondialisation*, de Daniel Gluckstein. SELIO, Paris, 1999.

(2) Qui porte le nom officiel de *“pacte de croissance et de stabilité”* : le mot *“croissance”* avait été ajouté à la dernière minute, sans rien changer au contenu du pacte, pour permettre au tout nouveau gouvernement Jospin de sauver la face.

deux Etats doivent prendre. Le gouvernement Schröder s'est engagé à tout faire pour que l'Allemagne n'atteigne pas le seuil de 3 % du produit intérieur brut (PIB) de déficit public cette année et se rapproche du déficit zéro pour 2004.

*“L'Allemagne a reconnu que cela pourrait demander des mesures politiques supplémentaires.”*

Ce Conseil européen des Finances a décidé ceci :

*“Il ne sera possible en 2002 aucune dépense discrétionnaire. Ces deux pays doivent consacrer tout leur excédent des recettes à la réduction de leur dette publique (...). Le gouvernement allemand fera tous les efforts nécessaires en direction des gouvernements régionaux.”*

Si l'Allemagne ne peut même pas décider les mesures qu'elle prend pour tenir ses engagements, aucun gouvernement ni Parlement européen ne peut désormais prendre aucune mesure de politique économique sans le satisfecit préalable de l'Union européenne.

Ce diktat de Bruxelles imposant à l'Etat allemand des conditions tout à fait semblables à celles des républiques bananières amène l'est, mais pas seulement les Länder de l'ancien Est, à l'effondrement le plus complet.

Par suite de son engagement, le 21 mars, le ministre allemand de l'Economie, Eichel, et les 16 Etats fédéraux ont signé un “pacte national de stabilité” visant à garantir l'équilibre financier en 2004. Sans arriver à établir des chiffres et des sanctions en raison des résistances, ce pacte (dont il est prévu qu'il devienne une loi) détermine que le gouvernement fédéral réduira ses dépenses de 0,5 % en 2003 et 2004, et que les dépenses des Länder et des villes n'augmenteront plus de 1 % (voir encadré pages 55 à 57).

Quelques jours avant de la décision de l'Écofin, la Banque centrale européenne venait d'annoncer qu'elle assumerait désormais la principale fonction qui revenait encore aux banques centrales des pays membres de l'Union : le contrôle des banques.

Lorsque Rodrigo Rato, le milliardaire franquiste qui préside aux destinées économiques de l'Europe pendant ce

semestre, a déclaré qu'“aucun gouvernement ne pense à changer le plan de stabilité”, il faisait état de la soumission de l'ensemble des représentations politiques officielles à cet ordre antidémocratique.

Ces mêmes gouvernements venaient de proclamer ceci, lors du sommet de Laeken :

*“Le Conseil européen se félicite du résultat de la conférence ministérielle à Doha, qui a lancé un nouveau cycle de négociations commerciales globales, basé sur une approche équilibrée entre libéralisation et réglementation, en tenant compte des intérêts des pays en développement et en promouvant leur capacité de se développer.”*

*“L'Union est déterminée à promouvoir la dimension sociale et environnementale du cycle de négociations.”*

Ce langage d'ONG ne saurait cacher le fait qu'à Doha, les Etats-Unis ont dicté la loi sans aucune concession aux “coûts sociaux” des pays européens, ce qui requiert le démantèlement économique et social (3). Dans le cadre post-Doha, il faut placer des faits majeurs comme l'adoption du plan préparant la privatisation d'EDF (bête noire de Bruxelles, centre et symbole de beaucoup d'autres services encore publics, comme EDP), les 30 000 licenciements annoncés dans la poste anglaise, le fait que la Deutsche Bank annonce la rupture avec le “modèle allemand”, les attaques contre l'industrie automobile ou le démantèlement des lignes aériennes nationales, accéléré après le 11 septembre. Bref, tout le dispositif établi à Barcelone.

---

## LE CONSEIL EUROPÉEN DE BARCELONE ET LA “STRATÉGIE DE LISBONNE”

---

C'est dans ce cadre de mise en œuvre de l'euro que les chefs des gouvernements de l'Union européenne se sont réunis à

---

(3) D'ailleurs, les multinationales et le gouvernement américain ont commencé par organiser les licenciements massifs chez eux, le nombre des licenciements pouvant atteindre les deux millions, d'après certaines prévisions.

Barcelone, les 15 et 16 mars 2002. L'objectif affiché de cette réunion était de donner une impulsion à l'application de la "stratégie de Lisbonne", au nom de laquelle on exige des syndicats ouvriers non plus seulement de collaborer avec les gouvernements et les patrons, mais de faire partie du dispositif d'application de la politique de l'Union européenne.

A l'occasion de ce conseil de Barcelone, la propagande nous a martelé le rappel de l'objectif défini à Lisbonne :

*"L'Union s'est aujourd'hui fixé un **nouvel objectif stratégique** pour la décennie à venir : devenir l'économie de la puissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale. La réalisation de cet objectif nécessite une **stratégie globale**" (4).*

Sous ces proclamations, Lisbonne a demandé "une transformation radicale de l'économie européenne" touchant "tous aspects de la vie de chacun".

Parce que

*"l'Union européenne se trouve face à un formidable bouleversement induit par la mondialisation et par les défis inhérents à une nouvelle économie fondée sur la connaissance".*

C'étaient, en effet, les temps de la "nouvelle économie", c'est-à-dire le moment où, pour sa survie, le capitalisme se dopait des investissements spéculatifs aux sociétés ".com", en y sacrifiant l'économie de chaque pays. Notamment, des sommes immenses ont été engagées pour avoir les concessions de téléphonie mobile de la troisième génération, sans que cette technologie existe encore au bout de deux ans. Les promesses du progrès mirobolant étaient d'autant plus alléchantes que les chefs de gouvernement réunis à Lisbonne affirmaient :

*"Les perspectives macro-économiques qui s'offrent actuellement sont les meilleures que l'Union ait connues depuis une génération. Grâce à une politique monétaire axée sur la stabilité et soutenue par des politiques budgétaires saines dans un climat de modération salariale, l'inflation et les taux d'intérêt sont peu*

*élevés, les déficits publics ont été réduits de façon remarquable et la balance des paiements de l'UE est saine. L'introduction de l'euro a été réussie et apporte les avantages qu'on en attendait pour l'économie européenne."*

C'était il y a deux ans. On sait ce qui est arrivé (5). L'effondrement des ".com" a entraîné l'ensemble de l'économie mondiale. Et lorsque la seule inquiétude du capital financier est de reprendre aux travailleurs ce qu'ils ont perdu dans les places boursières, voilà que M. Aznar et les autres gouvernants de l'Union européenne, comme si de rien n'était, redécouvrent Lisbonne et prétendent encore nous faire croire aux vertus magiques d'Internet et de la "société de la connaissance".

C'est du culot, mais ils y trouvent leur compte. En effet, d'après l'évangile de

(4) Déclaration de la présidence, § 5.

(5) "On nous expliquait que la nouvelle économie ouvrait une ère illimitée de développement de l'économie mondiale, qu'aux Etats-Unis il y avait un miracle, qui était le chômage quasiment disparu, et qu'apparemment le capitalisme avait devant lui une période illimitée de développement. Et nous étions accusés de tenir un langage exagérément catastrophiste, pessimiste..."

Entre mars 2000 et début septembre 2001, l'indice Nasdaq, qui est l'indice des valeurs des nouvelles technologies à New York, a perdu 75 % de sa valeur. A la suite de cet effondrement du Nasdaq, toutes les Bourses qui mesurent les valeurs des nouvelles technologies dans le monde entier se sont effondrées. Mais à la suite de ces Bourses qui estiment la valeur de la nouvelle technologie, les Bourses classiques comme le Dow Jones à New York ou le CAC 40 à Paris, etc., se sont à leur tour largement effondrées. C'est ainsi que ce qu'on nous avait présenté comme l'amorce d'une nouvelle ère de développement du capitalisme apparaît au contraire comme quelque chose qui précipite sa crise. Tout ce qui avait été ce gonflement spéculatif, parasitaire, de la nouvelle économie, s'effondre en détruisant des valeurs considérables. Entre mars 2000 et début septembre 2001, encore une fois avant le 11 septembre, il a été détruit sur les Bourses des principales valeurs capitalistes aux Etats-Unis 6 600 milliards de dollars. C'est-à-dire l'équivalent de cinq fois le produit intérieur brut de la France. Si vous voulez, sous une autre forme, c'est l'équivalent de produit intérieur brut cumulé de l'Allemagne, du Japon et de la France.

Ces masses considérables de valeurs qui sont parties en fumée mettent à l'ordre du jour pour la classe capitaliste la nécessité de les retrouver. Et pour retrouver ces capitaux gigantesques qui ont été détruits, il n'y a pas d'autre choix pour la classe capitaliste que d'accentuer les conditions d'exploitation de la force de travail" (Daniel Gluckstein, présentation de *Lutte des classes et mondialisation* à Madrid, *La Vérité*, n° 29, p. 103).

Lisbonne, “la transition vers une société et une économie fondées sur la connaissance” passe “par l’accélération des réformes structurelles pour renforcer la compétitivité”, ainsi que par ce qu’ils appellent “moderniser le modèle social européen en investissant dans les ressources humaines et en luttant contre l’exclusion sociale”.

Ce qui inclut, entre autres (6) :

- Tout d’abord :

*“D’accélérer la libéralisation dans des secteurs tels que le gaz, l’électricité, les services postaux et les transports. De même, en ce qui concerne l’utilisation et la gestion de l’espace aérien.”*

Donc, le bradage de dizaines d’entreprises toujours publiques garantissant des services essentiels pour les économies et pour les citoyens.

- La destruction de l’école et des diplômés :

*“Faire en sorte que les écoles et les centres de formation, disposant tous d’un accès à l’Internet, deviennent peu à peu des centres locaux d’acquisition de connaissances polyvalents et accessibles à tous” ; “une réflexion générale sur les objectifs concrets futurs des systèmes d’enseignement” ; “accorder plus d’importance à l’éducation et à la formation tout au long de la vie (...) en exploitant, grâce à une gestion souple du temps de travail et à l’alternance formation-emploi, la complémentarité entre cette éducation et cette formation et la capacité d’adaptation”.*

- Vider les caisses de protection sociale collective :

*“Réduire la pression fiscale qui pèse sur le travail” ; “que les Etats membres qui s’efforcent de baisser les impôts s’attachent en priorité à alléger la pression fiscale sur les bas salaires”.*

*“Ces régimes (de protection sociale) doivent être adaptés dans le cadre d’un Etat social actif, de manière à ce qu’il soit financièrement intéressant de travailler, à garantir leur viabilité à long terme, malgré le vieillissement de la population, à promouvoir l’intégration sociale et l’égalité des sexes, et à fournir des services de santé de qualité (...), charger le Groupe à haut niveau sur la protection sociale (...) de préparer une étude sur l’évolution future de la protec-*

*tion sociale dans une perspective à long terme, en accordant une attention particulière à la viabilité des régimes de retraite à différentes échéances jusqu’en 2020 et au-delà, si nécessaire.”*

Et encore :

*“Que la réforme des régimes de retraite soit accélérée.”*

Et encore plus :

*“Il faudrait chercher d’ici 2010 à augmenter progressivement d’environ cinq ans l’âge moyen effectif auquel cesse, dans l’Union européenne, l’activité professionnelle.”*

Le conseil de Barcelone a étendu ses soucis à la révision de l’ensemble des droits des travailleurs. Par exemple, les allocations de chômage :

*“Que les régimes fiscaux et de prestations sociales soient adaptés de manière à rendre le travail payant et à encourager les chômeurs à rechercher un emploi, et que les éléments ci-après fassent l’objet d’une réforme : la conditionnalité des prestations, les conditions requises pour en bénéficier, leur durée, le taux de remplacement, la disponibilité d’avantages liés au travail, le recours aux crédits d’impôt, les systèmes administratifs et la rigueur en matière de gestion.”*

Donc, travailler cinq ans de plus pour avoir une retraite, pour ceux qui ne seraient pas décédés.

Pour nourrir les Bourses après la récession, il faut tout cela.

---

## LE RÔLE DES SYNDICATS DANS L’ŒIL DU CYCLONE

---

Mais si, dans les deux années écoulées après le sommet de Lisbonne, la résistance des travailleurs a fait que la mise en application d’une telle “stratégie” est restée absolument insuffisante pour les “leaders” de la mondialisation, comment prétendre maintenant réaliser tout cela ?

Les chefs de gouvernement réunis à Barcelone, se félicitant du dialogue social

---

(6) On trouvera une analyse détaillée dans chacune des publications impulsées dans le cadre de l’Entente par les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cf., par exemple, *Informations ouvrières*, n° 531.

développé par la Confédération européenne des syndicats, ont invité

*“les partenaires sociaux à trouver des moyens de mieux gérer la restructuration des entreprises par le biais du dialogue et d’une approche préventive”.*

C’est une invitation qui suit les efforts des gouvernements, par exemple celui d’Allemagne, qu’un délégué à la conférence de Berlin expliquait ainsi :

*« Le chancelier allemand a déclaré, au nom du combat mondial contre le terrorisme, que des revendications salariales n’avaient pas leur place dans le paysage politique actuel. Le président de la BCE a déclaré que “si les demandes d’augmentations salariales sont nombreuses, celles-ci coûteront des milliers d’emplois”. En même temps, nous voyons, en Allemagne comme dans le monde, qu’il y a énormément de licenciements, je pense qu’il est important d’apporter notre solidarité à tous ceux qui se battent pour le maintien des emplois et des salaires.*

*En Allemagne, le pacte pour l’emploi est le cadre dans lequel le gouvernement et les employeurs font pression sur les syndicats comme organisations indépendantes. Le pacte pour l’emploi, le dialogue social de l’UE ne veulent pas de **négociations** avec les syndicats, mais veulent intégrer les syndicats dans leurs plans. Par exemple, à travers une politique salariale, dite orientée vers l’emploi, mais qui signifie l’adaptation aux demandes des employeurs. C’est renoncer aux demandes salariales et aux conventions collectives nationales. Comme pour tous les travailleurs et les peuples du monde, se pose la question de l’individualisation des salaires et du travail.*

*En Allemagne, 72 % des travailleurs dépendent encore de conventions collectives. Notre devoir est la résistance absolue de toute convention collective et l’extension de la protection par des conventions collectives au lieu de l’extension de la déréglementation, c’est aussi comme cela que nous défendons notre syndicat » (intervention de Karlheinz Gerhold).*

Voilà que les travailleurs de la métallurgie, avec leur syndicat IG-Metall (dont la direction, pourtant, participe au “dialogue social européen”), ont commencé un plan de grèves pour leur convention, pour les 6,5 % d’augmentation.

Cette grève est la réponse du plus puissant secteur organisé de la classe ouvrière en Europe aux exigences des chefs de gouvernement réunis à Barcelone, qui, justement, exigent de défaire tous les systèmes existants de négociation collective :

*“Afin d’assurer la compétitivité de l’UE et d’améliorer l’emploi, quelles que soient les qualifications et les régions, il est essentiel que les institutions concernées et les systèmes de négociation collective tiennent compte, dans le respect de l’autonomie des partenaires sociaux, des liens entre l’évolution des salaires et les conditions existant sur le marché du travail, ce qui permettrait aux salaires d’évoluer en fonction de l’évolution de la productivité et des différences de qualifications.”*

Autant dire : annuler la fonction des conventions collectives consistant à protéger les salariés de la pression du marché de travail sur le travailleur individuel. Le conseil de Barcelone poursuit :

*“Les Etats membres, conformément à leurs pratiques nationales, sont invités à revoir la réglementation sur les contrats de travail, et, le cas échéant, les coûts, dans le but de favoriser la création d’emplois.”*

Elle a bon dos, la création d’emplois. L’exigence de liquider les contrats collectifs, d’individualisation des relations du travail, fait partie de l’accompagnement des restructurations, à l’heure même où les chefs de gouvernement réunis à Barcelone décident de liquider ce qui reste des services publics, de l’électricité au transport, de l’enseignement à la santé.

Au nom de la “modernisation du modèle social européen”, cette œuvre atteint les bases les plus essentielles des conquêtes ouvrières qui sont la base de la civilisation, qu’il s’agisse de l’interdiction du travail des enfants ou de la retraite.

---

## LA “CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS”

---

Si, avec la négociation collective, l’Union européenne met en question la place et l’existence même des syndicats indépendants, c’est que ces plans de “collaboration de classe” vont bien au-delà de la renonciation à telle ou telle revendication, comme c’est le cas dans les “pactes

sociaux” d’il y a quelques années.

*“Le Conseil européen se félicite de la tenue du sommet social avant le Conseil européen de printemps et de l’adoption par les partenaires sociaux d’un cadre d’action commun pour le développement des compétences et qualifications tout au long de la vie. Le Conseil européen engage les partenaires sociaux à mettre leurs stratégies aux différents niveaux territoriaux (européen, national, régional et local) et sectoriels au service de la stratégie et des objectifs de Lisbonne. Pour ce faire, il les invite à présenter, à l’occasion du sommet social, un rapport annuel sur leurs contributions, tant au niveau national, dans leurs plans pour l’emploi, qu’au niveau européen.*

*Le programme pluriannuel qu’ils présenteront en décembre 2002 devrait déjà comporter cette contribution, en particulier en ce qui concerne la capacité d’adaptation des entreprises dans des domaines tels que la négociation collective, la modération salariale, l’amélioration de la productivité, la formation permanente, les nouvelles technologies et l’organisation flexible du travail.”*

Il se trouve qu’en parfaite synchronie, Emilio Gabaglio, secrétaire général de la prétendue Confédération européenne des syndicats, s’est adressé le 14 mars aux 100 000 syndicalistes réunis à Barcelone en ces termes :

*“Il a demandé aux dirigeants de l’UE de rendre compatibles les réformes structurelles visant à avancer sur la libéralisation économique avec la politique sociale. Gabaglio s’est montré inquiet parce que, dans la stratégie économique fixée lors du sommet de Lisbonne, on n’insiste que sur la libéralisation et la flexibilisation des marchés” (7).*

En effet, quelques jours auparavant, la CES avait proclamé :

*“Nous reconnaissons maintenant, comme nous l’avons fait lors du sommet de Lisbonne, l’importance d’augmenter le potentiel de croissance de l’Union européenne par des réformes structurelles (ainsi que par la croissance et les politiques favorisant l’emploi). La crise économique a contribué aux obstacles qui ont empêché d’atteindre certains objectifs dans ce domaine, comme le montre le rapport de la Commission. Pour revenir au chemin décidé, il faudra prendre en compte la situation écono-*

*mique beaucoup moins favorable à présent qu’au moment où certains objectifs et délais ont été fixés. La peur que certaines mesures de libéralisation pourrait endommager les services publics demande aussi une réponse satisfaisante. La CES salue néanmoins les propositions de la Commission d’anticiper et organiser le processus de changement (...). Nous estimons aussi que certains problèmes auraient pu être évités si les partenaires sociaux avaient été impliqués dans le processus de politique industrielle de Cardiff : nous espérons que, dorénavant, on fera les pas nécessaires à cet égard.”*

Donc, non seulement la CES accepte l’ensemble de la déréglementation, de la liquidation des services publics, mais encore, réclame d’y participer.

Et le lendemain du conseil de Barcelone, le même Gabaglio déclare :

*“L’offensive néo-libérale lancée à la veille du sommet de Barcelone n’a pas réussi. Les conclusions du Conseil européen confirment les objectifs de Lisbonne, tout en reconnaissant qu’ils peuvent seulement être réalisés avec des efforts équilibrés et simultanés sur les terrains économique et social.”*

---

## LA CONCERTATION SOCIALE ET LA “NOUVELLE GOUVERNANCE EUROPÉENNE”

---

L’Union européenne et la Confédération européenne des syndicats visent aujourd’hui à l’intégration accélérée des syndicats dans un nouveau cadre politique corporatiste.

Depuis un certain temps, nous entendons les dirigeants politiques officiels du mouvement ouvrier réclamer, ensemble avec les ONG et les Eglises diverses, “qu’à côté de la Banque centrale européenne”, il y ait un gouvernement européen fort. Ils disent souvent “un gouvernement économique européen fort”, comme s’il pouvait y avoir des gouvernements seulement économiques. Nous venons d’expliquer qu’il s’agit de la qua-

---

(7) *La Vanguardia*, Barcelone, 15 mars 2002.

drature du cercle.

Or, face à la volonté des travailleurs et des peuples, qui n'acceptent pas, le dispositif institutionnel autour de l'euro prend de plus en plus la forme de la prétendue "nouvelle gouvernance européenne". Le sommet de Barcelone lui-même nous en a fourni l'exemple.

a) Le 29 janvier, le président d'UNICE (8), Jakobs, et les présidents de chacune des organisations nationales des patrons de l'Union européenne signaient de leurs noms un bref décret, à l'adresse des gouvernements européens : qu'ils agissent lors du sommet de Barcelone (sans qu'aucune échéance électorale ne les retarde). Ils disent : ce que vous avez décidé à Lisbonne jusqu'à présent ne s'est pas fait pleinement. De même pour les autres décisions des autres sommets. La crise économique, loin d'être une raison pour reporter les réformes structurelles, en renforce le besoin. L'euro est un enjeu majeur pour nous, pour que cela marche, il faut

*"des décisions concrètes sur les mesures et réformes structurelles déjà accordées, et que ces décisions soient réalisés, à l'échelle européenne et à l'échelle nationale, comme une question d'émergence (...). Les capitalistes d'Europe sont prêts à jouer un rôle actif dans la matérialisation de l'agenda de Lisbonne" (Financial Times, 14 janvier 2002).*

Non seulement ils sont prêts, mais ils revendiquent, comme l'organisation patronale française, le MEDEF, lors de son congrès extraordinaire de Lyon, le "droit d'ingérence" des capitalistes, l'installation

*"d'un véritable partenariat entre les entreprises et les pouvoirs publics (...), en associant réellement les entrepreneurs à l'ensemble des décisions pouvant les concerner (...), un véritable contrat de législature avec les entreprises, favorisant l'attractivité du site économique français".*

Et le président de la Confindustria affirme :

*"Nous nous impliquons beaucoup pour qu'il y ait un programme de réformes très fort sur le plan économique et social."*

L'injonction des patrons a donné l'axe

de préparation du conseil de Barcelone, y compris, nous l'avons vu, pour la CES. Les chambres de commerce ont fait connaître aussi leurs exigences au sommet de Barcelone. Finalement, le 14 mars, la veille de la réunion, Aznar a rencontré toute la direction d'UNICE et s'est engagé à ce que, le lendemain, les chefs de gouvernement exécuteraient ce que l'UNICE leur dictait.

La "nouvelle gouvernance" de l'Union européenne a comme point de départ de reconnaître aux multinationales américaines et autres le rôle qu'elles avaient exigé dès les négociations de l'AMI. Notamment, la participation à la convention cherche à garantir cela.

Cette démarche des organisations patronales européennes correspond entièrement aux exigences des multinationales américaines pour casser les obstacles politiques à la déréglementation, même si, en particulier dans le cas de la France (mais aussi en d'autres pays), des patrons peuvent chercher, dans ce cadre, à inclure des intérêts de tel secteur "national".

Les injonctions du capital financier impliquent que le calendrier de l'Union européenne ne respecte nullement les intérêts "politiciens" par rapport aux échéances électorales au Portugal, en France et en Allemagne. La guerre contre les travailleurs ne saurait être compromise par ces niaiseries. Cela se reflète aussi bien dans les mesures que les gouvernements sont obligés d'exécuter malgré leurs intérêts électoraux à partir des engagements pris à Barcelone.

b) Les patrons, par leur "ingérence", tiennent particulièrement à associer la CES et, par ce biais, les appareils syndicaux. Ainsi, en décembre, ils avaient décidé de renforcer ce qu'ils appellent le "dialogue social autonome" (collaboration patrons-syndicats, autonome par rapport aux gouvernements).

En relation avec ce rôle politique des multinationales, le "dialogue social autonome" UNICE-CES est, d'un côté, la couverture du diktat des patrons (le MEDEF demande "un véritable dialogue économique avec les partenaires sociaux"), mais c'est aussi, de l'autre, que les

(8) Association regroupant les organisations patronales européennes.

patrons commencent leur injonction par essayer d'assujettir, à travers la CES, l'ensemble des syndicats européens, pour garantir que les mesures seront appliquées.

De ce point de vue, il faut donner toute l'importance au fait qu'ils décident de **constituer un sommet européen du dialogue social**. Il s'agit d'institutionnaliser l'action commune permanente UNICE-CES au sommet, **comme un cadre quotidien**.

Cette démarche est complémentaire de l'action de l'UNI (9) ou autres. Par exemple, l'offensive de "libéralisation de l'énergie" passe entre autres par l'accord signé avec les fédérations des CCOO et de l'UGT concernant Endesa, la compagnie ex-publique d'électricité présente dans plusieurs pays européens, et dans la plupart des pays latino-américains.

C'est le "sommet européen du dialogue social" qui, à la veille de Barcelone, a établi un accord pour développer "*la formation tout au long de la vie*", véritable charnière de l'agenda des patrons, car elle s'attaque en même temps aux systèmes d'enseignement et à toute réglementation du travail et contrat collectif.

Aussi, l'orientation du "dialogue social autonome" est mise à l'œuvre dans chaque pays. Mais le capital financier sait que les confédérations nationales sont l'objet de la résistance des travailleurs, qui se concentre dans le fait de chercher à récupérer leurs organisations. Que les réformes détruisent tous les équilibres des appareils. La constitution d'un "*sommet du dialogue social*" cherche à empêcher une quelconque rupture de ce dialogue social ou de la concertation de la part de n'importe quelle confédération. Pour eux, la tâche commune des syndicats serait d'appliquer les accords établis au sommet par la CES et UNICE.

c) C'est à partir de la mise en place de ce dispositif que l'UNICE et la CES ont rencontré le 14 mars les chefs de gouvernement dans une solennelle séance de "concertation sociale" européenne, soutenue par l'euromanifestation de 100 000 participants, qui avait comme axe le soutien au langage de Chirac et Jospin de libéralisation prétendument "à visage humain". En décembre, à Bruxelles, on

avait institutionnalisé qu'au début de chaque Conseil des ministres, il y aura une séance de concertation, comme un élément de la nouvelle "gouvernance européenne". En fait, la préparation du sommet de Barcelone a inclus quelque vingt-cinq réunions organisés par les ministres du Travail avec la participation des syndicats. Et cela continue par rapport au sommet de Séville.

A l'origine de ces pratiques, il y a entre autres l'expérience du conflit de Renault-Vilvorde. Lorsque les travailleurs de cette usine rejetaient la fermeture, la CES a organisé une manifestation européenne exigeant la participation des syndicats. Jospin a promis que, s'il était élu, il sauverait ces emplois. Par la suite, après l'euromanifestation et l'élection de Jospin, Vilvorde a été fermé, avec la participation des dirigeants syndicaux.

Tandis que les travailleurs cherchent à utiliser leurs syndicats pour se défendre, les patrons et les gouvernements s'acharnent à les faire participer à la "gouvernance". Mais là, nous sommes aux antipodes des traditions confédérales du mouvement syndical. C'est une nouvelle forme de corporatisme, subordonnant les travailleurs non plus aux patrons nationaux et à leur Etat (comme c'était le cas avec Mussolini, Franco ou Salazar), mais aux multinationales et aux organisations internationales.

d) Le 15 mars, lorsque les chefs de gouvernement se réunissent, tout le cadre est établi, par les Etats-Unis et l'OMC d'abord, par les patrons, la Banque centrale européenne, la concertation sociale ensuite ; il ne leur reste qu'à signer sous la présidence d'un Bourbon, dont les monnaies ont, grâce à l'euro, cours légal en France. Et à appeler les fanfares des ONG, payées généreusement pour qu'elles remplissent leur rôle indispensable dans cette gouvernance, qui n'est rien d'autre que le "gouvernement" de la société civile.

Bien sûr, les 300 000 manifestants qui ont défilé à Barcelone le 16 mars, lors du Conseil européen, voulaient, pour la plu-

(9) Organisation internationale "d'un type nouveau", qui a absorbé plusieurs fédérations syndicales internationales d'industrie ou de branche.

part, le contraire de ce que voulaient les chefs de gouvernement, les patrons, les ONG. Justement, c'est pour cette escroquerie qu'on paye les ONG. Mais les travailleurs ne peuvent que développer leur résistance.

---

## LA PRÉPARATION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE EN ITALIE

---

Il ne s'était pas écoulé une semaine que les chefs de gouvernement européens ont pu vérifier que la disposition des travailleurs n'a rien à voir avec celle de la CES, et cela dans un pays où les dirigeants syndicaux sont allés très loin sur la voie de la "concertation" sociale depuis des dizaines d'années : l'Italie.

Si, au Portugal, ils ont renversé le gouvernement parce qu'il n'était plus possible de supporter la politique de l'Union européenne appliquée par celui-ci, en Italie, les manifestations massives contre le gouvernement Berlusconi se succèdent semaine après semaine depuis ces derniers mois.

Face à la force des mobilisations ouvrières, la grève convoquée le 5 février dans la fonction publique avait des allures de grève générale. Berlusconi a donc appelé à la "concertation sociale" pour l'empêcher. L'indignation sociale n'a pas décliné pour autant, s'exprimant au travers d'une réponse massive dans les manifestations "alternatives" (100 000 personnes à Rome, à la mi-février), appelées en rapport avec la justice et les libertés. Les gens sont sortis dans la rue dans une ambiance "d'auto-convocation", à la manière argentine. La principale centrale syndicale, la CGIL, a donc été contrainte d'appeler à une nouvelle grève générale pour le 5 avril contre le plan de réforme des licenciements. Dans une des manifestations, l'acteur Ninno Moretti avait déclaré :

*"Avec ces dirigeants de L'Olivier, nous ne pourrons jamais gagner."*

L'Olivier est la coalition de centre-gauche dont la force la plus importante est DS, l'ancien Parti communiste italien (10). Quelques jours plus tard, à Milan, la manifestation regroupait 400 000 per-

sonnes, celle de Naples 20 000.

Les dirigeants du centre-gauche ont donc fini par appeler à la manifestation. Le samedi 2 mars, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Rome. Les dirigeants ont déclaré alors sans sourcilier que leur "abattement", après leur défaite face à la droite, était terminé. Ils ont parlé d'un renouveau pour L'Olivier, sans pour autant s'engager à quoi que ce soit face aux attaques de Berlusconi, tant sur le terrain de la réforme du Code du travail que sur celui de la Sécurité sociale ou de l'enseignement.

En réalité, Berlusconi poursuit la politique de l'Union européenne conduite antérieurement par eux, et les principales attaques contre l'enseignement ou contre la santé publique ont consisté à appliquer la loi de régionalisation, qui avait constitué le testament du centre-gauche.

Blair et Berlusconi ont d'ailleurs récemment signé un "*Manifeste pour une Europe libérale*", qui exige du sommet de Barcelone d'accélérer et d'approfondir la flexibilité du travail, l'augmentation de l'âge du départ en retraite et la libéralisation de tous les secteurs économiques (licenciements en masse et ruine pour des régions entières). Certains ont accusé Blair de trahison, quand Fassino, secrétaire général de DS, a déclaré qu'il ne s'agissait là que de la politique de l'Union européenne, acceptée par tous. En réalité, Blair avait fait, en mars 2000, en compagnie du chef du gouvernement italien, qui était alors D'Alema (DS), des déclarations contre les emplois fixes et les indemnités de licenciement.

Malgré tout cela, et malgré la fragmentation imposée par les dirigeants syndicaux dans les mobilisations pour la défense de l'enseignement, les travailleurs n'ont pas faibli.

Le 19 mars, la CISL et l'UIL ont accepté d'appeler à la grève générale dans l'unité avec la CGIL. Le même jour, l'opposition s'engageait à constituer une plate-forme unitaire d'opposition (afin de soutenir le gouvernement, et de le remplacer s'il flanchait). Et ce même jour, un

---

(10) Cette coalition a occupé le gouvernement italien jusqu'en mai 2001.

conseiller du travail du gouvernement tombait assassiné. Ce qui a manqué à Berlusconi et au patronat... tout autant qu'à la CES-UNICE, c'est le temps pour exiger des syndicats italiens la fin de la "confrontation" et l'unité nationale.

En effet, le 23 mars, de 2 millions à 3 millions de travailleurs ont rejoint la manifestation appelée à Rome par la CGIL contre la révision de l'article 18 du Code du travail. Le secrétaire général de cette centrale, dans son discours de lutte unie avec le gouvernement contre le terrorisme, n'a évoqué ni l'article 18, ni la grève générale. Mais les travailleurs ont exigé la grève générale et ont scandé : "A bas Berlusconi !"

Les travailleurs sont dans la rue, et pas seulement en Italie. C'est la France qui détient le record de grèves, là où une des centrales confédérales vient de refuser d'entrer dans le dispositif des fonds d'épargne salariale, qui sont en droite ligne des fonds de pension, de la liquidation du système de retraites collectives par répartition. Les postiers britanniques préparent une grève et les métallurgistes allemands l'ont, eux, déjà commencée.

Pour être fidèles aux travailleurs, les organisations ne devraient pas tomber dans le piège de Lisbonne et de Barcelone. L'indépendance de nos organisations nous est nécessaire et il nous faut chercher les voies pour que s'impose la volonté de la majorité contre les projets des multinationales, qu'elles prétendent mettre en place au travers du relais des institutions antidémocratiques de Bruxelles.

---

## LA "CONVENTION EUROPÉENNE"

---

Les gouvernements ne peuvent songer à imposer leur politique sans soumettre entièrement les organisations des travailleurs. Afin de soutenir les efforts de la CES et de l'Internationale socialiste en ce sens, l'Union européenne a besoin de donner un semblant de légitimité démocratique à son ordre néocorporatiste, et notamment à la dictature des institutions de Francfort et de Bruxelles, et à la dislocation des Etats par la

régionalisation. Il ne s'agit pas là d'un caprice, mais d'un besoin urgent des gouvernements, car les ouvriers sont dans la rue, de plus en plus nombreux.

Les cabinets de recherches des multinationales ont donc inventé la "Convention" qui doit proposer (car il s'agit d'une Convention consultative octroyée, rien à voir avec une Convention constituante) des réformes institutionnelles de l'Union européenne, en lui fournissant un nouveau "texte constitutionnel" unifiant le contenu des différents traités européens (Rome, Maastricht, Amsterdam, Nice, etc.).

Le 1<sup>er</sup> mars, le chef du gouvernement espagnol, Aznar, a inauguré, à Bruxelles, la Convention présidée par l'ancien président français Giscard d'Estaing — dont la défaite aux élections de 1981 face à Mitterrand avait été saluée par les travailleurs de toute l'Europe — et dont les deux vice-présidents sont MM. D'Amato et Dehaene, qui ont eu comme principal mérite de mettre en œuvre, comme chefs de gouvernement, les plus graves réformes antisociales, respectivement en Italie et en Belgique.

Le quotidien français *Le Monde* (2 mars), passant en revue la presse européenne, notait :

« *Le Frankfurter Allgemeine Zeitung, le Financial Times à Londres, l'ABC à Madrid ou Le Temps à Genève, entre autres, se réjouissent de manière unanime de cette rupture avec les négociations secrètes du passé entre "ministres et bureaucrates". La page web de la convention, au travers de son forum, étendra le débat aux internautes européens. "Les gouvernements se réservent malgré tout le dernier mot", soulignait El Pais.* »

Certains vont d'ailleurs plus loin, parlant d'un "événement historique", et dramatisent. Par exemple, Cinco Dias insiste sur les désaccords lors de la cérémonie inaugurale, puisque Aznar et Cox, président du Parlement européen, ne veulent pas entendre parler de "Constitution européenne" et veulent que la décision reste entre les mains des chefs de gouvernement, alors que Giscard d'Estaing et Prodi seraient, pour leur part, sur la ligne d'une Convention modifiant le cadre actuel. C'est ainsi que l'ancien président du

Conseil constitutionnel français, Robert Badinter, déclarait :

*“Dans l’histoire, toutes les Conventions ont outrepassé leur mandat initial.”*

Le député européen des Verts en Autriche, Voggenhuber, estimait pour sa part :

*“La Convention doit avoir le courage de soumettre la question de la légitimité. J’espère qu’au cours de nos travaux, vous passerez d’un président qui nous a désignés à un président élu par la Convention.”*

Ce type de présentation adopte parfaitement l’objectif déclaré d’intéresser les citoyens européens au devenir de la Convention et de les faire s’identifier aux institutions de l’Union européenne.

Personne n’a pourtant fait de propositions qui puissent justifier ce genre d’illusions. Ainsi, la députée européenne belge, Van Lacker, propose que la Convention soit qualifiée de *“constitutionnelle”* (et non constituante, bien entendu), Aznar parle de *“constitutionnaliser”* l’Union européenne, Giscard d’un *“traité constitutionnel”*, Cox d’un *“forum constitutionnel”*, et Prodi reconnaît qu’il s’agit de constituer un super-Etat. Ils entendent en finir avec *“l’actuelle confusion qui règne entre les différents projets européens”*. Il n’empêche que tout leur verbiage ne fait qu’accroître cette confusion.

Que prétendent-ils donc ? Unifier les traités actuels dans un texte unique, ou en faire plusieurs ? Selon un éditorial du journal espagnol *El Pais*, la clé serait

*“le système d’élection du président de la commission — sera-t-il nommé par les gouvernements ou sera-t-il élu par le Parlement européen ? —, ainsi que de savoir si l’institution conservera le monopole de proposition législative”.*

Ensuite, à la veille du sommet de Barcelone, Javier Solana a proposé de renforcer la présidence du Conseil des ministres européen en abandonnant le caractère tournant et en établissant un groupe qui préside l’Union européenne pendant plusieurs années.

Qu’il s’agisse de renforcer la commission ou de renforcer la présidence, on veut renforcer la capacité des institutions de Bruxelles d’imposer par la voie exécutive

des décisions à toute l’Europe. Un pouvoir exécutif plus fort. Serait-il un pouvoir démocratique ? S’agirait-il d’un pouvoir souverain ?

Aucune des propositions connues ne va en ce sens. Personne ne propose à cette Convention d’en finir avec la dictature de la Banque centrale européenne pour restituer une souveraineté, soit des Etats, soit de l’Union. Personne ne propose de changer le caractère de l’euro, ni de revenir aux monnaies nationales.

Personne ne propose non plus à cette Convention que les pouvoirs politiques élus par les citoyens (quels qu’ils soient) puissent décider de la politique économique. Personne ne propose non plus que l’Europe cesse d’être soumise aux décisions militaires des Etats-Unis : les présidents français et russe ne viennent-ils pas de déclarer qu’ils n’ont aucune divergence avec Bush ?

Donc, les pouvoirs exécutifs qui seraient renforcés ne seraient pas l’expression de la souveraineté des peuples d’Europe, sous aucune forme, mais des pouvoirs de police courroie de transmission des “marchés” et de l’OTAN. Du point de vue de la démocratie, qui est celui qui intéresse les travailleurs, il n’y a aucun signe qui indique que cette Convention puisse donner un quelconque espoir de défendre, ni encore moins d’améliorer les droits que nous avons conquis et que l’Union européenne veut liquider (de la Sécurité sociale en passant par les retraites, l’enseignement et les transports, jusqu’à l’approvisionnement en électricité).

Ce que cherche la Convention, c’est de donner une apparente légitimité à cet enchevêtrement antidémocratique.

C’est dans ce but qu’ils dépoussièrent, avec l’aide des ONG, la prétendue “Charte européenne des droits” que l’Union européenne avait adoptée à Nice et qui, comme certains d’entre nous l’ont dit à ce moment, a été une couverture pour l’Union européenne et les gouvernements pour accentuer leur attaque contre les droits ouvriers dans tous les pays. En effet, cette charte inscrit des droits “minima”, ou même très au-dessous de ceux qui ont été conquis par les travailleurs de chaque pays. Cette charte serait, à présent, incorporée au texte — ou aux textes —

“constitutionnel”. Blair a donné son accord, tout en précisant qu’il ne pourrait être utilisée devant les tribunaux pour réclamer un droit quelconque.

C’est ainsi que l’Union européenne, avec une banque sans pareil, avec une monnaie qui n’est comme aucune autre, avec une gouvernance et pas un gouvernement, aurait désormais un nouveau texte constitutionnel, qui ne serait pas une Constitution — ou peut-être que si —, mais en tout cas qui ne serait pas une Constitution comme les autres !

Alors que les travailleurs et la majorité de la population doivent faire face aux agressions lancées par l’Union européenne, au service des multinationales, le montage de cette Convention, qui ne cherche qu’à couvrir et “légitimer” lesdites agressions, pourrait bien être rejeté avec indignation par l’ensemble du mouvement ouvrier.

Ce n’est pourtant pas la position de la Confédération européenne des syndicats, qui vient de constituer un “groupe de contact social” avec des ONG, afin de présenter une position commune à la Convention.

*“Les organisations signataires saluent la décision de mise en place d’une Convention sur le futur de l’Europe et nous nous félicitons de la nomination de son président”*,

écrivait-elle à Giscard d’Estaing. Parmi les ONG, on trouve des groupes que les travailleurs et les syndicats doivent affronter quotidiennement, comme les ONG “sociales”, qui se consacrent à la privatisation des services publics ou qui alimentent le trafic d’esclaves et de la dette externe. De quelle position commune peut-il s’agir ?

La Convention a, par ailleurs, des tâches pratiques qui vont bien au-delà de la “légitimation”.

D’un côté, la substitution de la présidence semestrielle par un directoire plus stable, qui, ensemble avec la commission et le Tribunal de justice, renforcent le côté exécutif pour imposer la discipline des marchés, étant entendu qu’il ne s’agirait pas d’un gouvernement exerçant une quelconque souveraineté, mais de pouvoirs exécutifs se plaçant dans le cadre de la mécanique du pacte de stabilité et sous la haute surveillance de la Banque centrale

européenne.

D’un autre côté, et il s’agit là probablement de la fonction la plus importante de la Convention, le fait de remettre en question le partage des tâches entre les différentes institutions mettra au centre le développement de la régionalisation. Et là est concentré tout le déni de la démocratie constitué par l’énorme échafaudage de l’Union européenne.

De quoi s’agit-il ?

Comme l’expliquent ceux qui sont payés pour justifier la démarche régionalisatrice, les Etats européens, tels qu’ils se sont constitués historiquement (c’est-à-dire sous le feu de la lutte des classes), ne sont pas adaptés à la “nouvelle gouvernance”, dans laquelle ce sont les pouvoirs économiques qui, en fait, gouvernent, et la modification de ces Etats se fait de façon trop lente. Il faut donc tout bousculer, tout bouleverser. D’un côté, les institutions de Bruxelles sont à l’abri de la volonté des électeurs. D’un autre côté, les régions deviennent les instruments privilégiés des multinationales.

Il faut donc comprendre que, lorsqu’à Barcelone a été décidée cette longue liste d’attentats contre les acquis et les droits, tout cela ne saurait être appliqué jusqu’au bout dans le cadre des Etats et des nations : il faut les faire sauter. C’est un processus souvent anarchique, souvent fait de vrais coups de force, que la Convention va accélérer et approfondir. Le fait que la Bavière vienne d’inaugurer à Bruxelles un palais bien plus imposant que celui de la représentation allemande n’est qu’une expression de ce processus, dont le but n’est pas d’instaurer une autre forme de démocratie, mais de casser toutes les conquêtes démocratiques.

Ce processus de régionalisation est relié d’ailleurs au développement des souverainetés partagées et autres formes de protectorat, à partir des Balkans, pour détruire la notion même de souveraineté.

---

**POUR LA DÉMOCRATIE,  
POUR LES DROITS OUVRIERS  
ET LES DROITS DES PEUPLES**

---

De quelque côté qu'on regarde, donc, l'Union européenne apparaît comme un instrument pour détruire les économies, les droits, la libre négociation collective, l'indépendance du mouvement ouvrier, et, pour faire cela, détruire chaque élément de la souveraineté existant dans les nations et les Etats d'Europe. C'est celui-là, le droit fil qui va notamment du moment où, en décembre 1991, les chefs de gouvernement décident de soumettre toutes les économies à la loi des marchés par le biais de l'euro, jusqu'au sommet de Barcelone.

Il faut se rappeler qu'au lendemain de la chute du Mur de Berlin, le gouvernement américain proclame que l'ordre en Europe, c'est l'OTAN. Dans ce cadre, peu après l'éclatement de l'URSS, le traité de Maastricht est signé (décembre 1991, février 1992) comme instrument du nouvel ordre mondial en Europe. En septembre 2001, lorsqu'on prépare la pleine instauration de l'euro, tout le dispositif qui a été dessiné d'Amsterdam à Nice pour démanteler les conquêtes des travailleurs et des peuples en Europe est très loin d'être réalisé. Après le 11 septembre, les multinationales exigent que les gouvernements s'attellent à la tâche.

Il arrive, cependant, que lorsque l'Ecofin décide d'enlever tout reste de souveraineté à la politique économique allemande, c'est un gouvernement appelé social-démocrate comme celui de Schröder qui se couche. On est donc passé du réformisme sans réformes au "socialisme" des contre-réformes. Acquis sociaux et conquêtes démocratiques sont bafoués par ceux qui se prétendent toujours les héritiers de la "social-démocratie". Sans cette dérive, il serait impossible d'expliquer cette Europe de Maastricht que nous connaissons.

Et pourtant, des millions de travailleurs exigent dans les rues de Rome "A bas Berlusconi !", parce qu'ils veulent un gouvernement qui applique une autre politique que celle du sommet de Barcelone.

Les travailleurs, dans chaque pays, ne renoncent pas à la grève pour défendre leurs droits et leurs organisations : comment pourraient-ils renoncer à mettre en place des gouvernements qui satisfassent leurs demandes ? Ce qui passe par rejeter les injonctions de Bruxelles, le néo-corporatisme de l'Union européenne.

La reconquête de la souveraineté n'a rien d'un réflexe nostalgique, c'est un besoin pour défendre les acquis, les droits des travailleurs et des peuples. Et elle passe par l'abrogation du traité de Maastricht et du traité d'Amsterdam.

La reconquête de la souveraineté n'a rien d'impossible, dès lors que le mouvement ouvrier reprend sa propre souveraineté. C'est la résistance des travailleurs, qui s'exprime aussi au sein des organisations, comme nous le voyons aussi bien en Italie qu'en Allemagne, c'est la résistance des peuples d'Europe, qui défendent les éléments de souveraineté nationale qui subsistent. Et cette résistance peut l'emporter : tout dépend du combat pour la défense et la réappropriation des syndicats par les travailleurs, du combat pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier.

C'est donc à juste titre que le mot d'ordre "*Pour une Union libre des Républiques libres des nations et des peuples d'Europe*" a été avancé dans le cadre, justement, d'une conférence de militants et d'organisations de toute l'Europe, tenue à Berlin en février 2002, pour défendre les acquis contre l'instauration de l'euro.

En ce moment, après le 11 septembre 2001, alors que le sommet de Barcelone concentre la tentative de provoquer une accélération de la destruction de nos pays, de nos organisations, il est urgent de regrouper les forces combattant pour les droits ouvriers, pour la démocratie, pour l'indépendance de nos organisations.

On ne saurait que se féliciter, donc, du fait que le bureau national du Parti des travailleurs (France), qui assume la coordi-

"A toutes les organisations qui se reconnaissent dans les activités de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples en Europe"

(extraits)

« Tous les peuples de nos pays ont déjà subi les conséquences de l'austérité, de la déréglementation, de la casse des services publics, des systèmes de protection sociale, pour préparer le passage à l'euro. Toutes ces attaques ont été menées au nom du respect des critères de convergence et des 3 % de déficit public dictés par Maastricht.

Alors, n'avons-nous pas raison d'être inquiets des décisions du sommet de Barcelone, invitant tous les gouvernements à conformer leur politique à l'exigence de voir réduit à zéro le déficit budgétaire ? Tous les gouvernements d'Europe ont accepté de se soumettre à ce carcan, et vont tenter de l'imposer à leurs peuples.

L'Union européenne est un instrument pour assujettir tous les peuples d'Europe. Ainsi, la volonté d'élargir l'Union européenne à l'est de l'Europe n'est-elle pas un instrument pour organiser le pillage de ces pays, faire baisser le "coût du travail" dans toute l'Europe ? Nous vous invitons à rassembler toutes les informations concernant l'élargissement et ses conséquences pour tous les peuples d'Europe.

N'avons-nous pas à prendre toutes les dispositions pour alerter le mouvement ouvrier dans toute l'Europe ? Cela, dans une situation où le rejet de Maastricht et des institutions de l'Union européenne grandit sur tout le continent. S'il n'en fallait qu'une preuve, nous avons tous été frappés de l'immense mobilisation de la classe ouvrière et du peuple italiens. La plus grande manifestation depuis la fin de la guerre, avec pour centre la défense du Code du travail, contre les réformes exigées par l'Union européenne. Dans notre pays, à quelques semaines des élections, toutes les couches de la population, médecins, enseignants, hospitaliers, agents de la fonction publique, sont amenées, les unes après les autres, à se dresser contre les conséquences de la politique maastrichtienne.

Vous avez certainement, également, de nombreuses informations sur la résistance contre la politique de déréglementation menée par tous les gouvernements.

Enfin, à quelques semaines de la réunion organisée à l'initiative de l'Entente internationale à Genève, il nous semble nécessaire de rappeler le rôle joué par Bruxelles dans l'offensive de remise en cause des conventions de l'OIT. Nous savions déjà que la circulaire européenne sur le travail des enfants avait précédé la révision de la convention 138 ; puis, ce fut au tour des attaques contre le congé de maternité, la directive européenne préfigurant la remise en cause de la convention 103. Il en est de même sur le travail de nuit et, demain, sur la Sécurité sociale et l'enseignement.

Nous voudrions donc faire la proposition qu'un échange s'organise entre nous pour unifier l'aide à la résistance des peuples d'Europe et au combat pour l'indépendance des organisations syndicales.

La première étape de cet échange pourrait être une rencontre le samedi 15 juin, à la veille de la conférence internationale. »

**Le bureau national du Parti des travailleurs (France),**

## Annexe

### Contre la destruction de l'Est

Cornélia Matzke, de Leipzig, ancienne députée du Land de Saxe-Anhalt, se demandait, à la conférence de Berlin : *“Qu'est-ce qui peut le mieux montrer où mène la politique de privatisation et de déréglementation, si ce n'est le bilan de douze ans après la chute de la bureaucratie du SED ?”* (1). Voici son analyse :

*« Le peuple exigeait que ses revendications, la liberté, la démocratie, l'unité sociale ne soient pas trahies. Appuyée sur le PDS, organisation qui a suivi le SED, la nomenklatura a continué son travail. Avec l'aide du SPD, on a mis en place un traité que l'on a appelé “traité d'unité”, mais qui était en réalité un traité livrant l'est au système de la privatisation. Depuis, 80 % des emplois industriels ont disparu. La conséquence : l'est ne produit presque plus rien, son déficit est de 110 milliards d'euros par an. Les représentants politiques ont engagé une deuxième phase de privatisation et de déréglementation. Il s'agit de détruire les conventions collectives nationales. La faible production n'existe qu'à coups de hautes subventions, comme par exemple : une entreprise de puces électroniques, à Dresde, a obtenu 800 millions de subventions, c'est-à-dire le montant du budget total d'une ville comme Chemnitz.*

*Les quelques nouvelles implantations ou les implantations qui sont maintenues ne le sont qu'en liaison avec une déréglementation terrible des conditions de travail. Dans le service public, il y a eu des “clauses d'ouverture”, qui permettent des contrats à durée déterminée et des gels de salaires. Mais même ces destructions des conquêtes élémentaires n'ont pas suffi à enrayer la chute des emplois.*

*Parallèlement à la destruction de la production industrielle, on en est maintenant à une destruction des prestations des services publics, les revenus des communes sont tombés presque à zéro, en raison de la désertification industrielle, et maintenant, c'est la privatisation et la fermeture des entreprises publiques. Malgré tout, le déficit s'accroît ; en janvier 2002, le Congrès des maires d'Allemagne a annoncé que des grandes communes vont se retrouver au bord de l'explosion.*

*Mais ce sont surtout les familles nombreuses qui souffrent de ces destructions de services publics, notamment les femmes, qui travaillaient à 94 % auparavant et qui se retrouvent maintenant avec des petits boulots. En Allemagne, avoir du travail est devenu le risque de pauvreté numéro un.*

*La destruction des services publics a d'autres conséquences : comme il n'y a plus de grandes industries, l'est ne vit que par un “filet social”. Il n'y a plus d'échappatoire, beaucoup d'Allemands de l'est sont obligés d'accepter de longs trajets pour se rendre, à l'ouest, à leur travail, pour nourrir leur famille. La destruction des services publics signifie à l'est la destruction des bases minimales de l'existence, dans le plein sens du terme.*

*L'est est au bord de l'explosion. Le ministre SPD des Finances, Eichel, menace maintenant, conformément au traité de Maastricht, de couper encore plus les budgets sociaux, il met de l'huile sur le feu et menace de faire exploser le tout. »*

Elle faisait référence à l'engagement d'Eichel pris devant les ministres des Finances européens (voir p. 42).

(1) SED : “Unité socialiste d'Allemagne”, nom du parti unique, agence de la bureaucratie de Moscou, qui a exercé le pouvoir dictatorial en Allemagne de l'Est jusqu'au moment où, le 11 novembre 1989, les ouvriers et le peuple allemands ont abattu le Mur de Berlin.

Pour enfoncer le clou, une fois que, comme le dit Cornélia, “*la faible production n’existe qu’à coups de hautes subventions*”, le 13 février, “*la Commission européenne a asséné un coup à l’Allemagne lorsqu’elle a adopté un bouleversement des règles des aides d’Etat pouvant amener à une coupe drastique des allocations aux parties orientales du pays*” (*Financial Times*, 14 février).

Le nouveau régime cherche à réduire drastiquement les aides utilisées par les gouvernements pour persuader les sociétés d’investir. Notamment, “*la création d’emplois ne sera plus un facteur pour décider des aides*” (*ibidem*).

C’est une démarche parallèle aux réformes de la politique agricole commune (PAC) : d’abord, on fait dépendre les paysans des subventions, ensuite, on réduit drastiquement les subventions.

Si l’on observe ce processus de l’est de l’Allemagne, nous voyons, au point de départ, l’intégration de l’Allemagne orientale à la RFA, imposée par l’impérialisme pour barrer le chemin à une Constituante une fois que les ouvriers eurent imposé l’unification du pays en jetant à bas le Mur de Berlin : “*Nous sommes un peuple, nous sommes le peuple.*” Pour barrer la voie à la défense de la propriété sociale et des conquêtes sociales demandée par le mouvement révolutionnaire des travailleurs allemands, l’impérialisme a organisé l’intégration. C’était un déni de démocratie, non seulement pour les Länder de l’est, mais pour tout le peuple allemand, car la RFA n’était pas l’Allemagne souveraine, mais l’Allemagne soumise aux forces d’occupation américaines. Et pourtant, Bush et Kohl n’ont pu empêcher les travailleurs allemands de réaliser leur unité dans un même syndicat et de faire des avancées dans l’unification des contrats collectifs.

Sous des formes différentes, la destruction s’est produite dans l’ensemble des pays de l’Est. Mais à présent, l’accélération de l’intégration de ces pays dans l’Union européenne provoquera des effets qui ont une certaine ressemblance à celle de l’Allemagne de l’est. Les délocalisations de certaines industries ne compenseront pas, et de loin, la destruction massive de ce qui reste de l’appareil productif de ces pays.

En ce qui concerne l’agriculture, l’annonce fait par Bruxelles est clair : pendant une longue période de “transition”, les agriculteurs de l’Est ne pourront recevoir que 25 % des subventions reçues par les agriculteurs des autres pays membres. Le ministre polonais a présenté un rapport qui prouve que cela reviendrait à des fortes pertes, par exemple pour les céréaliers. Pour comprendre ce qui est en jeu, il faut examiner ce qu’ont été les dernières “transitions à l’intégration”. En très peu d’années, la main-d’œuvre de l’agriculture espagnole est passée de plus de 2 millions de paysans et de travailleurs à moins d’un million. Quant au Portugal, aujourd’hui, 90 % de son alimentation sont importés.

Mais l’intégration a signifié aussi pour l’Espagne, le Portugal et la Grèce la liquidation de l’ensemble de l’industrie lourde et de plusieurs pans industriels. Et cela dans les conditions économiques des années 1980, qui n’étaient pas comparables à celles du début du XXI<sup>e</sup> siècle, marquées par un processus bien plus avancé de destruction des forces productives.

“L’élargissement” programmé par le sommet de Nice est donc le nom donné par la bureaucratie de Bruxelles à un processus massif de destruction de ce qui reste des économies de l’Est, destiné à nourrir la spéculation sur les places boursières. Là aussi, au point de départ, il y a le déni de toute souveraineté nationale. C’est Bruxelles qui déterminerait les délais, les conditions de cette destruction, le rôle des gouvernements de l’Est étant de dire oui.

Cela ne veut pas dire, en revanche, que les ouvriers et les paysans des pays de l’Est vont accepter.

Pour commencer, en Allemagne, ce sont les métallos des Länder orientaux de

Berlin-Brandebourg et de Saxe qui ont ouvert la série de grèves organisées dans tout le pays par leur syndicat, l'IG-Metall, malgré les injonctions du chancelier Schröder, afin de défendre le pouvoir d'achat et avant tout les conventions collectives.

C'est un problème posé à tout le mouvement ouvrier d'Europe. Voilà ce que disait un délégué allemand à la conférence de Berlin :

*“Pour tous les travailleurs, se pose la question de l’extension vers l’Est de l’Union européenne. Les militants, dans le mouvement syndical, sont pour l’unité des travailleurs dans toute l’Europe, mais ce qui est projeté avec l’extension de l’Union européenne vers l’Est, nous l’avons vu avec l’unité de l’Allemagne, et Cornélia en a parlé tout à l’heure : on a vu comment ce sont les droits les plus importants qui sont détruits, les employeurs menacent d’externaliser leur production, ils cherchent des salaires plus bas et des prix au rabais. Nous disons non. Dans les syndicats, il y a un moratoire fait par le syndicat central pour la préservation des droits ; mais cela ne suffit pas, l’expérience en a été faite avec la politique de l’unification en Allemagne : nous devons exiger le maintien, au plus haut niveau, de nos droits ; c’est cela, le combat solidaire, c’est cela, le chemin de l’union de tous les travailleurs dans une Europe des travailleurs et des peuples”* (Karlheinz Gerhold).

## L'enseignement n'est pas une marchandise

Par Dan KAPLAN

Dans le cadre du V<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'est tenue une commission discutant des problèmes de l'enseignement, à laquelle participaient des délégués, ainsi que des camarades non membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais invités au congrès. La contribution qui suit a été écrite par un des camarades américains invités.

Dès le début, la IV<sup>e</sup> Internationale, ses sections et ses militants ont apporté leur plein soutien à la conférence de Berlin, car la IV<sup>e</sup> Internationale combat pour l'unité la plus large de tous ceux qui agissent pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, contre les privatisations et la déréglementation.

La IV<sup>e</sup> Internationale respecte pleinement le cadre constitué par la conférence de Berlin et entend mobiliser toutes ses forces pour aider à appliquer les décisions prises en commun.

C'est dans ce cadre qu'a eu lieu dans cette commission une discussion sur la mise en œuvre des décisions de la conférence de Berlin, et c'est dans ce cadre que se situe la contribution qui suit. Les différentes interventions de délégués enseignants à la conférence de Berlin ont illustré — au-delà des conditions nationales spécifiques à chaque pays — l'identité profonde des attaques perpétrées contre le droit à l'instruction dans tous les domaines et à tous les échelons de l'enseignement.

Partout, une politique identique est mise en œuvre, qui vise à privatiser, déréglementer, dissoudre les institutions scolaires en les ouvrant au secteur privé, aux ONG, aux Eglises.

Ces plans, qui ne visent en fait qu'à liquider les diplômés et leur connection aux conventions collectives ou qualifications reconnues, amènent à la dislocation, à l'éparpillement, à la liquidation des systèmes nationaux d'instruction. A la racine de cette offensive, il y a le besoin du capital de transférer vers la spéculation les fonds publics consacrés à l'instruction, qui font partie des frais de reproduction et de développement de la force de travail. L'offensive contre le droit à l'instruction est ainsi une partie essentielle de l'œuvre de destruction des forces productives.

Les grandes institutions internationales à l'origine de ces plans tentent de justifier cette œuvre destructrice par des arguments pseudo-pédagogiques, selon lesquels la transmission des connaissances pourrait et devrait se faire partout — dans la rue, les entreprises et les associations —, pourvu que ce ne soit plus dans des institutions scolaires ou universitaires d'Etat unifiées dans un cadre national.

Le corollaire de cette entreprise de destruction, c'est — partout — la remise en cause des statuts et garanties des enseignants, là encore "justifiée" au nom de l'autonomie des établissements et de la régionalisation.

Partout, également, enseignants et personnels des institutions scolaires et universitaires cherchent à défendre leurs revendications, cherchent à s'appuyer sur leurs organisations syndicales, cherchent à faire que celles-ci luttent en toute indépendance des institutions internationales et des gouvernements qui relaient ces plans.

C'est dans ce cadre que la commission du congrès a travaillé à partir de la proposition avancée à la conférence de Berlin de préparer une conférence internationale de défense de l'enseignement et d'aider pour ce faire à la constitution d'un comité de correspondance autour d'un bulletin.

La commission a discuté de ces propositions, précisant qu'une telle conférence ne saurait en aucun cas se substituer aux organisations syndicales, mais viserait à aider à informer et à fournir les faits, tant sur les attaques que sur la résistance.

Dans le cadre du combat commun contre la destruction des forces productives de la société, un camarade qui exerce d'importantes responsabilités dans le mouvement syndical, enseignant aux Etats-Unis et qui n'est pas membre de la IV<sup>e</sup> Internationale, a participé à cette discussion collective.

Ce camarade nous a fait parvenir le bilan qu'il dresse à la fois de la conférence de Berlin et des travaux de cette commission du Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous lui laissons bien volontiers la parole.

### La rédaction

*"L'éducation n'appartient à personne. C'est l'apanage du peuple entier. Et si elle n'est pas rendue au peuple, celui-ci devra la prendre"* (Che Guevara).

J'ai eu la possibilité d'assister à la conférence internationale contre la déréglementation et la privatisation à Berlin, en Allemagne, du 22 au 24 février 2002, et au Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Au cours de ce congrès, nous avons discuté du plan de travail que les membres de la IV<sup>e</sup> Internationale ont décidé de se fixer pour contribuer à mettre en œuvre les décisions prises à Berlin. Les thèmes sur la privatisation et la déréglementation traités à la conférence de Berlin font référence à l'orientation générale des

gouvernements du monde entier, visant à démanteler et à éliminer les services gouvernementaux, dans le but de livrer le plus possible de ces services publics à des compagnies privées.

Plus de 400 participants, représentant des organisations syndicales, politiques et démocratiques, assistaient à cette conférence. Les participants individuels venaient de 51 pays différents. Les organisateurs de la conférence m'ont demandé d'être l'un des rapporteurs introductifs dans une commission chargée de discuter des questions de "L'Université et la jeunesse". Les autres membres de cette commission venaient du Pérou, d'Angleterre, du Burundi et d'Allemagne.

La conférence a établi un bilan qui met-tait en accusation les politiques de dérégle-mentation et de privatisation qui sont actuellement annoncées et mises en appli-cation dans le monde entier. La conférence en tant que telle représentait un appel à poursuivre et à développer tous les efforts, dans tous les pays, pour mettre un coup d'arrêt à ces politiques dévastatrices. Ce qui m'intéressait surtout, bien sûr, c'était d'obtenir le plus d'informations possible concernant les tentatives actuellement en cours dans les divers pays du monde pour parvenir à privatiser l'enseignement public.

J'aimerais partager un peu de ce que j'ai appris à Berlin au cours des échanges avec les enseignants et les responsables d'organisations syndicales présents à la conférence. Les faits que je veux évoquer remontent à 1995.

Mais, avant de commencer cette histo-i-re, quelques rappels de faits dans ce contexte peuvent s'avérer utiles pour aider à cadrer la discussion :

1) dans le monde, plus de 115 millions d'enfants entre 6 et 12 ans ne vont pas à l'école, et un grand nombre de ceux qui vont effectivement à l'école la quittent avant d'avoir terminé leur enseignement primaire ;

2) 250 millions d'enfants entre 6 et 14 ans sont obligés de travailler pour vivre ;

3) 882 millions de gens sont analpha-bètes ;

4) dans le monde, plus des deux tiers des gouvernements des nations allouent moins de 6 % de leur produit intérieur brut à l'éducation.

En janvier 1995, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) a été éta-bli, pour servir de cadre légal aux pays engagés dans des négociations commer-ciales couvrant un large éventail dans les secteurs des services, y compris l'ensei-gnement supérieur. Aujourd'hui, les négo-ciations de l'AGCS se poursuivent sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En décembre 2000, les représentants officiels des Etats-Unis ont soumis une importante proposition de réduire les bar-rières douanières au niveau international

en matière d'enseignement supérieur. Cette proposition, peu connue, a grave-ment préoccupé de nombreux membres de la communauté éducative, car, disent-ils, la politique du gouvernement fédéral est mise en place de manière très injuste par les fournisseurs de services d'enseigne-ment à but lucratif, y compris, en particu-lier, les organismes d'enseignement à dis-tance.

L'influence de ces organismes à but lucratif sur la proposition américaine d'un tel traité apparaît comme évidente. L'opi-nion largement répandue est que cette pro-positio-n a été envoyée à l'Organisation mondiale du commerce sans avoir été vue ni discutée par les principaux représen-tants de la communauté universitaire. Il est à craindre qu'un tel traité puisse pro-voquer l'éclatement des liens entre éta-blis-sements publics et privés aux Etats-Unis, et mettre en danger les efforts des pays en voie de développement pour créer leurs propres systèmes éducatifs. Les pays qui se battent pour construire un système national d'enseignement supérieur pour-raient voir leurs étudiants aisés et issus des classes moyennes s'inscrire en grand nombre dans des établissements privés à l'étranger — y compris des organismes d'enseignement à distance —, tandis que les étudiants plus pauvres resteraient voués à un système public d'éducation supérieur en plein déclin, du fait de l'insuffisance des apports financiers de leurs gouvernements.

Le Burundi, par exemple, vient d'an-noncer le mois dernier qu'il est en train de mettre totalement fin, en trois ans, à son système public d'enseignement. Ce pays soutient que le secteur privé sera capable de faire face aux besoins du pays en matière d'éducation. Mais l'enseignement privé au Burundi a une relation parasitaire avec le système public d'enseignement, et sans un système public d'enseignement, aucun secteur, même privé, d'enseigne-ment ne pourrait fonctionner dans le pays. En d'autres termes, la privatisation du système universitaire public au Burundi signifiera la destruction pure et simple de l'enseignement dans ce pays, parce que personne dans le secteur privé ne sera intéressé à financer un système universi-taire non rentable. Cela signifie, en fait, la

destruction au Burundi de tout enseignement supérieur comme partie intégrante de la nation.

Le fait d'inclure l'enseignement supérieur dans les négociations de l'AGCS a fait l'objet d'un large débat au sein de l'Internationale de l'éducation (IE), organisation internationale représentant 309 syndicats nationaux d'enseignants de 150 pays, parmi lesquelles les syndicats AFT et NEA aux Etats-Unis. En fait, l'été dernier, lors du III<sup>e</sup> Congrès de l'IE, qui s'est tenu à Jomtien, en Thaïlande, du 25 au 29 juillet 2001, cette organisation internationale de syndicats enseignants a adopté sa résolution la plus ferme à ce jour (résolution intitulée "Enseigner dans une économie globale"), qui dit en particulier :

*"D'énormes fonds publics sont débloqués pour encourager le développement de l'enseignement en ligne ; et la promesse d'un enseignement par des nouvelles technologies est utilisée pour refuser les légitimes revendications en matière de construction ou de réhabilitation de bâtiments scolaires, et le recrutement de nouveaux enseignants et personnels de toutes catégories. De plus en plus, les étudiants se voient privés de leur droit aux études, en étant contraints de suivre des cours sous forme électronique et de suivre des vidéo-conférences au lieu de vrais cours. Les établissements universitaires essaient de s'approprier les droits des enseignants en matière de propriété intellectuelle et ont le projet de vendre leurs cours à d'autres universités, à des entreprises ou à des acheteurs individuels. Cela conduit à la privatisation des établissements d'enseignement et à l'apparition d'entreprises spécialisées."*

En plus de ce passage cité de la résolution, l'IE a aussi présenté, lors de son dernier congrès mondial, un document fort intéressant, intitulé "Rapport thème 2 : L'enseignement et les nouvelles technologies".

Pour donner une idée de l'analyse que l'IE est en train de mettre au point sur ces questions, citons plusieurs passages de ce document. Après avoir remarqué que

*"de nombreuses entreprises se sont aussi rendu compte que l'éducation et la formation pourraient constituer un marché de grande envergure qui pourrait être producteur de profits",*

le texte commente plus loin que,

*"dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie, l'enseignement supérieur et l'éducation continue deviendront probablement les secteurs dans lesquels enseignement et formation de type individualisés et de marché sont les plus susceptibles de se développer".*

Le document poursuit :

*"Le développement rapide d'Internet affaiblit la législation qui touche à la propriété intellectuelle. Les universités américaines, par exemple, revendiquent la propriété des inventions et des brevets créés par leur personnel enseignant en utilisant une disposition de la loi sur les droits d'auteurs, qui considère que le fait de recruter une personne équivaut à acquérir le travail qu'elle fournit. En termes simples, cela signifie que si un travailleur invente ou crée quelque chose dans le cadre de son emploi, l'employeur en devient possesseur, simplement parce que l'employeur a engagé les services de ce travailleur. Le contrôle exercé sur les messages par e-mail envoyés et reçus par les enseignants et membres de l'administration universitaire représente une atteinte supplémentaire à la vie privée et à la liberté professionnelle des personnels."*

L'analyse de l'IE poursuit :

*"Cette nouvelle façon de faire des cours pose le problème extrêmement grave de la qualité et de l'homologation des certificats obtenus par les étudiants qui les suivent."*

L'IE comprend que ces questions préoccupantes représentent en fait un défi de fond quant à la poursuite de l'existence même d'un enseignement public de qualité dans notre société. Comme le dit le texte :

*"L'utilisation inévitable, par les systèmes éducatifs, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, avec tous les défis que cela pose, pourrait-elle remettre en cause la place future de l'enseignement public dans nos sociétés ?"*

Comme le signale le rapport, il y a ceux

*"qui croient que l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication va se traduire par une sorte d'industrialisation et de commercialisation de l'enseignement et de la for-*

*mation. Il n'y a pas de doute que, pour des raisons politiques et électorales, les gouvernements vont en général maintenir un secteur public, mais l'influence d'un tel secteur sera limitée du fait de la pénurie des fonds alloués”.*

Le document de l'IE conclut en arguant que

*“il est encore nécessaire d'examiner de très près le phénomène de déréglementation de l'enseignement. Pour l'IE, la libéralisation du secteur éducatif, qui est ce que désire un groupe d'influence majoritaire au sein de l'OMC, est totalement inacceptable. L'éducation doit continuer à rester une responsabilité de l'Etat, et, dans une période de changements majeurs, les gouvernements nationaux et internationaux doivent prendre de nouvelles responsabilités.”*

L'IE fait le relevé, en particulier, des diverses fonctions que les gouvernements devraient exercer : 1) être responsables du contrôle et de la réglementation du marché de l'éducation ; 2) garantir la qualité du contenu des logiciels d'enseignement ; 3) préserver les identités culturelles ; 4) garantir des exceptions dans l'application des lois concernant les droits d'auteurs dans un sens favorable à l'enseignement et à la formation ; 5) garantir la reconnaissance des diplômes et des titres homologués ; 6) garantir la propriété intellectuelle et la liberté pédagogique pour les personnels de l'enseignement et les chercheurs.

Quelques jours à peine après la conclusion du congrès mondial de l'Internationale de l'éducation, l'été dernier, Michael Moore, directeur général de l'OMC (à ne pas confondre avec l'écrivain et réalisateur de films du même nom), appela les responsables de l'IE. Il expliqua qu'il y avait eu un malentendu, et que l'OMC n'avait aucunement l'intention d'introduire l'enseignement supérieur dans le champ des négociations en cours de l'AGCS !

Mais il ne faudrait pas se méprendre sur ce point. Comme le dit clairement l'“*Appel des enseignants et des membres des syndicats enseignants soutenant la conférence de Berlin*”,

*“L'OMC, malgré les dénégations de ses représentants, projette de mettre les*

*secteurs de l'enseignement, de la santé et des services sociaux au programme de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), ce qui ouvre la porte à la commercialisation des services d'enseignement.”*

Les enjeux sont d'envergure, comme l'explique l'appel de la conférence de Berlin :

*« Le fait est qu'aujourd'hui, les grandes corporations internationales veulent leur part du “marché” mondial de l'éducation, marché qui, selon les estimations de 1999, s'élève à 2 200 milliards de dollars. Leur but est de transformer l'enseignement en une simple marchandise comme une autre, en une sorte d'industrie vendant ses produits (les cours) à des “clients” (les élèves et les étudiants), dans un marché dirigé par la loi de l'offre et de la demande. Il est clair que les grandes entreprises et la grande finance ont l'écoute attentive des gouvernements de diverses couleurs politiques, mais qui, tous, tendent plus ou moins vers le démantèlement du service public d'enseignement dans chacun de leurs pays. Ces grandes entreprises et grands groupes financiers ont entrepris un immense projet, qui vise à remplacer “l'éducation formelle” (l'école) par ce qu'ils appellent “l'éducation non-formelle” (l'entreprise) et “l'éducation informelle” (la vie de tous les jours). Une telle logique mènerait au remplacement d'enseignants qualifiés par des bénévoles, des travailleurs sociaux ou des distributeurs automatiques. »*

Comme Perry Robinson, de l'AFT, l'écrivait dans une communication qu'il a faite au congrès de l'IE de l'enseignement supérieur en 1999 (“*Enseignement supérieur transnational et syndicats universitaires : questions pour la discussion et pour l'action*”) :

*“Ceux qui considèrent l'enseignement supérieur comme une simple industrie parmi d'autres, qui doit se soumettre aux lois du marché, sont hostiles aux traditions universitaires, à l'autorité reconnue du corps professoral dans le contrôle de l'instruction et des curriculum, et ils considèrent de plus en plus les universités comme des institutions qui doivent se soumettre aux exigences du marché, qui voit l'éducation comme un apprentissage.”*

Ou, comme l'exprimait le *Sunday Herald* d'Ecosse, dans son édition du

3 février 2002, dans un article intitulé “*Les responsables universitaires s’opposent à la liquidation de l’enseignement supérieur*” :

*“Le fait de placer l’enseignement supérieur au sein de l’AGCS mènerait presque inévitablement à la recherche de profits à court terme, au détriment de l’éducation à long terme servant les intérêts de la population la plus large. C’est exactement ce que les universités ne devraient pas faire.”*

Un dirigeant de l’institution universitaire d’Ecosse déclare que de telles propositions

*“pourraient aussi mener à ce que des entreprises transnationales prennent la direction des départements et des cours. Nous pourrions voir Microsoft postuler pour diriger les cours d’informatique, comme il le fait déjà dans certains endroits des Etats-Unis, ou peut-être l’école de commerce Arthur Anderson.”*

Cet article remarque aussi que,

*« en Inde et en Chine, les instances universitaires ont prévenu que l’AGCS pourrait avoir un effet dévastateur dans leur pays, tandis que l’Association universitaire européenne (European University Association) a publié une déclaration en septembre dernier, qui déclarait : “L’enseignement supérieur existe pour servir l’intérêt public, ce n’est pas une “marchandise”. »*

Je vais maintenant résumer les discussions de la conférence de Berlin sur ces questions, puis conclure avec une brève analyse de ce qu’il convient de faire pour bloquer et faire faire machine arrière à la privatisation de l’enseignement public actuellement en cours dans le monde.

La commission à laquelle je participais était composée de plus de 125 professeurs et étudiants venus du monde entier, et a duré près de 3 heures. Parmi les participants à cette commission, il s’est dégagé un accord général pour estimer que la même politique de destruction du droit à l’éducation et à la formation est mise en place dans le monde entier sous les auspices de diverses institutions internationales, par exemple l’Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l’OCDE, l’Union européenne. Ces projets

mènent à la dissolution des formes traditionnelles des institutions scolaires et universitaires par la privatisation sous toutes ses formes de l’enseignement public.

Ces projets sont accompagnés d’une menace contre les statuts et les conditions de recrutement des enseignants. Partout, la proportion d’enseignants embauchés sur la base de contrats privés et précaires augmente par rapport aux enseignants qualifiés recrutés dans le cadre du système de titularisation.

Cette politique tend à livrer la jeunesse à une forme dégradée d’éducation, qui se termine sans diplômes ni certificats, sans qualification reconnue donnant droit à un titre et, ainsi, sans possibilité d’adhérer à un syndicat qui serait capable de les regrouper sur la base d’un contrat de convention collective basé sur une qualification spécifique. Cette politique se cache fréquemment derrière le masque d’arguments “pédagogiques” tels que “*l’éducation tout au long de la vie*” ou “*l’éducation en ligne*”, ou la “*validation des acquis*”, qui peuvent être obtenus dans la rue ou dans l’entreprise autant qu’à l’école.

De nombreux participants à la commission ont aussi remarqué que partout, bien sûr, les enseignants résistent, et qu’ils sont rejoints par les étudiants et les travailleurs. Par exemple, il y a eu récemment en France une grève de 4 000 instituteurs de Loire-Atlantique, de même qu’une grève générale et de nombreuses manifestations en Algérie pour la défense de l’enseignement public.

Les participants à la commission, qui étaient actifs dans leurs divers syndicats nationaux d’enseignants (presque tous affiliés à l’Internationale de l’éducation), estiment qu’il est très important que l’IE ait adopté lors de son congrès mondial divers amendements (principalement soumis par le syndicat français Force ouvrière) aux résolutions dans le sens de condamner les tentatives d’inclure l’enseignement et l’éducation dans l’Accord général sur le commerce et les services (AGCS). En fait, les responsables syndicaux enseignants présents ont souligné l’importance des enjeux de la position prise par le congrès mondial de l’IE

s'opposant aux accords de l'AGCS qui visent à intégrer l'enseignement dans les règles qui gouvernent le commerce, accords en cours de négociation dans le cadre de l'OMC.

Les syndicalistes enseignants qui ont parlé à la commission comprenaient que le succès des plans de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC de voir privatiser et détruire l'enseignement public, ainsi que le métier d'enseignant, exigerait l'intégration des syndicats, et donc de l'Internationale de l'éducation. Les responsables syndicaux et militants enseignants présents ont pris l'engagement de se lancer dans le combat politique pour s'opposer à ce processus d'intégration.

La commission sur l'enseignement supérieur de la conférence de Berlin a conclu qu'il était possible de lancer des initiatives au niveau international dans le cadre de l'*"Appel des enseignants et des membres des syndicats enseignants soutenant la conférence de Berlin"*, et sur la base des décisions prises à la conférence de Berlin elle-même.

Ainsi, la commission a décidé de proposer la mise en place d'un comité de correspondance autour d'un bulletin et de travailler à l'organisation d'une conférence internationale de défense de l'enseignement. La première tâche du comité est de sortir un bulletin de liaison, qui publiera des informations sur la mise en place des plans concernant la privatisation de l'enseignement public dans le monde, et

la résistance qu'ils rencontrent. Par ce travail, les enseignants présents à la conférence de Berlin espèrent obtenir un large accord international autour de leur perspective de réunir une conférence internationale de défense de l'enseignement dans le courant de l'année qui vient.

Le temps est de la plus grande importance, mais il reste peu de temps pour s'organiser au niveau international pour le retrait de l'enseignement supérieur des négociations de l'AGCS.

Voici quelles sont les échéances. D'ici le 30 juin 2002, les pays doivent déposer leurs appels auprès des partenaires commerciaux pour ouvrir leurs marchés aux secteurs des services, y compris l'enseignement supérieur. D'ici le 31 mars 2003, les pays qui ont fait l'objet de ces appels doivent présenter des offres pour ouvrir leurs marchés aux secteurs des services, y compris l'enseignement supérieur. Les partenaires commerciaux tiendront alors leurs réunions et discussions.

S'ils ne parviennent pas à s'entendre en ce qui concerne l'enseignement supérieur, cette question pourrait faire partie d'une nouvelle série de négociations globales après que les négociations de l'AGCS soient officiellement parvenues à leur terme en janvier 2005. D'ici là, la prochaine réunion de la branche universitaire de l'Internationale de l'éducation se tiendra en avril 2002, à Montréal.

**Dan Kaplan**

## Quelques éléments sur le mouvement séparatiste des archs et le rôle du Secrétariat unifié (SU)

*Par Karim LABCHRI*

Le peuple algérien subit dans sa chair une guerre de décomposition depuis une dizaine d'années. Dire "révolution prolétarienne ou barbarie" est une réalité en Algérie.

200 000 morts, des milliers de disparus (personnes enlevées par les services de sécurité), un million d'emplois supprimés comme résultat de la dissolution de plus de 1 500 entreprises : voilà le bilan de la guerre de décomposition que subit tous les jours de peuple algérien en application des "réformes" économiques et de la politique des plans d'ajustement structurel (PAS) imposés par les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale), dont les différents gouvernements successifs inféodés à l'impérialisme se sont faits les relais. Cette démarche est celle qui mène à la barbarie.

En Algérie, comme dans plusieurs pays d'Afrique et d'Europe, la guerre est le moyen privilégié par l'impérialisme pour mener sa politique de privatisation-destruction et de pillage des richesses nationales au profit des multinationales.

L'existence d'une centrale syndicale (UGTA) a permis à la classe ouvrière de s'approprier ce cadre unitaire organisationnel pour réaliser l'unité et organiser la mobilisation de toute la classe ouvrière (arabophone et berbérophone : les deux composantes du peuple algérien) contre les privatisations, le bradage de l'économie nationale et la dislocation de l'unité de la nation.

Les 20 et 21 mars 2001, la fédération des pétroliers (UGTA) organisait une

grève générale contre la privatisation de la Sonatrach (l'entreprise nationale des hydrocarbures, qui génère 80 % des recettes en devises du pays), grève recevant le soutien des différents secteurs d'activité et paralysant ainsi le pays pendant deux jours.

Une semaine plus tard, les travailleurs des finances, des banques et des impôts se mettaient en grève contre la réforme du système bancaire et fiscal. C'est à ce moment, dans une période où la mobilisation de la classe ouvrière s'accroît pour faire barrage à l'application des contre-réformes économiques et à la privatisation des entreprises publiques et contre leur démantèlement, que l'impérialisme et ses relais ont organisé une provocation contre le peuple travailleur algérien.

La provocation s'est matérialisée par l'assassinat d'un jeune lycéen, arrêté sans aucune raison, à l'intérieur des locaux de la gendarmerie, le 19 avril 2001, en Kabylie. Le choix du moment et du lieu de la provocation n'est pas le fruit du hasard.

En effet, en Kabylie (région berbérophone), la population se bat depuis de longues années pour une revendication démocratique nationale, c'est-à-dire la reconnaissance de la langue tamazight (langue berbère) comme langue nationale et officielle dans la Constitution algérienne.

Le 20 avril, date symbole pour la reconnaissance du tamazight, est commémoré chaque année par l'organisation de marches et de manifestations de la jeunesse, des travailleurs, des femmes et de

toute la population dans toutes les villes de la région.

Le 20 avril 1980 avait été le théâtre d'une répression sanglante de la jeunesse étudiante et des travailleurs par les forces de répression au cours de la marche organisée dans le cadre du parti unique du FLN.

Ces affrontements s'étaient prolongés plus d'une semaine dans toute la Kabylie.

Trois jours après l'assassinat du jeune lycéen, la veille du printemps berbère 2001 et suite à des déclarations provocatrices du responsable de la gendarmerie et du ministre de l'Intérieur, et à l'enlèvement d'un groupe de lycéens à Béjaïa, des manifestations de jeunes sont organisées dans toutes les villes de la Kabylie et sont féroce­ment réprimées par le service de la gendarmerie, causant plus de 100 morts et des milliers de blessés. Toutes les villes sont le théâtre d'affrontements sanglants, qui durent plusieurs semaines.

Les premières manifestations de jeunes ont eu pour mots d'ordre centraux :

— contre la *hogra* (mépris et oppression) ;

— pour que justice soit faite et pour la condamnation des responsables de l'assassinat du jeune lycéen ;

— pour la reconnaissance du tamazight comme langue nationale et officielle ;

— pour le droit au travail ;

— pour l'unité de la nation algérienne.

Contre cette mobilisation, de nombreuses forces ont cherché à dresser des obstacles, à empêcher l'expression propre de ce mouvement. Pour certains, ce fut au nom de la lutte pour "l'indépendance" ou "l'autonomie" de la Kabylie, s'inscrivant alors dans la marche à la dislocation de l'Algérie. Pour d'autres, ce fut une lutte contre les partis politiques et pour isoler la jeunesse de Kabylie, en ressuscitant les relations tribales et classiques disparues depuis longtemps, qui avaient été utilisées à l'époque coloniale.

C'est à partir de cet élan de mobilisation de la jeunesse que des militants du courant pabliste (Secrétariat unifié, SU), aidés

par des ex-staliniens, cherchent à chevaucher le mouvement de toute la jeunesse, le détournent de son objectif principal et donnent naissance aux coordinations des *archs* (tribus) dans tous les villages et toutes les villes de Kabylie.

Il est important de savoir que la dénomination et l'organisation en *archs* existaient à une époque très lointaine en Kabylie, qui regroupaient les personnes âgées dites "*sages de village ou de la famille*", totalement disparus en Kabylie.

La particularité des *archs* mis en place est qu'ils sont dirigés par des militants politiques jeunes (35 à 40 ans), dont la majorité d'entre eux n'avaient aucune emprise réelle sur les masses, et qu'ils ont été mis en place en un temps record (moins de quinze jours), en s'appuyant, d'une part, sur la situation objective créée, sur les moyens matériels et humains mis à leur disposition et, d'autre part, sur une couverture médiatique d'une certaine presse (*Matin, Liberté, Soir d'Algérie, etc.*) relayée par des coordinations de *dairas* (sous-préfectures) et de *wilayas* (départements).

Pour avoir, dans un premier temps, l'adhésion des masses, ces coordinations mettaient en avant des revendications légitimes, à savoir :

— reconnaissance du tamazight ;

— jugement des responsables des crimes et des assassinats ;

— prise en charge de toutes les victimes des affrontements.

Mais, lors d'une réunion "conclave", qui regroupait les différents *archs* de différents villages et dirigée par des militants de toute la mouvance pabliste d'Algérie, aidée par d'autres militants de France pour l'occasion, une plate-forme en 14 points a été élaborée.

En plus des revendications justes et légitimes de la jeunesse algérienne viennent se greffer d'autres revendications séparatistes, autonomistes et indépendantistes, sur des bases ethniques et corporatistes imprimant une ligne fascisante :

— des mots d'ordre antiparti (tous les militants des différents partis doivent

démisionner de leur parti respectif et rejoindre les *archs*) ;

— caporalisation du syndicat UGTA ;

— droit de regard sur les délibérations des assemblées élues ;

— départ de la gendarmerie de toute la Kabylie et mise en quarantaine (depuis dix mois) ;

— plan de développement spécial pour la région ;

— non-paiement des impôts ;

— non-participation aux festivités culturelles et sportives nationales.

C'est-à-dire non pas des mots d'ordre de mobilisation pour tous les Algériens, mais des mots d'ordre "spécifiques", visant à isoler les jeunes de Kabylie.

En plus de l'organisation des *archs*, un parti politique est créé, le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), par un ancien militant politique dit de "gauche" et ancien militant du RCD.

Le MAK se prononce pour l'autonomie régionale sur des base ethniques, en revendiquant la création d'un Parlement de Kabylie.

Les faits cités précédemment démontrent que la provocation orchestrée par la gendarmerie et relayée par des aventuriers du SU peut aboutir à la dislocation de l'unité d'une nation s'appuyant sur des revendications légitimes, démocratiques et nationales non réglées ; de même que c'est l'expression, sur le terrain du contenu de la démocratie participative et des budgets participatifs décidés à Porto Alegre, d'une démarche vers la politique autonomiste et régionaliste utilisée comme un des moyens privilégiés de

l'impérialisme américain pour imposer par la force et dans le sang la marche aux privatisations, en bradant et en détruisant les entreprises publiques et nationalisées.

Le rôle du SU est alors la pointe la plus avancée et le fer de lance du combat pour la destruction des organisations indépendantes de la classe ouvrière, pour imposer les privatisations.

L'autonomie et la régionalisation revendiquées par les *archs* convergent en direction des conclusions de la Commission nationale de réforme de l'Etat, mise en place par Boutéflika, qui se prononce pour une forme de régionalisation par la création des "*circonscriptions administratives régionales*".

Quelle est la responsabilité des militants du PT ?

Notre responsabilité n'est pas de faire un constat, aussi juste soit-il, de la situation politique, mais de dégager des axes d'intervention sur la ligne du front unique pour organiser la classe ouvrière sur la ligne du combat contre les privatisations, qui ne peut se réaliser que sur la ligne de la paix et de la sauvegarde de l'unité de la nation. Au cours des événements, la direction du PT a publié une "*Adresse aux Algériennes et aux Algériens*", pour ouvrir le débat avec toute la classe ouvrière et les masses sur l'existence d'une issue positive à la crise, pour mener la bataille au sein de l'UGTA pour son indépendance et sa non-corporatisation, sur la ligne du combat contre les privatisations et pour la satisfaction des revendications sociales et économiques des travailleurs.

**Karim Labchri**

## Un discours de Louisa Hanoune

**Le 5 avril, Louisa Hanoune a pris la parole à la salle du Zénith de Paris, invitée par le Parti des travailleurs (France). Voici des extraits de son discours.**

“Le peuple algérien vient de commémorer le 19 mars une date historique : les accords d’Evian, le cessez-le-feu consacrant l’indépendance de mon pays. Mais, vous le savez, ces accords n’ont pu être signés que parce qu’ils garantissaient, ils reconnaissaient pour le peuple algérien le droit de se réapproprier toute sa terre, contre tout plan de partition. Et le peuple algérien, dans sa lutte pour la liberté, pour vivre en paix, ne luttait pas contre les travailleurs et la jeunesse de France, il ne luttait pas même contre ceux qu’on appelait les Français d’Algérie — un million. Il luttait parce que 11 millions d’Algériens vivaient sous statut d’indigénat. Il luttait pour pouvoir vivre sur sa terre, contre l’exploitation et l’oppression. Il voulait vivre de la richesse de cette terre, il voulait que les enfants soient scolarisés et qu’ils soient soignés. Il voulait des logements, il voulait du travail. Ils voulaient simplement vivre comme des êtres humains.

Amis et camarades, en ce quarantième anniversaire des accords d’Evian, du cessez-le-feu pour l’indépendance de l’Algérie, vous le savez, mon pays compte parmi les nations les plus menacées sur terre. Menacée de dislocation. La victoire qu’avait arrachée le peuple algérien, c’était la nation. C’était enfin de fonder un Etat. Le peuple algérien s’est battu avec ses deux composantes linguistiques, parce qu’il en a deux : il a une composante arabophone et une composante berbérophone, amazightophone. Les deux composantes ont été soudées, elles ont consenti les mêmes sacrifices, un million et demi de morts, la torture, les persécutions, les camps, le bannissement, les villages rasés. Les deux composantes étaient soudées par la même aspiration nationale : fonder un Etat et vivre librement, avoir l’égalité.

Notre nation est menacée parce que, bien avant le 11 septembre, depuis dix ans déjà, une guerre de décomposition sociale ravage mon pays. Près de 200 000 morts, un million de victimes parmi les blessés et les mutilés, des milliers de disparus et de prisonniers d’opinion. Même si nous ne partageons pas leur point de vue politique, ce sont des prisonniers d’opinion. Et vingt milliards de dollars de dégâts. La guerre, malheureusement, n’est pas finie ; chaque jour, sont fauchées des vies humaines. Parce que, et nous continuons à nous battre pour cela, il n’y a toujours pas d’issue politique, pacifique, à la crise. Pour rétablir la paix, pour que se taise le langage des armes.

Mais les enjeux, il faut qu’on les connaisse, parce que c’est le sort de toutes les nations qui est en train d’être scellé dans la même voie : celle qui ravage mon pays. Les enjeux, c’est le bilan qui en parle. Dix ans de guerre : restrictions en matière de libertés, mais aussi 1 500 entreprises dissoutes, parce qu’il y a eu un plan d’ajustement structurel. Près d’un million d’emplois ont été perdus. Avec, bien sûr, la propagation de toutes sortes d’épidémies, des maladies qui étaient enrayées après l’indépendance, sans oublier le travail des enfants, et la déréglementation qui s’est installée.

C’était donc celui-là, l’enjeu. Et comme si cela ne suffisait pas, et parce que ces dix ans de guerre n’ont pas réussi à détruire l’unité de mon pays, depuis avril 2001, un processus a été impulsé pour démembrer la nation algérienne. Et là aussi, l’enjeu est le même, mais autrement plus important : il s’agit de la privatisation des secteurs stratégiques, y compris des hydrocarbures, qui sont la principale ressource de la nation. Et parce qu’il y a eu mobilisation, grève générale dans les hydrocarbures, grève dans les banques, grève dans différents secteurs, un mois plus tard, une partie de l’Algérie a été ciblée par la provocation et la répression : la Kabylie. Cibler la Kabylie, c’est ouvrir la voie au démembrement de la nation, parce qu’il se trouve que la Kabylie est porteuse d’une revendication démocratique et nationale, qui remonte à des décennies : la reconnaissance de la langue tamazight comme langue nationale et officielle. Mais aussi, c’est une région qui a toujours été

à l'avant-garde des luttes pour la démocratie et pour l'indépendance nationale. En ciblant la Kabylie, ce qui est à l'ordre du jour est le dépeçage de la nation algérienne. Parce qu'en réalité, c'est le sud algérien, riche en hydrocarbures, qui est visé.

Le Parti des travailleurs n'a eu de cesse, depuis le début de cette crise particulièrement dangereuse, d'interpeller, de faire des propositions, pour la satisfaction des revendications. La population, en Kabylie, comme partout ailleurs en Algérie, veut vivre en paix. Elle veut l'arrêt de l'oppression et de l'injustice. Elle veut l'arrêt de l'impunité, parce qu'il y a eu des assassinats. Elle veut vivre dans la dignité : du travail, du pain. Les mêmes mots d'ordre qu'ont portés les Algériennes et les Algériens lorsqu'ils luttaient pour l'indépendance nationale. Et malheureusement, parce qu'il y a eu une impasse qui a longtemps duré, parce que le pourrissement s'est installé, des voix, minoritaires, certes — mais elles se sont quand même élevées —, ont prôné la régionalisation du pays, l'autonomie de la Kabylie. Ces voix-là sont minoritaires, la population n'a eu de cesse de clamer son attachement à l'unité de la nation. Mais nous avons vu comment ces procédés ont été utilisés ailleurs.

Et nous savons quel en est l'enjeu. C'est comme au Zaïre : des multinationales se font la guerre pour prendre les marchés et les richesses, en utilisant les populations locales comme chair à canon dans les conflits armés prétendument ethniques. Dans mon pays, il n'y a pas de conflit ethnique. Dans mon pays, il y a un seul peuple avec deux composantes linguistiques. Il y a des revendications démocratiques nationales. Et nous nous sommes battus, les députés du Parti des travailleurs, les militants du Parti des travailleurs, nous avons exigé l'arrêt de la répression, nous avons exigé la prise en charge immédiate de toutes les aspirations.

Le 11 septembre est arrivé pour aggraver la situation dans mon pays, parce qu'en plus de tout cela, il y a la menace d'ingérence, d'intervention directe, dans la mesure où il y a des groupes terroristes ; ils ont été intégrés par les services américains, sur la liste des organisations à traquer. En réalité, l'enjeu est à chercher ailleurs, comme d'habitude. C'est la même guerre qui est dirigée contre les travailleurs et les peuples partout. C'est à cela que sert la lutte contre le terrorisme. Demandez-le au peuple algérien, il le vit depuis maintenant dix ans.

Nous avons continué à nous battre. Des élections ayant été convoquées pour le 30 mai, face à tous les dangers qui guettent la nation algérienne, pour faire barrage aux menaces de dislocation, pour fermer la voie devant l'aventure, le Parti des travailleurs a décidé de se présenter, il a préparé des listes sur l'ensemble du territoire national, et y compris dans l'émigration. Les élections ne seront pas libres, et elles ne seront pas propres. En l'absence de paix et tant qu'il y a l'état d'urgence, tant que des centaines de milliers d'armes circulent et sont utilisées à des fins particulières, il ne saurait y avoir d'élections libres. Mais dans la situation, notre responsabilité, alors que dans le monde entier sont menacés les cadres nationaux, c'est de défendre l'intégrité de la nation algérienne. Nous nous sommes expliqués, en disant : nous serons avec les Algériennes et les Algériens, pour arracher les revendications, pour défendre la nation algérienne.

Mais, amis et camarades, c'est vrai que c'est une période tourmentée. C'est vrai que c'est un monde effrayant.

Cela dit, nous avons déjà pu constater, un peu partout, que ce n'est pas trop tard.

Alors, oui, le combat mené depuis des décennies a été payant : le 12 mars, a été annoncée la décision de constitutionnaliser le tamazight comme langue nationale, son intégration dans la Constitution algérienne. Et le 8 avril prochain, lundi prochain, l'Algérie a rendez-vous avec son destin, parce que ce jour-là, les deux chambres du Parlement devront se prononcer sur cette question. Nous avons appelé à voter massivement, car c'est une victoire considérable. Certes, il y a encore beaucoup de problèmes à régler, mais c'est une victoire de la nation algérienne, de décennies de combat, des militants qui ont été réprimés. C'est une cause qui remonte au moins à 1949, et c'est une victoire pour l'unité du peuple algérien, menacé de désintégration.

Oui, pour nous, c'est une victoire, dans la voie de la République des citoyens égaux. C'est un point d'appui pour l'abrogation du Code de la famille, pour arracher les augmentations de salaires, pour lesquelles il y a eu des grèves en permanence ces derniers temps.

Cela prouve que c'est possible, que nous pouvons encore gagner. Et nous nous battons. Mais, camarades, je vous l'ai dit, l'enjeu et les contradictions qui s'expriment dans mon pays, ce sont des contradictions internationales. Parce que, en même temps que sont annoncées des mesures d'apaisement, des mesures politiques pour satisfaire cette revendication, la provocation et la répression ont repris férocement en Kabylie, isolant de fait cette région et la plongeant dans une situation des plus atroces. Qu'est-ce que cela signifie ? Voudrait-on imposer au peuple algérien d'aller aux élections sans la Kabylie, d'accepter de fait la mise en œuvre du processus de dislocation ? Il ne saurait en être question.

Alors, le Parti des travailleurs, tout en enregistrant la victoire, en exigeant la libération des emprisonnés, l'arrêt de la répression, a demandé aux institutions de reporter les élections, pour que soient réunies les conditions afin que chaque Algérienne et chaque Algérien, quelle que soit sa langue maternelle, se dispose librement, qu'il vote, qu'il boycotte, mais qu'il se prononce en tant que citoyen, pas sous la terreur, pas sous la contrainte.

Encore une fois, camarades et amis, je voudrais relever quelque chose qui établit que partout, à l'échelle mondiale, l'enjeu, ce sont les privatisations, c'est la déréglementation, c'est la destruction des organisations. Parce que disloquer l'Algérie, c'est disloquer les travailleurs algériens qui luttent contre les privatisations. C'est disloquer les services publics, faciliter la privatisation. Ce n'est pas un hasard si les dernières provocations coïncident avec l'annonce de la privatisation de 242 entreprises juteuses, cependant que la Banque mondiale et le FMI considèrent que ça traîne en Algérie, par rapport aux privatisations.

Oui, il y a résistance. Oui camarades, nous sommes en train de nous battre dans cette situation extrêmement difficile. Mais notre objectif, dans lequel versent toutes nos luttes, c'est la défense de l'unité, et l'intégrité de la nation algérienne. Parce que, sans cela, le cadre dans lequel peuvent s'exprimer les luttes, le cadre dans lequel on peut arracher des victoires et des droits, le cadre dans lequel on peut instaurer la démocratie et la paix, ce cadre disparaîtrait. Et nous ne pourrions donc, à ce moment-là, nous organiser nationale-

# La construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections dans le combat pour le front unique

(extraits du rapport de Pierre Lambert  
présenté au nom du secrétariat international  
au Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale)

## I. Quelques extraits de l'introduction à la discussion

Il serait illusoire de penser que le Cinquième Congrès de l'Internationale va régler tous les problèmes. Nous sommes réalistes et nous savons que, tant dans la préparation que dans le temps qui nous est imparti dans ce congrès, il ne sera pas possible de régler un certain nombre de questions que nous devrions pouvoir régler.

Cependant, le marxisme nous a appris que la méthode qui est la nôtre exige que la discussion se développe dans l'organisation, pour l'organisation, pour construire l'organisation.

Notre méthode, répétons-le, celle du marxisme, celle de Lénine, celle de Trotsky, nous a appris que nos difficultés, les erreurs

que nous avons pu commettre peuvent et doivent être réglées par la libre discussion entre nous. Comprendre pour agir.

Pour commencer mon rapport, je m'appuierai sur des textes de Trotsky, qui est notre maître à tous, et qui nous a appris à regarder avec lucidité, à partir de la théorie, les questions à résoudre. Trotsky a écrit :

*“Un modèle de pensée normatif, idéaliste, veut construire un monde à son image, et se détourne tout simplement des phénomènes qui lui déplaisent.”*

L'expérience, la discussion, la démocratie ouvrière nous permettront d'apprécier le contenu de cette citation. En écoutant les orateurs qui se sont exprimés sur

le premier rapport, je me suis souvenu de l'expérience qui a été la nôtre il y a fort longtemps, puisque, comme vieux militant, je suis certainement le plus vieux participant à ce congrès. Elle est relatée partiellement dans une brochure écrite il y a fort longtemps, également, intitulée *Quelques enseignements de notre histoire* : pendant la guerre, y compris ceux qui devaient abandonner ensuite, nous sommes intervenus pour tenter de réaliser ce qui était inclus dans la deuxième guerre impérialiste. A la fin de la guerre, au moment où l'impérialisme allemand s'effondrait, où la crise révolutionnaire embrasait les continents, nous avons dit : non, le peuple allemand n'est pas responsable. Nous avons combattu pour la fraternisation. Aujourd'hui encore, nous qui sommes pour une République palestinienne libre, laïque, indépendante, avec ses deux composants à égalité de droits, particulièrement le droit au retour, nous disons : le peuple juif n'est pas responsable.

A la fin de la guerre, comme nous l'avons toujours fait, nous défendions inconditionnellement l'URSS, les conquêtes d'Octobre. Et, là non plus, nous n'avons pas dérogé. Nous avons défendu l'URSS dirigée par la bureaucratie, en sachant que si la révolution mondiale ne triomphait pas, cette bureaucratie entraînerait les nationalités constituant l'URSS à la décadence et à la ruine sous le contrôle de l'impérialisme.

Notre méthode, quelle est-elle ? Dans un texte, Trotsky a utilisé, pour expliquer ce qu'était l'Union soviétique, la comparaison avec un syndicat. Il donnait en substance la définition programmatique suivante : le syndicat se donne pour objectif, premièrement, de lutter contre le capital pour améliorer la situation des travailleurs ; deuxièmement, de participer à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie ; troisièmement, de participer à l'organisation de l'économie sur des fondements socialistes. Si l'on compare ces normes à la réalité, il n'existe pas un seul syndicat conforme à la "norme". S'en tenir à cette affirmation, ce serait ne pas comprendre qu'il ne s'agit pas de "construire un monde à son image" : la pensée idéaliste "oppose la norme aux faits", c'est-à-dire l'expression générali-

sée du développement, à une expression particulière de ce même développement.

L'expression générale de ce développement est que les syndicats sont des organisations de classe construites pour défendre les intérêts de la classe, ses intérêts immédiats et ses intérêts historiques. Et les intérêts historiques de la classe, aujourd'hui, dans une période où est ouverte l'alternative socialisme ou barbarie, exigent plus que jamais l'indépendance des organisations syndicales. Mais, il faut le constater, les syndicats ont dévié et dévient de leur tâche. La situation particulière dans laquelle ils combattent, c'est que les dirigeants des appareils, la plupart du temps, sont là pour empêcher les syndicats de jouer leur rôle. Et pourtant, ils restent, tant qu'ils ne sont pas détruits comme l'exigent le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne, des syndicats, qui, par la lutte de classe, sont indispensables à la défense des acquis et des conquêtes.

Nous avons là, je pense, le contenu réel de ce que nous enseigne Trotsky, c'est-à-dire : abandonner les positions formelles, ultimatisées, non dialectiques, opposant le programme à la réalité.

En 1944, avec les camarades de l'organisation, nous étions persuadés que nous allions avec les masses "faire des soviets". Notre politique était celle-ci : la guerre impérialiste va se transformer en révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne, pour nous, c'était Février 1917, et Février 1917 a conduit à Octobre 1917. Il est clair que les événements se sont passés autrement. Et je voudrais vous relater comment nous sommes arrivés, celles et ceux qui ont décidé de rester fidèles au programme, à surmonter cette vue dogmatique (qui voulait "construire un monde à son image").

Un jour, le 20 août 1944, n'ayant pas réussi à construire des soviets, je suis allé chez un vieux camarade, ancien cadre fondateur du Parti communiste, pour discuter avec lui. Je lui ai dit : "*Les ouvriers sont des incapables.*" Il me demande pourquoi. Je lui réponds : "*Ils ne veulent pas faire de soviets.*" Il me dit : "*Tu es secrétaire de syndicat ? Va à l'usine, prends la parole devant les 3 500 ouvrières et ouvriers.*" Je lui demande : "*Qu'est-ce que je dois leur dire ?*" Il me répond : "*Si tu n'es pas capable de parler*

*aux ouvriers, tu ne seras jamais un communiste.”*

Le lendemain, je prenais la parole, et j'ai essayé d'aller le plus loin possible dans cette direction, aider à construire des voies indépendantes, en disant aux travailleurs de toutes catégories, y compris les cadres qui avaient rejoint le syndicat : les patrons ont collaboré avec les nazis, arrachons nos revendications, organisons-nous. Le 20 août 1944, la libération de Paris n'était pas achevée, mais dans les jours qui ont suivi, les syndicats se sont gonflés de centaines, de milliers de travailleurs, dans les usines, les entreprises. Le pouvoir était entre les mains des travailleurs organisés dans les syndicats, mais pas dans les soviets.

Cela ne veut pas dire que si le développement de la lutte à partir des syndicats n'avait pas été freiné, dévié, le problème des conseils ne serait pas posé, car, en toutes circonstances, les syndicats doivent rester indépendants des partis, des Etats et des gouvernements.

Poursuivons. Trotsky écrit :

*“La justification historique de toute classe a toujours consisté en ce que le système d'exploitation dirigé par elle (devra céder) à une classe dont la mission sera de développer les forces productives à un niveau supérieur.”*

C'est en relation avec cette analyse que nous disons, avec Trotsky, avec Lénine (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) : la classe capitaliste a été une classe progressiste, qui a permis le développement de la classe ouvrière, qui elle-même s'est constituée en classe, dans le cadre de la société bourgeoise, par l'organisation. Aujourd'hui, le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production, le système bourgeois, détruit la classe ouvrière, détruit la force de travail, détruit les forces productives. Mais la classe ouvrière est toujours là.

L'exploitation de l'homme par l'homme est toujours là, l'extraction de la plus-value est toujours là.

Et, sous cet angle, la classe ouvrière, à l'échelle internationale et nationale, peut reprendre l'initiative. Ce sera certainement long, difficile. Mais la société bourgeoise, le système de la propriété privée

des moyens de production sont condamnés. Sans rester fermes sur cette position programmatique, alors que le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production est condamné, nous serions incapables d'aider les travailleurs à sortir de l'impasse.

Aider la classe ouvrière, et pour cela combattre pour défendre les organisations indépendantes, et particulièrement les syndicats. Combattre sur la ligne de la transition (Entente internationale des travailleurs) pour construire des partis ouvriers indépendants. Telle est la tâche des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Et nous avons confiance, camarades, parce que si la perspective est semée d'embûches, l'impasse de la société capitaliste est telle que, malgré les défaites, les échecs, malgré les trahisons de la bureaucratie du Kremlin et de l'Internationale socialiste, la classe ouvrière est toujours là, la jeunesse est là, la volonté de s'en sortir ne pourra être extirpée.

Il faut aller plus loin. Trotsky va plus loin. Il est évident que la classe ouvrière a en face d'elle les directions. Parlant des syndicats américains, Trotsky expliquait :

*“La sélection et l'éducation d'une direction vraiment révolutionnaire, capable de résister aux pressions de la bourgeoisie, est une tâche exceptionnellement difficile.”*

Certes, c'est difficile. Mais il y a des syndicats, et tant que les syndicats resteront indépendants sous la forme organisée, il y aura en leur sein des contradictions entre les nécessités de la défense des intérêts du prolétariat et la réalité d'un monde capitaliste qui entraîne les travailleurs, la civilisation, à la ruine et à la décadence.

Oui, c'est difficile. Mais faut-il penser que les défaites sont telles qu'elles ont liquidé la capacité du prolétariat à rénover l'humanité ? Trotsky écrivait :

*“La question qui se pose aujourd'hui, est celle-ci : la nécessité historique objective se fraiera-t-elle en fin de compte le chemin dans la conscience de l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire une véritable direction révolutionnaire capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, qui se constituera dans le processus même de la guerre et débouchant sur la révolution ?”*

Il faut le reconnaître : cela ne s'est pas passé ainsi. Et pourtant — et ce n'est pas un paradoxe —, ce que disait Trotsky a été vérifié dans plusieurs de ses considérants.

Il y a eu une crise révolutionnaire, la plus profonde qu'ait connue l'humanité. Et dans cette crise, l'impérialisme, par crainte de tout perdre, a été contraint de permettre au prolétariat d'arracher les conquêtes les plus importantes. Pas seulement dans les pays les plus avancés. Également dans les pays dits du "tiers-monde", où l'indépendance politique et toute une série de mesures progressives ont dû être concédées aux nations opprimées.

L'ensemble de ce qui a été arraché l'a été comme produit de l'action révolutionnaire du prolétariat et des peuples opprimés, certainement pas par la charité exemplaire des classes possédantes. On voit d'ailleurs aujourd'hui ce qu'il faut penser de la bonne volonté des classes possédantes.

Certes, la crise révolutionnaire n'a pas débouché. Faut-il pour autant en déduire que la classe ouvrière, qui a dû reculer sous la force contraignante des appareils bureaucratiques, ne serait plus capable d'assumer sa mission historique ? En passant, telle est la position des faussaires d'ATTAC et de bien d'autres, qui en appellent au financement des ONG par la Banque mondiale, par les institutions de la mondialisation, pour aider l'humanité à supporter les "méfaits de la mondialisation" !

Trotsky ajoute également :

*"Une véritable direction, c'est très difficile, et peut-être y arriverons-nous, peut-être n'y arriverons-nous pas."*

Le marxisme est une méthode scientifique. Cette méthode n'est pas à l'usage de ceux qui cherchent une réponse hors de la capacité des hommes, c'est-à-dire des classes, d'assumer les nécessités historiques.

Mais, en tout cas, il faut l'admettre, les choses ne se sont pas passées exactement comme Trotsky et nous-mêmes l'espérons. De même, le destin de la révolution russe dirigée par le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky a été crucifié par la bureaucratie.

Marx estimait, en 1848, que la révolution allait déboucher sur la victoire. Tel n'a pas été le cas. Et alors ?

Bien entendu, pour combattre, il faut lutter pour la victoire. Et dans la lutte de classe, il y a des obstacles, non seulement l'obstacle que constitue la classe exploiteuse, mais l'obstacle interne. Ces problèmes exigent de nous la discussion la plus sérieuse, sans aucune illusion, en cherchant toujours l'issue positive. De la même façon que dans une grève, à quelque niveau que ce soit, il faut chercher l'issue positive. Et dans la recherche de l'issue positive, nous estimons que la classe ouvrière a démontré et continuera à démontrer qu'elle est capable de l'ouvrir par sa lutte de classe. Et, pour notre part, nous puisons cette certitude dans le *Programme de transition*, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Mais à chaque étape de la lutte de classe, en 1914, en 1933, pour que la classe exploiteuse impose au prolétariat les dures servitudes de la guerre et de l'exploitation, il a fallu qu'il y ait au sein de la classe ouvrière des sociaux-démocrates et des stalinien. Aujourd'hui encore, nous constatons l'expression de ces positions dans notre propre camp.

C'est ainsi que Raul Pont, chef de file des pablistes au Brésil, déclare :

*"Va-t-on gouverner à l'égard des autres, et nous appuyer sur le FMI ? (...) Le radicalisme de la crise exige des réponses radicales. J'insiste pour que le camp majoritaire du PT (Brésil) prête attention à notre expérience de gouvernement au Rio Grande do Sul, qui n'a rien d'exceptionnel (...). Ce qui me préoccupe, ce n'est pas la thèse doctrinaire de Sokol, mais celle de la majorité" (O Estado de Sao Paulo, 16 septembre 2001).*

Comme vous le savez, l'expérience du gouvernement de Rio Grande do Sul (Porto Alegre), c'est l'expérience d'un gouvernement s'appuyant sur les ONG, lesquelles sont financées par la Banque mondiale. Nous avons, avec ce pabliste, peut-être l'expression la plus pure du contenu que recouvrent "la norme et les faits". Pour lui, donc, il est "doctrinaire" de défendre, comme le fait Sokol (1), l'indépendance du mouvement ouvrier, de refuser toute subordination aux ONG, c'est-à-dire à la Banque mondiale.

(1) Responsable de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, cité par Ponte.

Et c'est ainsi qu'il conclut :

*“Nos gouvernements peuvent fournir l'expérience de la démocratie participative qui mette en échec le caractère inimitable et immuable du système représentatif classique.”*

Rendez-vous compte... Opposer à la démocratie parlementaire la “démocratie participative”, qui n'est rien d'autre que le paravent d'un système d'intégration corporatiste pour anéantir l'indépendance du mouvement ouvrier !

Nous savons que le système représentatif classique (démocratie parlementaire) est dépassé. Mais, jusqu'à preuve du contraire, nous luttons pour que la classe ouvrière le dépasse par la République des conseils ; pas par le système corporatiste à la Salazar.

Toute honte bue, Raul Pont, chef de file des pablistes, poursuit :

*“Nos gouvernements sont importants pour la construction de l'hégémonie politique dans la société. La démocratie participative nous permet d'affronter le pouvoir des médias et le pouvoir économique sans les sous-estimer et sans croire qu'il suffit pour cela de la participation populaire.”*

Qu'est-ce à dire ? “L'hégémonie politique” (quel vocabulaire...) dans la société, construite par la “démocratie participative”, dans laquelle est intégrée la “société civile”, et particulièrement des ONG, “permet d'affronter le pouvoir des médias (!) et le pouvoir économique.” Il n'en croit pas un mot. La preuve, définissant cette “démocratie participative”, il dit :

*“Une démocratie participative peut constituer un réseau d'organisations associatives, de services, de culture, de loisirs, de sport (!), ainsi que dans le*

*domaine de la production, du commerce, avec les micro et les petits entrepreneurs qui touchent des milliers de citoyens.”*

Remarquons que le capital financier, les banques, les trusts ne sont pas mentionnés. Ils pourront, dans cette “démocratie participative”, avec le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, continuer à spolier les “micro et petits entrepreneurs”.

La “démocratie participative” n'est pas autre chose qu'une politique dictée par la Banque mondiale, le FMI, les exploitateurs.

Et cela se couvre de la IV<sup>e</sup> Internationale !

Ce n'est pas là quelque chose de nouveau. Le marxisme a été utilisé frauduleusement par la social-démocratie, comme le stalinisme a usurpé le bolchevisme de Lénine. C'est là notre lot. Nous avons à défendre le patrimoine légué par Léon Trotsky.

Ce sont là des questions décisives. Toutes ces questions recouvrent toutes les tâches que nous avons à réaliser. Ces tâches exigent la discussion la plus ouverte entre nous.

Le Quatrième Congrès mondial s'était fixé des objectifs importants. Nous devons, à la vérité, indiquer que bien des choses n'ont pas été réalisées. Nous allons en discuter, afin que les responsabilités que nous allons prendre nous permettent d'avancer de manière décisive.

Certes, toutes les conditions ont été réunies par l'activité que nous avons menée à partir du Quatrième Congrès mondial, mais encore faut-il que nous les prenions en charge, de façon à pouvoir les cristalliser dans une progression importante de nos organisations.

## II. – Rapport sur la question du front unique (extraits)

Cette question est une question pratique. Mais pour qu'elle soit pratique, il faut commencer par définir comment se pose le problème. Au point de départ, une constatation : la destruction des conditions

économiques objectives. A partir de là, il s'agit de définir une orientation de défense des acquis et des conquêtes, inscrite dans la défense et la reconquête de la démocratie.

Nous voyons ainsi que la situation mondiale actuelle intègre des problèmes qui relèvent d'un passé que l'on considérerait comme révolu.

Dans la révolution russe, la perspective de la victoire du prolétariat s'inscrivait dans une analyse qui considérait que la démocratie bourgeoise était une forme politique dépassée. Ce qui, bien entendu, ne signifiait pas que, face à la réaction et au fascisme, Lénine (contre la tentative de coup d'Etat de Kornilov), Trotsky (contre le fascisme) ne combattaient pas pour la défense des conquêtes de la "démocratie". Il se trouve que le retard de la révolution a conduit à faire resurgir des questions qui étaient dépassées par l'histoire. Il faut donc avoir une conception dialectique, dans ce domaine comme dans tous les autres.

Je le répète, nous sommes en face d'un processus en cours, inachevé. Cela dans les deux sens : marche à la barbarie ou marche au socialisme. Il n'y a pas de recette magique. Et là, nous rejoignons le combat pour le front unique. Comment ?

Les syndicats sont l'expression la plus fondamentale du front unique. Or qu'est-ce qu'un syndicat ? Pour ne prendre que la France, la Charte d'Amiens, charte constitutive des syndicats en France, précise qu'un syndicat rassemble des travailleurs pour la défense de leurs intérêts, quelles que soient leurs tendances philosophiques, politiques, religieuses. Bien entendu, dans cette question comme dans toutes les autres, il y a des contradictions. Il est clair qu'on ne peut pas dire : il y a, d'un côté, des syndicats purs et, de l'autre, des syndicats qui ne jouent plus leur rôle, dans lesquels nous estimons qu'il n'est pas possible de rester. Cette question est extrêmement importante.

C'est une question pratique. Par exemple, dans l'ex-Union soviétique, nous avons des syndicats indépendants qui ne sont indépendants que de nom, et des syndicats officiels qui se dirigent vers autre chose. Il faut à chaque fois définir quelle est la place du syndicat, et ses rapports avec les appareils.

Aujourd'hui, il faut considérer la CGT française en relation avec l'appareil stalinien en décomposition qui la dirige. Considérer la CGT comme un syndicat intégré serait une erreur, mais une autre

erreur serait d'ignorer qu'à l'intérieur de la CGT, dans les sommets de l'appareil, il existe des forces qui dirigent la CGT sur la voie de l'intégration. Situation complexe. A chaque fois, il faut mesurer les choses.

Poursuivons. Il faut comprendre que le front unique a été également élaboré dans le Labour Party. Le Labour Party était considéré par Lénine comme ayant la possibilité de se substituer au soviétique pour la prise du pouvoir. Et pourtant, y compris du temps de Lénine, l'appareil du Labour Party était "passé du côté de l'ordre bourgeois". Et pourtant, nous sommes pour entrer dans le Labour Party. Nous sommes pour le maintien, dans le cas de l'Angleterre, du lien entre les syndicats et le Labour Party, qui est le cadre historique d'organisation de tout le mouvement ouvrier.

Sous une forme également particulière, la question est posée avec le PT du Brésil. Et c'est la même question, sous une certaine forme, aujourd'hui en Allemagne, bien que le SPD ne soit pas exactement le Labour Party. Bien entendu, il faut savoir être indépendant de l'appareil.

La forme la plus développée de l'indépendance est celle qui existe au Brésil, où *O Trabalho* est édité comme organe de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale et comme composante légitime du PT. Bien entendu, ce serait une erreur d'élever la forme particulière "brésilienne" comme un modèle valable pour tous les pays.

Un mode de pensée purement normatif (le syndicat, c'est le syndicat, l'appareil, c'est l'appareil) ne conduit nulle part, car il n'a rien à voir avec la réalité. Un mode de pensée purement normatif, idéaliste, veut construire un monde à son image et se détourne des phénomènes qui lui déplaisent. Oui, c'est un malheur que la révolution russe ait dégénéré. C'est malheureux que la II<sup>e</sup> Internationale ait trahi. Tout cela est très malheureux. Et alors ?

Trotsky, je le répète, donne à peu près la définition programmatique suivante du syndicat : une organisation qui se donne pour objectif :

1. lutter contre le capital pour améliorer la situation des travailleurs ;
2. participer à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie ;

3. participer à l'organisation de l'économie sur des bases socialistes.

Cela, c'est la constitution d'un syndicat idéal. C'est vrai, d'ailleurs, que le syndicat a été constitué ainsi dans tous les pays. Il ne pouvait pas se constituer autrement. Les premiers syndicats qui ont existé en Angleterre et ailleurs ont été des syndicats de classe, qui se sont constitués dans une lutte à caractère révolutionnaire contre la bourgeoisie. L'impérialisme est venu, et il a pourri les appareils. Hélas, hélas...

Si nous comparons aujourd'hui cette réalité normative à la réalité effective, nous serions contraints d'affirmer qu'il n'existe pas au monde un seul syndicat qui réponde à ces normes.

Prenons, par exemple, l'une des expériences les plus fondamentales, le problème de la CGT du Pérou, du Front ouvrier, paysan, étudiant, populaire (FOCEP) au Pérou en 1978. Que s'est-il passé à ce moment-là ? Il y a eu un processus révolutionnaire de rupture avec la bourgeoisie, et il a été constitué un front unique de toutes les organisations ouvrières, réformistes, staliennes, trotskystes, avec les syndicats. Cela s'appelait le FOCEP. Indéniablement, le FOCEP se posait le problème du pouvoir. Les circonstances ont été telles que nos épaules ont été trop fragiles, la trahison s'est insérée. Le combat pour une assemblée des comités qui s'étaient constitués dans tout le pays était inscrit dans la crise du Parlement, où nous avons présenté une motion — la "motion rouge" — concrétisant la rupture avec la bourgeoisie. Mais nous avons reculé. Il y a eu la capitulation. La situation s'est retournée.

Les syndicats ont-ils changé de nature ? Les dirigeants des syndicats n'étaient pas trotskystes, n'étaient pas révolutionnaires. Pour la plupart, ils étaient des dirigeants du PC.

Cette expérience était fondamentale. Il n'est pas du tout exclu que, dans d'autres conditions, une telle situation puisse revenir. La seule chose que nous devons conserver en toutes circonstances, c'est notre propre indépendance. Au Pérou, à un moment décisif, nous avons aliéné notre indépendance, et cela a été une erreur capitale.

Je continue. Les positions formelles, ultimistes, opposent les normes et les faits,

opposent l'expression généralisée du développement à une expression particulière de ce même développement. Si nous comparons cette réalité normative à la réalité effective, nous sommes contraints d'affirmer qu'il n'est pas au monde un seul syndicat répondant aux "normes". Si, pour être considérés comme tels, les syndicats doivent être dirigés par des appareils révolutionnaires, où y en a-t-il ? Où ? Faut-il dès lors abandonner le Labour Party ? Lénine a dit : "*Non, on ne peut pas accepter cette position.*" Et la bataille a été difficile au congrès de l'Internationale communiste. Elle n'a pu se poursuivre jusqu'au bout, parce qu'est arrivée la stalinisation de l'IC. Mais cette question est revenue à l'intérieur de l'Opposition de gauche, à l'intérieur de la IV<sup>e</sup> Internationale. Par exemple, avec les Allemands, dans l'Opposition de gauche, il y a eu une bataille sévère sur ces questions-là.

C'est là une question décisive.

*"Semblable opposition formelle, ultimiste et non dialectique entre le programme et la réalité est totalement dépourvue de vie et n'ouvre aucune voie à l'intervention du parti révolutionnaire."*

Répétons-le : le programme, c'est la norme. Mais les faits ne sont pas exactement la norme. La dictature du prolétariat, la République des conseils ouvriers, la Commune, est une nécessité, mais la dictature du prolétariat s'est transformée en instrument de destruction de tout le mouvement ouvrier russe et mondial. Cela, on le sait. Donc, à chaque étape, il est nécessaire d'avoir la norme, le programme, ce qui veut dire une organisation indépendante sous des formes particulières. Elles peuvent être ouvertes, directes. Elles peuvent être à l'intérieur d'une organisation. C'est ce qu'on appelle l'entrisme.

Aujourd'hui, nous objecter qu'il faudrait à présent quitter le PT du Brésil, c'est condamner ce que nous avons fait en 1935, quand Trotsky nous a demandé d'entrer en France dans le Parti socialiste (SFIO). Nous sommes entrés dans ce parti et nous nous sommes battus dans ce parti. Je ne parle pas des éléments tactiques qu'il y avait, parce qu'à l'époque, ce n'était pas ça, le problème.

Le PT du Brésil a été constitué comme un parti ouvrier indépendant, et le PT oscille. Au Brésil, l'expression indépendante existe. Nous sommes un courant

officiel de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le PT. Il est certainement inscrit que cette place va nous être disputée, mais nous devons rester fermes sur la défense du parti ouvrier.

Poursuivons, concernant le front unique anti-impérialiste. Au Mexique, pays semi-colonial, le parti de Cardenas (le Parti révolutionnaire institutionnel, qui a totalement dégénéré depuis), avant la Deuxième Guerre mondiale, n'était pas un parti ouvrier. Le PRI était un parti de la bourgeoisie nationale. On peut dire : damnation pour les sectaires, pour ceux qui ne comprennent pas le front unique. Savez-vous qui a écrit la loi instituant la nationalisation du pétrole ? Ce n'est pas Cardenas, c'est Léon Trotsky. Avait-il abandonné la lutte indépendante du prolétariat ? Non, il réalisait le front unique anti-impérialiste pour l'indépendance nationale du Mexique, pays semi-opprié.

Au Portugal, était-il erroné de rentrer dans le PSP en 1974, au moment de la révolution portugaise ? Deux de nos camarades entrés dans le PS portugais furent élus députés, dans une situation révolutionnaire où le mouvement des masses jetait à bas la dictature, ouvrant une situation où toutes les libertés démocratiques furent non seulement rétablies, mais étendues à des organes embryonnaires du pouvoir ouvrier et paysan. Dans une situation où les masses paysannes imposèrent une réforme agraire étendue. Dans une situation où les dirigeants du parti stalinien — sous la direction de Cunhal, fonctionnaire international du Kremlin, qui, après avoir séjourné de longues années à Moscou, était retourné à toute vitesse à Lisbonne pour freiner des quatre fers les développements de la révolution —, avec la bourgeoisie, cherchaient à détruire les acquis de la révolution portugaise.

C'est alors que se discutait, à l'Assemblée constituante, une nouvelle Constitution. Dans cette Constitution furent inscrites nombre de dispositions des plus démocratiques, confinant à des dispositions ouvrières. Dispositions qui, dans les années qui ont suivi, furent largement grignotées par tous les gouvernements, y compris par le gouvernement du Parti socialiste portugais (lequel vient de connaître, alors qu'il était le parti dominant, une retentissante défaite électorale).

Certes, cette Constitution était toujours une Constitution bourgeoise, mais, répétons-le, elle comprenait toute une série de dispositions démocratiques, au contenu ouvrier. Certes, avec le recul de la révolution portugaise, il a fallu rompre avec la direction du Parti socialiste portugais, qui, comme parti de l'Internationale socialiste, a organisé le recul. Mais j'estime que nous avons eu raison, après 1974, de réaliser le front unique sous une certaine forme. Encore maintenant, dans la Constitution portugaise, il reste des points sur lesquels peut s'appuyer la classe ouvrière.

Pourquoi sommes-nous pour le front unique anti-impérialiste dans les pays dominés ? Parce que la révolution bourgeoise ne s'y est pas accomplie jusqu'au bout. Les conditions sont maintenant infiniment plus difficiles, mais cela n'est pas mon propos. Dans ces conditions, nous sommes toujours pour le front unique anti-impérialiste, en gardant notre indépendance. Nous étions pour le front unique avec Cardenas. Nous sommes pour le front unique avec Arafat contre le sionisme, quelle que soit l'appréciation que nous avons de sa politique.

Rappelons qu'en Union soviétique, nous étions pour le front unique avec la bureaucratie, bien que nous sachions que la bureaucratie représentait une caste parasitaire conduisant l'URSS en contradiction avec les exigences de son développement. Contre les pablistes (et bien d'autres issus de notre propre mouvement), nous avons refusé d'apporter notre soutien à Gorbatchev, qui conduisait le pays à la restauration du capitalisme, au système pourrissant de la propriété privée des moyens de production. Avec Trotsky, nous avons dit : non, la bureaucratie n'est pas une classe, c'est une excroissance cancéreuse qui conduit au désastre.

Ce n'était pas la "dictature" prolétarienne des conseils de délégués élus et révocables, mais il y avait la propriété nationalisée. Et ceux, les apôtres du "capitalisme d'Etat", qui nous disaient : la bureaucratie est une nouvelle classe, où sont-ils à présent ? Regardez la réalité. Nous expliquions : inconditionnellement, nous sommes pour la défense de l'URSS, et nous faisons le front unique avec Staline pour la défense de la propriété sociale, tout en restant indépendants.

Nous refusons l'alliance avec l'impérialisme contre la bureaucratie, parce que ce qui nous guide, c'est le problème du développement des forces productives. Mais nous dressons la perspective de la révolution politique, nous combattons pour un parti ouvrier indépendant.

Trotsky dit d'ailleurs une chose très intéressante : la perspective est toujours alternative. La victoire ou la défaite. Il expliquait en substance : je pense pour ma part que si la deuxième guerre impérialiste ne se transforme pas en guerre civile, nous serons dans une situation où la marche à la barbarie nous obligera à revoir beaucoup de choses. Eh bien, cela ne s'est pas passé ainsi. Et pourtant, sur le fond, Trotsky avait raison. Parce que la deuxième guerre impérialiste a ouvert une crise révolutionnaire, qui a abouti à des conquêtes sociales, les plus étendues des conquêtes sociales, qui constituent encore aujourd'hui des positions avec lesquelles le prolétariat peut combattre et se défendre. Ces conquêtes sociales subsistent peu ou prou dans tous les pays.

Mais, en toutes circonstances, l'aide que nous pouvons apporter aux exploités et aux opprimés exige de garantir notre indépendance totale et complète.

Trotsky a écrit, je le répète :

*“La sélection et l'éducation d'une direction vraiment révolutionnaire, capable de résister à la pression de la bourgeoisie, est une tâche exceptionnellement difficile (...). La question, aujourd'hui, se pose donc ainsi : la nécessité historique objective se fraiera-t-elle, en fin de compte, le chemin dans la conscience d'une avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire d'une véritable direction révolutionnaire, capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, qui se constituera dans le processus de cette guerre et des ébranlements profonds qui doivent s'ensuivre ?”*

(1).

Certes, je l'ai déjà expliqué, les événements ne se sont pas déroulés comme nous l'aurions souhaité. Mais l'analyse, sur le plan des principes, reste fondamentalement correcte.

Nous ne nous substituons pas à la classe ouvrière. Les relations sociales de production font que la classe ouvrière, qui est la classe exploitée, doit détruire tout le système d'exploitation. Nous devons l'aider. L'avant-garde, tout à la fois, est distincte et n'est pas distincte de la masse. Nous avons eu une grande discussion dans la section française, il y a longtemps. Nous estimions que nous ne pouvions pas dire : *“Nous voulons ce que veulent les masses.”* Non. Parce que les masses peuvent être amenées, particulièrement sous la pression des directions petites-bourgeoises, à commettre des erreurs. Il faut des organisations, des partis, qui, d'ailleurs, peuvent également commettre des erreurs. Mais une politique ouvrière exige des organisations ouvrières. Mais en même temps, nous aidons les masses, parce que ce sont elles qui font la révolution. C'est Lénine qui expliquait, contre la montée de la bureaucratie :

*« Il faut aller vers les soviets. Nous y sommes en minorité, mais les soviets, c'est la classe, c'est elle qui doit élire et révoquer ses “mandants”. »*

Il suffit de regarder ce qui se passe pour assimiler la vérité de la méthode inscrite dans le *Programme de transition*, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Et c'est dans et par la libre discussion que nous allons avancer vers des réponses aux questions fondamentales : quoi faire ? Comment faire ?

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, “L'URSS en guerre”.

### III. – Discours de clôture (extraits)

On a toujours tendance, quand on termine un congrès, et plus particulièrement un congrès international, à penser qu'un acte historique a été accompli, dont l'histoire tiendra compte. Certes, je pense que

nous avons réalisé un acte historique en convoquant ce Cinquième Congrès mondial, mais, pour que l'histoire en tienne compte, encore faudra-t-il que nous soyons capables d'assumer les tâches et

les responsabilités sur lesquelles nous sommes engagés.

Je rappellerai, camarades, ce qu'ont expliqué Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Lénine disait : à l'échelle de l'histoire, dix ans, vingt ans, un demi-siècle, c'est une goutte d'eau. Et s'il faut mesurer les tâches qui sont à assumer, aider la classe ouvrière à se libérer pour libérer l'humanité, la perspective historique est de rigueur.

Je le rappelle, Marx avait abordé la révolution de 1848 en étant persuadé qu'elle serait victorieuse. Marx a lutté jusqu'au bout, pendant deux ans, pour la victoire. Et il n'y a pas eu la victoire. Et Marx et Engels ont repris ce lent, difficile travail : doter la classe ouvrière, l'humanité, d'une méthode. Puis, la révolution prolétarienne a pris la forme concrète de la Commune de Paris. La Commune de Paris a été écrasée. Et Marx et Engels ont repris le travail calmement pour doter la classe ouvrière d'un parti. Parce que c'est nécessaire. Parce que l'organisation, les organisations ouvrières indépendantes sont nécessaires pour avancer sur le chemin de la libération de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Non plus sous la forme des Jacobins du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais sous la forme prolétarienne.

Réfléchissons, camarades. Nous sommes le Cinquième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Premier Congrès a constitué la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Il réunissait, dans cette fermette qui appartenait à Alfred Rosmer, une quinzaine de militants, dont, il faut dire la vérité, la plupart allaient disparaître politiquement après la guerre. Qui était Rosmer ? Cette question donne une indication sur la méthode qui doit être la nôtre. Rosmer était un des fondateurs de l'Internationale communiste, qui venait du syndicalisme révolutionnaire. Il est venu au bolchevisme. Puis il a rompu avec Staline. Il a rompu également avec Trotsky, et pourtant Trotsky a toujours considéré qu'il était des nôtres, bien qu'en désaccord. Rosmer était en désaccord avec la IV<sup>e</sup> Internationale, mais il a consacré toute sa vie à chercher les voies de l'émancipation.

Ensuite, le Deuxième Congrès de l'Internationale a eu lieu en 1948. Il s'était passé dix ans, au cours desquels Trotsky

avait été assassiné (1940), au cours desquels les trotskystes, une jeune génération et les plus vieux, 30, 35, 40 ans au maximum, ont cherché à mettre en œuvre le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans les conditions les plus difficiles. Des ruptures avaient eu lieu. Il a fallu apprendre, avec beaucoup, beaucoup d'erreurs, au cours des années. A la fin de la guerre, des éléments extrêmement courageux ont été déçus, parce que la révolution prolétarienne n'était pas victorieuse. Il a fallu aller chercher Marx, Engels, Lénine, Trotsky, reprendre à la base. Continuer sur la voie de la lutte de classe, par nous-mêmes, avec les principes du marxisme. Il y avait dans le parti français des militants d'un grand courage. Ils avaient combattu pendant toute la guerre, mais la révolution n'est pas venue, et ils ont été déçus. Déçus que la révolution ne soit pas venue, ils sont allés autre part, dans la social-démocratie.

A ce congrès de 1948, cette minorité (qui avait quasiment le même pourcentage que la majorité, 48 %) est partie. Il y avait Pierre Franck, qui avait fait du bon travail, mais il était dogmatique et sectaire. Il est monté sur un tabouret et il a lancé à la minorité : *"A la poubelle de l'histoire !"* Je me souviens avoir dit aux camarades qui étaient autour de moi : *"La moitié de son parti s'en va, et il est content."* Pour ma part, je ne l'étais pas. Cela dit, ils avaient tort, et il fallait accepter la rupture.

En 1948, nous abordions une période politique difficile. Le doute s'est également insinué au sommet de la IV<sup>e</sup> Internationale. Un grand problème s'est trouvé posé. Nous avons cru, tout le monde a cru, la direction de l'Internationale a cru que la rupture entre Tito et Staline allait ouvrir la voie à la IV<sup>e</sup> Internationale. Je me souviens d'un propos de Mandel :

*"Nous allons maintenant mettre le siège de la IV<sup>e</sup> Internationale à Belgrade."*

L'histoire s'est déroulée autrement, et le doute, l'incertitude, se sont insinués à nouveau dans la IV<sup>e</sup> Internationale, au sommet.

C'est à partir de là que nous avons eu ces théories pablistes :

*"Placée dans certaines conditions exceptionnelles, la bureaucratie stali-*

*nienne va construire le socialisme à sa manière."*

Il était impossible d'accepter. Nous avons dit non. Mais la plus importante section de la IV<sup>e</sup> Internationale, la section américaine, à la construction de laquelle Trotsky avait participé avec des militants de grande valeur, a soutenu cette politique de capitulation.

Camarades, nous nous sommes alors trouvés être une "majorité" française, dans des conditions des plus difficiles. Nous ne voulions pas la scission, nous voulions simplement le droit à l'expression, dans le cadre de la discipline que nous acceptions. Nous avons signé des textes affirmant que nous acceptions la discipline de l'Internationale. Nous acceptions que notre journal reflète la politique de la majorité de l'Internationale, alors que nous étions la majorité de la section française. Mais nous voulions pouvoir exprimer nos positions à l'intérieur de l'organisation. On nous l'a refusé. Nous n'avons pas accepté, et je pense que nous avons raison.

Les conséquences de cette violation des règles de la démocratie ouvrière, combinée avec la déviation pabliste, ont abouti à ce que, en 1953, lors de l'insurrection de Berlin-Est, l'Internationale soutienne la bureaucratie soviétique — même si ce n'était pas d'une manière claire. Nous avons combattu pour être réintégrés, nous avons dit que nous n'étions pas d'accord, mais nous avons accepté pour être réintégrés, en revendiquant toujours le droit à la libre expression à l'intérieur de nos organisations.

Mais en 1956, ce n'était plus possible. En 1956, il y eu l'insurrection de Budapest. Les pablistes, les "officiels", le secrétariat international (qui allait ensuite devenir le Secrétariat unifié) ont soutenu la deuxième intervention des chars de la bureaucratie contre l'insurrection ouvrière de Budapest, prétendument parce qu'il fallait "*sauver le socialisme*". Nous avons alors dit : la IV<sup>e</sup> Internationale est morte en tant qu'organisation, mais pas son programme.

En 1948, au moment de l'exclusion des "droitiers", nous disions : ils allaient vers la social-démocratie, nous ne pouvions pas accepter, cela n'était pas possible. C'étaient de bons militants, ils avaient été de bons militants, mais il fallait les exclu-

re. A ce moment-là, j'ai proposé une courte résolution, disant en substance : si le parti révolutionnaire se construira obligatoirement sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, nul ne peut dire qu'il se construira autour du PCI, qu'il aura la forme d'organisation qu'était le PCI. Cette motion a obtenu une seule voix, la mienne.

Mais c'est à partir de cette position que, pas à pas, certes avec les plus grandes difficultés, nous avons élaboré la ligne de la transition. Nous avons dit : pour aider la lutte de classe, nous estimons indispensable de mettre en œuvre les principes marxistes du programme. Nous avons dit : il est indispensable de renouer avec tous les enseignements du passé, avec les enseignements de la Première Internationale, qui a rassemblé tous les courants du mouvement ouvrier... Nous avons dit : il faut renouer avec les enseignements de la II<sup>e</sup> Internationale, qui, avant de sombrer en 1914, avait établi les bases de l'organisation ouvrière indépendante dans le cadre national. La II<sup>e</sup> Internationale, ce sont les conquêtes arrachées par la lutte de classe, il nous faut l'intégrer. Nous l'avons intégré, et nous avons compris que pour la France, il fallait modifier — ce qui n'était pas n'importe quoi — une des 21 conditions de l'Internationale communiste, qui spécifiait :

*"Le syndicat doit être subordonné au parti."*

Nous avons dit : en 1921, c'était justifié, parce que, en 1921, la victoire de la révolution prolétarienne n'était pas seulement une perspective. Mais la social-démocratie et le stalinisme se sont dressés contre la marche de la révolution. Historiquement, pour préserver en France l'indépendance de classe des syndicats et des partis, il fallait affirmer l'indépendance des syndicats à l'égard des partis, de l'Etat, des gouvernements. Il m'est impossible ici de traiter complètement cette question capitale. Je rappelle néanmoins que, dans la discussion sur les syndicats, en 1922, Lénine estimait que, sous une certaine forme et dans d'autres rapports, les travailleurs organisés dans les syndicats devaient défendre leurs intérêts contre leur "*propre Etat ouvrier*". Il faudra revenir sur cette question.

Au Troisième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1953, nous avons été exclus. Il ne m'est pas possible de m'attarder sur le long combat que nous avons conduit sur la ligne de la transition. J'ajouterai néanmoins quelques mots sur les formes de la démocratie.

La révolution prolétarienne n'est pas venue au niveau mondial. Aujourd'hui, dans l'ex-URSS, c'est le capitalisme sous la forme la plus pourrie, celle qui donne la mesure de ce que sera le monde entier si nous ne construisons pas un parti révolutionnaire pour aider la classe ouvrière. La barbarie est en marche, en Afrique, partout. Et c'est là le problème que nous devons aider les masses à résoudre.

Alors, camarades, nous avons discuté. Et vraiment, il y a des choses qui sont toujours assez difficiles à admettre. Par exemple, la trahison. En 1914, quand on est venu lui montrer *Vorwärts*, le journal du Parti social-démocrate allemand, Lénine a dit :

*“C'est impossible, c'est un faux de l'état-major allemand.”*

Ce n'était pas un faux de l'état-major... Il va nous falloir affronter des situations difficiles. Pour les affronter, il est nécessaire d'avoir confiance dans le programme. Ce matin, j'évoquais le camarade du Venezuela Moïses Moleiro, récemment disparu. Moleiro n'était pas trotskyste, il n'était pas marxiste. C'était un honnête homme. Il avait été castriste, il a fait des années de prison dans son pays pour avoir participé à la guérilla sous la direction de Castro. Je l'ai connu en 1964-1965, nous sommes restés en liaison, il était devenu un ami.

Il était régulièrement invité aux commémorations de la révolution cubaine. Il y a quelques années, il a discuté avec Castro et il m'a rapporté :

*“J'ai rompu avec Castro, je lui ai rendu toutes ses décorations. Le castrisme, Castro, est devenu un agent de*

*l'impérialisme. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, qu'il ne faut pas défendre inconditionnellement Cuba.”*

Cet homme vient de mourir. Je le répète, il n'était pas trotskyste. Il avait sa place dans la IV<sup>e</sup> Internationale. Et les camarades se souviennent que nous l'avons invité aux congrès de l'Internationale, au conseil général et dans toutes les réunions internationales que nous avons organisées. C'est cela, notre conception.

Nous allons vers des temps difficiles. Il faut être lucides. Mais, d'ores et déjà, des liens ont été tissés avec des militants, en Russie et en Ukraine. La tâche de construire une section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Russie n'est pas une tâche particulière, c'est la tâche centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale : démontrer, par l'analyse marxiste et par les faits, qu'aujourd'hui, dans l'ex-Union soviétique comme dans le monde entier, quelles que soient les difficultés, la révolution prolétarienne sera la plus forte. Parce que le mode d'exploitation capitaliste est définitivement corrompu. La bourgeoisie ne peut survivre qu'en entraînant l'humanité à la barbarie. Elle détruit les conditions de l'extraction de la plus-value, dont elle a nécessairement besoin pour survivre.

La lutte de classe existe, les conditions objectives de la révolution prolétarienne sont aujourd'hui les plus favorables, même dans les conditions les plus difficiles.

La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. La crise de l'humanité, c'est au prolétariat, aux couches opprimées et exploitées de la résoudre, avec notre aide. Oui : ceux qui sont en face de nous sont forts, mais nous pouvons passer si nous sommes capables de faire un travail calme, patient, méthodique, en respectant les principes et les conditions d'une véritable discussion démocratique, dans le cadre des principes du bolchevisme.

# Les publications de la IV<sup>e</sup> Internationale

Par Henry HALPHEN

Une importante discussion s'est développée lors du Cinquième Congrès mondial, concernant la place des publications de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections. Une commission s'est réunie à deux reprises sur ce sujet. Des camarades des États-Unis, du Mexique, d'Algérie, du Maroc, d'Espagne, de Roumanie et de France y ont participé.

Plusieurs points essentiels ont été débattus. Il faut ici insister sur l'importance, pour les sections de l'Internationale, de disposer des informations et des éléments d'élaboration indispensables pour leur intervention, comme pour leur construction.

---

## LA VÉRITÉ, L'ORGANE CENTRAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Lors du Cinquième Congrès mondial, une discussion sur la place de la publication régulière de *La Vérité* (en anglais, français, espagnol), revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale, son organe central, et la constitution du comité de rédaction international a eu lieu.

On peut lire dans la résolution adoptée que *La Vérité* est "la première traduction

*pratique de l'indépendance politique de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections", indépendance qui est "indispensable à la stratégie de transition incarnée dans l'Entente internationale" (1).*

La construction de l'Internationale est inséparable de la construction de ses sections, sur la ligne de la transition. La façon dont Lénine aborde la place de la publication dans la construction du parti ouvrier indépendant mérite d'être ici soulignée. En se référant à la méthode de *Que faire ?*, on peut aujourd'hui écrire :

*"Le journal est une question fondamentale. Pas seulement le journal, toutes les publications. La Lettre de La Vérité, La Lettre de l'Entente internationale, la place des publications nationales dans toutes les sections, et la place capitale de La Vérité. Sans journal, sans un organe*

---

(1) La "stratégie de la transition" établit que la réorganisation du mouvement ouvrier sur un axe politique d'indépendance ouvrière demande de regrouper des forces dans des partis ouvriers indépendants et dans une Internationale ouvrière, au sein desquels puissent participer les différents courants du mouvement ouvrier. La IV<sup>e</sup> Internationale n'oppose en aucune façon le programme pour lequel elle combat à ce processus ; au contraire, elle l'impulse.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples a été constituée lors de la Première Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, début janvier 1991, à Barcelone autour du *Manifeste contre la guerre et l'exploitation* (NDLR).

*d'expression, sans bulletin hebdomadaire ou mensuel régulier, il n'y a aucune possibilité de résister à la pression des appareils."*

Dire que sans journal (*La Vérité*), il n'y a pas de possibilité de résister à la pression des appareils, cela demande d'être précisé, et il nous suffira d'un exemple.

En effet, l'offensive pour l'intégration des organisations syndicales, et donc de leur destruction comme organisations indépendantes, sont partout à l'ordre du jour, et pourtant, elles se heurtent à des contradictions de plus en plus importantes. Dans le cas de l'Europe, cette tendance prend notamment la forme de la subordination aux exigences de la monnaie unique, de l'euro, du traité de Maastricht, qui concentre les décisions de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Union européenne. L'accélération de ce processus est en relation directe avec la situation nouvelle née après le 11 septembre. Nous assistons, dans la lutte des classes, à des processus d'une extrême importance : dans les organisations syndicales, toute une série de cadres, de militants, n'acceptent pas. Pour ces militants, la conférence de Berlin est appréciée comme un point d'appui dans cette résistance pour sauver l'organisation syndicale qui est menacée. Au moment où les plans de la bourgeoisie et des multinationales à leurs ordres ne peuvent s'appliquer qu'en cherchant à associer les syndicats, et plus généralement toute forme d'organisation de classe, à l'exécution de leurs mesures, la mise en place d'un comité permanent issu de la conférence de Berlin est un point d'appui.

Sans revenir ici sur la place de la conférence de Berlin, nous pouvons souligner qu'il s'agit d'un cadre de large front unique de tous ceux qui n'acceptent pas de voir transformer les organisations ouvrières en instrument de destruction des réformes arrachées par la classe ouvrière. La conférence de Berlin recouvre toute la variété politique et syndicale du mouvement ouvrier, et n'est pas une conférence de "la gauche" du syndicalisme ou du mouvement ouvrier, elle est un cadre de dialogue et de collaboration pour défendre les conquêtes de la classe ouvrière internationale. L'Entente internationale des

travailleurs et des peuples est partie prenante, avec les autres composantes, de ce cadre de front unique.

Pour aider à défendre chaque position d'indépendance de classe, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, à égalité avec d'autres militants, se regroupent dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs, dont l'objectif est justement la lutte indépendante du mouvement ouvrier, et ils aident à la construction de partis ouvriers indépendants.

Pour contribuer à ce combat, la revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale doit pleinement jouer son rôle : il y a une pression de plus en plus importante pour accélérer la subordination des organisations ouvrières aux besoins directs de l'impérialisme, et la marche à l'intégration. Plus que jamais, dans la période qui s'ouvre, les appareils — et singulièrement ceux issus du stalinisme — iront jusqu'au bout dans l'offensive de destruction de la force de travail.

Si le combat politique pour l'indépendance ne peut que déboucher sur le combat pour en finir avec le règne de la propriété privée des moyens de production, au point de départ, il y a le combat pour la préservation de l'indépendance des organisations et de l'ensemble des conquêtes. Plus que jamais, la formule de Trotsky "*qui ne sait défendre les vieilles conquêtes n'en fera pas de nouvelles*" est totalement d'actualité. C'est sur cette ligne que notre revue théorique doit agir.

Plus que jamais, la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Une politique révolutionnaire indépendante se concentre dans la capacité à apporter une réponse à la crise de direction. C'est à la lumière de cette tâche centrale que la place de *La Vérité* a été réappréciée. Il est urgent de se hisser, comme IV<sup>e</sup> Internationale, à de nouvelles responsabilités, et donc de matérialiser les décisions prises dans la publication de *La Vérité*.

D'une certaine manière, cette question concentre notre appréciation sur la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, qui est au centre du programme de la

IV<sup>e</sup> Internationale, et la détermination qui est la nôtre d'agir pour la surmonter, et donc d'aider notre classe à disposer réellement d'une représentation politique indépendante.

---

## LA THÉORIE ET L'ORGANISATION

---

L'importance à disposer d'un cadre central permettant d'armer nos militants et d'autres camarades sur les problèmes théoriques fondamentaux découlant de la situation actuelle doit être soulignée. En effet, le sous-titre de la revue est important : *“Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale.”*

Pour nous, *“la théorie est un guide pour l'action”*, c'est-à-dire que les différents articles de notre revue doivent procéder de la méthode du marxisme : partir des faits, les relier à une compréhension commune des événements, et donc des tâches qui en découlent. Il est décisif, dans le moment présent où la confusion et le désordre sont une des composantes de la façon dont les mesures sont prises, de procéder à un *“armement théorique”* d'ensemble. Cette compréhension commune nécessite que les problèmes politiques de l'heure, nos campagnes, soient abordés avec la dimension *“théorique”* qu'ils ont nécessairement. Les questions d'organisation sont des questions théoriques. Les questions théoriques sont des questions d'organisation.

La revue centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale occupe une place spécifique. Pour l'illustrer, un camarade a utilisé la formule :

*“Nous vendons la revue, nous discutons, nous organisons.”*

Des initiatives multiples prises au moment de la sortie de *La Vérité* par les sections ont été redonnées : réunions de présentation de la IV<sup>e</sup> Internationale (Cercles d'études marxistes), cercles de discussion des *“amis de La Vérité”* se réunissant régulièrement sur la base d'un programme de discussion, suivant le découpage des principaux articles publiés.

---

## LE COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL

---

L'importance de mettre en place un comité de rédaction international doit être ici soulignée. Il s'agit d'une question centrale : celle d'aider à centraliser l'élaboration collective des matériaux des sections de l'Internationale en construction et le dialogue avec des militants de différents origines, organiser, soumettre notre action politique à la discussion et à la critique de tous.

Le comité de rédaction international intègre au moins en son sein un responsable de chaque section ou groupe de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le secrétariat international a été mandaté pour préparer des propositions de sommaire, suivre l'élaboration des articles, préparer la composition des différentes éditions, ainsi qu'impulser sa diffusion.

Une note de présentation de chaque numéro sera éditée par le secrétariat de rédaction en direction de toutes les sections. Il s'agit de présenter politiquement le contenu de la revue qui sera à la disposition des sections et des militants dans les semaines suivantes.

L'importance internationale du comité de rédaction a été précisée : on veillera qu'au minimum, dix sections participent réellement à la rédaction de chaque numéro.

Le plan d'édition arrêté a été le suivant : quatre numéros de 120 pages par an, publiés simultanément en français, en anglais et en espagnol. Des éditions en portugais et en grec sont organisées. D'autres éditions en d'autres langues sont prévues.

Un schéma général d'un numéro a été élaboré :

— actualité de la lutte des classes (75 pages) : éditorial court, chronique des événements mondiaux, un ou deux articles fournissant les fondements et les axes des campagnes qui, à chaque moment, centralisent notre activité, des notes plus courtes, l'activité des sections... ;

— théorie (25 pages) : un article et une note abordant des éléments économiques, politiques, philisophiques... ;

— histoire (20 pages) : un thème par numéro sur l'histoire de la lutte des classes, et notamment du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Nous invitons nos lecteurs à nous proposer des thèmes d'articles pouvant, selon eux, trouver leur place dans un plan de rédaction de notre revue. Des contributions, en réponse à des articles parus, peuvent aussi être recherchées. Ainsi, nous donnerons à la revue une dimension qu'elle doit nécessairement avoir : contribuer à développer le dialogue et la discussion avec des militants de différentes origines en soumettant les positions et les analyses de la IV<sup>e</sup> Internationale à la discussion.

Toutes ces propositions sont soumises à la réflexion de l'ensemble des militants, des sections, des organismes élus de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il s'agit de propositions qui, naturellement, devront s'enrichir par l'échange et la confrontation des différents points de vue. La démocratie ouvrière, la discussion politique à partir du cadre fixé doivent permettre de faire de *La Vérité* un instrument essentiel de notre construction et de notre renforcement, tant théorique, politique, que d'organisation.

---

## LES DIFFÉRENTS ORGANES DES SECTIONS

---

L'importance de ce que toutes les sections disposent d'un organe propre d'expression, indépendant et régulier, doit être réaffirmée. Son autofinancement par la vente doit être réalisé. C'est la condition essentielle pour regrouper sur l'axe du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Par exemple, la publication régulière de *The Organizer*, tribune libre de la lutte des classes aux Etats-Unis, ou de *La Lettre de la Vérité* en France, est, sous des formes très différentes, un enjeu dans toute la situation politique : en effet, il

s'agit ni plus ni moins de la capacité des trotskystes de s'exprimer en toute indépendance, et ainsi d'aider, sur le terrain de l'armement de la IV<sup>e</sup> Internationale, au regroupement d'une représentation politique indépendante (Labor Party, Parti des travailleurs...).

Aux Etats-Unis, le numéro de *The Organizer* sorti au lendemain du 11 septembre a été important. Il titrait sur cinq colonnes "Stop the war !" ("Arrêter la guerre !"). *The Organizer* est une "publication de *Socialist Organizer*, l'organisation qui exprime la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis". Et elle est aussi — ce qui n'est pas contradictoire, bien au contraire — "un forum ouvert à tous les individus et courants du mouvement ouvrier qui cherchent à construire le Labor Party et une Internationale ouvrière".

On sait comment, partout dans le monde, au nom de la solidarité avec le peuple américain contre le terrorisme, on a demandé aux organisations ouvrières de soutenir "la guerre globale" de George W. Bush. Et l'on sait l'importance du slogan qui est apparu dans les manifestations à New York et dans les autres villes des Etats-Unis : "Pas en notre nom !" L'aide à cette résistance s'est opérée par *The Organizer*, dont la sortie régulière est essentielle.

En France, la sortie hebdomadaire (52 numéros par an) de *La Lettre de La Vérité* est maintenant acquise. Elle exprime la position du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), qui participe pleinement au combat du Parti des travailleurs et de son journal, *Informations ouvrières*, "tribune libre de la lutte des classes". Rappelons l'objectif spécifique de *La Lettre de La Vérité* :

« L'édition de *La Lettre de La Vérité* vise à permettre que s'expriment, en toute liberté, les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale sur les positions fondamentales qui sont les nôtres, en particulier, un certain nombre de questions cruciales de la situation politique. Comme l'indique la lettre publiée dans *Informations ouvrières*, n° 198, il ne revient pas à *Informations ouvrières*, organe du Parti des travailleurs, de se transformer

*en porte-parole des positions de la IV<sup>e</sup> Internationale” (cf. n° 100 de La Lettre de La Vérité, 29 novembre 1999).*

Poursuivre son élaboration et en faire un instrument privilégié du renforcement de la IV<sup>e</sup> Internationale est le pas qu’il faut maintenant franchir.

La discussion lors du Cinquième Congrès mondial a permis d’établir que, sous des formes différentes, la décision de garantir en toute circonstance l’expression propre de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale n’est en rien contradictoire avec le fait que les différentes sections participent à l’effort d’éditer un organe d’expression dans la lutte pour construire des partis ouvriers indépendants. Au contraire : c’est parce que la section de la IV<sup>e</sup> internationa-

le s’exprime de façon indépendante qu’elle peut participer à un organe d’expression de différents courants du mouvement ouvrier qui cherchent la voie de l’indépendance de classe.

C’est pour aider à connaître de façon la plus précise la situation de chaque section qu’un questionnaire en cinq points a été élaboré à leur intention, visant à établir une photographie des différentes publications existantes dans chacun des pays. Ainsi, cela doit permettre de franchir un pas dans l’élaboration collective internationale.

**Henry Halphen**

**Etats-Unis :  
défendre, renforcer le Labor Party**

# **Le combat de Socialist Organizer**

**(un appel publié par *The Organizer*)**

Nous publions un document de Socialist Organizer, l’organisation qui exprime la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis. Il faut intégrer cet appel à défendre et renforcer le Labor Party dans le cadre d’ensemble du combat des trotskystes américains, qu’Alan Benjamin expliquait dans les pages du numéro précédent de *La Vérité* (1).

---

(1) “Interview d’Alan Benjamin sur le combat des travailleurs américains après le 11 septembre”, *La Vérité*, n° 29, janvier 2002.

## **“L’offensive des grandes entreprises s’intensifie après le 11 septembre. Plus que jamais, les travailleurs ont besoin d’un Labor Party”**

---

### **INTRODUCTION**

---

Il y a onze ans, des membres de Socialist Organizer, l’organisation qui publie le journal *The Organizer*, ont participé, fiers de le faire, à la fondation de Labor Party Advocates (Partisans du Labor Party). Il y a six ans, ses membres étaient partie prenante des 1 500 délégués à la conférence de fondation du Labor Party.

Aujourd’hui, la situation politique qui avait présidé à la création du Labor Party s’est aggravée, avec une série sans précédent d’attaques contre les travailleurs des Etats-Unis. Au lendemain du 11 septembre, plus que jamais, les travailleurs des Etats-Unis ont besoin de leur propre parti politique — un Labor Party.

En 1991, Labor Party Advocates (LPA) a été fondé sur le mot d’ordre : “*Les patrons ont deux partis, les travailleurs ont besoin du leur !*” Cinq années plus tard, en juin 1996, 1 500 délégués des syndicats et des sections de tout le pays — représentant plus d’un million et demi de travailleurs organisés — se sont rassemblés à Cleveland, Ohio, pour réaliser un pas de géant du mouvement ouvrier des Etats-Unis : la convention de fondation du Labor Party, avec comme mot d’ordre : “*Les patrons ont deux partis, maintenant, les travailleurs ont le leur !*”

Maintenant, alors que le Labor Party prépare sa Deuxième Convention statutaire, à Washington, pour juillet prochain, les possédants qui gouvernent ce pays sont en train d’organiser une offensive sans précédent contre les travailleurs des Etats-Unis, leurs familles et leurs organisations. La situation est bien plus grave que celle qui existait au moment où le

Alors que le Labor Party prépare sa Deuxième Convention constitutionnelle pour juillet prochain, nous présentons la déclaration suivante pour ouvrir la discussion la plus large dans le mouvement ouvrier.

Nous demandons aux syndicalistes et aux militants de tout le pays, que vous soyez ou non membres du Labor Party, de souscrire à cette déclaration et de vous joindre à nous, qui allons organiser des réunions partout dans le pays afin de discuter comment, collectivement, nous pouvons aider à la construction et au renforcement de l’instrument dont les travailleurs ont désespérément besoin pour défendre leurs intérêts : le Labor Party !

**La rédaction de *The Organizer***

---

Labor Party a fait son premier pas, il y a onze ans. Plus que jamais, les travailleurs des Etats-Unis ont besoin d’un parti politique qui ne fléchit pas, pour défendre les intérêts spécifiques de tous les travailleurs et des opprimés.

Au lendemain du 11 septembre, le président Bush a salué la mémoire des milliers de travailleurs qui étaient tombés victimes des attentats. A peine avait-il séché ses larmes de crocodile que, prétendument au nom de la “*guerre contre le terrorisme*”, il a lancé une offensive totale contre les travailleurs.

Il est difficile de trouver, dans l’histoire des Etats-Unis, une telle attaque concentrée contre les travailleurs.

Dès le 19 septembre, le *Wall Street Journal* a donné le ton de ce qui allait arriver, en pressant Bush de profiter du “*climat politique unique*” et de sa nouvelle popularité pour “*affirmer son comman-*

*dement au-delà de la sécurité et la politique extérieure, sur toute la ligne*". Notamment, ce journal enjoignait au président d'aller vite en ce qui concerne la réduction de l'impôt sur les sociétés, l'élargissement de l'extraction de pétrole en Alaska, les pouvoirs de "fast-track" pour les négociations commerciales, la "réforme" de la Sécurité sociale... et même pour prélever l'excédent de la Sécurité sociale, afin de financer l'augmentation du budget militaire.

Nous ne sommes pas surpris par ce message du porte-parole des grandes compagnies, qui a été répertorié immédiatement dans les bureaux du gouvernement et dans les quartiers généraux des multinationales.

---

## APRÈS LE 11 SEPTEMBRE : UN SCÉNARIO POURRI POUR LES TRAVAILLEURS

---

A quoi font face, maintenant, les travailleurs ? Considérons seulement quelques éléments de la situation.

- Les fermetures d'usines et les licenciements massifs s'accroissent toujours. D'après l'AFL-CIO, plus de 750 000 travailleurs ont perdu leur emploi le lendemain du 11 septembre, portant le nombre de licenciements depuis janvier 2001 à plus de 1,65 million. Malgré l'annonce faite par le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, que *"la récession est officiellement finie"*, des économistes prestigieux disent que le taux de chômage pourrait grimper jusqu'à 6,5 % cette année.

- Peu après le 11 septembre, les P-DG des compagnies aériennes ont demandé et obtenu 15 milliards de dollars d'aide du Congrès. Cette aide n'a pas fourni un seul centime aux travailleurs licenciés par ces mêmes lignes aériennes, mais a garanti que les directeurs continuent à encaisser des chèques exorbitants. Voilà le partage des sacrifices !

- Dans chaque secteur, on retrouve le même tableau. Les patrons demandent des

exonérations et des dérogations, surtout lorsqu'il s'agit de voir qui va payer l'assurance maladie. En réalité, étant donné que la plupart des travailleurs ont accès à cette assurance uniquement via leur emploi et leur convention collective, la perte de l'emploi est souvent le début d'un processus de perte de l'assurance maladie. On estime que la moitié de ceux qui perdront leur emploi cette année perdront aussi l'assurance maladie.

- Et quel filet protecteur pour les ouvriers licenciés ? L'assurance chômage a été réduite à la portion congrue et la plupart des travailleurs découvrent qu'ils ne peuvent pas bénéficier du plan de Bush "d'extension" de l'assurance chômage, pourtant si médiatisé.

- Utilisant le 11 septembre comme un prétexte, l'organisation des patrons, Business Roundtable, essaie de garantir une réduction permanente des impôts sur le revenu des sociétés.

- L'administration Bush veut aussi voler aux travailleurs les milliards de dollars de la Sécurité sociale. Pour financer un budget militaire amplifié, l'administration Bush a d'ores et déjà perpétré ce qu'un ancien conseiller de Clinton avait appelé *"un raid temporaire dans les excédents de Medicare et de la Sécurité sociale"*. En même temps, l'effort pour démanteler le système de Sécurité sociale continue sans répit. Pendant des décennies, Wall Street et les grands patrons ont convoité ces fonds de la Sécurité sociale. En décembre, la commission présidentielle chargée "d'imaginer" ce qu'il fallait faire de la Sécurité sociale a proposé de faire le premier grand pas vers la privatisation d'une partie du programme qui garantit la protection des familles, par le biais de l'introduction de comptes individuels en Bourse.

- Sans perdre une minute, l'administration Bush a ajouté la proposition de coupes drastiques de 1,7 milliard de dollars pour Medicare et les paiements de la Sécurité sociale.

- Le 7 décembre, la Chambre des représentants a adopté le dispositif de "fast-track" pour le traité de la zone de libre-échange des Amériques (FTAA ou ALCA). Bush avait dit qu'il avait besoin de *"pouvoir promouvoir le commerce"*

parce que l'agenda du "libre commerce" — c'est-à-dire l'agenda de destruction des sociétés multinationales telles qu'Enron — serait une priorité absolue pour le succès de la "guerre contre le terrorisme". Il a expliqué que l'un n'allait pas sans l'autre.

Le niveau de vie et les conditions de travail ne sont pas les seuls éléments à détruire. On attaque aussi les libertés civiles et les droits démocratiques essentiels.

- Le 14 septembre, la Chambre des représentants et le Sénat ont adopté une résolution commune, permettant "*l'action contre les nations, les organisations ou les personnes*" dont le président déterminera qu'elles ont "*planifié, autorisé, commis ou aidé à commettre*" les attaques terroristes du 11 septembre. Ce vote a donné à Bush pleins pouvoirs pour prendre les mesures qu'il voulait, aussi bien en ce qui concerne les actions militaires extérieures que pour sa guerre intérieure contre les droits constitutionnels. C'est ce vote qui a légitimé l'enlèvement massif des "disparus" — les 1 200 étrangers arrêtés et emprisonnés sans aucun chef d'accusation, souvent transportés d'un lieu de détention à un autre, sans avoir accès à un avocat, sans aucune preuve préalable d'actes criminels. Des centaines sont toujours emprisonnés.

- Le 25 octobre a vu le Congrès adopter une loi de portée très large, frauduleusement baptisée "Loi patriotique des Etats-Unis d'Amérique" (USA Patriot Act). Cette loi vide complètement de leur contenu les garanties du quatrième amendement de la Constitution contre les perquisitions ou enlèvements arbitraires et crée des définitions nouvelles du "*terrorisme interne*", si vagues qu'elles menacent virtuellement quiconque ne partage pas la politique du gouvernement. D'après l'ACLU (2), cette loi

*"donne un pouvoir énorme à l'exécutif, sans fournir des garanties ; ce pouvoir peut être utilisé contre les citoyens des Etats-Unis et n'est pas soumis à un contrôle efficace des juges".*

- En fait, le langage de cet "USA Patriot Act" est si vague qu'il ouvre la porte à la

pénalisation des grèves, des manifestations, des rassemblements, des marches d'encerclement des chambres législatives, et d'autres actions ouvrières considérées jusqu'à présent comme des exercices légitimes de la liberté d'expression. Elle ouvre également la porte à des agressions à l'égard des mouvements antiguerre et antimondialisation, à l'égard des mouvements sociaux progressistes pour les droits civils et les droits des femmes, des immigrés, des homosexuels, et d'autres.

- Dans le même temps, le gouvernement des Etats-Unis a mené une campagne ciblée contre les travailleurs provenant du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, qui font l'objet d'interpellations et d'emprisonnement, de menaces, de harcèlement extralégal et de faits de plus en plus fréquents de violence et d'assassinat. A vrai dire, les huit millions de travailleurs sans papiers qui sont aux Etats-Unis, quelle que soit leur origine, sont confrontés à une persécution accrue, tandis que le gouvernement n'arrête pas d'attiser les feux des préjugés anti-immigrés et la xénophobie.

Ces attaques sont une offensive indirecte contre les syndicats, car elles rendent plus difficile d'organiser ceux qui ne le sont pas. Les travailleurs sans papiers, qui, ces dernières années, ont été très favorables aux campagnes de syndicalisation (par exemple, le mouvement des gardiens et nettoyeurs de Los Angeles, Justice for Janitors), pourraient être moins enclins à agir de cette façon dans cette nouvelle atmosphère. Au fur et à mesure que le gouvernement nourrit le sentiment anti-immigrés et sème la division entre les gens sur la base de la couleur et de la nationalité, la tâche syndicale de promouvoir l'unité et la solidarité des travailleurs devient beaucoup plus difficile.

La liste d'agressions contre les travailleurs de ce pays devient plus longue chaque jour. Il faut dire la vérité, nettement et à haute voix : la prétendue "*guerre contre le terrorisme*" est un prétexte pour que les patrons et les politiciens à leur service puissent imposer par la force l'ordre du jour dévastateur des multinationales.

(2) American Civil Liberties Union, la principale organisation des droits civils aux Etats-Unis — NDT.

Ce qu'ils aimeraient le plus, ce serait que les travailleurs des Etats-Unis acceptent et, au nom de "l'unité nationale" pour la "lutte contre le terrorisme", acceptent la destruction de leurs emplois, de leur assurance maladie, de leur système de Sécurité sociale, des libertés civiles et des droits démocratiques auxquels nous tenons tant... Tous les acquis arrachés depuis des décennies de haute lutte et par de grands sacrifices.

Au fur et à mesure que la récession économique s'approfondit et que le malaise dû à la politique du gouvernement augmente parmi les travailleurs, les patrons et les politiciens aimeraient surtout opposer les travailleurs d'origine américaine contre les immigrés, pour dévier l'attention des actions du gouvernement. Les patrons veulent casser la solidarité ouvrière, si essentielle pour résister contre l'offensive des grandes entreprises.

---

## **CELA NE SERAIT PAS POSSIBLE SANS L'ACCORD DU PARTI DÉMOCRATE**

---

On ne saurait ignorer un trait essentiel de l'après-11 septembre. Bush n'aurait pas pu mettre en œuvre une seule de ces mesures anti-ouvrières s'il n'avait pas bénéficié du soutien total du Parti démocrate.

Prenons le vote du 14 septembre sur les pouvoirs de guerre : un seul membre du Congrès, Barbara Lee, de Berkeley (Californie), a voté contre cette résolution ; et encore, elle a fini par voter pour l'augmentation du budget militaire. A vrai dire, les démocrates ont essayé d'aller plus loin que Bush. Le 7 décembre, les démocrates du Congrès ont octroyé à Bush, pour les dépenses militaires, 15 milliards de dollars de plus que ce qu'il avait demandé !

Les attaques contre la Sécurité sociale et Medicare ont été pleinement partagées par les deux partis. Et la "loi patriotique" a été soutenue par les trois quarts des démocrates du Congrès. Les leaders du Parti démocrate dans les deux chambres du Congrès — Tom Daschle et Richard Gephardt — ont voté pour cette loi, pre-

nant la tête de l'offensive contre les libertés civiles.

Dans son discours sur l'état de l'Union, Bush a loué les démocrates de la Chambre pour leur bon sens et pour avoir voté avec les républicains les pouvoirs spéciaux pour les négociations commerciales. Et il a exigé des démocrates du Sénat qu'ils accomplissent leur "devoir patriotique" en faisant de même. La "réponse" de Gephardt, au nom du Parti démocrate, a porté Bush aux nues et n'a pas dit mot contre le "fast-track" et la FTAA.

Sous l'administration Clinton, les démocrates avaient asséné des coups terribles aux travailleurs. L'ALENA, qui a fait perdre plus d'un demi-million d'emplois qualifiés et provoqué l'élimination des droits du "welfare", est un exemple fondamental. Maintenant, les démocrates sont le "parti d'opposition", mais ils suivent le même chemin en s'unissant aux républicains pour adopter des lois qui mettent en danger la capacité des syndicats à s'organiser et à résister à l'offensive des patrons, qui piétinent les libertés et les droits démocratiques.

---

## **GRANDES MENACES POUR L'INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT SYNDICAL**

---

Il y a cinq ans, lors de la fondation du Labor Party, les 1 500 délégués ont caractérisé le Parti démocrate non comme celui des "amis du travail", mais comme un parti des patrons. Ils ont dit qu'il s'agissait d'un parti voué à la défense des intérêts des multinationales contre la classe ouvrière américaine.

Aujourd'hui, le Parti démocrate a révélé son caractère de classe plus brutalement que jamais, en rejoignant Bush pour promouvoir la "guerre contre le terrorisme" totale et "de longue durée", qui n'est que la couverture pour détruire les acquis et les intérêts des travailleurs et de tous les opprimés, aussi bien dans notre pays qu'ailleurs.

Cette offensive est une menace grave pour l'indépendance des syndicats et des organisations de la classe ouvrière.

Les candidats du Parti démocrate s'adressent à nouveau à nos syndicats et aux travailleurs en général pour leur demander leur soutien lors des élections de novembre 2002, espérant qu'une fois encore, nous nous laisserons prendre par leur vieil argument du moindre mal. Les syndicats se voient sommés par eux de s'aligner sur la "*guerre contre le terrorisme*". Tandis qu'ils remplissent leurs poches à nos dépens, ils prêchent le "*sacrifice pour le bien de la nation*".

Quelle relation tout cela a-t-il avec le Labor Party ? Le Labor Party lui-même se voit soumis à une pression terrible pour qu'il change de cap et s'aligne.

Des voix se sont élevées — y compris de l'intérieur du Labor Party —, prétendant que si le Labor Party veut peser, s'il veut devenir un acteur sur la scène politique, il doit décider, lors de sa prochaine convention, de soutenir des "candidats d'union" des démocrates et-ou du parti Vert. Ces mêmes voix et d'autres suggèrent qu'il était prématuré de lancer le Labor Party en 1996. On nous dit que les conditions pour créer un tel parti n'étaient pas assez mûres, qu'il est temps de chercher des pâtures "plus vertes".

D'autres nous disent qu'il est illusoire de construire un Labor Party appuyé sur les syndicats, un parti de classe. Ne savons-nous pas, nous disent-ils, que la notion de "parti de classe" est démodée ? N'avons-nous pas compris que cette nouvelle période de la "société civile" demande une stratégie nouvelle pour forger les coalitions interclassistes ? Ne nous sommes-nous pas rendu compte que les intérêts de tous les secteurs de la société (les travailleurs, les multinationales, les Eglises, les gouvernements, les ONG, les syndicats, la jeunesse, etc.) peuvent être fondus ensemble pour le "bien commun" par le biais de relais tels le "Global Compact" des Nations unies, le Forum social mondial de Porto Alegre et-ou l'inclusion de "cartes sociales" dans l'OMC, la Banque mondiale et le FMI ?

A ces voix, il faut donner une réponse tranchante : la société d'aujourd'hui n'est différente que par la gravité des offensives contre notre classe. Mais, comme auparavant, il y a deux classes sociales fonda-

mentales — la classe ouvrière et la classe dominante —, aux intérêts diamétralement opposés. La "société civile" n'a pas supplanté la "société de classes".

D'un côté, il y a une poignée de capitalistes super-riches, qui possèdent et gèrent les multinationales, et dont les intérêts sont servis par l'administration Bush et par les "républocrates" dans le Congrès. Leur but direct est d'augmenter leur richesse sur la base de la destruction de nos emplois et de nos salaires. Ils tirent leurs profits de notre travail.

Le scandale d'Enron suffit pour voir ce qu'est la "culture des entreprises" d'aujourd'hui, pour voir à quel point ces entreprises géantes sont devenues de grands organes parasitaires parmi nous.

Comme autant d'autres sociétés, Enron graissait la patte des politiciens des deux partis pour qu'ils réalisent leurs plans, en l'occurrence les mesures de déréglementation, qui, pour l'essentiel, ont cassé notre système de l'énergie dans un Etat après l'autre.

Comme bien d'autres grandes sociétés, Enron ne payait pas d'impôts, tandis qu'elle recevait du gouvernement des centaines de milliers de dollars d'exonération fiscale. Enron avait une fausse comptabilité, transférait ses investissements, pratiquait l'évasion fiscale, blanchissait de l'argent... et, finalement, elle a saigné des milliers d'employés et d'investisseurs.

Et encore, Enron n'est-elle que la pointe émergée de l'iceberg.

De l'autre côté, nous avons les salariés. Nous sommes la grande majorité de la société, qui n'avons que notre force de travail à vendre. Notre seul moyen de défense est l'organisation collective et l'action collective.

Il y a parmi nous les hommes et les femmes de Charleston (Caroline du Sud), qui ont défié les injonctions antidémocratiques d'une cour et ont refusé de décharger un vaisseau "jaune" parce qu'ils voulaient préserver leurs emplois de dockers. Nous sommes aussi les membres et les militants des syndicats qui ont mené une bataille épique en novembre dernier pour en finir avec la déréglementation de l'énergie en cherchant à municipaliser

l'électricité. Nous sommes les 28 000 employés publics du Minnesota amenés à la grève en octobre par la proposition de sous-traitance du gouverneur, qui ont été harangués par les médias — contrôlés par les patrons — jour après jour en martelant que leur grève était "*antipatriotique*". Et nous sommes les sidérurgistes de LTV Steel, dans l'Ohio, qui, aujourd'hui, en luttant durement pour préserver leur assurance maladie, lèvent le drapeau d'un plan d'assurance maladie universelle, d'une caisse unique, pour tous les travailleurs de l'Ohio.

Notre classe est la classe des hommes et des femmes de tout le pays qui, chaque jour, aspirent à défendre leur niveau de vie et leurs conditions de travail contre l'offensive brutale des patrons et du gouvernement qui sert les patrons, qui nous dit que nous devons faire des sacrifices pour les profits des riches.

---

## LA SITUATION PRÉSENTE EST LOURDE D'UN GRAVE DANGER

---

Les travailleurs, d'une côte à l'autre, savent que la situation présente est lourde d'un grave danger. Les démocrates et les républicains, les partis jumeaux de la guerre et de l'exploitation, sont décidés à utiliser les événements du 11 septembre pour assener des coups décisifs à la classe ouvrière et à ses organisations — avant tout, aux syndicats. Sans syndicats indépendants et sans organisation indépendante, les travailleurs ne pourraient se défendre contre cette offensive.

C'est dans cet esprit que nous lançons un appel au plus large regroupement pour la défense de l'indépendance des syndicats, pour la défense des droits ouvriers, pour la défense des libertés et des droits démocratiques, pour la défense de toutes les conquêtes arrachées de haute lutte par les travailleurs.

Le temps est venu de se mettre debout et de s'organiser pour dire :

- Paix et justice maintenant !
- Arrêtez la "*guerre contre le terrorisme*" !

- Défendons toutes les libertés civiles !

- Non à l'ALENA et au FTAA-ALCA !

- Halte au "fast-track" !

- Abolition de l'OMC !

- Arrêtez toutes les privatisations et la déréglementation !

- Arrêtez les attaques contre les immigrés et les travailleurs migrants !

- Défendons la Sécurité sociale !

- Défendons l'indépendance des syndicats, contre toutes les tentatives d'intégrer les syndicats dans des "social compacts" avec les multinationales !

- Annulation de la dette des pays sous-développés !

- Arrêtez les plans d'ajustement structurel !

- Assurance maladie universelle à caisse unique maintenant !

Sans doute, il faut l'effort uni de la classe ouvrière pour défaire les plans appliqués par les sociétés multinationales, par l'administration Bush, par les démocrates et les républicains : mais il existe déjà un instrument qui peut et doit être à la tête de ce combat et commencer à organiser la réponse, parce qu'il est pour la défense des travailleurs contre les patrons et leur gouvernement. Cet instrument est le Labor Party.

---

## UNE TÂCHE URGENTE

---

C'est pourquoi nous, soussignés, disons qu'une des tâches les plus urgentes des travailleurs aujourd'hui est de défendre, de renforcer et de relancer le Labor Party.

Le Labor Party est une organisation nationale composée par neuf syndicats nationaux et par des milliers de syndicats locaux — il représente plus de deux millions de travailleurs —, des organisations qui soutiennent les travailleurs et ses

membres individuels. Il s'est prononcé clairement pour le soutien des demandes les plus importantes pour les travailleurs, que ce soit concernant l'ALENA, l'OMC, l'assurance maladie ou le droit de s'organiser, de négocier et de faire la grève.

A tous ceux qui disent que le Labor Party est trop faible pour faire face aux défis, ou qui disent qu'on ne peut faire grand-chose pour promouvoir l'action politique indépendante dans le climat actuel, ou qui disent que nous devons nous adapter au "statu quo", nous répondons : le Labor Party existe. Il peut — en fait, il doit — se faire le champion des intérêts des travailleurs, aujourd'hui en proie à des attaques sauvages. C'est vrai, le Labor Party doit encore être construit, mais il *peut* être construit. Oui, il a d'importantes faiblesses — pour une bonne partie produit de son inaction même —, mais ces faiblesses *peuvent* être surmontées.

Nous sommes convaincus que seul un Labor Party, luttant pour promouvoir les

intérêts des travailleurs dans les rues, dans les usines, dans les assemblées législatives de ce pays, peut offrir une voie pour une issue positive face au cours barbare utilisé contre la classe ouvrière américaine par les partis jumeaux des patrons.

Comme le dit bien un tract de propagande du Labor Party :

*"Si tu en as assez d'un système politique dominé par l'Amérique des multinationales ; si tu penses que qui veut travailler mérite un emploi décent et un salaire convenable et qu'une assurance maladie de qualité doit être un droit ; si tu penses à un parti politique qui présente des candidats issus de ses propres rangs, dont la vocation est de défendre les travailleurs et leurs demandes ; si tu es pour une vie meilleure pour nous et pour nos enfants, il est temps que tu adhères au Labor Party. Ton soutien donnera vie à la vision du Labor Party !"*

Unissons-nous pour défendre le Labor Party et le renforcer ! C'est maintenant !

## Portugal

# La lutte du POUS pour une politique socialiste

*Par Carmelinda PEREIRA et Aires RODRIGUES*

La section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale plonge ses racines dans la révolution qui a commencé le 25 avril 1974. En effet, le POUS est le résultat de la fusion, en juillet 1979, d'un courant de militants socialistes exclus ou écartés du PS, qui avaient constitué le Mouvement pour

l'unité socialiste, avec l'Organisation socialiste des travailleurs, appartenant à la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les coups reçus depuis par les travailleurs portugais, autant de reculs de la révolution, ont balayé des entreprises une

grande partie de l'avant-garde de la classe ouvrière. Ce processus n'a pas épargné le POUS, qui, pourtant, a tenu le cap, et qui, dans le cadre du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale et des initiatives de l'Entente internationale des travailleurs, a cherché les moyens pour la défense des acquis de la révolution portugaise, en particulier en fournissant des points d'appui pour la résistance des travailleurs dans des secteurs comme l'enseignement ou les verreries.

Une conquête clé dans cette lutte a été la sortie du mensuel *O Militante Socialista*, tribune libre de la lutte des classes, depuis trois ans.

Nous voulons rendre compte dans cet article des choix et des avancées faits par le POUS dans la nouvelle situation ouverte au Portugal après la défaite cinglante du Parti socialiste lors des élections municipales du 16 décembre 2001.

---

## LE TABLEAU DE LA SITUATION POLITIQUE APRÈS LES LÉGISLATIVES DU 17 MARS 2002

---

Après six ans de gouvernement PS — avec une large majorité de députés PS et PCP au Parlement, avec aussi le pouvoir local dans les mêmes mains (plus de deux tiers dans l'ensemble du pays, et surtout les grandes villes), avec un président de la République membre du PS —, le Portugal aura maintenant un gouvernement constitué par deux partis appartenant directement à la bourgeoisie. Ce sera un gouvernement formé par le PSD (qui a obtenu 40 % des voix exprimées, face aux 38 % du PS) et par le CDS-PP, le parti lié, puis ouvertement héritier de l'ancien régime, et soutenu par l'Église catholique.

Dans les résultats de ces élections législatives du 17 mars, en plus de la défaite du PS, il faut remarquer la chute du PCP, dépassé par le CDS-PP en nombre de députés à l'Assemblée de la République.

Le Bloc de gauche — formation politique produit de l'alliance du PSR (appar-

tenant au Secrétariat unifié) et de l'UDP (idéologie maoïste) — arrive à avoir aussi une représentation nationale, avec deux députés élus pour Lisbonne et un pour O Porto.

Le taux d'abstention des élections législatives de 1999 s'est maintenu : 38 %.

Devant ce tableau politique, une grande campagne se développe dans les médias sur trois axes :

1. le pays a viré à droite ;
2. le gouvernement PS, dirigé par António Guterres, a laissé le pays dans le chaos ;
3. le nouveau gouvernement a la responsabilité de prendre des mesures très dures pour sauver le pays.

---

## COMMENT A-T-IL ÉTÉ POSSIBLE D'ARRIVER À CES RÉSULTATS ? REPRÉSENTENT-ILS VRAIMENT UNE DÉFAITE DES MASSES TRAVAILLEUSES ? Y A-T-IL UN "VIRAGE À DROITE" ?

---

Seize années d'application des politiques de l'Union européenne — d'abord au nom des critères de convergence, et ensuite au nom des critères de stabilité — ont produit dans la vie économique et sociale du pays des changements d'une grande portée.

Le pays est couvert par tout un réseau d'autoroutes et de routes, qui n'existaient pas à cause de l'énorme retard provoqué par quarante-huit années de dictature, dont les treize dernières ont connu l'effort de guerre dans les anciennes colonies du Portugal.

Il y a des constructions immobilières partout, et c'est dans le bâtiment que des milliers d'immigrés travaillent.

Des milliards ont été dépensés pour des travaux de grande envergure : l'Exposition universelle de 1998, de grands centres culturels, un grand barrage, et, maintenant, une dizaine de nouveaux stades de

football, en même temps que le nombre de voitures a augmenté de manière vertigineuse et que le luxe est devenu une réalité pour certains Portugais.

Si l'on se fiait seulement à l'apparence des choses, on pourrait dire que, après l'intégration à l'Union européenne et le transfert des millions des "fonds communautaires", le Portugal est devenu un pays moderne et développé, dans lequel les conditions de vie se sont beaucoup améliorées.

Comment expliquer, alors, qu'une grande partie de l'électorat refuse de voter, que le PS et le PCP (coresponsables de l'application de cette politique) aient été défaits, tout comme il y a six ans Cavaco Silva (Premier ministre d'un gouvernement du PSD), gestionnaire de cette même politique, avait été chassé du pouvoir ?

Derrière ce vernis de développement et d'opulence, il y a la destruction de presque tout l'appareil productif et du marché national.

- une majorité des entreprises publiques, produit de la restructuration des secteurs nationalisés suite de la révolution du 25 avril 1974 (banques, assurances, secteur de l'énergie, télécommunications, alimentaire, ciments, tabac, etc.), ont été privatisées et vouées au marché boursier ;

- d'autres secteurs (comme la métallurgie lourde ou la sidérurgie) ont été pratiquement détruits, ou bien réduits à de petites unités (comme c'est le cas dans les chantiers navals) ;

- une fois brisés les monopoles d'Etat, les conditions étaient créées pour l'effondrement, comme un château de cartes, de milliers de petites entreprises privées sous-traitantes des grandes unités productives ;

- les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des conserves n'ont pas réussi à survivre, sous la pression des quotas de production et des prix élevés des facteurs de production, ne pouvant faire face à l'occupation du marché national par les marchandises venues de l'extérieur ;

- les secteurs de l'industrie traditionnelle (chaussures, laines, tissus) sont en crise profonde ;

- le commerce traditionnel est aussi ruiné, le pays étant couvert par de grands supermarchés et des centres commerciaux, que quelqu'un a appelé "*les cathédrales de la consommation*".

Avant d'entrer dans l'Union européenne, le pays importait 50 % des denrées alimentaires qu'il consommait. Au bout de seize ans, il en importe 90 %.

Les prix des produits alimentaires et d'autres biens de consommation, aussi bien que des médicaments et des services, sont désormais "européens". En même temps, les salaires et les retraites d'une grande partie de la population sont les plus bas des pays de l'Union européenne.

Les services publics dans le secteur de la santé se détériorent chaque jour, avec la réduction du nombre de travailleurs, la fermeture de certains secteurs (les urgences et des spécialités dans les hôpitaux), la gestion privée, etc.

Les réformes systématiques dans le secteur de l'enseignement ont eu comme conséquence la déqualification, l'abandon de l'école, la privatisation de l'enseignement supérieur.

Les relations de travail sont chaque fois plus précaires, avec un nombre toujours croissant de contrats à durée déterminée et de travailleurs à statut "d'entrepreneur individuel", avec l'augmentation du travail clandestin.

Des centaines de milliers de travailleurs touchent des "retraites anticipées", d'autres ont été simplement licenciés (avec ou sans compensation) et une partie de la population, y compris beaucoup de jeunes, est au RMI.

La consommation de drogue s'étend dans tous les secteurs de la jeunesse.

Voilà la base de la décomposition sociale, du laxisme et du manque de motivation dans la fonction publique, de la déception, de l'inculture et du discrédit des institutions (lors de la dernière élection présidentielle, en 1999, il y a eu plus de 50 % d'abstention).

Voilà les conséquences des politiques définies par les institutions internationales dirigées par le grand capital, et appliquées

au Portugal directement par les uns, avec la connivence et la complicité des autres.

Voilà les politiques qui mènent à la destruction de la nation portugaise elle-même.

L'application de cette politique s'en est toujours prise aux conquêtes (économiques, politiques et sociales) et aux droits conquis par la révolution d'avril 1974, imposant des révisions systématiques de la Constitution et de la République portugaise.

---

## LA RÉSISTANCE DES MASSES. L'ACTION DES APPAREILS DU PS ET DU PCP

---

Ce n'est pas pacifiquement que les mesures de destruction de la vie du pays et des droits de la majorité du peuple ont été appliquées.

Elles se sont toujours heurtées à la résistance et à la mobilisation de pratiquement tous les secteurs de la classe travailleuse, des étudiants, des agriculteurs, des pêcheurs, par des grèves et des manifestations.

C'est cette résistance qui a amené Cavaco Silva à affirmer publiquement, en 1994, que les "*forces de blocage*" ne lui permettaient pas de continuer à gouverner.

En 1995, au gouvernement de Cavaco Silva, a succédé le gouvernement de Guterres, qui a continué la même politique de privatisations, d'acceptation des quotas de production, de démantèlement des services publics. Guterres s'est également heurté à des résistances, exprimées notamment dans la défaite du référendum sur la régionalisation du pays (qui était soutenu aussi par la direction du PCP).

La politique de concertation sociale a été mise en œuvre par ces deux gouvernements. Mais c'est le gouvernement du PS qui s'est efforcé le plus à faire que les directions syndicales et politiques l'aident à appliquer les mesures.

A travers ce processus sinueux, les dirigeants politiques et syndicaux du PS et du

PCP ont réussi à continuer de mettre en œuvre les exigences de la Commission européenne, ce qui a été à l'origine du développement scandaleux de la corruption, de l'évasion de la richesse nationale vers l'étranger (en 2001, s'est évaporé, à travers la Bourse, l'équivalent de 20 % du produit intérieur brut) et d'un processus croissant de décomposition de la société.

Les difficultés subies par la population — l'augmentation irrépessible du coût de la vie et les bas salaires, l'instabilité de l'emploi et la précarisation croissante — ont mené à la généralisation et à l'approfondissement du malaise, en même temps que la crise dans le PS et dans le PCP commençait à s'accélérer.

---

## LE 11 SEPTEMBRE 2001 A PRÉCIPITÉ LA CRISE

---

Les événements du 11 septembre et la guerre contre le peuple afghan — dans le cadre d'une déclaration de guerre militaire et économique contre les peuples du monde, de la part de l'impérialisme — ont précipité le dénouement de la crise et de la résistance au Portugal.

La crise était déjà là lorsque, au début de l'été 2001, la Commission européenne a sorti un carton jaune au gouvernement Guterres, parce qu'il n'arrivait pas aux objectifs fixés pour la réduction du déficit budgétaire. Le ministère de l'Économie et des Finances, dirigé par Pina Moura (ancien militant du PCP), a répondu en adoptant un lot de "*50 mesures pour sauver les finances publiques*", visant à l'application du "Pacte de stabilité" de l'Union européenne.

Ce lot de mesures a été soutenu par Bruxelles, mais a créé des fissures au sein même du gouvernement portugais, qui ont amené à la démission de Pina Moura et du ministre de la Santé.

Les événements qui ont suivi le 11 septembre, avec la déclaration de guerre militaire et économique de l'impérialisme, au nom de la lutte contre le terrorisme, ont poussé tous les gouvernements à accélérer l'application des plans de l'Union euro-

péenne. Le gouvernement Guterres s'est donc retrouvé sous la pression pour mettre en œuvre le plan de privatisations et d'attaques contre les services publics.

Au même moment, le président de l'Association de l'industrie portugaise (AIP) (1) exigeait le licenciement immédiat de 150 000 employés publics et la flexibilisation des lois du travail.

Le gouvernement Guterres a répondu en promettant de réduire progressivement le nombre des fonctionnaires publics, de façon à supprimer 210 000 emplois jusqu'en 2010 grâce à l'une des "50 mesures", qui ne permet d'embaucher qu'un seul fonctionnaire pour quatre sortants.

Plusieurs secteurs du PS, y compris l'aile proche de Mario Soares, se sont exprimés publiquement contre la guerre en Afghanistan.

A l'intérieur du PS, commençait à se dessiner une opposition au gouvernement, qui tendait à s'exprimer au sein du groupe parlementaire.

Ce programme de mesures brutales — dérivées du "Pacte de stabilité" de l'Union européenne — se heurte à la population et à une classe travailleuse qui cherche des points d'appui pour résister.

---

## LE RÔLE DU PCP ET DU BLOC DE GAUCHE

---

Aussi bien l'un que l'autre ont fait beaucoup de critiques au gouvernement, mais ils ont toujours évité de toucher aux décisions de l'Union européenne. Leur politique a été nettement une "politique d'accompagnement", comme s'il était possible de résoudre réellement n'importe quel problème au Portugal sans demander la fin immédiate du processus de privatisations et sans rejeter les exigences de l'Union européenne, qui n'a pas arrêté de vouloir imposer des sanctions au gouvernement (au peuple !) portugais, parce qu'il ne respectait pas les quotas de production laitière, parce qu'il avait donné des compensations "indues" aux éleveurs de porcs, aux viticulteurs, ou parce qu'il produisait trop de viande de bœuf.

Cette situation a provoqué des épisodes qui ont scandalisé tout le pays, tel que l'ensevelissement de 600 tonnes de viande de qualité garantie, tandis que la population doit manger de la viande importée, dont la qualité pourrait être soupçonnée.

Aucun parti, et notamment le PS ou le PCP, n'ont levé le petit doigt face à ce scandale. Les seuls à s'être élevés contre ont été les écologistes, non parce qu'il ne fallait pas détruire la viande, mais parce qu'enterrer une telle quantité pouvait "*perturber l'équilibre de l'environnement*" !

---

## LA DÉFAITE DES APPAREILS DU PS ET DU PCP LORS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DU 16 DÉCEMBRE 2001

---

C'est ce sentiment de rage, de révolte, de malaise et de découragement qui a provoqué, lors des élections municipales du 16 décembre 2001, ce que plusieurs analystes ont appelé un "*tremblement de terre électoral*".

Le pays a changé de couleur politique. La plupart des villes les plus importantes du pays, y compris les trois plus grandes (Lisbonne, O Porto et Coïmbra), ont été perdues par le PS et le PCP, tandis que l'abstention est restée élevée.

Dans un pays en état de choc, le soir même des élections, le Premier ministre, António Guterres, fait une déclaration courte, affirmant :

*"Le pays est au bord du marais. Je démissionne comme Premier ministre et comme secrétaire général du PS."*

La crise qui couvait dans le PS et dans le PCP s'étalait alors publiquement.

Le PS reste sans direction, et dans le PCP les militants se demandent comment il se peut que leur parti ait été tellement puni, "*sans même avoir participé au gouvernement*".

---

(1) L'organisation patronale.

Il y a eu des déclarations publiques de responsables du PS qui essayaient de faire le bilan de la situation. Des responsables de l'aile "rénovatrice" du PCP ont exigé la tenue d'un congrès du parti, pour promouvoir une alliance avec le PS.

---

## LA POSITION DE LA SECTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Les militants portugais du POU S, dialoguant avec le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont analysé les événements de cette façon :

- La défaite du PS et du PCP lors des élections municipales n'a pas été une défaite de la population et des masses travailleuses, mais l'expression d'une forte volonté de rejeter les politiques de destruction du pays.

- La survie du mode de production capitaliste, dans l'étape actuelle de décomposition, exige, partout dans le monde, la destruction des acquis arrachés par l'action révolutionnaire des masses.

- Les mesures de destruction qui sont prises mettent en question la démocratie et la souveraineté des nations, détruisant les partis mêmes qui les appliquent, ce qui est en train d'arriver au PS portugais.

- Les masses travailleuses cherchent un point d'appui pour défaire l'orientation du gouvernement aux ordres de Bruxelles.

- Le PS est mis en question. La politique de l'impérialisme, dans cette étape de décomposition, est incompatible avec l'existence même des partis socialistes et sociaux-démocrates. Cette incompatibilité découle du fait que la survie du système capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, exige la destruction de toutes les conquêtes sociales et démocratiques, dont beaucoup ont été arrachées par la lutte de la classe ouvrière pendant la période du capitalisme ascendant et la formation de ces partis. Leurs directions, en appliquant les mesures de l'impérialisme, détruisent leur base d'existence. Cela est particulièrement vrai du PS portugais, qui a été lié à la conquête d'une bonne partie des acquis de la révolution.

Nous n'avons aucune illusion sur la possibilité de changer le PS : même la révolution ne l'a pas amené à rompre avec l'impérialisme. Pourtant, comme le dit le *Programme de transition*, placées dans des conditions exceptionnelles, devant l'action des masses, ces organisations, et même les partis staliniens, pourraient faire des pas dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

De ce point de vue, la question posée après le 16 décembre, et encore aujourd'hui, est de savoir si, à partir de la défaite électorale, le PS ou des secteurs du PS pourraient faire des pas qui puissent être des points d'appui pour la résistance des masses.

Surtout lorsque des responsables du PS comme Manuel Alêgre, vice-président de l'Assemblée de la République, affirmaient qu'il faut un changement,

*"parce que c'est de cela qu'il s'agit. Le vote populaire a exprimé cette volonté. Ou bien le changement se fait dans le PS, ou il finira par être fait contre le PS. Voilà la question qui se trouve posée. Il faut changer de cap et de politique. Je pense qu'il est possible de défaire le PSD... Le PS peut encore renverser la situation, mais pour cela, il doit vaincre la tentation de changer à peine ce qui est indispensable pour que tout continue de même. Ferro Rodrigues a toutes les conditions pour défaire Durão Barroso et son projet de vider l'Etat en privatisant notamment la Sécurité sociale et la Caixa Geral de Depósitos. Il s'agit d'un projet absurde, contre lequel on peut avoir le soutien d'une grande partie de l'électorat."*

Que faire dans cette situation ? Le POU S a décidé d'assumer pleinement ses responsabilités devant la difficile situation créée pour les travailleurs portugais. Ses dirigeants Aires Rodrigues et Carmelinda Pereira, ex-députés du PS, connus pour avoir voté en 1977 contre la ratification de la loi des contrats à durée déterminée et le projet de budget de l'Etat du premier gouvernement de Mario Soares, ont présenté publiquement une déclaration adressée à tout le mouvement ouvrier sur la situation et le besoin d'un changement positif.

Il était nécessaire de promouvoir le dialogue entre les militants et entre les masses, afin de trouver les réponses aux

problèmes les plus importants posés à tous. Il fallait se rappeler des pas concrets que des millions de travailleurs et de jeunes avaient commencé à faire en 1974, pour montrer comment il était possible, par les méthodes de la démocratie, de trouver des réponses positives à tous les problèmes.

La déclaration politique signée par Aires Rodrigues et Carmelinda Pereira indiquait trois voies possibles :

— *Ou la droite devient majoritaire, et ce sera la décomposition de la société ;*

— *ou le PS gagne à nouveau les élections, mais pour poursuivre, bien que sous d'autres formes, la politique qui a amené à cette défaite lors des élections municipales, et ce sera aussi la voie de la décomposition de la société portugaise ;*

— *ou bien le PS renoue avec les solutions et les méthodes démocratiques qu'il a adoptées en 1974, et un chemin positif pourra s'ouvrir pour le peuple portugais.*

*Voilà ce que nous estimons, nous, anciens députés du PS, devoir exprimer.*

*Qui peut s'opposer à la recherche d'une solution démocratique et populaire ?*

Pour notre part, nous nous déterminions à partir du besoin de toute la classe travailleuse et de la majorité du peuple portugais de résister à l'offensive destructrice de leurs droits et de la nation portugaise, offensive imposée par l'Union européenne.

Nous exprimions notre confiance en la capacité des masses travailleuses et des militants pour, dans le cadre de la démocratie, reprendre la voie positive amorcée le 25 avril 1974 :

*“Chaque Portugaise et chaque Portugais cherche aujourd'hui une réponse aux questions suivantes :*

— *Comment augmenter les salaires des travailleurs portugais, qui sont aujourd'hui les plus bas d'Europe ?*

— *Comment garantir le financement et l'organisation efficace d'un service national de santé et d'un système d'enseignement public ?*

— *Comment garantir une Sécurité sociale publique fondée sur le principe de la solidarité entre les générations ?*

— *Comment assurer la stabilité professionnelle des centaines de milliers de travailleurs en situation de travail précaire ?*

— *Comment préserver les contrats collectifs de travail et les lois du travail découlant du 15 avril, et les cadres juridiques balisés par la Constitution adoptée en 1976 ?*

— *Comment empêcher la privatisation d'entreprises publiques qui sont garantes de la souveraineté et de l'identité nationale (comme EDP, GALP, CGD ou la télévision et la radio) ?”*

---

## CANDIDATURES POUR UNE POLITIQUE SOCIALISTE

---

Cette déclaration politique a permis le dialogue avec beaucoup de travailleurs, jeunes, militants, et aussi avec des responsables du PS. En dix jours, elle a réuni 140 signatures.

Les militants affirmaient être d'accord avec tout son contenu, soulignaient le besoin de répondre aux problèmes précis qui y étaient exprimés (le besoin d'une augmentation des salaires, la fin des privatisations...). Mais ils exprimaient deux doutes : quel gouvernement pourrait faire cette politique ? Et comment le faire devant les exigences de l'Union européenne ?

Aires Rodrigues et Carmelinda Pereira ont publié une nouvelle déclaration politique, qui reprenait l'inquiétude des travailleurs devant la situation du pays, indiquait les questions principales qui se posaient à tous et, intégrant le dialogue que nous avions eu avec les travailleurs et les militants, affirmait à nouveau le besoin de trouver des issues positives, c'est-à-dire de renouer avec les mesures mises en œuvre après le 25 avril 1974.

Cette déclaration rappelait les pas en avant accomplis avec la révolution et indiquait quels étaient les responsables de la situation : ceux qui sont à la tête des organisations se réclamant du socialisme et du communisme, notamment la direction du PS.

Les travailleurs cherchaient toujours à retrouver cette voie. Voilà ce que le plé-

num des Commissions de travailleurs de la zone de Lisbonne a décidé :

- Ne pas accepter la déclaration de Durão Barroso, qui affirmait que s'il gagnait les élections, il allait privatiser tout ce qui reste encore à privatiser dans notre pays.

- Défendre la constitution d'un gouvernement qui arrête le processus de privatisation.

- Exprimer la volonté de participer à la mobilisation unie, avec leurs syndicats, pour empêcher que les processus de privatisation continuent.

La déclaration signalait aussi la position des travailleurs de Petrogal, contre la livraison de l'entreprise à une multinationale.

Les travailleurs et les militants qui, avec le POUS, voulaient une réponse positive pour la majorité du peuple portugais, pour une politique socialiste, allaient utiliser le terrain électoral pour ouvrir la discussion avec le plus grand nombre de travailleurs et de militants.

Sur cette base, en dix jours, 180 candidats ont formé des listes pour participer aux élections dans les dix circonscriptions électorales principales. Ils ont décidé d'un manifeste électoral, qui n'était que le développement de la déclaration sur laquelle les listes s'étaient constituées, en y ajoutant de premières propositions, elles aussi élaborées collectivement, pour répondre aux problèmes du pays. Ensemble, ils ont participé à l'élaboration des programmes de radio, des communiqués, aux discussions organisées dans plusieurs secteurs, aux meetings.

Se faisant l'écho de la préoccupation de beaucoup de militants et de travailleurs devant l'imminence d'une victoire des partis de la droite, le POUS et les candidats ont rédigé une lettre à Ferro Rodrigues, candidat du PS, en lui indiquant notre disposition de soutenir tout pas, si petit soit-il, qui permette de défaire la droite. Ils lui disaient :

*“Les responsables des organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs doivent choisir : ou bien répondre aux demandes des élec-*

*teurs et des militants qui veulent défaire Durão Barroso, ou bien accepter les engagements avec l'Union européenne, qui venait de demander au Portugal des réductions encore plus drastiques des allocations budgétaires pour la santé et la Sécurité sociale.”*

La campagne des listes présentées par le POUS pour une politique socialiste s'est heurtée aux plus intenses blocus de la plupart des institutions officielles. Ainsi, dans la circonscription électorale la plus importante après Lisbonne, celle de Porto, le POUS a été empêché arbitrairement de se présenter aux élections. Malgré le fait que la commission nationale des élections a considéré que la candidature présentée remplissait toutes les conditions nécessaires, le Tribunal constitutionnel a avalisé cette décision arbitraire. D'ailleurs, les journaux n'ont pas publié une ligne sur les listes du POUS, si ce n'est le dernier jour de la campagne, pour les calomnier, alors que le POUS ne disposait plus du temps nécessaire pour répondre. Le même boycott a été observé à la radio et à la télévision.

Même dans ces conditions, avec les réunions qui ont été organisées et avec quatre fois trois minutes d'émission de télévision et les programmes de radio (il s'agit de conquêtes de la révolution qui restent), la campagne a eu un écho qui s'est traduit par 4 300 voix, avec un score significatif dans le nord du pays. Plus encore : certains journaux ont attribué au POUS 4 200 voix (annulées) à Porto. Cette dernière information a été démentie, mais il reste le fait que certains secteurs, parmi les travailleurs, ont essayé de s'exprimer par nos listes. D'autres, partageant nos propositions, ont choisi d'autres options de vote.

Ces résultats ont amené le journal *O Publico* à déclarer le lendemain des élections :

*“De façon surprenante, le POUS résiste, et même récupère des voix.”*

La “surprise” tient sans doute au fait qu'ils savaient tous ce qu'ils avaient fait pour passer sous silence les propositions des candidatures pour une politique socialiste.

En revanche, le Bloc de gauche a eu un accès privilégié aux médias pendant toute

la campagne ; il faut dire que cette formation avait déclaré dès le début que, dans ces élections, l'Union européenne n'était pas en cause.

---

## LE BILAN DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET DES ÉLECTIONS

---

*“Après les élections législatives, les travailleurs et le peuple portugais se sont trouvés devant la perspective de la formation d'un gouvernement de droite. La responsabilité de cette situation ne vient ni des travailleurs ni du peuple : elle incombe entièrement au gouvernement de Guterres.*

*Voyons comment nous en sommes arrivés là, et quelles sont les tâches demandées à tous ceux qui prétendent défendre les droits des travailleurs, les conquêtes sociales et démocratiques, la production, l'avenir de la jeunesse et du pays.”*

C'est ainsi que commençait la déclaration de la commission nationale du POUS après les élections législatives du 17 mars. Elle affirmait :

*« Ni la direction du PS ni la direction PCP ne se sont positionnées du côté du peuple portugais pour défendre la souveraineté de la nation.*

*Les conséquences de cette orientation se voient à travers le résultat de ces dernières élections législatives :*

*— Il a confirmé le sens du vote des municipales, contre le gouvernement de Guterres et de l'Union européenne.*

*— Il a confirmé le taux de 38 % d'absentéisme, mettant en évidence que des millions de Portugaises et de Portugais ne se reconnaissent pas dans les partis actuels. En même temps, les votes pour Ferro Rodrigues sont des votes de travailleurs et de militants qui partagent ce même désir de changement, de défense des intérêts nationaux, des emplois et de la production.*

*Durão Barroso s'est retrouvé victorieux, mais ses 40 % d'électeurs ne représentent pas plus de 25 % du nombre d'inscrits sur les listes électorales. Il n'a*

*pas l'appui de la population. Il est minoritaire dans le pays.*

*Durão Barroso et tous les autres responsables politiques savent ce que ce vote signifie.*

*Ils savent que les travailleurs n'ont pas été vaincus et qu'ils ne peuvent accepter la destruction des systèmes nationaux de santé et de retraite exigée par l'Union européenne, ni la liquidation des entreprises publiques qui subsistent et des services publics (comme l'impose l'Union européenne).*

*(...) Durão Barroso sait qu'il ne peut appliquer la politique de l'Union européenne, même avec le CDS-PP, sans la complicité de la direction des autres partis officiels, en soumettant les syndicats à une collaboration conjointe. Il a conscience de sa fragilité.*

*(...) Les travailleurs et la majorité du peuple portugais n'ont signé aucun pacte pour que le pays soit à la merci des multinationales, sujet aux quotas de production, qui en arrivent à nous imposer des amendes pour “excès de production de lait”, ou obliger la population des Açores à enterrer des tonnes et des tonnes de viande bovine bonne pour la consommation.*

*(...) L'unité de tous avec nos organisations syndicales est nécessaire, pour faire face à la politique de Durão Barroso-Union européenne. »*

Il ne faut pas sous-estimer la portée du combat que représentent ces dix listes pour une politique socialiste, les 180 candidats, ceux qui ont participé à la campagne, les signataires de la lettre à Ferro Rodrigues ; cela ne s'arrêtera pas là. Toute la situation demande d'aller plus loin sur ce chemin. Beaucoup de militants socialistes, communistes, jeunes, sont prêts à débattre et à agir pour empêcher la destruction du pays. C'est à eux tous que la commission nationale du POUS s'adresse :

*“Les travailleurs n'accepteront pas la destruction que Bruxelles veut imposer. Il faut constituer des points d'appui pour cette lutte, ce qui est possible, parce que les travailleurs portugais, dans des situations plus difficiles, ont su trouver les moyens pour chercher une issue positive. Il faut aider à retrouver les méthodes de l'unité que nous avons réussi à obtenir après le 25 avril.*

*(...) Nous considérons qu'il est nécessaire d'ouvrir un large débat, pour qu'ensemble, nous trouvions les moyens de dialoguer et de collaborer pour agir de concert, afin de créer des points d'appui à la résistance des ouvriers et à la construction de l'unité pour défendre les retraites, le système de santé et les entreprises publiques."*

Le POUS réorganise ses forces pour ce combat, pour œuvrer au plus large regroupement dans le sens d'une politique socialiste. Pour cela, il a ouvert la rédaction du journal *O Militante Socialista*, pour en faire une tribune libre beaucoup plus large. Il ouvre son organisation aux nou-

veaux adhérents, il collabore avec les jeunes qui, lors de la campagne, ont adhéré à l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. C'est avec les jeunes qu'on construira un avenir de liberté et de progrès.

Dans les discussions de bilan des élections législatives, nous essayons d'expliquer que les résultats obtenus sont dus à l'existence d'une organisation avec une politique indépendante. Il faut renforcer cette organisation pour être à la mesure du combat qu'on vient d'engager.

**Carmelinda Pereira  
et Aires Rodrigues**

# La construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections dans le combat pour le front unique

(extraits du rapport de Pierre Lambert  
présenté au nom du secrétariat international  
au Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale)

## I. Quelques extraits de l'introduction à la discussion

Il serait illusoire de penser que le Cinquième Congrès de l'Internationale va régler tous les problèmes. Nous sommes réalistes et nous savons que, tant dans la préparation que dans le temps qui nous est imparti dans ce congrès, il ne sera pas possible de régler un certain nombre de questions que nous devrions pouvoir régler.

Cependant, le marxisme nous a appris que la méthode qui est la nôtre exige que la discussion se développe dans l'organisation, pour l'organisation, pour construire l'organisation.

Notre méthode, répétons-le, celle du marxisme, celle de Lénine, celle de Trotsky, nous a appris que nos difficultés, les erreurs

que nous avons pu commettre peuvent et doivent être réglées par la libre discussion entre nous. Comprendre pour agir.

Pour commencer mon rapport, je m'appuierai sur des textes de Trotsky, qui est notre maître à tous, et qui nous a appris à regarder avec lucidité, à partir de la théorie, les questions à résoudre. Trotsky a écrit :

*“Un modèle de pensée normatif, idéaliste, veut construire un monde à son image, et se détourne tout simplement des phénomènes qui lui déplaisent.”*

L'expérience, la discussion, la démocratie ouvrière nous permettront d'apprécier le contenu de cette citation. En écoutant les orateurs qui se sont exprimés sur

le premier rapport, je me suis souvenu de l'expérience qui a été la nôtre il y a fort longtemps, puisque, comme vieux militant, je suis certainement le plus vieux participant à ce congrès. Elle est relatée partiellement dans une brochure écrite il y a fort longtemps, également, intitulée *Quelques enseignements de notre histoire* : pendant la guerre, y compris ceux qui devaient abandonner ensuite, nous sommes intervenus pour tenter de réaliser ce qui était inclus dans la deuxième guerre impérialiste. A la fin de la guerre, au moment où l'impérialisme allemand s'effondrait, où la crise révolutionnaire embrasait les continents, nous avons dit : non, le peuple allemand n'est pas responsable. Nous avons combattu pour la fraternisation. Aujourd'hui encore, nous qui sommes pour une République palestinienne libre, laïque, indépendante, avec ses deux composants à égalité de droits, particulièrement le droit au retour, nous disons : le peuple juif n'est pas responsable.

A la fin de la guerre, comme nous l'avons toujours fait, nous défendions inconditionnellement l'URSS, les conquêtes d'Octobre. Et, là non plus, nous n'avons pas dérogé. Nous avons défendu l'URSS dirigée par la bureaucratie, en sachant que si la révolution mondiale ne triomphait pas, cette bureaucratie entraînerait les nationalités constituant l'URSS à la décadence et à la ruine sous le contrôle de l'impérialisme.

Notre méthode, quelle est-elle ? Dans un texte, Trotsky a utilisé, pour expliquer ce qu'était l'Union soviétique, la comparaison avec un syndicat. Il donnait en substance la définition programmatique suivante : le syndicat se donne pour objectif, premièrement, de lutter contre le capital pour améliorer la situation des travailleurs ; deuxièmement, de participer à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie ; troisièmement, de participer à l'organisation de l'économie sur des fondements socialistes. Si l'on compare ces normes à la réalité, il n'existe pas un seul syndicat conforme à la "norme". S'en tenir à cette affirmation, ce serait ne pas comprendre qu'il ne s'agit pas de "construire un monde à son image" : la pensée idéaliste "oppose la norme aux faits", c'est-à-dire l'expression générali-

sée du développement, à une expression particulière de ce même développement.

L'expression générale de ce développement est que les syndicats sont des organisations de classe construites pour défendre les intérêts de la classe, ses intérêts immédiats et ses intérêts historiques. Et les intérêts historiques de la classe, aujourd'hui, dans une période où est ouverte l'alternative socialisme ou barbarie, exigent plus que jamais l'indépendance des organisations syndicales. Mais, il faut le constater, les syndicats ont dévié et dévient de leur tâche. La situation particulière dans laquelle ils combattent, c'est que les dirigeants des appareils, la plupart du temps, sont là pour empêcher les syndicats de jouer leur rôle. Et pourtant, ils restent, tant qu'ils ne sont pas détruits comme l'exigent le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne, des syndicats, qui, par la lutte de classe, sont indispensables à la défense des acquis et des conquêtes.

Nous avons là, je pense, le contenu réel de ce que nous enseigne Trotsky, c'est-à-dire : abandonner les positions formelles, ultimatisées, non dialectiques, opposant le programme à la réalité.

En 1944, avec les camarades de l'organisation, nous étions persuadés que nous allions avec les masses "faire des soviets". Notre politique était celle-ci : la guerre impérialiste va se transformer en révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne, pour nous, c'était Février 1917, et Février 1917 a conduit à Octobre 1917. Il est clair que les événements se sont passés autrement. Et je voudrais vous relater comment nous sommes arrivés, celles et ceux qui ont décidé de rester fidèles au programme, à surmonter cette vue dogmatique (qui voulait "construire un monde à son image").

Un jour, le 20 août 1944, n'ayant pas réussi à construire des soviets, je suis allé chez un vieux camarade, ancien cadre fondateur du Parti communiste, pour discuter avec lui. Je lui ai dit : "*Les ouvriers sont des incapables.*" Il me demande pourquoi. Je lui réponds : "*Ils ne veulent pas faire de soviets.*" Il me dit : "*Tu es secrétaire de syndicat ? Va à l'usine, prends la parole devant les 3 500 ouvrières et ouvriers.*" Je lui demande : "*Qu'est-ce que je dois leur dire ?*" Il me répond : "*Si tu n'es pas capable de parler*

*aux ouvriers, tu ne seras jamais un communiste.”*

Le lendemain, je prenais la parole, et j’ai essayé d’aller le plus loin possible dans cette direction, aider à construire des voies indépendantes, en disant aux travailleurs de toutes catégories, y compris les cadres qui avaient rejoint le syndicat : les patrons ont collaboré avec les nazis, arrachons nos revendications, organisons-nous. Le 20 août 1944, la libération de Paris n’était pas achevée, mais dans les jours qui ont suivi, les syndicats se sont gonflés de centaines, de milliers de travailleurs, dans les usines, les entreprises. Le pouvoir était entre les mains des travailleurs organisés dans les syndicats, mais pas dans les soviets.

Cela ne veut pas dire que si le développement de la lutte à partir des syndicats n’avait pas été freiné, dévié, le problème des conseils ne serait pas posé, car, en toutes circonstances, les syndicats doivent rester indépendants des partis, des Etats et des gouvernements.

Poursuivons. Trotsky écrit :

*“La justification historique de toute classe a toujours consisté en ce que le système d’exploitation dirigé par elle (devra céder) à une classe dont la mission sera de développer les forces productives à un niveau supérieur.”*

C’est en relation avec cette analyse que nous disons, avec Trotsky, avec Lénine (*L’Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) : la classe capitaliste a été une classe progressiste, qui a permis le développement de la classe ouvrière, qui elle-même s’est constituée en classe, dans le cadre de la société bourgeoise, par l’organisation. Aujourd’hui, le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production, le système bourgeois, détruit la classe ouvrière, détruit la force de travail, détruit les forces productives. Mais la classe ouvrière est toujours là.

L’exploitation de l’homme par l’homme est toujours là, l’extraction de la plus-value est toujours là.

Et, sous cet angle, la classe ouvrière, à l’échelle internationale et nationale, peut reprendre l’initiative. Ce sera certainement long, difficile. Mais la société bourgeoise, le système de la propriété privée

des moyens de production sont condamnés. Sans rester fermes sur cette position programmatique, alors que le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production est condamné, nous serions incapables d’aider les travailleurs à sortir de l’impasse.

Aider la classe ouvrière, et pour cela combattre pour défendre les organisations indépendantes, et particulièrement les syndicats. Combattre sur la ligne de la transition (Entente internationale des travailleurs) pour construire des partis ouvriers indépendants. Telle est la tâche des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Et nous avons confiance, camarades, parce que si la perspective est semée d’embûches, l’impasse de la société capitaliste est telle que, malgré les défaites, les échecs, malgré les trahisons de la bureaucratie du Kremlin et de l’Internationale socialiste, la classe ouvrière est toujours là, la jeunesse est là, la volonté de s’en sortir ne pourra être extirpée.

Il faut aller plus loin. Trotsky va plus loin. Il est évident que la classe ouvrière a en face d’elle les directions. Parlant des syndicats américains, Trotsky expliquait :

*“La sélection et l’éducation d’une direction vraiment révolutionnaire, capable de résister aux pressions de la bourgeoisie, est une tâche exceptionnellement difficile.”*

Certes, c’est difficile. Mais il y a des syndicats, et tant que les syndicats resteront indépendants sous la forme organisée, il y aura en leur sein des contradictions entre les nécessités de la défense des intérêts du prolétariat et la réalité d’un monde capitaliste qui entraîne les travailleurs, la civilisation, à la ruine et à la décadence.

Oui, c’est difficile. Mais faut-il penser que les défaites sont telles qu’elles ont liquidé la capacité du prolétariat à rénover l’humanité ? Trotsky écrivait :

*“La question qui se pose aujourd’hui, est celle-ci : la nécessité historique objective se fraiera-t-elle en fin de compte le chemin dans la conscience de l’avant-garde de la classe ouvrière, c’est-à-dire une véritable direction révolutionnaire capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, qui se constituera dans le processus même de la guerre et débouchant sur la révolution ?”*

Il faut le reconnaître : cela ne s'est pas passé ainsi. Et pourtant — et ce n'est pas un paradoxe —, ce que disait Trotsky a été vérifié dans plusieurs de ses considérants.

Il y a eu une crise révolutionnaire, la plus profonde qu'ait connue l'humanité. Et dans cette crise, l'impérialisme, par crainte de tout perdre, a été contraint de permettre au prolétariat d'arracher les conquêtes les plus importantes. Pas seulement dans les pays les plus avancés. Également dans les pays dits du "tiers-monde", où l'indépendance politique et toute une série de mesures progressives ont dû être concédées aux nations opprimées.

L'ensemble de ce qui a été arraché l'a été comme produit de l'action révolutionnaire du prolétariat et des peuples opprimés, certainement pas par la charité exemplaire des classes possédantes. On voit d'ailleurs aujourd'hui ce qu'il faut penser de la bonne volonté des classes possédantes.

Certes, la crise révolutionnaire n'a pas débouché. Faut-il pour autant en déduire que la classe ouvrière, qui a dû reculer sous la force contraignante des appareils bureaucratiques, ne serait plus capable d'assumer sa mission historique ? En passant, telle est la position des faussaires d'ATTAC et de bien d'autres, qui en appellent au financement des ONG par la Banque mondiale, par les institutions de la mondialisation, pour aider l'humanité à supporter les "méfaits de la mondialisation" !

Trotsky ajoute également :

*"Une véritable direction, c'est très difficile, et peut-être y arriverons-nous, peut-être n'y arriverons-nous pas."*

Le marxisme est une méthode scientifique. Cette méthode n'est pas à l'usage de ceux qui cherchent une réponse hors de la capacité des hommes, c'est-à-dire des classes, d'assumer les nécessités historiques.

Mais, en tout cas, il faut l'admettre, les choses ne se sont pas passées exactement comme Trotsky et nous-mêmes l'espérons. De même, le destin de la révolution russe dirigée par le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky a été crucifié par la bureaucratie.

Marx estimait, en 1848, que la révolution allait déboucher sur la victoire. Tel n'a pas été le cas. Et alors ?

Bien entendu, pour combattre, il faut lutter pour la victoire. Et dans la lutte de classe, il y a des obstacles, non seulement l'obstacle que constitue la classe exploiteuse, mais l'obstacle interne. Ces problèmes exigent de nous la discussion la plus sérieuse, sans aucune illusion, en cherchant toujours l'issue positive. De la même façon que dans une grève, à quelque niveau que ce soit, il faut chercher l'issue positive. Et dans la recherche de l'issue positive, nous estimons que la classe ouvrière a démontré et continuera à démontrer qu'elle est capable de l'ouvrir par sa lutte de classe. Et, pour notre part, nous puisons cette certitude dans le *Programme de transition*, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Mais à chaque étape de la lutte de classe, en 1914, en 1933, pour que la classe exploiteuse impose au prolétariat les dures servitudes de la guerre et de l'exploitation, il a fallu qu'il y ait au sein de la classe ouvrière des sociaux-démocrates et des stalinien. Aujourd'hui encore, nous constatons l'expression de ces positions dans notre propre camp.

C'est ainsi que Raul Pont, chef de file des pablistes au Brésil, déclare :

*"Va-t-on gouverner à l'égard des autres, et nous appuyer sur le FMI ? (...) Le radicalisme de la crise exige des réponses radicales. J'insiste pour que le camp majoritaire du PT (Brésil) prête attention à notre expérience de gouvernement au Rio Grande do Sul, qui n'a rien d'exceptionnel (...). Ce qui me préoccupe, ce n'est pas la thèse doctrinaire de Sokol, mais celle de la majorité" (O Estado de Sao Paulo, 16 septembre 2001).*

Comme vous le savez, l'expérience du gouvernement de Rio Grande do Sul (Porto Alegre), c'est l'expérience d'un gouvernement s'appuyant sur les ONG, lesquelles sont financées par la Banque mondiale. Nous avons, avec ce pabliste, peut-être l'expression la plus pure du contenu que recouvrent "la norme et les faits". Pour lui, donc, il est "doctrinaire" de défendre, comme le fait Sokol (1), l'indépendance du mouvement ouvrier, de refuser toute subordination aux ONG, c'est-à-dire à la Banque mondiale.

(1) Responsable de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, cité par Ponte.

Et c'est ainsi qu'il conclut :

*“Nos gouvernements peuvent fournir l'expérience de la démocratie participative qui mette en échec le caractère inimitable et immuable du système représentatif classique.”*

Rendez-vous compte... Opposer à la démocratie parlementaire la “démocratie participative”, qui n'est rien d'autre que le paravent d'un système d'intégration corporatiste pour anéantir l'indépendance du mouvement ouvrier !

Nous savons que le système représentatif classique (démocratie parlementaire) est dépassé. Mais, jusqu'à preuve du contraire, nous luttons pour que la classe ouvrière le dépasse par la République des conseils ; pas par le système corporatiste à la Salazar.

Toute honte bue, Raul Pont, chef de file des pablistes, poursuit :

*“Nos gouvernements sont importants pour la construction de l'hégémonie politique dans la société. La démocratie participative nous permet d'affronter le pouvoir des médias et le pouvoir économique sans les sous-estimer et sans croire qu'il suffit pour cela de la participation populaire.”*

Qu'est-ce à dire ? “L'hégémonie politique” (quel vocabulaire...) dans la société, construite par la “démocratie participative”, dans laquelle est intégrée la “société civile”, et particulièrement les ONG, “permet d'affronter le pouvoir des médias (!) et le pouvoir économique.” Il n'en croit pas un mot. La preuve, définissant cette “démocratie participative”, il dit :

*“Une démocratie participative peut constituer un réseau d'organisations associatives, de services, de culture, de loisirs, de sport (!), ainsi que dans le*

*domaine de la production, du commerce, avec les micro et les petits entrepreneurs qui touchent des milliers de citoyens.”*

Remarquons que le capital financier, les banques, les trusts ne sont pas mentionnés. Ils pourront, dans cette “démocratie participative”, avec le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, continuer à spolier les “micro et petits entrepreneurs”.

La “démocratie participative” n'est pas autre chose qu'une politique dictée par la Banque mondiale, le FMI, les exploitateurs.

Et cela se couvre de la IV<sup>e</sup> Internationale !

Ce n'est pas là quelque chose de nouveau. Le marxisme a été utilisé frauduleusement par la social-démocratie, comme le stalinisme a usurpé le bolchevisme de Lénine. C'est là notre lot. Nous avons à défendre le patrimoine légué par Léon Trotsky.

Ce sont là des questions décisives. Toutes ces questions recouvrent toutes les tâches que nous avons à réaliser. Ces tâches exigent la discussion la plus ouverte entre nous.

Le Quatrième Congrès mondial s'était fixé des objectifs importants. Nous devons, à la vérité, indiquer que bien des choses n'ont pas été réalisées. Nous allons en discuter, afin que les responsabilités que nous allons prendre nous permettent d'avancer de manière décisive.

Certes, toutes les conditions ont été réunies par l'activité que nous avons menée à partir du Quatrième Congrès mondial, mais encore faut-il que nous les prenions en charge, de façon à pouvoir les cristalliser dans une progression importante de nos organisations.

## II. – Rapport sur la question du front unique (extraits)

Cette question est une question pratique. Mais pour qu'elle soit pratique, il faut commencer par définir comment se pose le problème. Au point de départ, une constatation : la destruction des conditions

économiques objectives. A partir de là, il s'agit de définir une orientation de défense des acquis et des conquêtes, inscrite dans la défense et la reconquête de la démocratie.

Nous voyons ainsi que la situation mondiale actuelle intègre des problèmes qui relèvent d'un passé que l'on considérerait comme révolu.

Dans la révolution russe, la perspective de la victoire du prolétariat s'inscrivait dans une analyse qui considérait que la démocratie bourgeoise était une forme politique dépassée. Ce qui, bien entendu, ne signifiait pas que, face à la réaction et au fascisme, Lénine (contre la tentative de coup d'Etat de Kornilov), Trotsky (contre le fascisme) ne combattraient pas pour la défense des conquêtes de la "démocratie". Il se trouve que le retard de la révolution a conduit à faire resurgir des questions qui étaient dépassées par l'histoire. Il faut donc avoir une conception dialectique, dans ce domaine comme dans tous les autres.

Je le répète, nous sommes en face d'un processus en cours, inachevé. Cela dans les deux sens : marche à la barbarie ou marche au socialisme. Il n'y a pas de recette magique. Et là, nous rejoignons le combat pour le front unique. Comment ?

Les syndicats sont l'expression la plus fondamentale du front unique. Or qu'est-ce qu'un syndicat ? Pour ne prendre que la France, la Charte d'Amiens, charte constitutive des syndicats en France, précise qu'un syndicat rassemble des travailleurs pour la défense de leurs intérêts, quelles que soient leurs tendances philosophiques, politiques, religieuses. Bien entendu, dans cette question comme dans toutes les autres, il y a des contradictions. Il est clair qu'on ne peut pas dire : il y a, d'un côté, des syndicats purs et, de l'autre, des syndicats qui ne jouent plus leur rôle, dans lesquels nous estimons qu'il n'est pas possible de rester. Cette question est extrêmement importante.

C'est une question pratique. Par exemple, dans l'ex-Union soviétique, nous avons des syndicats indépendants qui ne sont indépendants que de nom, et des syndicats officiels qui se dirigent vers autre chose. Il faut à chaque fois définir quelle est la place du syndicat, et ses rapports avec les appareils.

Aujourd'hui, il faut considérer la CGT française en relation avec l'appareil stalinien en décomposition qui la dirige. Considérer la CGT comme un syndicat intégré serait une erreur, mais une autre

erreur serait d'ignorer qu'à l'intérieur de la CGT, dans les sommets de l'appareil, il existe des forces qui dirigent la CGT sur la voie de l'intégration. Situation complexe. A chaque fois, il faut mesurer les choses.

Poursuivons. Il faut comprendre que le front unique a été également élaboré dans le Labour Party. Le Labour Party était considéré par Lénine comme ayant la possibilité de se substituer au soviétique pour la prise du pouvoir. Et pourtant, y compris du temps de Lénine, l'appareil du Labour Party était "passé du côté de l'ordre bourgeois". Et pourtant, nous sommes pour entrer dans le Labour Party. Nous sommes pour le maintien, dans le cas de l'Angleterre, du lien entre les syndicats et le Labour Party, qui est le cadre historique d'organisation de tout le mouvement ouvrier.

Sous une forme également particulière, la question est posée avec le PT du Brésil. Et c'est la même question, sous une certaine forme, aujourd'hui en Allemagne, bien que le SPD ne soit pas exactement le Labour Party. Bien entendu, il faut savoir être indépendant de l'appareil.

La forme la plus développée de l'indépendance est celle qui existe au Brésil, où *O Trabalho* est édité comme organe de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale et comme composante légitime du PT. Bien entendu, ce serait une erreur d'élever la forme particulière "brésilienne" comme un modèle valable pour tous les pays.

Un mode de pensée purement normatif (le syndicat, c'est le syndicat, l'appareil, c'est l'appareil) ne conduit nulle part, car il n'a rien à voir avec la réalité. Un mode de pensée purement normatif, idéaliste, veut construire un monde à son image et se détourne des phénomènes qui lui déplaisent. Oui, c'est un malheur que la révolution russe ait dégénéré. C'est malheureux que la II<sup>e</sup> Internationale ait trahi. Tout cela est très malheureux. Et alors ?

Trotsky, je le répète, donne à peu près la définition programmatique suivante du syndicat : une organisation qui se donne pour objectif :

1. lutter contre le capital pour améliorer la situation des travailleurs ;
2. participer à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie ;

3. participer à l'organisation de l'économie sur des bases socialistes.

Cela, c'est la constitution d'un syndicat idéal. C'est vrai, d'ailleurs, que le syndicat a été constitué ainsi dans tous les pays. Il ne pouvait pas se constituer autrement. Les premiers syndicats qui ont existé en Angleterre et ailleurs ont été des syndicats de classe, qui se sont constitués dans une lutte à caractère révolutionnaire contre la bourgeoisie. L'impérialisme est venu, et il a pourri les appareils. Hélas, hélas...

Si nous comparons aujourd'hui cette réalité normative à la réalité effective, nous serions contraints d'affirmer qu'il n'existe pas au monde un seul syndicat qui réponde à ces normes.

Prenons, par exemple, l'une des expériences les plus fondamentales, le problème de la CGT du Pérou, du Front ouvrier, paysan, étudiant, populaire (FOCEP) au Pérou en 1978. Que s'est-il passé à ce moment-là ? Il y a eu un processus révolutionnaire de rupture avec la bourgeoisie, et il a été constitué un front unique de toutes les organisations ouvrières, réformistes, staliennes, trotskystes, avec les syndicats. Cela s'appelait le FOCEP. Indéniablement, le FOCEP se posait le problème du pouvoir. Les circonstances ont été telles que nos épaules ont été trop fragiles, la trahison s'est insérée. Le combat pour une assemblée des comités qui s'étaient constitués dans tout le pays était inscrit dans la crise du Parlement, où nous avons présenté une motion — la "motion rouge" — concrétisant la rupture avec la bourgeoisie. Mais nous avons reculé. Il y a eu la capitulation. La situation s'est retournée.

Les syndicats ont-ils changé de nature ? Les dirigeants des syndicats n'étaient pas trotskystes, n'étaient pas révolutionnaires. Pour la plupart, ils étaient des dirigeants du PC.

Cette expérience était fondamentale. Il n'est pas du tout exclu que, dans d'autres conditions, une telle situation puisse revenir. La seule chose que nous devons conserver en toutes circonstances, c'est notre propre indépendance. Au Pérou, à un moment décisif, nous avons aliéné notre indépendance, et cela a été une erreur capitale.

Je continue. Les positions formelles, ultimistes, opposent les normes et les faits,

opposent l'expression généralisée du développement à une expression particulière de ce même développement. Si nous comparons cette réalité normative à la réalité effective, nous sommes contraints d'affirmer qu'il n'est pas au monde un seul syndicat répondant aux "normes". Si, pour être considérés comme tels, les syndicats doivent être dirigés par des appareils révolutionnaires, où y en a-t-il ? Où ? Faut-il dès lors abandonner le Labour Party ? Lénine a dit : "*Non, on ne peut pas accepter cette position.*" Et la bataille a été difficile au congrès de l'Internationale communiste. Elle n'a pu se poursuivre jusqu'au bout, parce qu'est arrivée la stalinisation de l'IC. Mais cette question est revenue à l'intérieur de l'Opposition de gauche, à l'intérieur de la IV<sup>e</sup> Internationale. Par exemple, avec les Allemands, dans l'Opposition de gauche, il y a eu une bataille sévère sur ces questions-là.

C'est là une question décisive.

*"Semblable opposition formelle, ultimiste et non dialectique entre le programme et la réalité est totalement dépourvue de vie et n'ouvre aucune voie à l'intervention du parti révolutionnaire."*

Répétons-le : le programme, c'est la norme. Mais les faits ne sont pas exactement la norme. La dictature du prolétariat, la République des conseils ouvriers, la Commune, est une nécessité, mais la dictature du prolétariat s'est transformée en instrument de destruction de tout le mouvement ouvrier russe et mondial. Cela, on le sait. Donc, à chaque étape, il est nécessaire d'avoir la norme, le programme, ce qui veut dire une organisation indépendante sous des formes particulières. Elles peuvent être ouvertes, directes. Elles peuvent être à l'intérieur d'une organisation. C'est ce qu'on appelle l'entrisme.

Aujourd'hui, nous objecter qu'il faudrait à présent quitter le PT du Brésil, c'est condamner ce que nous avons fait en 1935, quand Trotsky nous a demandé d'entrer en France dans le Parti socialiste (SFIO). Nous sommes entrés dans ce parti et nous nous sommes battus dans ce parti. Je ne parle pas des éléments tactiques qu'il y avait, parce qu'à l'époque, ce n'était pas ça, le problème.

Le PT du Brésil a été constitué comme un parti ouvrier indépendant, et le PT oscille. Au Brésil, l'expression indépendante existe. Nous sommes un courant

officiel de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le PT. Il est certainement inscrit que cette place va nous être disputée, mais nous devons rester fermes sur la défense du parti ouvrier.

Poursuivons, concernant le front unique anti-impérialiste. Au Mexique, pays semi-colonial, le parti de Cardenas (le Parti révolutionnaire institutionnel, qui a totalement dégénéré depuis), avant la Deuxième Guerre mondiale, n'était pas un parti ouvrier. Le PRI était un parti de la bourgeoisie nationale. On peut dire : damnation pour les sectaires, pour ceux qui ne comprennent pas le front unique. Savez-vous qui a écrit la loi instituant la nationalisation du pétrole ? Ce n'est pas Cardenas, c'est Léon Trotsky. Avait-il abandonné la lutte indépendante du prolétariat ? Non, il réalisait le front unique anti-impérialiste pour l'indépendance nationale du Mexique, pays semi-opprié.

Au Portugal, était-il erroné de rentrer dans le PSP en 1974, au moment de la révolution portugaise ? Deux de nos camarades entrés dans le PS portugais furent élus députés, dans une situation révolutionnaire où le mouvement des masses jetait à bas la dictature, ouvrant une situation où toutes les libertés démocratiques furent non seulement rétablies, mais étendues à des organes embryonnaires du pouvoir ouvrier et paysan. Dans une situation où les masses paysannes imposèrent une réforme agraire étendue. Dans une situation où les dirigeants du parti stalinien — sous la direction de Cunhal, fonctionnaire international du Kremlin, qui, après avoir séjourné de longues années à Moscou, était retourné à toute vitesse à Lisbonne pour freiner des quatre fers les développements de la révolution —, avec la bourgeoisie, cherchaient à détruire les acquis de la révolution portugaise.

C'est alors que se discutait, à l'Assemblée constituante, une nouvelle Constitution. Dans cette Constitution furent inscrites nombre de dispositions des plus démocratiques, confinant à des dispositions ouvrières. Dispositions qui, dans les années qui ont suivi, furent largement grignotées par tous les gouvernements, y compris par le gouvernement du Parti socialiste portugais (lequel vient de connaître, alors qu'il était le parti dominant, une retentissante défaite électorale).

Certes, cette Constitution était toujours une Constitution bourgeoise, mais, répétons-le, elle comprenait toute une série de dispositions démocratiques, au contenu ouvrier. Certes, avec le recul de la révolution portugaise, il a fallu rompre avec la direction du Parti socialiste portugais, qui, comme parti de l'Internationale socialiste, a organisé le recul. Mais j'estime que nous avons eu raison, après 1974, de réaliser le front unique sous une certaine forme. Encore maintenant, dans la Constitution portugaise, il reste des points sur lesquels peut s'appuyer la classe ouvrière.

Pourquoi sommes-nous pour le front unique anti-impérialiste dans les pays dominés ? Parce que la révolution bourgeoise ne s'y est pas accomplie jusqu'au bout. Les conditions sont maintenant infiniment plus difficiles, mais cela n'est pas mon propos. Dans ces conditions, nous sommes toujours pour le front unique anti-impérialiste, en gardant notre indépendance. Nous étions pour le front unique avec Cardenas. Nous sommes pour le front unique avec Arafat contre le sionisme, quelle que soit l'appréciation que nous avons de sa politique.

Rappelons qu'en Union soviétique, nous étions pour le front unique avec la bureaucratie, bien que nous sachions que la bureaucratie représentait une caste parasitaire conduisant l'URSS en contradiction avec les exigences de son développement. Contre les pablistes (et bien d'autres issus de notre propre mouvement), nous avons refusé d'apporter notre soutien à Gorbatchev, qui conduisait le pays à la restauration du capitalisme, au système pourrissant de la propriété privée des moyens de production. Avec Trotsky, nous avons dit : non, la bureaucratie n'est pas une classe, c'est une excroissance cancéreuse qui conduit au désastre.

Ce n'était pas la "dictature" prolétarienne des conseils de délégués élus et révocables, mais il y avait la propriété nationalisée. Et ceux, les apôtres du "capitalisme d'Etat", qui nous disaient : la bureaucratie est une nouvelle classe, où sont-ils à présent ? Regardez la réalité. Nous expliquions : inconditionnellement, nous sommes pour la défense de l'URSS, et nous faisons le front unique avec Staline pour la défense de la propriété sociale, tout en restant indépendants.

Nous refusons l'alliance avec l'impérialisme contre la bureaucratie, parce que ce qui nous guide, c'est le problème du développement des forces productives. Mais nous dressons la perspective de la révolution politique, nous combattons pour un parti ouvrier indépendant.

Trotsky dit d'ailleurs une chose très intéressante : la perspective est toujours alternative. La victoire ou la défaite. Il expliquait en substance : je pense pour ma part que si la deuxième guerre impérialiste ne se transforme pas en guerre civile, nous serons dans une situation où la marche à la barbarie nous obligera à revoir beaucoup de choses. Eh bien, cela ne s'est pas passé ainsi. Et pourtant, sur le fond, Trotsky avait raison. Parce que la deuxième guerre impérialiste a ouvert une crise révolutionnaire, qui a abouti à des conquêtes sociales, les plus étendues des conquêtes sociales, qui constituent encore aujourd'hui des positions avec lesquelles le prolétariat peut combattre et se défendre. Ces conquêtes sociales subsistent peu ou prou dans tous les pays.

Mais, en toutes circonstances, l'aide que nous pouvons apporter aux exploités et aux opprimés exige de garantir notre indépendance totale et complète.

Trotsky a écrit, je le répète :

*“La sélection et l'éducation d'une direction vraiment révolutionnaire, capable de résister à la pression de la bourgeoisie, est une tâche exceptionnellement difficile (...). La question, aujourd'hui, se pose donc ainsi : la nécessité historique objective se fraiera-t-elle, en fin de compte, le chemin dans la conscience d'une avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire d'une véritable direction révolutionnaire, capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, qui se constituera dans le processus de cette guerre et des ébranlements profonds qui doivent s'ensuivre ?”*

(1).

Certes, je l'ai déjà expliqué, les événements ne se sont pas déroulés comme nous l'aurions souhaité. Mais l'analyse, sur le plan des principes, reste fondamentalement correcte.

Nous ne nous substituons pas à la classe ouvrière. Les relations sociales de production font que la classe ouvrière, qui est la classe exploitée, doit détruire tout le système d'exploitation. Nous devons l'aider. L'avant-garde, tout à la fois, est distincte et n'est pas distincte de la masse. Nous avons eu une grande discussion dans la section française, il y a longtemps. Nous estimions que nous ne pouvions pas dire : *“Nous voulons ce que veulent les masses.”* Non. Parce que les masses peuvent être amenées, particulièrement sous la pression des directions petites-bourgeoises, à commettre des erreurs. Il faut des organisations, des partis, qui, d'ailleurs, peuvent également commettre des erreurs. Mais une politique ouvrière exige des organisations ouvrières. Mais en même temps, nous aidons les masses, parce que ce sont elles qui font la révolution. C'est Lénine qui expliquait, contre la montée de la bureaucratie :

*« Il faut aller vers les soviets. Nous y sommes en minorité, mais les soviets, c'est la classe, c'est elle qui doit élire et révoquer ses “mandants”. »*

Il suffit de regarder ce qui se passe pour assimiler la vérité de la méthode inscrite dans le *Programme de transition*, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Et c'est dans et par la libre discussion que nous allons avancer vers des réponses aux questions fondamentales : quoi faire ? Comment faire ?

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, “L'URSS en guerre”.

### III. – Discours de clôture (extraits)

On a toujours tendance, quand on termine un congrès, et plus particulièrement un congrès international, à penser qu'un acte historique a été accompli, dont l'histoire tiendra compte. Certes, je pense que

nous avons réalisé un acte historique en convoquant ce Cinquième Congrès mondial, mais, pour que l'histoire en tienne compte, encore faudra-t-il que nous soyons capables d'assumer les tâches et

les responsabilités sur lesquelles nous sommes engagés.

Je rappellerai, camarades, ce qu'ont expliqué Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Lénine disait : à l'échelle de l'histoire, dix ans, vingt ans, un demi-siècle, c'est une goutte d'eau. Et s'il faut mesurer les tâches qui sont à assumer, aider la classe ouvrière à se libérer pour libérer l'humanité, la perspective historique est de rigueur.

Je le rappelle, Marx avait abordé la révolution de 1848 en étant persuadé qu'elle serait victorieuse. Marx a lutté jusqu'au bout, pendant deux ans, pour la victoire. Et il n'y a pas eu la victoire. Et Marx et Engels ont repris ce lent, difficile travail : doter la classe ouvrière, l'humanité, d'une méthode. Puis, la révolution prolétarienne a pris la forme concrète de la Commune de Paris. La Commune de Paris a été écrasée. Et Marx et Engels ont repris le travail calmement pour doter la classe ouvrière d'un parti. Parce que c'est nécessaire. Parce que l'organisation, les organisations ouvrières indépendantes sont nécessaires pour avancer sur le chemin de la libération de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Non plus sous la forme des Jacobins du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais sous la forme prolétarienne.

Réfléchissons, camarades. Nous sommes le Cinquième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Premier Congrès a constitué la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Il réunissait, dans cette fermette qui appartenait à Alfred Rosmer, une quinzaine de militants, dont, il faut dire la vérité, la plupart allaient disparaître politiquement après la guerre. Qui était Rosmer ? Cette question donne une indication sur la méthode qui doit être la nôtre. Rosmer était un des fondateurs de l'Internationale communiste, qui venait du syndicalisme révolutionnaire. Il est venu au bolchevisme. Puis il a rompu avec Staline. Il a rompu également avec Trotsky, et pourtant Trotsky a toujours considéré qu'il était des nôtres, bien qu'en désaccord. Rosmer était en désaccord avec la IV<sup>e</sup> Internationale, mais il a consacré toute sa vie à chercher les voies de l'émancipation.

Ensuite, le Deuxième Congrès de l'Internationale a eu lieu en 1948. Il s'était passé dix ans, au cours desquels Trotsky

avait été assassiné (1940), au cours desquels les trotskystes, une jeune génération et les plus vieux, 30, 35, 40 ans au maximum, ont cherché à mettre en œuvre le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans les conditions les plus difficiles. Des ruptures avaient eu lieu. Il a fallu apprendre, avec beaucoup, beaucoup d'erreurs, au cours des années. A la fin de la guerre, des éléments extrêmement courageux ont été déçus, parce que la révolution prolétarienne n'était pas victorieuse. Il a fallu aller chercher Marx, Engels, Lénine, Trotsky, reprendre à la base. Continuer sur la voie de la lutte de classe, par nous-mêmes, avec les principes du marxisme. Il y avait dans le parti français des militants d'un grand courage. Ils avaient combattu pendant toute la guerre, mais la révolution n'est pas venue, et ils ont été déçus. Déçus que la révolution ne soit pas venue, ils sont allés autre part, dans la social-démocratie.

A ce congrès de 1948, cette minorité (qui avait quasiment le même pourcentage que la majorité, 48 %) est partie. Il y avait Pierre Franck, qui avait fait du bon travail, mais il était dogmatique et sectaire. Il est monté sur un tabouret et il a lancé à la minorité : *"A la poubelle de l'histoire !"* Je me souviens avoir dit aux camarades qui étaient autour de moi : *"La moitié de son parti s'en va, et il est content."* Pour ma part, je ne l'étais pas. Cela dit, ils avaient tort, et il fallait accepter la rupture.

En 1948, nous abordions une période politique difficile. Le doute s'est également insinué au sommet de la IV<sup>e</sup> Internationale. Un grand problème s'est trouvé posé. Nous avons cru, tout le monde a cru, la direction de l'Internationale a cru que la rupture entre Tito et Staline allait ouvrir la voie à la IV<sup>e</sup> Internationale. Je me souviens d'un propos de Mandel :

*"Nous allons maintenant mettre le siège de la IV<sup>e</sup> Internationale à Belgrade."*

L'histoire s'est déroulée autrement, et le doute, l'incertitude, se sont insinués à nouveau dans la IV<sup>e</sup> Internationale, au sommet.

C'est à partir de là que nous avons eu ces théories pablistes :

*"Placée dans certaines conditions exceptionnelles, la bureaucratie stali-*

*nienne va construire le socialisme à sa manière."*

Il était impossible d'accepter. Nous avons dit non. Mais la plus importante section de la IV<sup>e</sup> Internationale, la section américaine, à la construction de laquelle Trotsky avait participé avec des militants de grande valeur, a soutenu cette politique de capitulation.

Camarades, nous nous sommes alors trouvés être une "majorité" française, dans des conditions des plus difficiles. Nous ne voulions pas la scission, nous voulions simplement le droit à l'expression, dans le cadre de la discipline que nous acceptions. Nous avons signé des textes affirmant que nous acceptions la discipline de l'Internationale. Nous acceptions que notre journal reflète la politique de la majorité de l'Internationale, alors que nous étions la majorité de la section française. Mais nous voulions pouvoir exprimer nos positions à l'intérieur de l'organisation. On nous l'a refusé. Nous n'avons pas accepté, et je pense que nous avons raison.

Les conséquences de cette violation des règles de la démocratie ouvrière, combinée avec la déviation pabliste, ont abouti à ce que, en 1953, lors de l'insurrection de Berlin-Est, l'Internationale soutienne la bureaucratie soviétique — même si ce n'était pas d'une manière claire. Nous avons combattu pour être réintégrés, nous avons dit que nous n'étions pas d'accord, mais nous avons accepté pour être réintégrés, en revendiquant toujours le droit à la libre expression à l'intérieur de nos organisations.

Mais en 1956, ce n'était plus possible. En 1956, il y eu l'insurrection de Budapest. Les pablistes, les "officiels", le secrétariat international (qui allait ensuite devenir le Secrétariat unifié) ont soutenu la deuxième intervention des chars de la bureaucratie contre l'insurrection ouvrière de Budapest, prétendument parce qu'il fallait "*sauver le socialisme*". Nous avons alors dit : la IV<sup>e</sup> Internationale est morte en tant qu'organisation, mais pas son programme.

En 1948, au moment de l'exclusion des "droitiers", nous disions : ils allaient vers la social-démocratie, nous ne pouvions pas accepter, cela n'était pas possible. C'étaient de bons militants, ils avaient été de bons militants, mais il fallait les exclu-

re. A ce moment-là, j'ai proposé une courte résolution, disant en substance : si le parti révolutionnaire se construira obligatoirement sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, nul ne peut dire qu'il se construira autour du PCI, qu'il aura la forme d'organisation qu'était le PCI. Cette motion a obtenu une seule voix, la mienne.

Mais c'est à partir de cette position que, pas à pas, certes avec les plus grandes difficultés, nous avons élaboré la ligne de la transition. Nous avons dit : pour aider la lutte de classe, nous estimons indispensable de mettre en œuvre les principes marxistes du programme. Nous avons dit : il est indispensable de renouer avec tous les enseignements du passé, avec les enseignements de la Première Internationale, qui a rassemblé tous les courants du mouvement ouvrier... Nous avons dit : il faut renouer avec les enseignements de la II<sup>e</sup> Internationale, qui, avant de sombrer en 1914, avait établi les bases de l'organisation ouvrière indépendante dans le cadre national. La II<sup>e</sup> Internationale, ce sont les conquêtes arrachées par la lutte de classe, il nous faut l'intégrer. Nous l'avons intégré, et nous avons compris que pour la France, il fallait modifier — ce qui n'était pas n'importe quoi — une des 21 conditions de l'Internationale communiste, qui spécifiait :

*"Le syndicat doit être subordonné au parti."*

Nous avons dit : en 1921, c'était justifié, parce que, en 1921, la victoire de la révolution prolétarienne n'était pas seulement une perspective. Mais la social-démocratie et le stalinisme se sont dressés contre la marche de la révolution. Historiquement, pour préserver en France l'indépendance de classe des syndicats et des partis, il fallait affirmer l'indépendance des syndicats à l'égard des partis, de l'Etat, des gouvernements. Il m'est impossible ici de traiter complètement cette question capitale. Je rappelle néanmoins que, dans la discussion sur les syndicats, en 1922, Lénine estimait que, sous une certaine forme et dans d'autres rapports, les travailleurs organisés dans les syndicats devaient défendre leurs intérêts contre leur "*propre Etat ouvrier*". Il faudra revenir sur cette question.

Au Troisième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1953, nous avons été exclus. Il ne m'est pas possible de m'attarder sur le long combat que nous avons conduit sur la ligne de la transition. J'ajouterai néanmoins quelques mots sur les formes de la démocratie.

La révolution prolétarienne n'est pas venue au niveau mondial. Aujourd'hui, dans l'ex-URSS, c'est le capitalisme sous la forme la plus pourrie, celle qui donne la mesure de ce que sera le monde entier si nous ne construisons pas un parti révolutionnaire pour aider la classe ouvrière. La barbarie est en marche, en Afrique, partout. Et c'est là le problème que nous devons aider les masses à résoudre.

Alors, camarades, nous avons discuté. Et vraiment, il y a des choses qui sont toujours assez difficiles à admettre. Par exemple, la trahison. En 1914, quand on est venu lui montrer *Vorwärts*, le journal du Parti social-démocrate allemand, Lénine a dit :

*“C'est impossible, c'est un faux de l'état-major allemand.”*

Ce n'était pas un faux de l'état-major... Il va nous falloir affronter des situations difficiles. Pour les affronter, il est nécessaire d'avoir confiance dans le programme. Ce matin, j'évoquais le camarade du Venezuela Moïses Moleiro, récemment disparu. Moleiro n'était pas trotskyste, il n'était pas marxiste. C'était un honnête homme. Il avait été castriste, il a fait des années de prison dans son pays pour avoir participé à la guérilla sous la direction de Castro. Je l'ai connu en 1964-1965, nous sommes restés en liaison, il était devenu un ami.

Il était régulièrement invité aux commémorations de la révolution cubaine. Il y a quelques années, il a discuté avec Castro et il m'a rapporté :

*“J'ai rompu avec Castro, je lui ai rendu toutes ses décorations. Le castrisme, Castro, est devenu un agent de*

*l'impérialisme. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, qu'il ne faut pas défendre inconditionnellement Cuba.”*

Cet homme vient de mourir. Je le répète, il n'était pas trotskyste. Il avait sa place dans la IV<sup>e</sup> Internationale. Et les camarades se souviennent que nous l'avons invité aux congrès de l'Internationale, au conseil général et dans toutes les réunions internationales que nous avons organisées. C'est cela, notre conception.

Nous allons vers des temps difficiles. Il faut être lucides. Mais, d'ores et déjà, des liens ont été tissés avec des militants, en Russie et en Ukraine. La tâche de construire une section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Russie n'est pas une tâche particulière, c'est la tâche centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale : démontrer, par l'analyse marxiste et par les faits, qu'aujourd'hui, dans l'ex-Union soviétique comme dans le monde entier, quelles que soient les difficultés, la révolution prolétarienne sera la plus forte. Parce que le mode d'exploitation capitaliste est définitivement corrompu. La bourgeoisie ne peut survivre qu'en entraînant l'humanité à la barbarie. Elle détruit les conditions de l'extraction de la plus-value, dont elle a nécessairement besoin pour survivre.

La lutte de classe existe, les conditions objectives de la révolution prolétarienne sont aujourd'hui les plus favorables, même dans les conditions les plus difficiles.

La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. La crise de l'humanité, c'est au prolétariat, aux couches opprimées et exploitées de la résoudre, avec notre aide. Oui : ceux qui sont en face de nous sont forts, mais nous pouvons passer si nous sommes capables de faire un travail calme, patient, méthodique, en respectant les principes et les conditions d'une véritable discussion démocratique, dans le cadre des principes du bolchevisme.

# Les publications de la IV<sup>e</sup> Internationale

Par Henry HALPHEN

Une importante discussion s'est développée lors du Cinquième Congrès mondial, concernant la place des publications de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections. Une commission s'est réunie à deux reprises sur ce sujet. Des camarades des États-Unis, du Mexique, d'Algérie, du Maroc, d'Espagne, de Roumanie et de France y ont participé.

Plusieurs points essentiels ont été débattus. Il faut ici insister sur l'importance, pour les sections de l'Internationale, de disposer des informations et des éléments d'élaboration indispensables pour leur intervention, comme pour leur construction.

---

## LA VÉRITÉ, L'ORGANE CENTRAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Lors du Cinquième Congrès mondial, une discussion sur la place de la publication régulière de *La Vérité* (en anglais, français, espagnol), revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale, son organe central, et la constitution du comité de rédaction international a eu lieu.

On peut lire dans la résolution adoptée que *La Vérité* est "la première traduction

*pratique de l'indépendance politique de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections", indépendance qui est "indispensable à la stratégie de transition incarnée dans l'Entente internationale" (1).*

La construction de l'Internationale est inséparable de la construction de ses sections, sur la ligne de la transition. La façon dont Lénine aborde la place de la publication dans la construction du parti ouvrier indépendant mérite d'être ici soulignée. En se référant à la méthode de *Que faire ?*, on peut aujourd'hui écrire :

*"Le journal est une question fondamentale. Pas seulement le journal, toutes les publications. La Lettre de La Vérité, La Lettre de l'Entente internationale, la place des publications nationales dans toutes les sections, et la place capitale de La Vérité. Sans journal, sans un organe*

---

(1) La "stratégie de la transition" établit que la réorganisation du mouvement ouvrier sur un axe politique d'indépendance ouvrière demande de regrouper des forces dans des partis ouvriers indépendants et dans une Internationale ouvrière, au sein desquels puissent participer les différents courants du mouvement ouvrier. La IV<sup>e</sup> Internationale n'oppose en aucune façon le programme pour lequel elle combat à ce processus ; au contraire, elle l'impulse.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples a été constituée lors de la Première Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, début janvier 1991, à Barcelone autour du *Manifeste contre la guerre et l'exploitation* (NDLR).

*d'expression, sans bulletin hebdomadaire ou mensuel régulier, il n'y a aucune possibilité de résister à la pression des appareils."*

Dire que sans journal (*La Vérité*), il n'y a pas de possibilité de résister à la pression des appareils, cela demande d'être précisé, et il nous suffira d'un exemple.

En effet, l'offensive pour l'intégration des organisations syndicales, et donc de leur destruction comme organisations indépendantes, sont partout à l'ordre du jour, et pourtant, elles se heurtent à des contradictions de plus en plus importantes. Dans le cas de l'Europe, cette tendance prend notamment la forme de la subordination aux exigences de la monnaie unique, de l'euro, du traité de Maastricht, qui concentre les décisions de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Union européenne. L'accélération de ce processus est en relation directe avec la situation nouvelle née après le 11 septembre. Nous assistons, dans la lutte des classes, à des processus d'une extrême importance : dans les organisations syndicales, toute une série de cadres, de militants, n'acceptent pas. Pour ces militants, la conférence de Berlin est appréciée comme un point d'appui dans cette résistance pour sauver l'organisation syndicale qui est menacée. Au moment où les plans de la bourgeoisie et des multinationales à leurs ordres ne peuvent s'appliquer qu'en cherchant à associer les syndicats, et plus généralement toute forme d'organisation de classe, à l'exécution de leurs mesures, la mise en place d'un comité permanent issu de la conférence de Berlin est un point d'appui.

Sans revenir ici sur la place de la conférence de Berlin, nous pouvons souligner qu'il s'agit d'un cadre de large front unique de tous ceux qui n'acceptent pas de voir transformer les organisations ouvrières en instrument de destruction des réformes arrachées par la classe ouvrière. La conférence de Berlin recouvre toute la variété politique et syndicale du mouvement ouvrier, et n'est pas une conférence de "la gauche" du syndicalisme ou du mouvement ouvrier, elle est un cadre de dialogue et de collaboration pour défendre les conquêtes de la classe ouvrière internationale. L'Entente internationale des

travailleurs et des peuples est partie prenante, avec les autres composantes, de ce cadre de front unique.

Pour aider à défendre chaque position d'indépendance de classe, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, à égalité avec d'autres militants, se regroupent dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs, dont l'objectif est justement la lutte indépendante du mouvement ouvrier, et ils aident à la construction de partis ouvriers indépendants.

Pour contribuer à ce combat, la revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale doit pleinement jouer son rôle : il y a une pression de plus en plus importante pour accélérer la subordination des organisations ouvrières aux besoins directs de l'impérialisme, et la marche à l'intégration. Plus que jamais, dans la période qui s'ouvre, les appareils — et singulièrement ceux issus du stalinisme — iront jusqu'au bout dans l'offensive de destruction de la force de travail.

Si le combat politique pour l'indépendance ne peut que déboucher sur le combat pour en finir avec le règne de la propriété privée des moyens de production, au point de départ, il y a le combat pour la préservation de l'indépendance des organisations et de l'ensemble des conquêtes. Plus que jamais, la formule de Trotsky "*qui ne sait défendre les vieilles conquêtes n'en fera pas de nouvelles*" est totalement d'actualité. C'est sur cette ligne que notre revue théorique doit agir.

Plus que jamais, la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Une politique révolutionnaire indépendante se concentre dans la capacité à apporter une réponse à la crise de direction. C'est à la lumière de cette tâche centrale que la place de *La Vérité* a été réappréciée. Il est urgent de se hisser, comme IV<sup>e</sup> Internationale, à de nouvelles responsabilités, et donc de matérialiser les décisions prises dans la publication de *La Vérité*.

D'une certaine manière, cette question concentre notre appréciation sur la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, qui est au centre du programme de la

IV<sup>e</sup> Internationale, et la détermination qui est la nôtre d'agir pour la surmonter, et donc d'aider notre classe à disposer réellement d'une représentation politique indépendante.

---

## LA THÉORIE ET L'ORGANISATION

---

L'importance à disposer d'un cadre central permettant d'armer nos militants et d'autres camarades sur les problèmes théoriques fondamentaux découlant de la situation actuelle doit être soulignée. En effet, le sous-titre de la revue est important : *“Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale.”*

Pour nous, *“la théorie est un guide pour l'action”*, c'est-à-dire que les différents articles de notre revue doivent procéder de la méthode du marxisme : partir des faits, les relier à une compréhension commune des événements, et donc des tâches qui en découlent. Il est décisif, dans le moment présent où la confusion et le désordre sont une des composantes de la façon dont les mesures sont prises, de procéder à un *“armement théorique”* d'ensemble. Cette compréhension commune nécessite que les problèmes politiques de l'heure, nos campagnes, soient abordés avec la dimension *“théorique”* qu'ils ont nécessairement. Les questions d'organisation sont des questions théoriques. Les questions théoriques sont des questions d'organisation.

La revue centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale occupe une place spécifique. Pour l'illustrer, un camarade a utilisé la formule :

*“Nous vendons la revue, nous discutons, nous organisons.”*

Des initiatives multiples prises au moment de la sortie de *La Vérité* par les sections ont été redonnées : réunions de présentation de la IV<sup>e</sup> Internationale (Cercles d'études marxistes), cercles de discussion des *“amis de La Vérité”* se réunissant régulièrement sur la base d'un programme de discussion, suivant le découpage des principaux articles publiés.

---

## LE COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL

---

L'importance de mettre en place un comité de rédaction international doit être ici soulignée. Il s'agit d'une question centrale : celle d'aider à centraliser l'élaboration collective des matériaux des sections de l'Internationale en construction et le dialogue avec des militants de différents origines, organiser, soumettre notre action politique à la discussion et à la critique de tous.

Le comité de rédaction international intègre au moins en son sein un responsable de chaque section ou groupe de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le secrétariat international a été mandaté pour préparer des propositions de sommaire, suivre l'élaboration des articles, préparer la composition des différentes éditions, ainsi qu'impulser sa diffusion.

Une note de présentation de chaque numéro sera éditée par le secrétariat de rédaction en direction de toutes les sections. Il s'agit de présenter politiquement le contenu de la revue qui sera à la disposition des sections et des militants dans les semaines suivantes.

L'importance internationale du comité de rédaction a été précisée : on veillera qu'au minimum, dix sections participent réellement à la rédaction de chaque numéro.

Le plan d'édition arrêté a été le suivant : quatre numéros de 120 pages par an, publiés simultanément en français, en anglais et en espagnol. Des éditions en portugais et en grec sont organisées. D'autres éditions en d'autres langues sont prévues.

Un schéma général d'un numéro a été élaboré :

— actualité de la lutte des classes (75 pages) : éditorial court, chronique des événements mondiaux, un ou deux articles fournissant les fondements et les axes des campagnes qui, à chaque moment, centralisent notre activité, des notes plus courtes, l'activité des sections... ;

— théorie (25 pages) : un article et une note abordant des éléments économiques, politiques, philisophiques... ;

— histoire (20 pages) : un thème par numéro sur l'histoire de la lutte des classes, et notamment du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Nous invitons nos lecteurs à nous proposer des thèmes d'articles pouvant, selon eux, trouver leur place dans un plan de rédaction de notre revue. Des contributions, en réponse à des articles parus, peuvent aussi être recherchées. Ainsi, nous donnerons à la revue une dimension qu'elle doit nécessairement avoir : contribuer à développer le dialogue et la discussion avec des militants de différentes origines en soumettant les positions et les analyses de la IV<sup>e</sup> Internationale à la discussion.

Toutes ces propositions sont soumises à la réflexion de l'ensemble des militants, des sections, des organismes élus de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il s'agit de propositions qui, naturellement, devront s'enrichir par l'échange et la confrontation des différents points de vue. La démocratie ouvrière, la discussion politique à partir du cadre fixé doivent permettre de faire de *La Vérité* un instrument essentiel de notre construction et de notre renforcement, tant théorique, politique, que d'organisation.

---

## LES DIFFÉRENTS ORGANES DES SECTIONS

---

L'importance de ce que toutes les sections disposent d'un organe propre d'expression, indépendant et régulier, doit être réaffirmée. Son autofinancement par la vente doit être réalisé. C'est la condition essentielle pour regrouper sur l'axe du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Par exemple, la publication régulière de *The Organizer*, tribune libre de la lutte des classes aux Etats-Unis, ou de *La Lettre de la Vérité* en France, est, sous des formes très différentes, un enjeu dans toute la situation politique : en effet, il

s'agit ni plus ni moins de la capacité des trotskystes de s'exprimer en toute indépendance, et ainsi d'aider, sur le terrain de l'armement de la IV<sup>e</sup> Internationale, au regroupement d'une représentation politique indépendante (Labor Party, Parti des travailleurs...).

Aux Etats-Unis, le numéro de *The Organizer* sorti au lendemain du 11 septembre a été important. Il titrait sur cinq colonnes "Stop the war !" ("Arrêter la guerre !"). *The Organizer* est une "publication de *Socialist Organizer*, l'organisation qui exprime la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis". Et elle est aussi — ce qui n'est pas contradictoire, bien au contraire — "un forum ouvert à tous les individus et courants du mouvement ouvrier qui cherchent à construire le Labor Party et une Internationale ouvrière".

On sait comment, partout dans le monde, au nom de la solidarité avec le peuple américain contre le terrorisme, on a demandé aux organisations ouvrières de soutenir "la guerre globale" de George W. Bush. Et l'on sait l'importance du slogan qui est apparu dans les manifestations à New York et dans les autres villes des Etats-Unis : "Pas en notre nom !" L'aide à cette résistance s'est opérée par *The Organizer*, dont la sortie régulière est essentielle.

En France, la sortie hebdomadaire (52 numéros par an) de *La Lettre de La Vérité* est maintenant acquise. Elle exprime la position du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), qui participe pleinement au combat du Parti des travailleurs et de son journal, *Informations ouvrières*, "tribune libre de la lutte des classes". Rappelons l'objectif spécifique de *La Lettre de La Vérité* :

« L'édition de *La Lettre de La Vérité* vise à permettre que s'expriment, en toute liberté, les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale sur les positions fondamentales qui sont les nôtres, en particulier, un certain nombre de questions cruciales de la situation politique. Comme l'indique la lettre publiée dans *Informations ouvrières*, n° 198, il ne revient pas à *Informations ouvrières*, organe du Parti des travailleurs, de se transformer

*en porte-parole des positions de la IV<sup>e</sup> Internationale” (cf. n° 100 de La Lettre de La Vérité, 29 novembre 1999).*

Poursuivre son élaboration et en faire un instrument privilégié du renforcement de la IV<sup>e</sup> Internationale est le pas qu’il faut maintenant franchir.

La discussion lors du Cinquième Congrès mondial a permis d’établir que, sous des formes différentes, la décision de garantir en toute circonstance l’expression propre de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale n’est en rien contradictoire avec le fait que les différentes sections participent à l’effort d’éditer un organe d’expression dans la lutte pour construire des partis ouvriers indépendants. Au contraire : c’est parce que la section de la IV<sup>e</sup> internationa-

le s’exprime de façon indépendante qu’elle peut participer à un organe d’expression de différents courants du mouvement ouvrier qui cherchent la voie de l’indépendance de classe.

C’est pour aider à connaître de façon la plus précise la situation de chaque section qu’un questionnaire en cinq points a été élaboré à leur intention, visant à établir une photographie des différentes publications existantes dans chacun des pays. Ainsi, cela doit permettre de franchir un pas dans l’élaboration collective internationale.

**Henry Halphen**

**Etats-Unis :  
défendre, renforcer le Labor Party**

# **Le combat de Socialist Organizer**

**(un appel publié par *The Organizer*)**

Nous publions un document de Socialist Organizer, l’organisation qui exprime la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis. Il faut intégrer cet appel à défendre et renforcer le Labor Party dans le cadre d’ensemble du combat des trotskystes américains, qu’Alan Benjamin expliquait dans les pages du numéro précédent de *La Vérité* (1).

---

(1) “Interview d’Alan Benjamin sur le combat des travailleurs américains après le 11 septembre”, *La Vérité*, n° 29, janvier 2002.

## **“L’offensive des grandes entreprises s’intensifie après le 11 septembre. Plus que jamais, les travailleurs ont besoin d’un Labor Party”**

---

### INTRODUCTION

---

Il y a onze ans, des membres de Socialist Organizer, l’organisation qui publie le journal *The Organizer*, ont participé, fiers de le faire, à la fondation de Labor Party Advocates (Partisans du Labor Party). Il y a six ans, ses membres étaient partie prenante des 1 500 délégués à la conférence de fondation du Labor Party.

Aujourd’hui, la situation politique qui avait présidé à la création du Labor Party s’est aggravée, avec une série sans précédent d’attaques contre les travailleurs des Etats-Unis. Au lendemain du 11 septembre, plus que jamais, les travailleurs des Etats-Unis ont besoin de leur propre parti politique — un Labor Party.

En 1991, Labor Party Advocates (LPA) a été fondé sur le mot d’ordre : “*Les patrons ont deux partis, les travailleurs ont besoin du leur !*” Cinq années plus tard, en juin 1996, 1 500 délégués des syndicats et des sections de tout le pays — représentant plus d’un million et demi de travailleurs organisés — se sont rassemblés à Cleveland, Ohio, pour réaliser un pas de géant du mouvement ouvrier des Etats-Unis : la convention de fondation du Labor Party, avec comme mot d’ordre : “*Les patrons ont deux partis, maintenant, les travailleurs ont le leur !*”

Maintenant, alors que le Labor Party prépare sa Deuxième Convention statutaire, à Washington, pour juillet prochain, les possédants qui gouvernent ce pays sont en train d’organiser une offensive sans précédent contre les travailleurs des Etats-Unis, leurs familles et leurs organisations. La situation est bien plus grave que celle qui existait au moment où le

Alors que le Labor Party prépare sa Deuxième Convention constitutionnelle pour juillet prochain, nous présentons la déclaration suivante pour ouvrir la discussion la plus large dans le mouvement ouvrier.

Nous demandons aux syndicalistes et aux militants de tout le pays, que vous soyez ou non membres du Labor Party, de souscrire à cette déclaration et de vous joindre à nous, qui allons organiser des réunions partout dans le pays afin de discuter comment, collectivement, nous pouvons aider à la construction et au renforcement de l’instrument dont les travailleurs ont désespérément besoin pour défendre leurs intérêts : le Labor Party !

**La rédaction de *The Organizer***

Labor Party a fait son premier pas, il y a onze ans. Plus que jamais, les travailleurs des Etats-Unis ont besoin d’un parti politique qui ne fléchit pas, pour défendre les intérêts spécifiques de tous les travailleurs et des opprimés.

Au lendemain du 11 septembre, le président Bush a salué la mémoire des milliers de travailleurs qui étaient tombés victimes des attentats. A peine avait-il séché ses larmes de crocodile que, prétendument au nom de la “*guerre contre le terrorisme*”, il a lancé une offensive totale contre les travailleurs.

Il est difficile de trouver, dans l’histoire des Etats-Unis, une telle attaque concentrée contre les travailleurs.

Dès le 19 septembre, le *Wall Street Journal* a donné le ton de ce qui allait arriver, en pressant Bush de profiter du “*climat politique unique*” et de sa nouvelle popularité pour “*affirmer son comman-*

*dement au-delà de la sécurité et la politique extérieure, sur toute la ligne*". Notamment, ce journal enjoignait au président d'aller vite en ce qui concerne la réduction de l'impôt sur les sociétés, l'élargissement de l'extraction de pétrole en Alaska, les pouvoirs de "fast-track" pour les négociations commerciales, la "réforme" de la Sécurité sociale... et même pour prélever l'excédent de la Sécurité sociale, afin de financer l'augmentation du budget militaire.

Nous ne sommes pas surpris par ce message du porte-parole des grandes compagnies, qui a été répertorié immédiatement dans les bureaux du gouvernement et dans les quartiers généraux des multinationales.

---

## APRÈS LE 11 SEPTEMBRE : UN SCÉNARIO POURRI POUR LES TRAVAILLEURS

---

A quoi font face, maintenant, les travailleurs ? Considérons seulement quelques éléments de la situation.

- Les fermetures d'usines et les licenciements massifs s'accroissent toujours. D'après l'AFL-CIO, plus de 750 000 travailleurs ont perdu leur emploi le lendemain du 11 septembre, portant le nombre de licenciements depuis janvier 2001 à plus de 1,65 million. Malgré l'annonce faite par le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, que *"la récession est officiellement finie"*, des économistes prestigieux disent que le taux de chômage pourrait grimper jusqu'à 6,5 % cette année.

- Peu après le 11 septembre, les P-DG des compagnies aériennes ont demandé et obtenu 15 milliards de dollars d'aide du Congrès. Cette aide n'a pas fourni un seul centime aux travailleurs licenciés par ces mêmes lignes aériennes, mais a garanti que les directeurs continuent à encaisser des chèques exorbitants. Voilà le partage des sacrifices !

- Dans chaque secteur, on retrouve le même tableau. Les patrons demandent des

exonérations et des dérogations, surtout lorsqu'il s'agit de voir qui va payer l'assurance maladie. En réalité, étant donné que la plupart des travailleurs ont accès à cette assurance uniquement via leur emploi et leur convention collective, la perte de l'emploi est souvent le début d'un processus de perte de l'assurance maladie. On estime que la moitié de ceux qui perdront leur emploi cette année perdront aussi l'assurance maladie.

- Et quel filet protecteur pour les ouvriers licenciés ? L'assurance chômage a été réduite à la portion congrue et la plupart des travailleurs découvrent qu'ils ne peuvent pas bénéficier du plan de Bush "d'extension" de l'assurance chômage, pourtant si médiatisé.

- Utilisant le 11 septembre comme un prétexte, l'organisation des patrons, Business Roundtable, essaie de garantir une réduction permanente des impôts sur le revenu des sociétés.

- L'administration Bush veut aussi voler aux travailleurs les milliards de dollars de la Sécurité sociale. Pour financer un budget militaire amplifié, l'administration Bush a d'ores et déjà perpétré ce qu'un ancien conseiller de Clinton avait appelé *"un raid temporaire dans les excédents de Medicare et de la Sécurité sociale"*. En même temps, l'effort pour démanteler le système de Sécurité sociale continue sans répit. Pendant des décennies, Wall Street et les grands patrons ont convoité ces fonds de la Sécurité sociale. En décembre, la commission présidentielle chargée "d'imaginer" ce qu'il fallait faire de la Sécurité sociale a proposé de faire le premier grand pas vers la privatisation d'une partie du programme qui garantit la protection des familles, par le biais de l'introduction de comptes individuels en Bourse.

- Sans perdre une minute, l'administration Bush a ajouté la proposition de coupes drastiques de 1,7 milliard de dollars pour Medicare et les paiements de la Sécurité sociale.

- Le 7 décembre, la Chambre des représentants a adopté le dispositif de "fast-track" pour le traité de la zone de libre-échange des Amériques (FTAA ou ALCA). Bush avait dit qu'il avait besoin de *"pouvoir promouvoir le commerce"*

parce que l'agenda du "libre commerce" — c'est-à-dire l'agenda de destruction des sociétés multinationales telles qu'Enron — serait une priorité absolue pour le succès de la "guerre contre le terrorisme". Il a expliqué que l'un n'allait pas sans l'autre.

Le niveau de vie et les conditions de travail ne sont pas les seuls éléments à détruire. On attaque aussi les libertés civiles et les droits démocratiques essentiels.

- Le 14 septembre, la Chambre des représentants et le Sénat ont adopté une résolution commune, permettant "*l'action contre les nations, les organisations ou les personnes*" dont le président déterminera qu'elles ont "*planifié, autorisé, commis ou aidé à commettre*" les attaques terroristes du 11 septembre. Ce vote a donné à Bush pleins pouvoirs pour prendre les mesures qu'il voulait, aussi bien en ce qui concerne les actions militaires extérieures que pour sa guerre intérieure contre les droits constitutionnels. C'est ce vote qui a légitimé l'enlèvement massif des "disparus" — les 1 200 étrangers arrêtés et emprisonnés sans aucun chef d'accusation, souvent transportés d'un lieu de détention à un autre, sans avoir accès à un avocat, sans aucune preuve préalable d'actes criminels. Des centaines sont toujours emprisonnés.

- Le 25 octobre a vu le Congrès adopter une loi de portée très large, frauduleusement baptisée "Loi patriotique des Etats-Unis d'Amérique" (USA Patriot Act). Cette loi vide complètement de leur contenu les garanties du quatrième amendement de la Constitution contre les perquisitions ou enlèvements arbitraires et crée des définitions nouvelles du "*terrorisme interne*", si vagues qu'elles menacent virtuellement quiconque ne partage pas la politique du gouvernement. D'après l'ACLU (2), cette loi

*"donne un pouvoir énorme à l'exécutif, sans fournir des garanties ; ce pouvoir peut être utilisé contre les citoyens des Etats-Unis et n'est pas soumis à un contrôle efficace des juges".*

- En fait, le langage de cet "USA Patriot Act" est si vague qu'il ouvre la porte à la

pénalisation des grèves, des manifestations, des rassemblements, des marches d'encerclement des chambres législatives, et d'autres actions ouvrières considérées jusqu'à présent comme des exercices légitimes de la liberté d'expression. Elle ouvre également la porte à des agressions à l'égard des mouvements antiguerre et antimondialisation, à l'égard des mouvements sociaux progressistes pour les droits civils et les droits des femmes, des immigrés, des homosexuels, et d'autres.

- Dans le même temps, le gouvernement des Etats-Unis a mené une campagne ciblée contre les travailleurs provenant du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, qui font l'objet d'interpellations et d'emprisonnement, de menaces, de harcèlement extralégal et de faits de plus en plus fréquents de violence et d'assassinat. A vrai dire, les huit millions de travailleurs sans papiers qui sont aux Etats-Unis, quelle que soit leur origine, sont confrontés à une persécution accrue, tandis que le gouvernement n'arrête pas d'attiser les feux des préjugés anti-immigrés et la xénophobie.

Ces attaques sont une offensive indirecte contre les syndicats, car elles rendent plus difficile d'organiser ceux qui ne le sont pas. Les travailleurs sans papiers, qui, ces dernières années, ont été très favorables aux campagnes de syndicalisation (par exemple, le mouvement des gardiens et nettoyeurs de Los Angeles, Justice for Janitors), pourraient être moins enclins à agir de cette façon dans cette nouvelle atmosphère. Au fur et à mesure que le gouvernement nourrit le sentiment anti-immigrés et sème la division entre les gens sur la base de la couleur et de la nationalité, la tâche syndicale de promouvoir l'unité et la solidarité des travailleurs devient beaucoup plus difficile.

La liste d'agressions contre les travailleurs de ce pays devient plus longue chaque jour. Il faut dire la vérité, nettement et à haute voix : la prétendue "*guerre contre le terrorisme*" est un prétexte pour que les patrons et les politiciens à leur service puissent imposer par la force l'ordre du jour dévastateur des multinationales.

(2) American Civil Liberties Union, la principale organisation des droits civils aux Etats-Unis — NDT.

Ce qu'ils aimeraient le plus, ce serait que les travailleurs des Etats-Unis acceptent et, au nom de "l'unité nationale" pour la "lutte contre le terrorisme", acceptent la destruction de leurs emplois, de leur assurance maladie, de leur système de Sécurité sociale, des libertés civiles et des droits démocratiques auxquels nous tenons tant... Tous les acquis arrachés depuis des décennies de haute lutte et par de grands sacrifices.

Au fur et à mesure que la récession économique s'approfondit et que le malaise dû à la politique du gouvernement augmente parmi les travailleurs, les patrons et les politiciens aimeraient surtout opposer les travailleurs d'origine américaine contre les immigrés, pour dévier l'attention des actions du gouvernement. Les patrons veulent casser la solidarité ouvrière, si essentielle pour résister contre l'offensive des grandes entreprises.

---

## **CELA NE SERAIT PAS POSSIBLE SANS L'ACCORD DU PARTI DÉMOCRATE**

---

On ne saurait ignorer un trait essentiel de l'après-11 septembre. Bush n'aurait pas pu mettre en œuvre une seule de ces mesures anti-ouvrières s'il n'avait pas bénéficié du soutien total du Parti démocrate.

Prenons le vote du 14 septembre sur les pouvoirs de guerre : un seul membre du Congrès, Barbara Lee, de Berkeley (Californie), a voté contre cette résolution ; et encore, elle a fini par voter pour l'augmentation du budget militaire. A vrai dire, les démocrates ont essayé d'aller plus loin que Bush. Le 7 décembre, les démocrates du Congrès ont octroyé à Bush, pour les dépenses militaires, 15 milliards de dollars de plus que ce qu'il avait demandé !

Les attaques contre la Sécurité sociale et Medicare ont été pleinement partagées par les deux partis. Et la "loi patriotique" a été soutenue par les trois quarts des démocrates du Congrès. Les leaders du Parti démocrate dans les deux chambres du Congrès — Tom Daschle et Richard Gephardt — ont voté pour cette loi, pre-

nant la tête de l'offensive contre les libertés civiles.

Dans son discours sur l'état de l'Union, Bush a loué les démocrates de la Chambre pour leur bon sens et pour avoir voté avec les républicains les pouvoirs spéciaux pour les négociations commerciales. Et il a exigé des démocrates du Sénat qu'ils accomplissent leur "devoir patriotique" en faisant de même. La "réponse" de Gephardt, au nom du Parti démocrate, a porté Bush aux nues et n'a pas dit mot contre le "fast-track" et la FTAA.

Sous l'administration Clinton, les démocrates avaient asséné des coups terribles aux travailleurs. L'ALENA, qui a fait perdre plus d'un demi-million d'emplois qualifiés et provoqué l'élimination des droits du "welfare", est un exemple fondamental. Maintenant, les démocrates sont le "parti d'opposition", mais ils suivent le même chemin en s'unissant aux républicains pour adopter des lois qui mettent en danger la capacité des syndicats à s'organiser et à résister à l'offensive des patrons, qui piétinent les libertés et les droits démocratiques.

---

## **GRANDES MENACES POUR L'INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT SYNDICAL**

---

Il y a cinq ans, lors de la fondation du Labor Party, les 1 500 délégués ont caractérisé le Parti démocrate non comme celui des "amis du travail", mais comme un parti des patrons. Ils ont dit qu'il s'agissait d'un parti voué à la défense des intérêts des multinationales contre la classe ouvrière américaine.

Aujourd'hui, le Parti démocrate a révélé son caractère de classe plus brutalement que jamais, en rejoignant Bush pour promouvoir la "guerre contre le terrorisme" totale et "de longue durée", qui n'est que la couverture pour détruire les acquis et les intérêts des travailleurs et de tous les opprimés, aussi bien dans notre pays qu'ailleurs.

Cette offensive est une menace grave pour l'indépendance des syndicats et des organisations de la classe ouvrière.

Les candidats du Parti démocrate s'adressent à nouveau à nos syndicats et aux travailleurs en général pour leur demander leur soutien lors des élections de novembre 2002, espérant qu'une fois encore, nous nous laisserons prendre par leur vieil argument du moindre mal. Les syndicats se voient sommés par eux de s'aligner sur la "*guerre contre le terrorisme*". Tandis qu'ils remplissent leurs poches à nos dépens, ils prêchent le "*sacrifice pour le bien de la nation*".

Quelle relation tout cela a-t-il avec le Labor Party ? Le Labor Party lui-même se voit soumis à une pression terrible pour qu'il change de cap et s'aligne.

Des voix se sont élevées — y compris de l'intérieur du Labor Party —, prétendant que si le Labor Party veut peser, s'il veut devenir un acteur sur la scène politique, il doit décider, lors de sa prochaine convention, de soutenir des "candidats d'union" des démocrates et-ou du parti Vert. Ces mêmes voix et d'autres suggèrent qu'il était prématuré de lancer le Labor Party en 1996. On nous dit que les conditions pour créer un tel parti n'étaient pas assez mûres, qu'il est temps de chercher des pâtures "plus vertes".

D'autres nous disent qu'il est illusoire de construire un Labor Party appuyé sur les syndicats, un parti de classe. Ne savons-nous pas, nous disent-ils, que la notion de "parti de classe" est démodée ? N'avons-nous pas compris que cette nouvelle période de la "société civile" demande une stratégie nouvelle pour forger les coalitions interclassistes ? Ne nous sommes-nous pas rendu compte que les intérêts de tous les secteurs de la société (les travailleurs, les multinationales, les Eglises, les gouvernements, les ONG, les syndicats, la jeunesse, etc.) peuvent être fondus ensemble pour le "bien commun" par le biais de relais tels le "Global Compact" des Nations unies, le Forum social mondial de Porto Alegre et-ou l'inclusion de "cartes sociales" dans l'OMC, la Banque mondiale et le FMI ?

A ces voix, il faut donner une réponse tranchante : la société d'aujourd'hui n'est différente que par la gravité des offensives contre notre classe. Mais, comme auparavant, il y a deux classes sociales fonda-

mentales — la classe ouvrière et la classe dominante —, aux intérêts diamétralement opposés. La "société civile" n'a pas supplanté la "société de classes".

D'un côté, il y a une poignée de capitalistes super-riches, qui possèdent et gèrent les multinationales, et dont les intérêts sont servis par l'administration Bush et par les "républocrates" dans le Congrès. Leur but direct est d'augmenter leur richesse sur la base de la destruction de nos emplois et de nos salaires. Ils tirent leurs profits de notre travail.

Le scandale d'Enron suffit pour voir ce qu'est la "culture des entreprises" d'aujourd'hui, pour voir à quel point ces entreprises géantes sont devenues de grands organes parasitaires parmi nous.

Comme autant d'autres sociétés, Enron graissait la patte des politiciens des deux partis pour qu'ils réalisent leurs plans, en l'occurrence les mesures de déréglementation, qui, pour l'essentiel, ont cassé notre système de l'énergie dans un Etat après l'autre.

Comme bien d'autres grandes sociétés, Enron ne payait pas d'impôts, tandis qu'elle recevait du gouvernement des centaines de milliers de dollars d'exonération fiscale. Enron avait une fausse comptabilité, transférait ses investissements, pratiquait l'évasion fiscale, blanchissait de l'argent... et, finalement, elle a saigné des milliers d'employés et d'investisseurs.

Et encore, Enron n'est-elle que la pointe émergée de l'iceberg.

De l'autre côté, nous avons les salariés. Nous sommes la grande majorité de la société, qui n'avons que notre force de travail à vendre. Notre seul moyen de défense est l'organisation collective et l'action collective.

Il y a parmi nous les hommes et les femmes de Charleston (Caroline du Sud), qui ont défié les injonctions antidémocratiques d'une cour et ont refusé de décharger un vaisseau "jaune" parce qu'ils voulaient préserver leurs emplois de dockers. Nous sommes aussi les membres et les militants des syndicats qui ont mené une bataille épique en novembre dernier pour en finir avec la déréglementation de l'énergie en cherchant à municipaliser

l'électricité. Nous sommes les 28 000 employés publics du Minnesota amenés à la grève en octobre par la proposition de sous-traitance du gouverneur, qui ont été harangués par les médias — contrôlés par les patrons — jour après jour en martelant que leur grève était "*antipatriotique*". Et nous sommes les sidérurgistes de LTV Steel, dans l'Ohio, qui, aujourd'hui, en luttant durement pour préserver leur assurance maladie, lèvent le drapeau d'un plan d'assurance maladie universelle, d'une caisse unique, pour tous les travailleurs de l'Ohio.

Notre classe est la classe des hommes et des femmes de tout le pays qui, chaque jour, aspirent à défendre leur niveau de vie et leurs conditions de travail contre l'offensive brutale des patrons et du gouvernement qui sert les patrons, qui nous dit que nous devons faire des sacrifices pour les profits des riches.

---

## LA SITUATION PRÉSENTE EST LOURDE D'UN GRAVE DANGER

---

Les travailleurs, d'une côte à l'autre, savent que la situation présente est lourde d'un grave danger. Les démocrates et les républicains, les partis jumeaux de la guerre et de l'exploitation, sont décidés à utiliser les événements du 11 septembre pour assener des coups décisifs à la classe ouvrière et à ses organisations — avant tout, aux syndicats. Sans syndicats indépendants et sans organisation indépendante, les travailleurs ne pourraient se défendre contre cette offensive.

C'est dans cet esprit que nous lançons un appel au plus large regroupement pour la défense de l'indépendance des syndicats, pour la défense des droits ouvriers, pour la défense des libertés et des droits démocratiques, pour la défense de toutes les conquêtes arrachées de haute lutte par les travailleurs.

Le temps est venu de se mettre debout et de s'organiser pour dire :

- Paix et justice maintenant !
- Arrêtez la "*guerre contre le terrorisme*" !

- Défendons toutes les libertés civiles !

- Non à l'ALENA et au FTAA-ALCA !

- Halte au "fast-track" !

- Abolition de l'OMC !

- Arrêtez toutes les privatisations et la déréglementation !

- Arrêtez les attaques contre les immigrés et les travailleurs migrants !

- Défendons la Sécurité sociale !

- Défendons l'indépendance des syndicats, contre toutes les tentatives d'intégrer les syndicats dans des "social compacts" avec les multinationales !

- Annulation de la dette des pays sous-développés !

- Arrêtez les plans d'ajustement structurel !

- Assurance maladie universelle à caisse unique maintenant !

Sans doute, il faut l'effort uni de la classe ouvrière pour défaire les plans appliqués par les sociétés multinationales, par l'administration Bush, par les démocrates et les républicains : mais il existe déjà un instrument qui peut et doit être à la tête de ce combat et commencer à organiser la réponse, parce qu'il est pour la défense des travailleurs contre les patrons et leur gouvernement. Cet instrument est le Labor Party.

---

## UNE TÂCHE URGENTE

---

C'est pourquoi nous, soussignés, disons qu'une des tâches les plus urgentes des travailleurs aujourd'hui est de défendre, de renforcer et de relancer le Labor Party.

Le Labor Party est une organisation nationale composée par neuf syndicats nationaux et par des milliers de syndicats locaux — il représente plus de deux millions de travailleurs —, des organisations qui soutiennent les travailleurs et ses

membres individuels. Il s'est prononcé clairement pour le soutien des demandes les plus importantes pour les travailleurs, que ce soit concernant l'ALENA, l'OMC, l'assurance maladie ou le droit de s'organiser, de négocier et de faire la grève.

A tous ceux qui disent que le Labor Party est trop faible pour faire face aux défis, ou qui disent qu'on ne peut faire grand-chose pour promouvoir l'action politique indépendante dans le climat actuel, ou qui disent que nous devons nous adapter au "statu quo", nous répondons : le Labor Party existe. Il peut — en fait, il doit — se faire le champion des intérêts des travailleurs, aujourd'hui en proie à des attaques sauvages. C'est vrai, le Labor Party doit encore être construit, mais il *peut* être construit. Oui, il a d'importantes faiblesses — pour une bonne partie produit de son inaction même —, mais ces faiblesses *peuvent* être surmontées.

Nous sommes convaincus que seul un Labor Party, luttant pour promouvoir les

intérêts des travailleurs dans les rues, dans les usines, dans les assemblées législatives de ce pays, peut offrir une voie pour une issue positive face au cours barbare utilisé contre la classe ouvrière américaine par les partis jumeaux des patrons.

Comme le dit bien un tract de propagande du Labor Party :

*"Si tu en as assez d'un système politique dominé par l'Amérique des multinationales ; si tu penses que qui veut travailler mérite un emploi décent et un salaire convenable et qu'une assurance maladie de qualité doit être un droit ; si tu penses à un parti politique qui présente des candidats issus de ses propres rangs, dont la vocation est de défendre les travailleurs et leurs demandes ; si tu es pour une vie meilleure pour nous et pour nos enfants, il est temps que tu adhères au Labor Party. Ton soutien donnera vie à la vision du Labor Party !"*

Unissons-nous pour défendre le Labor Party et le renforcer ! C'est maintenant !

## Portugal

# La lutte du POUS pour une politique socialiste

*Par Carmelinda PEREIRA et Aires RODRIGUES*

La section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale plonge ses racines dans la révolution qui a commencé le 25 avril 1974. En effet, le POUS est le résultat de la fusion, en juillet 1979, d'un courant de militants socialistes exclus ou écartés du PS, qui avaient constitué le Mouvement pour

l'unité socialiste, avec l'Organisation socialiste des travailleurs, appartenant à la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les coups reçus depuis par les travailleurs portugais, autant de reculs de la révolution, ont balayé des entreprises une

grande partie de l'avant-garde de la classe ouvrière. Ce processus n'a pas épargné le POUS, qui, pourtant, a tenu le cap, et qui, dans le cadre du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale et des initiatives de l'Entente internationale des travailleurs, a cherché les moyens pour la défense des acquis de la révolution portugaise, en particulier en fournissant des points d'appui pour la résistance des travailleurs dans des secteurs comme l'enseignement ou les verreries.

Une conquête clé dans cette lutte a été la sortie du mensuel *O Militante Socialista*, tribune libre de la lutte des classes, depuis trois ans.

Nous voulons rendre compte dans cet article des choix et des avancées faits par le POUS dans la nouvelle situation ouverte au Portugal après la défaite cinglante du Parti socialiste lors des élections municipales du 16 décembre 2001.

---

## LE TABLEAU DE LA SITUATION POLITIQUE APRÈS LES LÉGISLATIVES DU 17 MARS 2002

---

Après six ans de gouvernement PS — avec une large majorité de députés PS et PCP au Parlement, avec aussi le pouvoir local dans les mêmes mains (plus de deux tiers dans l'ensemble du pays, et surtout les grandes villes), avec un président de la République membre du PS —, le Portugal aura maintenant un gouvernement constitué par deux partis appartenant directement à la bourgeoisie. Ce sera un gouvernement formé par le PSD (qui a obtenu 40 % des voix exprimées, face aux 38 % du PS) et par le CDS-PP, le parti lié, puis ouvertement héritier de l'ancien régime, et soutenu par l'Église catholique.

Dans les résultats de ces élections législatives du 17 mars, en plus de la défaite du PS, il faut remarquer la chute du PCP, dépassé par le CDS-PP en nombre de députés à l'Assemblée de la République.

Le Bloc de gauche — formation politique produit de l'alliance du PSR (appar-

tenant au Secrétariat unifié) et de l'UDP (idéologie maoïste) — arrive à avoir aussi une représentation nationale, avec deux députés élus pour Lisbonne et un pour O Porto.

Le taux d'abstention des élections législatives de 1999 s'est maintenu : 38 %.

Devant ce tableau politique, une grande campagne se développe dans les médias sur trois axes :

1. le pays a viré à droite ;
2. le gouvernement PS, dirigé par António Guterres, a laissé le pays dans le chaos ;
3. le nouveau gouvernement a la responsabilité de prendre des mesures très dures pour sauver le pays.

---

## COMMENT A-T-IL ÉTÉ POSSIBLE D'ARRIVER À CES RÉSULTATS ? REPRÉSENTENT-ILS VRAIMENT UNE DÉFAITE DES MASSES TRAVAILLEUSES ? Y A-T-IL UN "VIRAGE À DROITE" ?

---

Seize années d'application des politiques de l'Union européenne — d'abord au nom des critères de convergence, et ensuite au nom des critères de stabilité — ont produit dans la vie économique et sociale du pays des changements d'une grande portée.

Le pays est couvert par tout un réseau d'autoroutes et de routes, qui n'existaient pas à cause de l'énorme retard provoqué par quarante-huit années de dictature, dont les treize dernières ont connu l'effort de guerre dans les anciennes colonies du Portugal.

Il y a des constructions immobilières partout, et c'est dans le bâtiment que des milliers d'immigrés travaillent.

Des milliards ont été dépensés pour des travaux de grande envergure : l'Exposition universelle de 1998, de grands centres culturels, un grand barrage, et, maintenant, une dizaine de nouveaux stades de

football, en même temps que le nombre de voitures a augmenté de manière vertigineuse et que le luxe est devenu une réalité pour certains Portugais.

Si l'on se fiait seulement à l'apparence des choses, on pourrait dire que, après l'intégration à l'Union européenne et le transfert des millions des "fonds communautaires", le Portugal est devenu un pays moderne et développé, dans lequel les conditions de vie se sont beaucoup améliorées.

Comment expliquer, alors, qu'une grande partie de l'électorat refuse de voter, que le PS et le PCP (coresponsables de l'application de cette politique) aient été défaits, tout comme il y a six ans Cavaco Silva (Premier ministre d'un gouvernement du PSD), gestionnaire de cette même politique, avait été chassé du pouvoir ?

Derrière ce vernis de développement et d'opulence, il y a la destruction de presque tout l'appareil productif et du marché national.

- une majorité des entreprises publiques, produit de la restructuration des secteurs nationalisés suite de la révolution du 25 avril 1974 (banques, assurances, secteur de l'énergie, télécommunications, alimentaire, ciments, tabac, etc.), ont été privatisées et vouées au marché boursier ;

- d'autres secteurs (comme la métallurgie lourde ou la sidérurgie) ont été pratiquement détruits, ou bien réduits à de petites unités (comme c'est le cas dans les chantiers navals) ;

- une fois brisés les monopoles d'Etat, les conditions étaient créées pour l'effondrement, comme un château de cartes, de milliers de petites entreprises privées sous-traitantes des grandes unités productives ;

- les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des conserves n'ont pas réussi à survivre, sous la pression des quotas de production et des prix élevés des facteurs de production, ne pouvant faire face à l'occupation du marché national par les marchandises venues de l'extérieur ;

- les secteurs de l'industrie traditionnelle (chaussures, laines, tissus) sont en crise profonde ;

- le commerce traditionnel est aussi ruiné, le pays étant couvert par de grands supermarchés et des centres commerciaux, que quelqu'un a appelé "*les cathédrales de la consommation*".

Avant d'entrer dans l'Union européenne, le pays importait 50 % des denrées alimentaires qu'il consommait. Au bout de seize ans, il en importe 90 %.

Les prix des produits alimentaires et d'autres biens de consommation, aussi bien que des médicaments et des services, sont désormais "européens". En même temps, les salaires et les retraites d'une grande partie de la population sont les plus bas des pays de l'Union européenne.

Les services publics dans le secteur de la santé se détériorent chaque jour, avec la réduction du nombre de travailleurs, la fermeture de certains secteurs (les urgences et des spécialités dans les hôpitaux), la gestion privée, etc.

Les réformes systématiques dans le secteur de l'enseignement ont eu comme conséquence la déqualification, l'abandon de l'école, la privatisation de l'enseignement supérieur.

Les relations de travail sont chaque fois plus précaires, avec un nombre toujours croissant de contrats à durée déterminée et de travailleurs à statut "d'entrepreneur individuel", avec l'augmentation du travail clandestin.

Des centaines de milliers de travailleurs touchent des "retraites anticipées", d'autres ont été simplement licenciés (avec ou sans compensation) et une partie de la population, y compris beaucoup de jeunes, est au RMI.

La consommation de drogue s'étend dans tous les secteurs de la jeunesse.

Voilà la base de la décomposition sociale, du laxisme et du manque de motivation dans la fonction publique, de la déception, de l'inculture et du discrédit des institutions (lors de la dernière élection présidentielle, en 1999, il y a eu plus de 50 % d'abstention).

Voilà les conséquences des politiques définies par les institutions internationales dirigées par le grand capital, et appliquées

au Portugal directement par les uns, avec la connivence et la complicité des autres.

Voilà les politiques qui mènent à la destruction de la nation portugaise elle-même.

L'application de cette politique s'en est toujours prise aux conquêtes (économiques, politiques et sociales) et aux droits conquis par la révolution d'avril 1974, imposant des révisions systématiques de la Constitution et de la République portugaise.

---

## LA RÉSISTANCE DES MASSES. L'ACTION DES APPAREILS DU PS ET DU PCP

---

Ce n'est pas pacifiquement que les mesures de destruction de la vie du pays et des droits de la majorité du peuple ont été appliquées.

Elles se sont toujours heurtées à la résistance et à la mobilisation de pratiquement tous les secteurs de la classe travailleuse, des étudiants, des agriculteurs, des pêcheurs, par des grèves et des manifestations.

C'est cette résistance qui a amené Cavaco Silva à affirmer publiquement, en 1994, que les "*forces de blocage*" ne lui permettaient pas de continuer à gouverner.

En 1995, au gouvernement de Cavaco Silva, a succédé le gouvernement de Guterres, qui a continué la même politique de privatisations, d'acceptation des quotas de production, de démantèlement des services publics. Guterres s'est également heurté à des résistances, exprimées notamment dans la défaite du référendum sur la régionalisation du pays (qui était soutenu aussi par la direction du PCP).

La politique de concertation sociale a été mise en œuvre par ces deux gouvernements. Mais c'est le gouvernement du PS qui s'est efforcé le plus à faire que les directions syndicales et politiques l'aident à appliquer les mesures.

A travers ce processus sinueux, les dirigeants politiques et syndicaux du PS et du

PCP ont réussi à continuer de mettre en œuvre les exigences de la Commission européenne, ce qui a été à l'origine du développement scandaleux de la corruption, de l'évasion de la richesse nationale vers l'étranger (en 2001, s'est évaporé, à travers la Bourse, l'équivalent de 20 % du produit intérieur brut) et d'un processus croissant de décomposition de la société.

Les difficultés subies par la population — l'augmentation irrépessible du coût de la vie et les bas salaires, l'instabilité de l'emploi et la précarisation croissante — ont mené à la généralisation et à l'approfondissement du malaise, en même temps que la crise dans le PS et dans le PCP commençait à s'accélérer.

---

## LE 11 SEPTEMBRE 2001 A PRÉCIPITÉ LA CRISE

---

Les événements du 11 septembre et la guerre contre le peuple afghan — dans le cadre d'une déclaration de guerre militaire et économique contre les peuples du monde, de la part de l'impérialisme — ont précipité le dénouement de la crise et de la résistance au Portugal.

La crise était déjà là lorsque, au début de l'été 2001, la Commission européenne a sorti un carton jaune au gouvernement Guterres, parce qu'il n'arrivait pas aux objectifs fixés pour la réduction du déficit budgétaire. Le ministère de l'Economie et des Finances, dirigé par Pina Moura (ancien militant du PCP), a répondu en adoptant un lot de "*50 mesures pour sauver les finances publiques*", visant à l'application du "Pacte de stabilité" de l'Union européenne.

Ce lot de mesures a été soutenu par Bruxelles, mais a créé des fissures au sein même du gouvernement portugais, qui ont amené à la démission de Pina Moura et du ministre de la Santé.

Les événements qui ont suivi le 11 septembre, avec la déclaration de guerre militaire et économique de l'impérialisme, au nom de la lutte contre le terrorisme, ont poussé tous les gouvernements à accélérer l'application des plans de l'Union euro-

péenne. Le gouvernement Guterres s'est donc retrouvé sous la pression pour mettre en œuvre le plan de privatisations et d'attaques contre les services publics.

Au même moment, le président de l'Association de l'industrie portugaise (AIP) (1) exigeait le licenciement immédiat de 150 000 employés publics et la flexibilisation des lois du travail.

Le gouvernement Guterres a répondu en promettant de réduire progressivement le nombre des fonctionnaires publics, de façon à supprimer 210 000 emplois jusqu'en 2010 grâce à l'une des "50 mesures", qui ne permet d'embaucher qu'un seul fonctionnaire pour quatre sortants.

Plusieurs secteurs du PS, y compris l'aile proche de Mario Soares, se sont exprimés publiquement contre la guerre en Afghanistan.

A l'intérieur du PS, commençait à se dessiner une opposition au gouvernement, qui tendait à s'exprimer au sein du groupe parlementaire.

Ce programme de mesures brutales — dérivées du "Pacte de stabilité" de l'Union européenne — se heurte à la population et à une classe travailleuse qui cherche des points d'appui pour résister.

---

## LE RÔLE DU PCP ET DU BLOC DE GAUCHE

---

Aussi bien l'un que l'autre ont fait beaucoup de critiques au gouvernement, mais ils ont toujours évité de toucher aux décisions de l'Union européenne. Leur politique a été nettement une "politique d'accompagnement", comme s'il était possible de résoudre réellement n'importe quel problème au Portugal sans demander la fin immédiate du processus de privatisations et sans rejeter les exigences de l'Union européenne, qui n'a pas arrêté de vouloir imposer des sanctions au gouvernement (au peuple !) portugais, parce qu'il ne respectait pas les quotas de production laitière, parce qu'il avait donné des compensations "indues" aux éleveurs de porcs, aux viticulteurs, ou parce qu'il produisait trop de viande de bœuf.

Cette situation a provoqué des épisodes qui ont scandalisé tout le pays, tel que l'ensevelissement de 600 tonnes de viande de qualité garantie, tandis que la population doit manger de la viande importée, dont la qualité pourrait être soupçonnée.

Aucun parti, et notamment le PS ou le PCP, n'ont levé le petit doigt face à ce scandale. Les seuls à s'être élevés contre ont été les écologistes, non parce qu'il ne fallait pas détruire la viande, mais parce qu'enterrer une telle quantité pouvait "*perturber l'équilibre de l'environnement*" !

---

## LA DÉFAITE DES APPAREILS DU PS ET DU PCP LORS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DU 16 DÉCEMBRE 2001

---

C'est ce sentiment de rage, de révolte, de malaise et de découragement qui a provoqué, lors des élections municipales du 16 décembre 2001, ce que plusieurs analystes ont appelé un "*tremblement de terre électoral*".

Le pays a changé de couleur politique. La plupart des villes les plus importantes du pays, y compris les trois plus grandes (Lisbonne, O Porto et Coïmbra), ont été perdues par le PS et le PCP, tandis que l'abstention est restée élevée.

Dans un pays en état de choc, le soir même des élections, le Premier ministre, António Guterres, fait une déclaration courte, affirmant :

*"Le pays est au bord du marais. Je démissionne comme Premier ministre et comme secrétaire général du PS."*

La crise qui couvait dans le PS et dans le PCP s'étalait alors publiquement.

Le PS reste sans direction, et dans le PCP les militants se demandent comment il se peut que leur parti ait été tellement puni, "*sans même avoir participé au gouvernement*".

---

(1) L'organisation patronale.

Il y a eu des déclarations publiques de responsables du PS qui essayaient de faire le bilan de la situation. Des responsables de l'aile "rénovatrice" du PCP ont exigé la tenue d'un congrès du parti, pour promouvoir une alliance avec le PS.

---

## LA POSITION DE LA SECTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Les militants portugais du POU S, dialoguant avec le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont analysé les événements de cette façon :

- La défaite du PS et du PCP lors des élections municipales n'a pas été une défaite de la population et des masses travailleuses, mais l'expression d'une forte volonté de rejeter les politiques de destruction du pays.

- La survie du mode de production capitaliste, dans l'étape actuelle de décomposition, exige, partout dans le monde, la destruction des acquis arrachés par l'action révolutionnaire des masses.

- Les mesures de destruction qui sont prises mettent en question la démocratie et la souveraineté des nations, détruisant les partis mêmes qui les appliquent, ce qui est en train d'arriver au PS portugais.

- Les masses travailleuses cherchent un point d'appui pour défaire l'orientation du gouvernement aux ordres de Bruxelles.

- Le PS est mis en question. La politique de l'impérialisme, dans cette étape de décomposition, est incompatible avec l'existence même des partis socialistes et sociaux-démocrates. Cette incompatibilité découle du fait que la survie du système capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, exige la destruction de toutes les conquêtes sociales et démocratiques, dont beaucoup ont été arrachées par la lutte de la classe ouvrière pendant la période du capitalisme ascendant et la formation de ces partis. Leurs directions, en appliquant les mesures de l'impérialisme, détruisent leur base d'existence. Cela est particulièrement vrai du PS portugais, qui a été lié à la conquête d'une bonne partie des acquis de la révolution.

Nous n'avons aucune illusion sur la possibilité de changer le PS : même la révolution ne l'a pas amené à rompre avec l'impérialisme. Pourtant, comme le dit le *Programme de transition*, placées dans des conditions exceptionnelles, devant l'action des masses, ces organisations, et même les partis staliniens, pourraient faire des pas dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

De ce point de vue, la question posée après le 16 décembre, et encore aujourd'hui, est de savoir si, à partir de la défaite électorale, le PS ou des secteurs du PS pourraient faire des pas qui puissent être des points d'appui pour la résistance des masses.

Surtout lorsque des responsables du PS comme Manuel Alêgre, vice-président de l'Assemblée de la République, affirmaient qu'il faut un changement,

*"parce que c'est de cela qu'il s'agit. Le vote populaire a exprimé cette volonté. Ou bien le changement se fait dans le PS, ou il finira par être fait contre le PS. Voilà la question qui se trouve posée. Il faut changer de cap et de politique. Je pense qu'il est possible de défaire le PSD... Le PS peut encore renverser la situation, mais pour cela, il doit vaincre la tentation de changer à peine ce qui est indispensable pour que tout continue de même. Ferro Rodrigues a toutes les conditions pour défaire Durão Barroso et son projet de vider l'Etat en privatisant notamment la Sécurité sociale et la Caixa Geral de Depósitos. Il s'agit d'un projet absurde, contre lequel on peut avoir le soutien d'une grande partie de l'électorat."*

Que faire dans cette situation ? Le POU S a décidé d'assumer pleinement ses responsabilités devant la difficile situation créée pour les travailleurs portugais. Ses dirigeants Aires Rodrigues et Carmelinda Pereira, ex-députés du PS, connus pour avoir voté en 1977 contre la ratification de la loi des contrats à durée déterminée et le projet de budget de l'Etat du premier gouvernement de Mario Soares, ont présenté publiquement une déclaration adressée à tout le mouvement ouvrier sur la situation et le besoin d'un changement positif.

Il était nécessaire de promouvoir le dialogue entre les militants et entre les masses, afin de trouver les réponses aux

problèmes les plus importants posés à tous. Il fallait se rappeler des pas concrets que des millions de travailleurs et de jeunes avaient commencé à faire en 1974, pour montrer comment il était possible, par les méthodes de la démocratie, de trouver des réponses positives à tous les problèmes.

La déclaration politique signée par Aires Rodrigues et Carmelinda Pereira indiquait trois voies possibles :

— *Ou la droite devient majoritaire, et ce sera la décomposition de la société ;*

— *ou le PS gagne à nouveau les élections, mais pour poursuivre, bien que sous d'autres formes, la politique qui a amené à cette défaite lors des élections municipales, et ce sera aussi la voie de la décomposition de la société portugaise ;*

— *ou bien le PS renoue avec les solutions et les méthodes démocratiques qu'il a adoptées en 1974, et un chemin positif pourra s'ouvrir pour le peuple portugais.*

*Voilà ce que nous estimons, nous, anciens députés du PS, devoir exprimer.*

*Qui peut s'opposer à la recherche d'une solution démocratique et populaire ?*

Pour notre part, nous nous déterminions à partir du besoin de toute la classe travailleuse et de la majorité du peuple portugais de résister à l'offensive destructrice de leurs droits et de la nation portugaise, offensive imposée par l'Union européenne.

Nous exprimions notre confiance en la capacité des masses travailleuses et des militants pour, dans le cadre de la démocratie, reprendre la voie positive amorcée le 25 avril 1974 :

*“Chaque Portugaise et chaque Portugais cherche aujourd'hui une réponse aux questions suivantes :*

— *Comment augmenter les salaires des travailleurs portugais, qui sont aujourd'hui les plus bas d'Europe ?*

— *Comment garantir le financement et l'organisation efficace d'un service national de santé et d'un système d'enseignement public ?*

— *Comment garantir une Sécurité sociale publique fondée sur le principe de la solidarité entre les générations ?*

— *Comment assurer la stabilité professionnelle des centaines de milliers de travailleurs en situation de travail précaire ?*

— *Comment préserver les contrats collectifs de travail et les lois du travail découlant du 15 avril, et les cadres juridiques balisés par la Constitution adoptée en 1976 ?*

— *Comment empêcher la privatisation d'entreprises publiques qui sont garantes de la souveraineté et de l'identité nationale (comme EDP, GALP, CGD ou la télévision et la radio) ?”*

---

## CANDIDATURES POUR UNE POLITIQUE SOCIALISTE

---

Cette déclaration politique a permis le dialogue avec beaucoup de travailleurs, jeunes, militants, et aussi avec des responsables du PS. En dix jours, elle a réuni 140 signatures.

Les militants affirmaient être d'accord avec tout son contenu, soulignaient le besoin de répondre aux problèmes précis qui y étaient exprimés (le besoin d'une augmentation des salaires, la fin des privatisations...). Mais ils exprimaient deux doutes : quel gouvernement pourrait faire cette politique ? Et comment le faire devant les exigences de l'Union européenne ?

Aires Rodrigues et Carmelinda Pereira ont publié une nouvelle déclaration politique, qui reprenait l'inquiétude des travailleurs devant la situation du pays, indiquait les questions principales qui se posaient à tous et, intégrant le dialogue que nous avions eu avec les travailleurs et les militants, affirmait à nouveau le besoin de trouver des issues positives, c'est-à-dire de renouer avec les mesures mises en œuvre après le 25 avril 1974.

Cette déclaration rappelait les pas en avant accomplis avec la révolution et indiquait quels étaient les responsables de la situation : ceux qui sont à la tête des organisations se réclamant du socialisme et du communisme, notamment la direction du PS.

Les travailleurs cherchaient toujours à retrouver cette voie. Voilà ce que le plé-

num des Commissions de travailleurs de la zone de Lisbonne a décidé :

- Ne pas accepter la déclaration de Durão Barroso, qui affirmait que s'il gagnait les élections, il allait privatiser tout ce qui reste encore à privatiser dans notre pays.

- Défendre la constitution d'un gouvernement qui arrête le processus de privatisation.

- Exprimer la volonté de participer à la mobilisation unie, avec leurs syndicats, pour empêcher que les processus de privatisation continuent.

La déclaration signalait aussi la position des travailleurs de Petrogal, contre la livraison de l'entreprise à une multinationale.

Les travailleurs et les militants qui, avec le POUS, voulaient une réponse positive pour la majorité du peuple portugais, pour une politique socialiste, allaient utiliser le terrain électoral pour ouvrir la discussion avec le plus grand nombre de travailleurs et de militants.

Sur cette base, en dix jours, 180 candidats ont formé des listes pour participer aux élections dans les dix circonscriptions électorales principales. Ils ont décidé d'un manifeste électoral, qui n'était que le développement de la déclaration sur laquelle les listes s'étaient constituées, en y ajoutant de premières propositions, elles aussi élaborées collectivement, pour répondre aux problèmes du pays. Ensemble, ils ont participé à l'élaboration des programmes de radio, des communiqués, aux discussions organisées dans plusieurs secteurs, aux meetings.

Se faisant l'écho de la préoccupation de beaucoup de militants et de travailleurs devant l'imminence d'une victoire des partis de la droite, le POUS et les candidats ont rédigé une lettre à Ferro Rodrigues, candidat du PS, en lui indiquant notre disposition de soutenir tout pas, si petit soit-il, qui permette de défaire la droite. Ils lui disaient :

*“Les responsables des organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs doivent choisir : ou bien répondre aux demandes des élec-*

*teurs et des militants qui veulent défaire Durão Barroso, ou bien accepter les engagements avec l'Union européenne, qui venait de demander au Portugal des réductions encore plus drastiques des allocations budgétaires pour la santé et la Sécurité sociale.”*

La campagne des listes présentées par le POUS pour une politique socialiste s'est heurtée aux plus intenses blocus de la plupart des institutions officielles. Ainsi, dans la circonscription électorale la plus importante après Lisbonne, celle de Porto, le POUS a été empêché arbitrairement de se présenter aux élections. Malgré le fait que la commission nationale des élections a considéré que la candidature présentée remplissait toutes les conditions nécessaires, le Tribunal constitutionnel a avalisé cette décision arbitraire. D'ailleurs, les journaux n'ont pas publié une ligne sur les listes du POUS, si ce n'est le dernier jour de la campagne, pour les calomnier, alors que le POUS ne disposait plus du temps nécessaire pour répondre. Le même boycott a été observé à la radio et à la télévision.

Même dans ces conditions, avec les réunions qui ont été organisées et avec quatre fois trois minutes d'émission de télévision et les programmes de radio (il s'agit de conquêtes de la révolution qui restent), la campagne a eu un écho qui s'est traduit par 4 300 voix, avec un score significatif dans le nord du pays. Plus encore : certains journaux ont attribué au POUS 4 200 voix (annulées) à Porto. Cette dernière information a été démentie, mais il reste le fait que certains secteurs, parmi les travailleurs, ont essayé de s'exprimer par nos listes. D'autres, partageant nos propositions, ont choisi d'autres options de vote.

Ces résultats ont amené le journal *O Publico* à déclarer le lendemain des élections :

*“De façon surprenante, le POUS résiste, et même récupère des voix.”*

La “surprise” tient sans doute au fait qu'ils savaient tous ce qu'ils avaient fait pour passer sous silence les propositions des candidatures pour une politique socialiste.

En revanche, le Bloc de gauche a eu un accès privilégié aux médias pendant toute

la campagne ; il faut dire que cette formation avait déclaré dès le début que, dans ces élections, l'Union européenne n'était pas en cause.

---

## LE BILAN DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET DES ÉLECTIONS

---

*“Après les élections législatives, les travailleurs et le peuple portugais se sont trouvés devant la perspective de la formation d'un gouvernement de droite. La responsabilité de cette situation ne vient ni des travailleurs ni du peuple : elle incombe entièrement au gouvernement de Guterres.*

*Voyons comment nous en sommes arrivés là, et quelles sont les tâches demandées à tous ceux qui prétendent défendre les droits des travailleurs, les conquêtes sociales et démocratiques, la production, l'avenir de la jeunesse et du pays.”*

C'est ainsi que commençait la déclaration de la commission nationale du POUS après les élections législatives du 17 mars. Elle affirmait :

*« Ni la direction du PS ni la direction PCP ne se sont positionnées du côté du peuple portugais pour défendre la souveraineté de la nation.*

*Les conséquences de cette orientation se voient à travers le résultat de ces dernières élections législatives :*

*— Il a confirmé le sens du vote des municipales, contre le gouvernement de Guterres et de l'Union européenne.*

*— Il a confirmé le taux de 38 % d'absentéisme, mettant en évidence que des millions de Portugaises et de Portugais ne se reconnaissent pas dans les partis actuels. En même temps, les votes pour Ferro Rodrigues sont des votes de travailleurs et de militants qui partagent ce même désir de changement, de défense des intérêts nationaux, des emplois et de la production.*

*Durão Barroso s'est retrouvé victorieux, mais ses 40 % d'électeurs ne représentent pas plus de 25 % du nombre d'inscrits sur les listes électorales. Il n'a*

*pas l'appui de la population. Il est minoritaire dans le pays.*

*Durão Barroso et tous les autres responsables politiques savent ce que ce vote signifie.*

*Ils savent que les travailleurs n'ont pas été vaincus et qu'ils ne peuvent accepter la destruction des systèmes nationaux de santé et de retraite exigée par l'Union européenne, ni la liquidation des entreprises publiques qui subsistent et des services publics (comme l'impose l'Union européenne).*

*(...) Durão Barroso sait qu'il ne peut appliquer la politique de l'Union européenne, même avec le CDS-PP, sans la complicité de la direction des autres partis officiels, en soumettant les syndicats à une collaboration conjointe. Il a conscience de sa fragilité.*

*(...) Les travailleurs et la majorité du peuple portugais n'ont signé aucun pacte pour que le pays soit à la merci des multinationales, sujet aux quotas de production, qui en arrivent à nous imposer des amendes pour “excès de production de lait”, ou obliger la population des Açores à enterrer des tonnes et des tonnes de viande bovine bonne pour la consommation.*

*(...) L'unité de tous avec nos organisations syndicales est nécessaire, pour faire face à la politique de Durão Barroso-Union européenne. »*

Il ne faut pas sous-estimer la portée du combat que représentent ces dix listes pour une politique socialiste, les 180 candidats, ceux qui ont participé à la campagne, les signataires de la lettre à Ferro Rodrigues ; cela ne s'arrêtera pas là. Toute la situation demande d'aller plus loin sur ce chemin. Beaucoup de militants socialistes, communistes, jeunes, sont prêts à débattre et à agir pour empêcher la destruction du pays. C'est à eux tous que la commission nationale du POUS s'adresse :

*“Les travailleurs n'accepteront pas la destruction que Bruxelles veut imposer. Il faut constituer des points d'appui pour cette lutte, ce qui est possible, parce que les travailleurs portugais, dans des situations plus difficiles, ont su trouver les moyens pour chercher une issue positive. Il faut aider à retrouver les méthodes de l'unité que nous avons réussi à obtenir après le 25 avril.*

*(...) Nous considérons qu'il est nécessaire d'ouvrir un large débat, pour qu'ensemble, nous trouvions les moyens de dialoguer et de collaborer pour agir de concert, afin de créer des points d'appui à la résistance des ouvriers et à la construction de l'unité pour défendre les retraites, le système de santé et les entreprises publiques."*

Le POUS réorganise ses forces pour ce combat, pour œuvrer au plus large regroupement dans le sens d'une politique socialiste. Pour cela, il a ouvert la rédaction du journal *O Militante Socialista*, pour en faire une tribune libre beaucoup plus large. Il ouvre son organisation aux nou-

veaux adhérents, il collabore avec les jeunes qui, lors de la campagne, ont adhéré à l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. C'est avec les jeunes qu'on construira un avenir de liberté et de progrès.

Dans les discussions de bilan des élections législatives, nous essayons d'expliquer que les résultats obtenus sont dus à l'existence d'une organisation avec une politique indépendante. Il faut renforcer cette organisation pour être à la mesure du combat qu'on vient d'engager.

**Carmelinda Pereira  
et Aires Rodrigues**

# L'infamie

## La campagne contre la IV<sup>e</sup> Internationale et sa section française

Par Jean-Pierre RAFFI

“L'infamie”. La campagne s'élargit jour après jour. Tous les moyens de la “grande” presse, de l'édition, du ragot télévisuel ou radiodiffusé... sont mis à contribution. On compte aujourd'hui pas moins de dix-sept livres (et déjà, d'autres sont annoncés), dont la seule fonction, dont le seul mobile éditorial semblent être la calomnie et la haine distillées contre le Parti des travailleurs et son courant trotskyste, le CCI.

L'infamie. Mercredi 13 mars, vers 7 h 30 du matin, un incendie ravageait les locaux du journal *Informations ouvrières*. En quelques minutes, les moyens de communication, de propagande et d'information du Parti des travailleurs étaient détruits. Non seulement les locaux, mais la totalité du matériel informatique, la totalité des archives ont été anéantis. Très rapidement parvenus sur les lieux, les pompiers étaient formels : il s'en est fallu de très peu que le siège national du parti dans sa totalité et les immeubles mitoyens

s'embrasent. C'est une chance inouïe qu'il n'y ait pas eu de victimes. Pompiers et policiers n'ont écarté aucune hypothèse. On en est encore là, quinze jours après les faits. Le Parti des travailleurs a porté plainte. L'enquête est en cours. Les conclusions n'ont pas encore été rendues.

Dans la conférence de presse convoquée le matin même du 13 mars, à 11 heures, dans les locaux dévastés du Parti des travailleurs, Daniel Gluckstein, secrétaire national du parti et candidat à l'élection présidentielle, soulignait la troublante concordance de temps :

*“Nous sommes mercredi, c'est le jour où notre hebdomadaire, Informations ouvrières, est publié. Et le bouclage du journal se fait généralement à l'heure où nous parlons, le journal était donc fini. Bien évidemment, il est hors de question de le publier ici, et nous ne savons pas à l'heure actuelle dans quelles conditions nous allons pouvoir reconstituer ce journal, l'éditer et le publier. Nous sommes à trois jours de la confection et de l'envoi*

*à l'imprimerie d'une profession de foi qui doit être, comme vous le savez, imprimée à 45 millions d'exemplaires. Les fichiers sont sous les cendres. Et, bien évidemment, comme vous le savez, cet incendie intervient la veille du jour où le Conseil constitutionnel ouvre ses portes pour recevoir les formulaires définitifs de parrainage des candidats."*

Ce sont les faits. Bien entendu, il ne nous appartient pas de dire s'il y a eu ou non acte volontaire de malveillance, si cette nouvelle infamie s'inscrit ou non dans l'enchaînement de la campagne haineuse qui prend chaque jour un peu plus des allures pogromistes (*lire ci-après l'article, dont des extraits ont été publiés dans Informations ouvrières, écrit par Jean-Jacques Marie, à propos du tombeau de mensonges et d'insanités qui se veut "livre" : Les Trotskistes, du soi-disant "journaliste interviewer" Christophe Nick*) (1).

Et les petits "Nick" ne manquent pas. Dans un autre de ces "best-sellers" qui tiennent lieu de référence dans le monde dit "de l'information", décidément peu regardant dès lors que c'est "dans l'air du temps" et surtout que ça rapporte, il est écrit que, durant la guerre, Pierre Lambert militait dans la CGT clandestine en relation avec d'autres militants qui participaient à la constitution d'organisations collaborant avec les nazis. Autrement dit, pour ces gens-là, syndicat ouvrier clandestin et organisation de collaboration, c'est la même chose. C'est la vieille antienne de l'"hitléro-trotskysme", élargie cette fois à tous les militants ouvriers.

Tel autre n'hésite pas à écrire que "*meurtres et viols collectifs*" se pratiquent dans les locaux du parti. Tel autre parle de Pierre Lambert comme d'un "*polit-gangster*" et déclare que la question "*qui se pose avec insistance au Parti des travailleurs, c'est que ce parti puisse sombrer avec son capitaine*". Cela porte un nom : c'est un appel à l'extermination politique, pour ne pas dire plus.

Répondant à l'une des rares questions posées par les journalistes, Pierre Lambert rappelait au cours de cette même conférence de presse :

*"Le vieux militant que je suis a connu, à différentes époques, de telles infamies.*

*Et il est toujours curieux que ceux qui organisent de telles infamies aient une telle volonté de tout reporter sur les trotskystes, qui sont un des courants du Parti des travailleurs. Il y a eu, dans le passé, l'extermination par Staline de toute la vieille garde du Parti bolchevique, de ceux qui avaient conduit la plus grande des révolutions, après la Révolution de 1789 et la Commune de Paris. Cette extermination était évidemment complétée par les calomnies, les mensonges, les assassinats, y compris autre part qu'en Union soviétique. Pendant la guerre, et en particulier au début de la guerre, des militants trotskystes, avec d'autres, notamment à Dantzig, ont été condamnés à mort par les nazis. Nous connaissons ces choses-là.*

*Malgré tout, nous avons continué calmement ce pour quoi nous estimons devoir combattre. Et aujourd'hui, ce qui vient de se passer ne peut que renforcer cette volonté de construire un parti ouvrier indépendant, qui serait capable d'aider (et non pas de se substituer, en distribuant des directives, comme tout un chacun est en train de le faire aujourd'hui à la radio ou la télévision) les exploités et les opprimés à trouver le chemin de leur libération."*

Pourquoi cette campagne contre le Parti des travailleurs et son courant trotskyste ? Pourquoi ce déchaînement contre la campagne et le candidat de ce parti à l'élection présidentielle ? Devant la presse, le 6 février, Daniel Gluckstein répondait à cette question :

*« Si ma candidature était créditée de plusieurs millions de voix, on pourrait comprendre un tel acharnement, bien que cela ne le justifierait en aucune manière. Mais je constate qu'au moment même où les instituts de sondage refusent de prendre en compte cette candidature,*

(1) Signalons que le sieur Christophe Nick a été condamné par le tribunal de grande instance de Paris sur plainte déposée par Daniel Gluckstein. Le tribunal ayant établi, entre autres, que "*la révélation d'informations afférentes aux origines familiales du demandeur, lesquelles, en outre, ne correspondent pour la plupart nullement à la réalité, constitue sans contestation une atteinte à la vie privée de celui-ci, d'autant que les propos incriminés sont en partie présentés comme ayant été tenus par M. Gluckstein lui-même*". Cet attendu jette à lui seul une lumière définitive sur l'ensemble du torchon publié par M. Nick et sur ses méthodes de falsificateur.

*supposée insignifiante, et où les médias refusent de nous donner la parole au motif d'une "insuffisante représentativité électorale", c'est à ce moment précis que se déchaîne cette campagne haineuse. Si le motif n'est pas électoral, quel est-il ? »*

Il a poursuivi :

*"Est-ce parce que nous sommes en campagne pour la reconquête de la démocratie ? Est-ce parce que nous nous prononçons pour la renationalisation des services publics, pour l'interdiction des licenciements, pour le rétablissement de l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie et du travail des enfants, pour l'arrêt des politiques de déréglementation et de destruction des droits ouvriers ? Est-ce parce que notre campagne exprime à haute voix ce qui est contenu dans l'immense vague d'absentions qui s'annonce, et qui traduit un rejet massif de la politique gouvernementale ?"*

En l'occurrence, il est clair que, à quelques minutes près, ces signatures auraient pu disparaître dans l'incendie. Elles n'ont pas disparu et seront déposées en temps et en heure, mais, comme je viens de le dire, il s'en est fallu de quelques minutes.

---

## UN FORMIDABLE ÉLAN DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

---

Onze heures-midi, le 13 mars : alors que les locaux du parti et du journal sont coupés de tout, sans électricité, sans téléphone, sans fax..., télévisions et radios commencent à rendre compte, parcimonieusement, de la conférence de presse et montrent des images de l'incendie. Des travailleurs, des militants stupéfaits relaient l'information. Dans les heures qui suivent, alors que, dans l'après-midi, le téléphone est rétabli, le siège du parti est littéralement submergé de témoignages de sympathie, d'offres de service et de soutiens financiers de la part d'adhérents, de sympathisants, de lecteurs du journal, de militants de tous les horizons du mouvement ouvrier, de France et du monde entier.

C'est une militante du Sud de la France qui appelle :

*"Où en êtes vous ? Je viens d'entendre à la radio qu'il y a eu un incendie au local. Que peut-on faire pour vous aider ?"*

Un autre, de la région parisienne :

*"Je viens d'apprendre. Je travaille ce soir, mais je m'arrangerai pour être à 18 heures pour la prise du journal avec vous."*

Le journal ne sortira pas à 18 heures. Grâce à un travail acharné des militants qui le rédigent, le composent et le publient, grâce à cette chaîne de solidarité qui s'organise au fil des heures, il sortira dans la nuit, avec seulement quelques heures de retard, et sera pris le lendemain matin très tôt pour être acheminé vers ses points de diffusion.

A 18 heures, ce mercredi, à l'heure où, chaque semaine, les membres des bureaux de sections de la région parisienne viennent prendre leurs paquets de journaux, ils sont plusieurs centaines présents pour dire, comme cette adhérente :

*"De toute façon, ils ne nous feront pas taire !"*

L'une est secrétaire, l'autre est électricien, un autre est maçon, un autre encore est informaticien... tous viennent offrir leurs services pour la reconstruction du local, la remise sur pied des conditions de publication du journal.

---

## DES MESSAGES DU MONDE ENTIER

---

Voici les premières réactions à l'échelle internationale et celles des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale :

— Les camarades de la **section grecque** de la IV<sup>e</sup> Internationale, informés par un "flash" télévisé, téléphonaient immédiatement pour affirmer leur solidarité, demander des précisions sur ce qui s'était passé, et se déclaraient prêts à aider, par tous les moyens à leur disposition, à la reconstruction de l'appareil nécessaire à la parution d'*Informations ouvrières*.

— Il en était de même pour les camarades de **Suisse** et de **Belgique**, qui

proposaient de contribuer à la souscription ouverte pour permettre la reconstruction des locaux et la reconstitution de l'appareil de composition et de communication.

— De **Belgique**, aussi, parvenait à *Informations ouvrières* un message du comité de rédaction de *La Tribune des travailleurs*, le journal du "Mouvement de défense des travailleurs", un mouvement affilié à l'Entente internationale des travailleurs et auquel participent les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale en Belgique :

*"Réuni ce jour, le comité de rédaction de La Tribune des travailleurs tient à vous témoigner de sa totale solidarité après l'incendie qui a ravagé une partie de vos locaux, dont la totalité des moyens de la rédaction d'Informations ouvrières.*

*Il va de soi que, dans ces circonstances, nos modestes moyens sont à votre entière disposition.*

*Le numéro de notre journal qui va sortir ce week-end contiendra un article sur ces faits, ainsi que l'appel à la souscription lancé en France par le Parti des travailleurs, afin que nos lecteurs puissent s'associer à la reconstruction de vos locaux et infrastructures.*

*Nous sommes à votre disposition pour toute initiative qui vous semblerait utile."*

— Du **Portugal**, les travailleurs et les jeunes qui se rassemblent sur les listes du Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS) présentées lors des élections législatives du 17 mars à Lisbonne (celles de Porto ayant été arbitrairement invalidées) ont fait parvenir le message suivant :

*"(...) Nous condamnons la campagne de calomnies, de falsifications, d'étouffement dirigée contre le Parti des travailleurs. Nous comprenons vos difficultés, car ici, nous sommes face aux mêmes attaques et à la même discrimination. La lutte des militants qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe n'est et ne sera jamais facile, mais le socialisme l'emportera."*

— **D'Espagne**, le comité de rédaction d'*Información Obrera*, tribune libre pour un parti ouvrier indépendant, dont les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale en Espagne sont partie prenante, a écrit à la rédaction d'*Informations ouvrières* (extraits) :

*"Nous voulons d'abord exprimer notre solidarité avec vous (...). Nous nous souvenons qu'il y a quelques années, le siège de notre journal fut gravement touché par un incendie, dont les auteurs sont restés non identifiés. Cet incendie est survenu lorsque des éléments qui avaient cherché à détruire notre organisation par les moyens de la provocation redoublaient d'efforts.*

*Grâce à nos efforts et à votre solidarité matérielle, nous avons pu reconstruire nos locaux, affirmer et développer notre journal. Aujourd'hui, vous pouvez compter sur nous, dans la mesure de nos moyens.*

*L'existence d'une presse ouvrière indépendante comme celle que nous constituons, vous et nous, est aujourd'hui plus indispensable que jamais."*

— Aux **Etats-Unis**, le journal *The Organizer*, qui organise autour de lui des militants du Labor Party, des militants syndicalistes, qui se réclament de l'Entente, a aussitôt réagi. Le comité de rédaction a fait état des lettres qu'il recevait. Ainsi, une militante écrit :

*"J'ai été choquée, peinée et indignée par le coup terrible qui a frappé le Parti des travailleurs. Est-ce qu'au travers de l'Entente, on peut collecter des fonds pour les aider à reconstruire ? Je voudrais leur faire parvenir un versement de solidarité. Comment faire ? Peut-on, en France, encaisser un chèque en dollars ?"*

— Au **Brésil**, le courant "O Trabalho" du Parti des travailleurs du Brésil (ce courant est la section de la IV<sup>e</sup> Internationale au Brésil) a adressé le message suivant au camarade Gluckstein :

*"C'est avec une grande préoccupation que nous avons pris connaissance de l'information sur l'incendie qui a ravagé vos locaux. Nous avons prêté beaucoup d'attention à votre conférence de presse, en particulier aux faits qui montrent le climat que l'on cherche à créer autour du Parti des travailleurs, de ses dirigeants. Nous publierons tous les faits dans notre journal.*

*Nous nous solidarisons pleinement avec votre prompt réponse, en particulier avec votre décision de manifester le 16 mars pour commémorer la Commune.*

*Nous sommes à votre disposition pour toute l'aide possible."*

— Les camarades de la **section brésilienne**, dès qu'ils avaient appris par téléphone que le local d'*Informations ouvrières* avait été la proie des flammes, sachant que les moyens de communication (fax et Internet) étaient inutilisables, ont dit :

*“Toute l'Internationale doit être prévenue aussitôt que possible. Pour notre part, nous allons répercuter la nouvelle à toutes les sections d'Amérique latine.”*

— Le Parti des travailleurs d'**Algérie** a immédiatement pris contact avec *Informations ouvrières* et fait état des nombreux coups de téléphone reçus au local du parti lui demandant d'apporter tout le soutien possible au parti frère de France.

— Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale au **Togo** ont déclaré que le coup porté à *Informations ouvrières* était aussi un coup porté au combat pour construire un parti ouvrier indépendant au Togo.

— Le secrétaire de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale au **Bangladesh** communique que

*“nous, qui combattons ici, au Bangladesh, avons ressenti cet incendie comme s'il nous frappait nous-mêmes (...).”*

*Le Parti des travailleurs est l'objet d'une campagne systématique, que nous dénonçons. Nous condamnons cette campagne. Nous savons que la destruction de nos moyens d'expression ne nous fera pas taire. Nous reconstruirons ensemble nos moyens d'expression.*

*Le camarade Daniel Gluckstein est aussi notre candidat, parce qu'il combat pour la classe ouvrière.*

*La section de la IV<sup>e</sup> Internationale au Bangladesh participera à la hauteur de ses moyens à la campagne de souscription. Nous reproduirons l'en-tête d'Informations ouvrières dans notre prochain journal et nous expliquerons ce qui s'est passé aux travailleurs de notre pays. Les travailleurs de France identifieront ceux qui calomnient.”*

— Du **Pakistan**, les camarades Gulzar Chaudary et Rubina Jamil, secrétaire général et présidente de la All Pakistan Trade Union Federation, tous deux délégués à la conférence de Berlin, nous informent que

*“32 responsables et délégués de l'APTUF se sont réunis le 15 mars à 17 heures. Il a été décidé :*

*1. de traduire en urdu le texte de la conférence de presse donnée par les camarades Gluckstein et Lambert ;*

*2. d'assurer le Parti des travailleurs de leur solidarité ;*

*3. d'adresser une lettre de protestation au président de la République et au Premier ministre ;*

*4. de faire parvenir cette lettre au consulat de France.”*

— De Hong-Kong (**Chine**), le camarade Apo Leung (AMRC) a assuré *Informations ouvrières* de sa solidarité.

— Du **Burundi**, les camarades de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale ont exprimé leur soutien.

**Brésil** : le secrétariat aux relations internationales du Parti des travailleurs a *“exprimé sa solidarité au Parti des travailleurs et souhaite que soient pleinement éclaircies les causes de ce sinistre”*.

La confédération syndicale du Brésil, la CUT, a également exprimé sa solidarité dans un message signé par Joao Antonio Felicio, président ; Carlos Alberto Grana, secrétaire général ; et Julio Turra, directeur exécutif.

Dans ce message, il est rappelé que, *“le 2 février, les locaux de la CUT à Sao Paulo avaient été saccagés et pillés. Parmi les messages de solidarité que nous avons reçus, il y avait celui du camarade Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs (France) et coordinateur de l'Entente internationale. Comme le veut la tradition du mouvement ouvrier, la solidarité à deux bouts : elle est réciproque. C'est à notre tour de vous assurer de notre complète solidarité.”*

# Pourquoi cette avalanche antitrotskyste ?

Par Jean-Jacques MARIE

L'avalanche d'ouvrages antitrotskystes se gonfle de semaine en semaine. Après les *Secrets de jeunesse*, où Edwy Plenel mélangeait à ses confessions quelques calomnies soigneusement distillées contre Pierre Lambert personnellement et contre l'OCI, nous avons eu *Les Trotskistes*, de Christophe Nick, puis *Les Taupes rouges* (sous-titre : "*Les trotskistes de Lambert au cœur de la République*"), de Louis-Marie Enoch et Xavier Cheneseau, *L'Histoire de l'extrême-gauche trotskiste* en France, de Frédéric Charprier, un dossier sur les trotskystes concocté par le faussaire ignare Christophe Bourseiller dans *L'Histoire* (mars 2002), une réédition des *Lambertistes* de Philippe Campinchi et de *Mao, trotskos, dodo*, de J.-Ch. Dubuisson, et enfin (pour le moment) *Le fils caché de Trotsky*, d'un certain Guillaume Chérel, auteur d'un roman policier dans la collection Le Poulpe et d'un essai sur les Jeux olympiques, que rien ne semblait jusqu'alors prédestiner à s'occuper de Trotsky et du trotskysme. Boris Fraenkel annonce enfin un livre de lui aux éditions Calmann-Lévy pour août 2002.

L'ouvrage d'Enoch et Cheneseau évoque très tranquillement, comme une activité allant de soi, "*la chasse au trotskiste*" (en précisant : "*Jusqu'ici, la chasse au trotskiste ne vise qu'une espèce : le lambertisme*") (p. 129), nom sous lequel sont, dans tous ces ouvrages, désignés indistinctement l'OCI d'hier et le Parti des travailleurs d'aujourd'hui. L'expression "chasse au trotskiste" est calquée sur la "chasse à l'homme", qui doit aboutir, on

le sait, à la liquidation de la victime. La "chasse au trotskiste", enfin, a une histoire : inaugurée par le Guépéou dès la fin des années 1920, elle a abouti à l'exécution massive des trotskystes au Goulag et à l'assassinat de centaines de trotskystes de par le monde, dont celui de Trotsky lui-même, en août 1940. Mais, prévient Guillaume Chérel, "*Trotsky est mort, mais ses adeptes bougent encore*" (p. 19). Il faut donc parachever le travail de Staline...

Son ouvrage couronne la somme des falsifications et des calomnies contenues dans les autres livres, en leur donnant tout leur sens. Reprenant les ragots et les rumeurs qui constituent le fonds documentaire (si l'on ose dire) de ces publications, Guillaume Chérel en tire les conclusions ultimes.

Il achève un paragraphe consacré au Parti des travailleurs par la ligne suivante :

*"S'il pouvait sombrer avec son capitaine, ce parti surréaliste..."* (p. 132).

C'est beaucoup plus qu'un vœu, c'est un appel à sa liquidation. Car Guillaume Chérel, qui consacre presque entièrement son ouvrage au Parti des travailleurs aujourd'hui, à l'OCI hier et à Pierre Lambert hier et aujourd'hui, parsème son livre d'éléments destinés à convaincre le lecteur que ce parti et la IV<sup>e</sup> Internationale, à laquelle appartient le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, devraient disparaître. Comme ils ne sauraient disparaître d'eux-mêmes, ils devraient donc être liquidés. Cet ouvrage,

plus encore que les autres, prétend fournir des éléments destinés à préparer et à justifier la répression.

Selon une coutume journalistique, et comme tous les auteurs de tous les autres livres, Guillaume Chérel réduit abusivement le Parti des travailleurs à sa composante trotskyste, en gommant l'existence des Courants socialiste, communiste, anarcho-syndicaliste, qui en sont des parties organiquement constituantes depuis sa fondation en 1991. Il évoque ainsi "*les lambertistes du Parti des travailleurs*" (p. 19) et écrit plus loin :

*"Le Parti des travailleurs est la dernière trouvaille de Lambert"* (p. 312),

en le définissant à nouveau comme "*courant lambertiste*" (p. 132).

Une fois cette réduction effectuée, Guillaume Chérel présente Trotsky et les trotskystes comme les apôtres sanguinaires de la violence.

Trotsky est, sous la plume de Guillaume Chérel, un tueur sanglant, dont la pensée ne pouvait qu'engendrer les actuels monstres trotskystes le plus souvent étiquetés "*lambertistes*". Il écrit :

*« Peu importe les morts, les dégâts, la folie. Léon est un extrémiste, un psychopathe, comme l'est resté pour l'Histoire le seul monstre vraiment reconnu de l'Union soviétique, Staline (...). Léon a toujours pris la "trahison de Staline" pour l'une des causes de la faillite révolutionnaire et non la conséquence. Ce discours fallacieux lui a permis de nier sa responsabilité, d'effacer son rôle dans l'édification de cette dictature sanguinaire, depuis la mise sur pied de la glorieuse Armée rouge jusqu'à l'ouverture des sinistres Goulags, dont Staline fera un usage immodéré. Trotsky appelle constamment à la violence, réclame un Etat fort et impitoyable »* (pp. 94-95).

Chérel cite à l'appui de ces propos Jean-François Revel, membre de l'Académie française, admirateur de George Bush, qui a écrit : "*Trotsky, aussi longtemps qu'il a participé au pouvoir soviétique, a été un tyran tout aussi implacable que Staline*", et qui dénonce "*la conception sanguinaire du pouvoir*" de Trotsky (p. 32). Les

citations de Jean-François Revel ne contiennent par ailleurs aucun fait, aucun argument, aucune preuve. Le titre de membre de l'Académie française ne saurait suffire à les remplacer.

Evoquant la guerre civile et la responsabilité de Trotsky à la tête de l'Armée rouge, Chérel fait une citation de Trotsky, dont il coupe la seconde partie, comme avant lui l'ancien chef des services politiques de l'armée soviétique, le général Volkogonov, afin de présenter Trotsky comme un fanatique de la terreur. Trotsky, après avoir affirmé :

*"On ne peut mener à la mort des masses d'hommes si le commandement ne dispose pas dans son arsenal de la peine de mort"*,

ajoute, ce que Chérel supprime :

*"Pourtant, ce n'est pas par la terreur que l'on fait des armées (...). Pour notre armée, le ciment le plus fort, ce furent les idées d'Octobre."*

Un vieux dissident soviétique, Grigori Pomerantz, raconte, dans la revue russe *Novy Mir*, d'août 2001, l'épisode suivant, très révélateur. En 1950, il avait comme voisin au Goulag un paysan "*devenu anti-soviétique*", mais, dit-il,

*"en 1920, après avoir entendu un discours de Trotsky ou de Zinoviev, il était prêt à partir à l'assaut du ciel. Et pas seulement lui, son régiment tout entier (...). Les rouges étaient prêts à donner leur vie pour le monde des soviets, pour un monde sans mendiants et sans infirmes."*

La principale responsabilité de Léon Trotsky ayant été la formation et la direction de l'Armée rouge, regardons-y d'un peu plus près... L'Armée rouge fut péniblement constituée à partir de la fin février 1918, pour répondre à une guerre civile engagée dès l'exécution à la mitrailleuse de près de 300 gardes rouges au Kremlin, à Moscou, à la fin d'octobre 1917, puis le 5 novembre 1917, lorsque l'ataman Doustov, premier chef contre-révolutionnaire, prit la décision de fermer le journal bolchevique d'Orenbourg et

constitua le premier détachement de Cosaques contre-révolutionnaires. Elle fut constituée pour répondre à des adversaires soutenus par l'Allemagne (jusqu'à sa défaite), la France, l'Angleterre, le Japon, les Etats-Unis, etc., et dont le général Kornilov résumait ainsi le programme :

*“Même s'il faut brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population, nous le ferons si c'est nécessaire pour sauver la Russie.”*

Dans cette situation désespérée, Trotsky, soumettant au comité exécutif central des Soviets, le 22 avril 1918, un décret sur l'instruction militaire obligatoire pour constituer l'Armée rouge, fait adopter neuf articles additionnels. Le premier précise :

*“Les hommes dont les convictions religieuses ne tolèrent pas l'usage des armes sont appelés à ne s'instruire que dans les fonctions qui ne nécessitent pas l'emploi des armes.”*

Plus d'un an plus tard, en plein soulèvement de Cosaques, Trotsky, dans un article du bulletin de l'Armée rouge, affirme :

*“Le communisme ne sera instauré que par la persuasion et par l'exemple.”*

Mais la guerre contre les blancs, soutenus par des détachements français, anglais, italiens, grecs, roumains — minés par la haine de la guerre et la solidarité avec la révolution russe —, américains, japonais, sans parler de l'armée polonaise organisée par le général Weygand et le capitaine de Gaulle, oblige à ne pas se contenter de l'exemple et de la persuasion...

Le 22 octobre 1919, alors que Petrograd est soumise à l'offensive de l'armée blanche de Ioudenitch, soutenu par le gouvernement britannique, et risque de tomber, Trotsky publie l'ordre du jour n° 158, exigeant le respect de la vie des prisonniers :

*“Camarades soldats de l'Armée rouge ! Épargnez les prisonniers ! Recevez amicalement les transfuges. Dans l'armée*

*blanche, les ennemis vénaux, corrompus, sans honneur, les ennemis du peuple travailleur sont une insignifiante minorité. La majorité écrasante est faite d'hommes dupés ou mobilisés de force. Une part importante même des officiers de la Garde blanche combat contre la Russie soviétique sous la menace de la trique, ou parce qu'elle a été trompée par les agents des financiers russes et anglo-français et des propriétaires.”*

Et il souligne plus loin que son appel “ne s'adresse pas seulement aux simples soldats, mais aussi aux officiers”.

Trotsky sanguinaire, c'est une légende forgée par la propagande monarchiste russe... Trotsky a joué le rôle qui fut le sien dans la guerre civile non par goût, mais par nécessité. Dans *Leur morale et la nôtre*, il évoque “la guerre civile avec son cortège d'horreurs et de crimes” et souligne :

*“La guerre civile est la plus cruelle des guerres. Elle ne se conçoit pas sans violences exercées sur des tiers et, tenant compte de la technique moderne, sans meurtres de vieillards et d'enfants”* (il pense à l'artillerie et aux bombardements — J.-J. M.).

Mais fallait-il donc décider de ne pas défendre la révolution et ses mesures démocratiques (la terre aux paysans, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le droit au divorce et au mariage civil, qui mirent l'Eglise orthodoxe et les blancs en fureur, l'instruction obligatoire et gratuite pour tous, etc.), de ne pas défendre les premières mesures socialistes (collectivisation de la grande industrie), de ne pas défendre les soviets, fallait-il laisser Kornilov et ses amis appliquer le programme exposé par ce dernier, qui passait entre autres par le dépeçage de la Russie et... les pogromes massifs de Juifs ? Faut-il rappeler ce que chantaient les armées du général blanc Denikine en entrant dans les villes ?

*“Nous irons au combat hardiment  
Pour la sainte Russie  
Et nous massacrerons  
Toute la racaille des youpins.”*

Fallait-il donc laisser les armées blanches exterminer les Juifs, comme

elles le chantaient ainsi ? Le dépeçage de la Russie que l'Armée rouge a interdit en 1918-1921 s'est produit en 1991. Les mesures prises par les dépeçeurs, anciens nomenklaturistes, ont abouti à ce que le journaliste américain Paul Klebnikov qualifie de *"catastrophe sans précédent dans l'histoire moderne, la seule comparaison possible étant avec des pays détruits par la guerre, le génocide ou la famine"* ? Fallait-il donc accepter cette catastrophe dès 1918 ou rassembler jusqu'à la dernière extrémité toutes les forces pour préserver la Russie soviétique du dépeçage ?

Présenter Trotsky sous les jours d'un psychopathe sanguinaire assoiffé de guerre civile vise, au-delà de la caricature journalistique digne des procédés de Goebbels, à présenter ceux qui se réclament de lui, c'est-à-dire la IV<sup>e</sup> Internationale, comme les continuateurs de la violence sanguinaire qui lui est attribuée au mépris des faits ; c'est, dès lors, une tentative de justifier la répression contre eux.

Christophe Nick évoquait déjà dans son ouvrage *"meurtres et viols collectifs chez les lambertistes"* (p. 9).

Chérel cite, lui, des propos d'un *"exclu"* (de l'OCI), qui *"confia son malaise d'avoir appartenu à une organisation qui aurait pu faire de lui un assassin si elle avait réalisé son objectif affiché"*. Et Chérel commente :

*"L'exécution sommaire aurait sans doute remplacé l'humiliante exclusion"* (p. 123).

Les *"lambertistes"* sont donc des assassins en puissance, spécialistes aujourd'hui de *"l'humiliante exclusion"* parce qu'ils n'ont pas encore réalisé leur *"objectif affiché"*, mais qui, si cet *"objectif affiché"* se réalisait, deviendraient des spécialistes de *"l'exécution sommaire"*.

Christophe Nick, évoquant la discussion qui eut lieu dans la IV<sup>e</sup> Internationale en 1952-1953 sur les thèses avancées par Michel Pablo (la bureaucratie stalinienne, sous le choc de la guerre imminente, évoluera à gauche et construira le socialisme à sa manière pendant des siècles de transition, les trotskystes doivent donc entrer dans les partis qu'elle contrôle) et débou-

cha sur la scission de la IV<sup>e</sup> Internationale, déclare froidement :

*"Lambert va puiser dans les classiques de l'Inquisition les thèmes de l'antipablisme"* (p. 368).

Rappelons que l'Inquisition, créée au XVI<sup>e</sup> siècle par l'Eglise catholique pour combattre les protestants, les Juifs et tous les *"hérétiques"*, torturait ses victimes pour leur faire avouer des péchés imaginaires, les convertir de force à la *"vraie foi"* ou les punir de conserver leurs convictions et leur foi, ou d'y être revenus. Le châtiment, c'était le bûcher : brûlés vifs...

L'Inquisition n'est pas un dérapage de plume exagéré ; on la retrouve sous la forme de ses *"procès en sorcellerie"* dans un autre livre : d'après Enoch et Cheneveau, la vie intérieure du Parti des travailleurs est marquée par un terrorisme permanent :

*"Plus que jamais, la bande à Lambert n'entend cependant pas changer de techniques, de méthodes : quarantaine pour celles et ceux qui ont failli, ou simplement déplu, ou désobéi à un petit chef de rayon d'une boutique franchisée du 87. Procès en sorcellerie, tribunaux populaires et bureaucratiques, autocritiques au cours de réunions-fleuves avec au menu la confiture de nouilles du sempiternel jargon (...). Techniques, méthodes traditionnelles, coups tordus, OPA en tout genre. On décrète qu'Untel est un bon, qu'Untel est un mauvais, c'est sans appel, c'est du meilleur stalinisme qui soit"* (pp. 141-142).

D'ailleurs, le Parti des travailleurs (comme l'était, d'après eux, l'OCI hier) est une secte, et l'une des pires du genre même, puisqu'elle serait à la fois mafieuse et violente. Dans un entretien, relaté dans son livre, avec Christophe Bourseiller, Chérel déclare :

*"Il y a un côté Milieu, Mafia, dans la façon dont Lambert dirige son groupuscule."*

Bourseiller confirme : *"Très fort"* (p. 163). Chérel ajoute : *"Le polit-gangster dont parle Boris Fraenkel"* (l'expression est en effet utilisée par ce dernier, dans un

entretien qu'il a accordé à Guillaume Chérel, page 79, ce qui laisse à penser ce que sera son livre annoncé !). Bourseiller confirme : *"Exactement !"* (or un "gangster" doit être mis hors la loi par la police et la justice ; dénoncer un militant comme *"un polit-gangster"*, c'est une invitation non déguisée à la répression contre lui).

Le qualificatif de "gangster" ne suffit d'ailleurs pas à Chérel ; il vitupère « *les lascars de l'OCI (...), les trotskistes de cette branche minoritaire ; un ramassis de "cailleras", n'hésitant pas à faire le coup de poing quand on n'était pas d'accord avec eux* » (pp. 18-19) ; et pour qui ignore le sens de "cailleras", Chérel précise en note : *"Racaille de banlieue en verlan"* (p. 18). La comparaison avec la "racaille de banlieue", si largement dénoncée aujourd'hui, est une invitation supplémentaire à la répression. L'auteur reproche même aux Renseignements généraux de ne pas *"faire la différence entre groupes prêts à utiliser la violence (comme le PT, ex-OCI) et les autres"* (p. 107). Il les invite donc à plus de vigilance et de fermeté...

Mafia ou secte, ou les deux : cette accusation court comme un fil rouge tout au long de ces pamphlets. Enoch et Cheneveau affirment :

*"Développant la psychose de la citadelle assiégée, le Parti des travailleurs fait l'objet de la défiance des autres organisations d'extrême gauche, qui n'hésitent pas à la qualifier de secte"* (p. 83).

*"Pour moi, insiste Pierre Lévy, ancien journaliste à L'Humanité, parlant du Parti des travailleurs à Guillaume Chérel, c'est une secte au sens littéral du terme"* (p. 84). Or la secte et la mafia tombent l'une et l'autre sous le coup de la loi. Elles doivent être l'une et l'autre démantelées...

Cette double accusation ne suffit pas encore. Enoch et Cheneveau précisent :

*"Non, pas une secte, une clique serait un mot plus juste, ou une bande qui doit songer sérieusement à son devenir"* (p. 147).

Affirmer que *"cette bande doit songer sérieusement à son devenir"*, qu'est-ce donc d'autre qu'une mise en cause de son

droit à l'existence et une menace sur son existence même ? Qui est invité à traduire cette menace en acte ?

D'ailleurs, précisent Cheneveau et Enoch,

*"ils sont semblables aux staliniens qu'ils abhorrent par la technique. Ils sont semblables aux jésuites qu'ils détestent par la stratégie"* (p. 143).

Bourseiller précise à Guillaume Chérel :

*"Le lambertisme est quelque chose de particulier, très éloigné d'un courant trotskiste... Le lambertisme, c'est quelque chose d'un peu mafieu (...), un réseau d'influence, c'est un mouvement qui a connu une dégénérescence (...). L'histoire du lambertisme, c'est l'histoire d'un courant trotskiste qui a dégénéré"* (Cheneveau, p. 174).

La "secte" peut devenir un asile d'aliénés. Ainsi, selon Guillaume Chérel, Benjamin Stora, ancien trotskyste passé au Parti socialiste, aurait qualifié l'OCI, puis le Parti des travailleurs de *"maison de fous"* (pp. 121 et 146).

On pourrait croire l'acte d'accusation suffisamment rempli ! Mais non ! Nos folliculaires s'acharnent encore... Chérel compare les trotskistes à des *"guerriers religieux"*, mot qui, aujourd'hui, signifie pour tout le monde "talibans" ou membres de groupes terroristes fondamentalistes :

*"Les groupuscules trotskistes exigent de leurs adhérents une formation idéologique et une expérience combattante qui les fait ressembler à des guerriers religieux ou aux membres aveuglés d'une secte"* (p. 113).

Le choix du terme *"guerriers religieux"*, à l'époque de la "guerre totale" décrétée par Bush et ses affidés européens au "terrorisme fondamentaliste", est une invitation manifeste à la répression : si ce sont des "guerriers religieux", il faut donc leur faire subir le sort que Bush et ses tueurs veulent réserver à ceux qu'ils rangent sous cette rubrique et qu'ils menacent aujourd'hui tranquillement d'arroser de leurs bombes atomiques...

**Jean-Jacques Marie**

Notre histoire

# Déclaration du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale sur les accords d'Oslo (septembre 1993)

Nul ne saurait se féliciter du fait que les événements dramatiques qui se déroulent en Palestine et déstabilisent toute la région révèlent la véritable nature des accords d'Oslo, forgés par l'impérialisme avec le soutien de toutes les forces politiques, y compris de ceux qui se réclament frauduleusement du trotskysme.

Pourtant, c'est un fait.

Les morts, les massacres, les destructions dont sont victimes Juifs et Arabes de Palestine étaient inscrits dans la logique des accords d'Oslo, comme ils étaient inscrits dans la logique de l'impérialisme depuis la création de l'Etat théocratique et ségrégationniste d'Israël.

Il nous a semblé nécessaire de reproduire dans cette rubrique la déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale publiée au moment des accords d'Oslo.

Celle-ci s'inscrit dans la tradition des positions qui ont toujours été — et qui demeurent — celles de la IV<sup>e</sup> Internationale : il ne saurait y avoir de solution en dehors du combat pour une Palestine unie, démocratique et laïque sur tout le territoire historique de la Palestine, garantissant le droit au retour de tous les réfugiés.

Celle position fut exprimée la première fois quelques mois après la création de l'Etat d'Israël, dans l'éditorial de la livraison de novembre 1947 de la revue *Quatrième Internationale*, alors organe du comité exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

On y lisait :

*« La position de la IV<sup>e</sup> Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres des bourgeoisies égyptienne et syrienne, qui s'efforcent de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les Juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe.*

*Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.*

*Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays, à lutter pour l'ouverture des portes de leurs pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les Juifs qui veulent immigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux Juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives, dans l'"Etat miniature", créera en même temps les prémisses pour une rupture des couches les plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, l'"Etat juif" sombrera dans le sang. »*

1. — Sous le regard vigilant du président des Etats-Unis, Bill Clinton, le lundi 13 septembre, a eu lieu la signature en grande pompe des prétendus accords de paix entre le comité exécutif de l'OLP et l'Etat d'Israël.

Il ne faisait pas l'ombre d'un doute que c'était Clinton le maître d'œuvre, le chef d'orchestre. Si Itzhak Rabin, le Premier ministre d'Israël, hésite, Clinton le regarde, le pousse dans le dos pour l'obliger à serrer la main de Yasser Arafat. D'ailleurs, Clinton n'avait pas hésité à faire téléphoner par son secrétaire d'Etat à Itzhak Rabin à six heures du matin pour lui intimer l'ordre de venir à Washington, alors que ce même Rabin avait déclaré la veille qu'il n'entendait pas y être présent.

Et c'est Clinton qui, après la cérémonie, a accepté de voir quelques minutes Arafat dans un couloir pour lui répéter qu'il était *"impératif de respecter les engagements pris"*...

Dans son discours, Arafat répète trois fois : *"Merci, monsieur le Président."* Cela n'empêche pas Clinton de juger le discours d'Arafat en ces termes :

*"Oui, j'aurais aimé qu'il tienne des propos meilleurs que ceux qu'il a formulés",*

après avoir refusé avec mépris le pistolet qu'Arafat voulait lui offrir en gage de ser-vilité.

S'est exprimé là clairement que ce qui a compté dans cette prétendue négociation, ce sont les intérêts mondiaux de l'impérialisme américain, qui, depuis la chute du Mur de Berlin, face à la montée de la lutte des travailleurs et des peuples, a la prétention d'instaurer un nouvel ordre mondial aggravant l'exploitation et l'oppression. De même que, lors de la guerre du Golfe (et également pour la Somalie), l'impérialisme a exigé des impérialismes européens comme des régimes arabes de participer sous son

égide à la mise en œuvre de ses plans. Et ils ont dû tous s'incliner. Car l'opération Gaza-Jéricho signée à Washington est l'aboutissement du processus qui a vu son commencement dans la guerre du Golfe, dont James Baker, secrétaire d'Etat américain à l'époque, avait dit qu'il était le prélude du règlement de la question palestinienne.

C'est pourquoi la plus grande opération médiatique depuis la guerre du Golfe a été organisée. Hier, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, on nous montrait la *"guerre propre"* contre l'Irak, afin d'occulter le massacre du peuple irakien, au nom de l'imposition d'un nouvel ordre qui devait durer cent ans, selon les propos de l'ex-président Bush.

Le plus grand tissu de mensonges, la manipulation orchestrée sur grande ampleur ont pour seul but d'essayer de faire confondre paix, droit des peuples, avec les seuls intérêts de la *"Pax Americana"*.

La *"paix américaine"*, c'est celle de l'impérialisme, de l'agression de l'exploitation et de la guerre, des plans meurtriers du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. La *"paix"* taillée dans la chair des nations, de la guerre et de l'épuration ethnique en Yougoslavie, de l'occupation militaire et des massacres en Somalie, la *"paix"* pour contrôler les ressources pétrolières au Moyen-Orient. Et, pour cette paix, il n'y a ni amis ni alliés privilégiés. Il y a le gouvernement des Etats-Unis ; et il y a Arafat, Rabin, Hafez el Assad, Hassan II, Moubarak. Et, parmi les figurants, il y a les débris de la bureaucratie de Russie, présentés comme les coparrains avec les Etats-Unis, en accord avec la mise en œuvre des négociations de Madrid sous l'égide de Bush et de Gorbatchev.

Clinton l'avait ordonné, les Etats-Unis vont *"jouer un grand rôle"* dans ce processus, et les troupes américaines, sous la bannière de l'ONU, seront prêtes à multiplier les interventions de *"pacification"*.

*"Pacification" ? La paix ?*

Jamais la tromperie médiatique, l'intoxication n'ont fait partie à un tel point des *"méthodes modernes"* de gouvernement.

Ainsi, écraser le peuple irakien, provoquer 300 000 morts et la mort de 5 000 enfants supplémentaires tous les mois à cause de l'embargo, cela s'appelle rétablir la paix, et le droit international.

Maintenir le pouvoir de la minorité blanche en Afrique du Sud, aiguïser les affrontements entre la population noire, cela s'appelle la fin de l'apartheid.

Bombarder les hôpitaux à Mogadiscio, tirer sur les foules désarmées, s'approprier les ressources du pays, cela s'appelle aide humanitaire, et rendre l'espoir (*"Restore Hope"*).

Tailler dans la chair des peuples de l'ex-Yougoslavie, avec un plan de cantonisation qui dresse les peuples les uns contre les autres, cela s'appelle *"règlement de paix"*.

Diviser à nouveau le peuple palestinien pour briser sa résistance, en enfermer une fraction dans de véritables ghettos à Gaza et à Jéricho, cela s'appelle réaliser *"les droits légitimes des Palestiniens"*.

C'est pour cela que l'oppression impérialiste, l'exploitation, exigent la tromperie et le mensonge.

2. — Tous, à l'instar des dirigeants américains, disent que ce prétendu accord de paix est une étape vers l'indépendance et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. La IV<sup>e</sup> Internationale se base sur les faits, pour les analyser et dire la vérité. Quel est le contenu de cet accord ?

Dans son article premier, il est dit :

*"Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...), et amenant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU."*

En un mot, le cadre est fixé : le *"conseil"* palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions — que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier —, qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée

ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain.

En effet, l'article 3 indique que,

*“pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront organisées par le Conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public”.*

Ainsi, pour ces “élections libres”, qui devront avoir lieu d'ici un an, non seulement ne votera qu'une fraction du peuple palestinien, mais ils ne voteront que dans le cadre fixé par l'étranger, c'est-à-dire l'impérialisme américain.

Elections libres, dont on décide par avance d'exclure 5 des 6 millions de Palestiniens, qui, eux, ne sont ni à Gaza ni à Jéricho. De plus, ces “élections libres” seront organisées sous “supervision agréée” (par qui ?) et contrôle international, c'est-à-dire sous le contrôle direct de l'impérialisme américain sous le drapeau de l'ONU. Comme les prétendues élections libres en Angola, au Cambodge, où sont présentes les troupes de l'ONU et où les conflits les plus meurtriers déchirent ces peuples encore aujourd'hui.

Article 4 :

*“La juridiction du Conseil s'étendra aux territoires de la Cisjordanie et à la bande de Gaza, à l'exception des questions qui seront discutées lors des négociations.”*

En un mot, la juridiction du conseil ne s'appliquera à rien d'autre que ce que décide l'impérialisme américain au nom de l'application de “l'accord”. Véritable diktat de l'étranger.

Article 6 :

*“Dès l'entrée en vigueur de cette déclaration de principes, commencera un transfert d'autorité du gouvernement militaire israélien aux Palestiniens désignés pour cette tâche.”*

Désignés par qui ? Désignés par l'accord de Washington, par Clinton et les dirigeants américains, qui imposeront qui sera dans ce conseil et pour quoi faire.

D'ailleurs, l'article 6 précise :

*“L'autorité sera transférée aux Palestiniens dans les domaines suivants : éducation et culture, santé, affaires sociales, taxations directes et tourisme.”*

Police, taxes locales, gérer des hôpitaux dénués de tout, organiser le tourisme — dans la bande de Gaza ! —, cela serait un gouvernement ? L'annexe 2 indique :

*“La structure, les pouvoirs et les responsabilités palestiniennes dans ces régions ne comprennent pas : la sécurité extérieure, les colonies de peuplement, les Israéliens, les affaires étrangères et d'autres questions mutuellement agréées.”*

Premier pas vers un Etat palestinien ? En quoi ce qui est désigné comme “l'autogouvernement” est-il un premier pas quand les enclaves de Gaza et de Jéricho restent sous contrôle de l'armée israélienne, qui sera chargée d'appliquer les décisions de l'impérialisme américain, quand l'eau, l'électricité, la défense, la terre, l'économie sont sous le contrôle de l'étranger ? Quelles seront donc les tâches de cet “autogouvernement” ?

L'article 8 précise :

*“Le Conseil établira une puissante force de police, tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la défense contre des menaces extérieures.”*

Les dirigeants américains ont fixé la tâche pour les deux parties. Au conseil palestinien, la police et la répression intérieure ; aux troupes israéliennes, le bouclage de ces ghettos. Et demain, comme l'ont d'ores et déjà proposé les dirigeants américains, ce sera l'envoi de contingents américains ? Et même sur ce terrain-là, l'accord de Washington décide de la constitution de la “police palestinienne” en faisant préciser et signer par les parties en présence dans l'annexe au protocole que la police palestinienne doit être

*“formée d'officiers de police recrutés localement, et à l'étranger parmi ceux qui détiennent des passeports jordaniens et des documents délivrés par l'Egypte”.*

L'impérialisme américain décide de tout. Il dicte la loi, il sélectionne lui-même la police. D'ores et déjà, la Communauté économique européenne et Jacques Delors — l'architecte de Maastricht, l'ordonnateur des attaques contre les travailleurs

d'Europe — viennent d'annoncer le déblocage de sommes d'argent pour la formation de cette "police palestinienne".

Etape vers l'indépendance ? Qu'est-ce qu'un gouvernement représentant une nation, qu'est-ce que l'indépendance ? N'est-ce pas les libertés politiques, des plus élémentaires aux plus fondamentales, le droit du peuple de choisir ses propres institutions, de désigner ses représentants, de décider du sort du pays comme de sa politique étrangère, du droit à la terre ? Rien de tout cela ne figure dans cet accord. Au contraire, c'est précisément toutes ces questions qui, par avance, ne sont pas du ressort de cet autogouvernement.

S'agirait-il, comme on nous le dit, d'une forme "transitoire" ? Mais une forme transitoire ne pourrait avoir pour seule tâche que l'organisation d'élections libres à une Constituante, avec toutes ses composantes, sur tout le territoire de la Palestine. C'est le fondement de la démocratie la plus élémentaire. Les "élections libres" dont parle l'accord ne sont en réalité rien d'autre que la ratification d'un conseil dont l'accord précise lui-même toutes les tâches et toutes les missions, qui ne peut en aucun cas sortir du cadre fixé par cet accord.

Est-il possible de considérer qu'il s'agit d'un pas en avant vers le droit du peuple palestinien à constituer une nation ? Non, c'est une construction de l'impérialisme, qui, au contraire, démantèle la nation.

Il s'agit, pour reprendre l'expression de cet accord, de la mise en place d'un Conseil qui n'est rien d'autre qu'une "structure" ayant pour seule et unique fonction d'appliquer à la lettre les termes de cet accord décidé par l'impérialisme pour ses intérêts propres et qui implique le démembrement de la nation palestinienne et du peuple palestinien. C'est là l'application de ce qu'entend l'impérialisme par "*nouvel ordre mondial*".

L'article 4 de cet accord ose écrire que

*"les deux parties considèrent la Cisjordanie et la bande de Gaza comme une unité territoriale unique"*.

Unité territoriale unique qui exclut plus des deux tiers de la Palestine, avec un

"conseil" qui administrera Gaza et Jéricho, 400 km<sup>2</sup> séparés de 150 kilomètres, où vivent près d'un million de Palestiniens, avec une densité de 2 000 habitants au kilomètre carré, qui sont pour la plupart des réfugiés de 1948, 1967, 1973, vivant dans des camps, dans une situation de pauvreté et de dénuement, dans une situation où 42 % de la terre leur échappent, restant tous le contrôle de l'Etat d'Israël. Les millions de Palestiniens qui ont été chassés de leur terre, qui vivent bannis dans les Etats de la région et dans le monde entier, n'auront pas le droit au retour. Car les accords stipulent

*"la création d'un comité de suivi, qui décidera par accord des modalités d'admission des personnes déplacées en 1967 de la Cisjordanie et de Gaza"*.

Ce comité de suivi, comme "l'autogouvernement", sera contrôlé par les Etats-Unis. Soulignons-le, six Palestiniens sur dix vivent en dehors des limites de l'Etat d'Israël et des territoires occupés (c'est-à-dire des territoires militairement contrôlés par Israël après les guerres de 1956, 1967, etc.), dispersés dans le monde entier et concentrés par centaines de milliers en Jordanie, au Liban, en Syrie, etc. Avec la nouvelle partition, ce que l'accord cherche à réaliser, c'est à diviser ce peuple, à briser sa longue lutte de résistance, ce qui n'a pu être fait jusqu'à présent, malgré la terreur. Sous contrôle américain, avec le soutien direct ou la collaboration de tous les régimes de la région, cet accord légitime et renforce le démembrement du peuple palestinien et de la nation palestinienne. Car peut-il y avoir fin de l'oppression et un pas vers l'indépendance nationale sans le droit au retour ? Les accords signés excluent explicitement le droit au retour pour les millions de Palestiniens chassés de leur pays en 1948 et depuis, ils visent à rendre définitive la situation de dispersion et de misère que vit le peuple palestinien.

Ainsi, se dessinent les conséquences concrètes de cet accord. Pour les Palestiniens, enfermés à Gaza ou à Jéricho, un sort comparable à celui des populations juives durant la Seconde Guerre mondiale, des ghettos et des massacres de toutes parts. Quant aux millions d'autres Pales-

tiniens, en Syrie, au Liban, en Jordanie et dans les autres pays arabes, ils devront accepter de perdre leur droit au retour, de se voir dénier leur identité nationale par une implantation forcée sur place. Il s'agit là de la négation du droit des peuples. La nouvelle partition qui s'opère en Palestine, à travers l'option Gaza et Jéricho, en prépare d'autres où, sous contrôle de l'ONU, bras armé de l'impérialisme américain, se prépare la constitution de nouvelles "réserves", dans lesquelles on va parquer d'autres fractions du peuple palestinien, dans des prétendues zones humanitaires réservées, "protégées" par l'ONU. D'ailleurs, Boutros Ghali, fidèle serviteur, depuis la guerre du Golfe, de l'impérialisme américain, n'a-t-il pas déclaré que les troupes de l'ONU et les troupes égyptiennes seraient prêtes à intervenir ? Et Warren Christopher, qui, dans la foulée de cet accord, a déjà fait signer un pré-accord avec la Jordanie et prépare un traité avec la Syrie, a publiquement révélé que

*"des troupes américaines peuvent être déployées sur les hauteurs du Golan, dans le cadre d'un accord entre Israël et la Syrie".*

C'est la "Pax Americana", tout doit être fait sous son contrôle, et l'accord signé le dit explicitement. Dans l'article 16,

*"les deux parties considèrent les groupes de travail créés dans le cadre de négociations multilatérales comme un instrument approprié pour promouvoir un plan Marshall".*

Qui peut croire un seul instant que les impérialismes vont reconstruire l'économie dans ces territoires, dans la situation de crise généralisée dont toute la politique sous l'égide du FMI consiste à piller, à s'approprier les richesses, et crée par là même la misère, la famine pour des millions d'hommes ? L'accord fait explicitement référence aux demandes qui seront faites au G 7 (groupe des sept pays les plus industrialisés).

Est-il nécessaire de rappeler les promesses financières mirifiques qui accompagnent toutes les interventions en cours ? Il suffit d'observer comment sont tenues les promesses d'aide du G 7 à l'ex-URSS et à l'est de l'Europe ou à l'Afrique. Le G 7 avait annoncé le déblocage de 70 mil-

liards de dollars à l'ex-URSS pour l'aide à la reconstruction, à peine 5 milliards de dollars — sous la forme de lignes de crédit — ont été distribués, non pas pour la reconstruction économique, mais pour la privatisation-liquidation des entreprises, pour le contrôle direct des ressources pétrolières, pour les plus grandes destructions économiques. Le fonds d'aide promis pour la reconstruction du Liban est toujours attendu.

Voilà ce que sera chargée de mettre en œuvre la "structure" désignée par les États-Unis. Elle sera chargée d'appliquer les diktats et les plans des États-Unis et du FMI, les plans qui découlent du maintien du système de la propriété privée et qui signifient, à l'échelle de toute la planète, les plus fantastiques destructions, la plus fantastique liquidation sociale. C'est cela, la "Pax Americana".

Parce que tous les régimes de la région sont inféodés à l'impérialisme, ils ont dû s'aligner sur le plan des États-Unis.

3. — L'un des aspects les plus frappants de la vaste campagne d'intoxication et de désinformation qui a entouré la réalisation de l'accord OLP-Israël a été l'affirmation, maintes fois répétée, que l'opposition de nombreux États arabes "ennemis jurés" de l'État d'Israël constituait l'obstacle le plus périlleux sur le chemin de la paix. Cette propagande était complétée par la rhétorique émanant de tous ces États sur la "nation arabe".

Qu'en est-il de cette solidarité de la "nation arabe" ?

La réalité — dont aujourd'hui les mêmes médias se réjouissent —, c'est que, les uns après les autres, les États arabes apportent leur appui à la "paix américaine".

*"Les six États arabes du Golfe ont voté leur appui à l'accord israélo-palestinien comme premier pas vers une paix juste, durable et générale au Moyen-Orient."*

L'Égypte et le Soudan ont fait connaître leur approbation, tout comme l'Algérie et la Tunisie. Le roi Hussein de Jordanie a apporté son soutien à l'accord.

Au moment même où la presse internationale soulignait les "réserves" de la

Syrie, une dépêche d'agence annonçait que la Syrie appuyait l'accord.

Comme l'écrit un journaliste égyptien,

*“le processus de paix inauguré à Madrid est donc soutenu par la majorité des régimes arabes, qui espèrent éviter que la perpétuation du conflit avec Israël ne déstabilise encore davantage la région”.*

Ce qu'ils entendent par “stabilité” ou “paix juste”, c'est le maintien de l'assujettissement des peuples, de la division comme moyen de préserver la domination impérialiste sur la région, son contrôle des ressources pétrolières.

Ce que l'impérialisme appelle “stabilité” est incompatible avec un règlement positif et démocratique de la question palestinienne, c'est-à-dire avec la Constituante palestinienne sur tout le territoire de la Palestine, garantissant le droit de tous ses citoyens, quelles que soient leur religion et leur origine.

Ce qu'ils appellent l'ordre mondial, c'est la préservation des intérêts de l'impérialisme. A chaque étape, les régimes inféodés à l'impérialisme ont empêché le règlement positif de la question palestinienne.

Dès 1948, l'intervention des armées des Etats arabes a eu comme résultat d'étouffer la résistance de la population palestinienne. Dès le 24 avril 1950, la Transjordanie annexe la Cisjordanie et forme un seul Etat, le royaume de Jordanie, avec la dictature hachémite sous contrôle impérialiste, tandis que, dès la fin de 1948, la bande de Gaza était passée sous contrôle égyptien avec l'accord de l'ONU. Les Etats féodo-bourgeois de la région ont cherché en permanence à s'assujettir le mouvement du peuple palestinien pour l'utiliser comme monnaie d'échange dans leurs tractations avec l'impérialisme.

Et à chaque fois que les avancées de la révolution palestinienne ouvraient une solution positive, ces régimes ont eu recours à la plus sanglante répression, en rapport étroit avec l'Etat d'Israël. C'est Septembre noir (1970), où la monarchie hachémite liquide 30 000 Palestiniens. Ce sont les forces syriennes, qui mènent jusqu'au massacre le siège du camp pales-

tinien de Tal el Zaatar (1976). Et au lendemain de l'invasion du Liban par l'armée israélienne (1982), les massacres de Sabra et Chatila, c'est la “guerre des camps” menée sans merci contre la population palestinienne au Liban.

C'est au nom de la solidarité de la “nation arabe” que la cause du peuple palestinien a constamment été subordonnée à la politique des régimes arabes, garants de la division des peuples de la région.

Rappelons la base du mouvement national palestinien lorsqu'il s'était constitué en 1964. Il avait adopté sa charte, qui disait :

*“Le mouvement de libération palestinien déclare solennellement que l'objectif final de cette lutte réside dans la restauration de l'Etat démocratique et indépendant de la Palestine, où tous les citoyens, quelles que soient leur race et leur religion, jouiront de droits égaux.”*

En 1970, le II<sup>e</sup> Congrès mondial sur la Palestine, organisé par le Mouvement national palestinien, déclarait :

*“Tous les juifs, musulmans et chrétiens auront droit à la citoyenneté palestinienne.”*

Voilà pourquoi la constitution de cet “autogouvernement”, qui nie le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, amène Arafat, dans la lettre qu'il a adressée au Premier ministre d'Israël, à déclarer, au sujet de la charte palestinienne sur laquelle s'est fondée l'OLP, que

*“les considérants de la Charte qui sont contradictoires avec ces accords sont désormais nuls et nonavenus”.*

Répétons-le, pour les grandes puissances, avec à leur tête l'impérialisme américain, il ne s'agit pas de la paix et du droit des peuples, mais de l'ordre impérialiste. Parce que cet accord est fondé sur la partition, sur l'éclatement, sur la négation des droits des peuples, sur l'oppression et la négation de la démocratie, il crée toutes les conditions pour de nouveaux affrontements, de nouvelles guerres, de nouveaux massacres.

4. — Aujourd'hui, on nous présente l'accord sous l'égide des Etats-Unis et

sous le drapeau de l'ONU comme celui qui va clore une longue période de conflits meurtriers et de guerres, d'un long conflit historique. Comme si la responsabilité de l'impérialisme et de l'ONU n'était pas pleinement engagée dans les guerres et les massacres qui ravagent cette région depuis cinquante ans. Car l'Etat d'Israël n'est pas né d'un développement national aboutissant à la constitution d'un Etat, mais d'une décision de l'ONU prononçant la partition de la Palestine et approuvant la constitution de l'Etat d'Israël.

C'est en 1947-1948 que Truman et Staline, avec le soutien de l'Internationale socialiste, ont décidé la partition de la Palestine. Les faits l'ont démontré : cette partition a entraîné un demi-siècle de guerres, de massacres et d'oppression.

Pour sa part, la IV<sup>e</sup> Internationale, dès novembre 1947, écrivait :

*“Le vote de l'ONU n'a été qu'une formalité après l'accord des trois grands. Le partage de la Palestine était virtuellement un fait accompli... La position de la IV<sup>e</sup> Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante.”*

La IV<sup>e</sup> Internationale se prononce pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle combat résolument le droit de l'ONU à disposer des peuples, comme facteur de guerre, d'oppression et d'exploitation.

*« (...) Un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, une seule République palestinienne libre, laïque et démocratique, dont le peuple déterminera lui-même la forme et le contenu dans le respect des droits égaux des deux composantes, juive et arabe, de la nation palestinienne. Tel est le contenu du mot d'ordre démocratique de Constituante palestinienne (...).*

*Sur son drapeau, le parti du prolétariat inscrit : pour la victoire de la révolution palestinienne, Assemblée constituante souveraine établissant un seul Etat laïque et démocratique, la République palestinienne sur toutes les terres de*

*l'ancienne Palestine, composée de la Cisjordanie, de la Jordanie, d'Israël et de Gaza.*

*Il faut souligner une fois de plus que la lutte pour constituer la nation palestinienne en Palestine est étroitement reliée au mot d'ordre du “retour des populations dispersées, expropriées, contraintes à l'exil” (...).*

*La revendication du retour est étroitement reliée et conditionnée par le combat anticapitaliste et anti-impérialiste pour l'expropriation des terres d'où les Palestiniens ont été chassés, combat sur lequel la lutte révolutionnaire du peuple palestinien se présente comme une sauvegarde des travailleurs juifs exploités » (résolution sur la révolution palestinienne adoptée par la conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale [CIR] en janvier 1988).*

A l'heure où l'accord signé entre la direction de l'OLP et l'Etat d'Israël annonce, sans aucun doute, de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-dire du droit de tous les peuples à vivre libres sur leur terre, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale ; telle est la seule voie réaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est le droit au retour pour tous les Palestiniens, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique, se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive sur tout le territoire de la Palestine.

Répetons-le, l'effondrement et les convulsions du “nouvel ordre mondial” que l'impérialisme tente d'imposer par le fer et le feu dans le monde entier sont à la mesure de la faillite du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production. La multiplication des guerres et des conflits meurtriers, qui affecte aujourd'hui 80 pays de tous les continents, avec leur cortège d'horreurs, de misère et de destructions, est la forme que prend aujourd'hui une politique où la défense des profits de la minorité capitaliste est réalisée par la destruction systématique des acquis les plus élémentaires de la civilisation. La grève générale de

plus de 20 millions de travailleurs indiens, le 9 septembre, contre les plans de privatisation du FMI et de l'impérialisme, faisant suite aux grèves générales contre les privatisations du Niger, du Nigeria, du Bangladesh, du Sénégal, témoigne de ce que, partout dans le monde, et quelles que soient les difficultés, les travailleurs et les peuples cherchent la voie du combat uni contre les plans meurtriers de l'impérialisme, pour la défense de leurs droits fondamentaux aux plans économique, social et politique. Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, une telle nation palestinienne, unie et fraternelle, est nécessairement liée au combat d'émancipation de tous les peuples de la région pour établir une union sur un pied d'égalité des peuples et des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de

l'oppression impérialiste, libérés de la domination et de l'exploitation de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

C'est par la lutte des travailleurs et la lutte des peuples, dans la réalisation de leur unité contre l'impérialisme, que peut être ouverte une issue à l'humanité tout entière.

C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale se tient fidèlement sur le terrain de la devise de la Première Internationale :

*“L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.”*

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est aux travailleurs, c'est aux peuples de décider de leur avenir.

La Lettre de la Vérité est éditée chaque semaine. Elle est servie uniquement sur abonnement. Alors, n'attendez pas, abonnez-



**Abonnement à La Lettre de La Vérité**  
40 numéros : 15,25 euros €

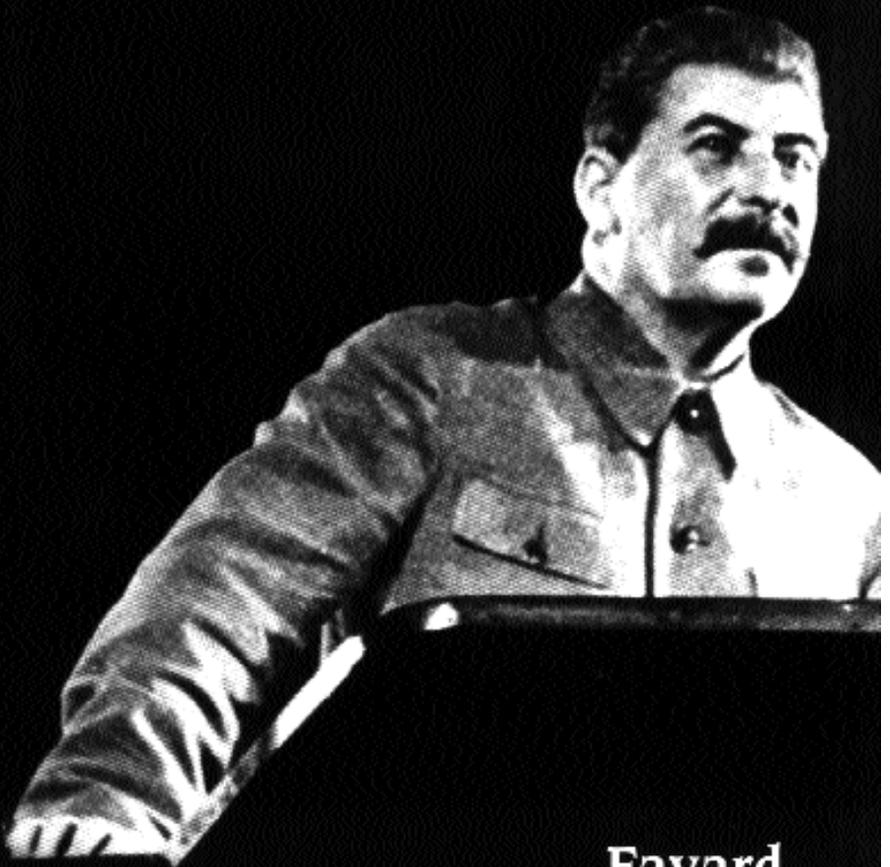
Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Bulletin à retourner à : APIO.  
Abonnement à La Lettre de La Vérité, 87 rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
(Chèque à l'ordre d'APIO)

# STALINE

Jean-Jacques  
Marie



Fayard

990 pages, en vente à la SELIO, Prix : 30 euros.

## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X